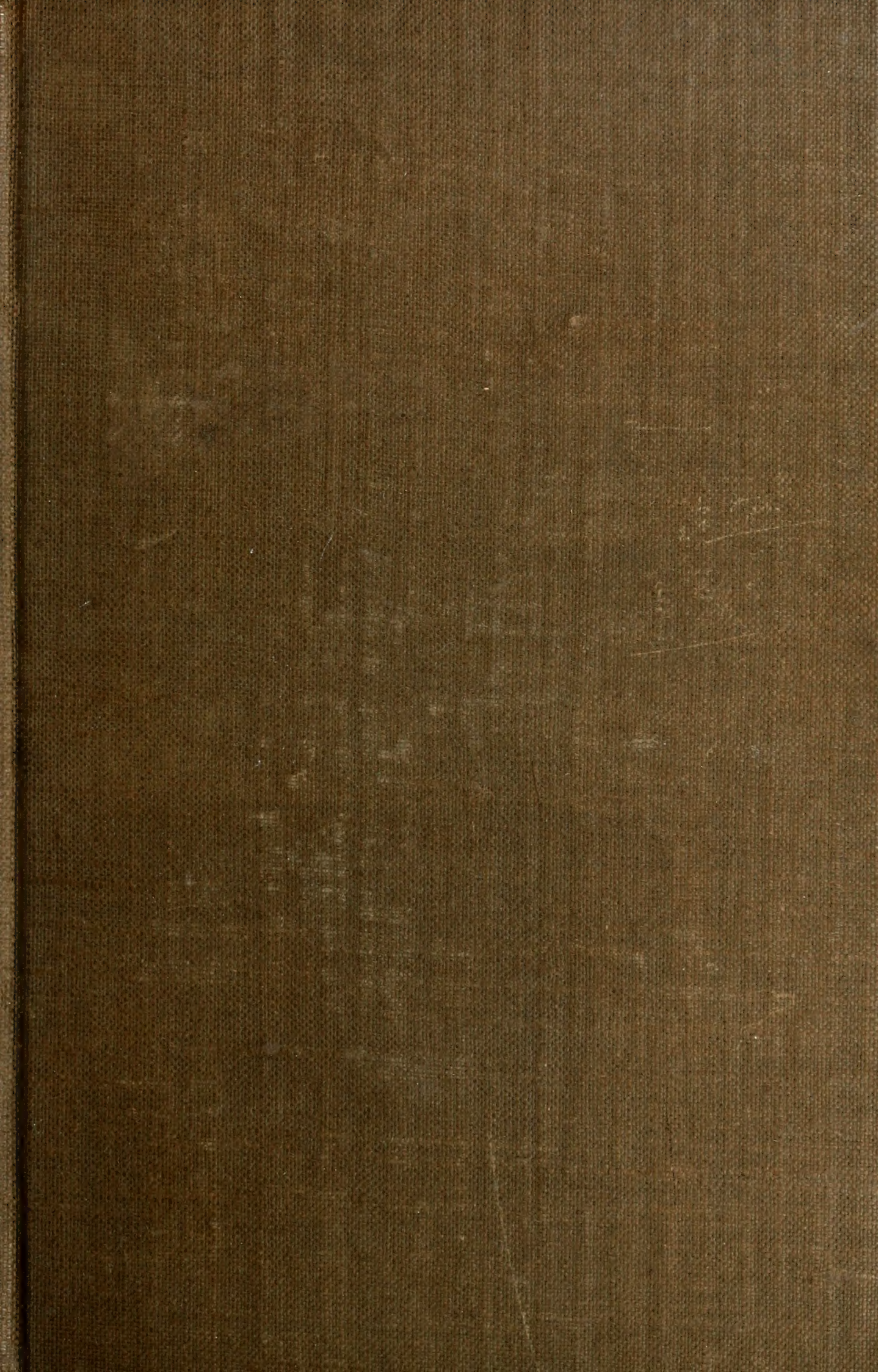


ESSAI D'UNE PSYCHOLOGIE

DE L'ANGLETERRE CONTEMPORAINE

LES CRISES POLITIQUES

PROTECTIONNISME ET RADICALISME

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

Essai d'une psychologie de l'Angleterre contemporaine. *Les crises belliqueuses.* 1 vol. in-8 de la Bibliothèque de philosophie contemporaine, 1906. . . . . 7 fr. 50

Ouvrage récompensé par l'Académie française (prix Marcellin-Guérin).

La Fondation universitaire de Belleville, avec une introduction de Ch. Gide. 1 vol. in-12, 1902. . . . . 2 fr. «

Ouvrage récompensé par l'Académie des Sciences Morales et Politiques (prix Maisondieu).

Souvenirs d'Oxford. Brodard, Coulommiers, 1898 (*Épuisé*).

Oxford memories. Traduction de W. Barker. Préface de Mrs Margaret Woods. London, Robinson, 1900.

Le Mouvement idéaliste et social dans la littérature anglaise. *J. Ruskin.* 2e édition, Calmann-Lévy, 1901.

Ouvrage récompensé par l'Académie française (prix Montyon).

SOUS PRESSE

Le Mouvement idéaliste et social dans la littérature anglaise. *Les disciples de Ruskin, W. Morris, W. Crane, J. Sanderson.*

EN PRÉPARATION

Le Mouvement idéaliste et social dans la littérature anglaise. *T. Carlyle.*

Essai d'une psychologie de l'Angleterre contemporaine. *L'ouvrier anglais.*

ESSAI D'UNE PSYCHOLOGIE

DE

L'ANGLETERRE CONTEMPORAINE

LES CRISES POLITIQUES

PROTECTIONNISME ET RADICALISME

PAR

JACQUES BARDOUX

PARIS
FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR
LIBRAIRIES FÉLIX ALCAN ET GUILLAUMIN RÉUNIES
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

—

1907


LIBRARY
UNIVERSITY OF TORONTO

À M. ANATOLE LEROY-BEAULIEU,

Directeur de l'École libre des Sciences Politiques,
Membre de l'Institut,

En témoignage de profond respect
ces pages sont dédiées.

PRÉFACE

Pour l'historien qu'anime l'ambition de faire œuvre durable, il n'est pas de tâche plus ingrate que le récit des événements contemporains. Il n'a pas sous la main tous les matériaux nécessaires, pour bâtir son édifice. Il n'est point sûr, quand il se met au travail, de pouvoir construire, à la manière de Thucydide, un monument dont les fondations massives, les lignes générales, les détails pittoresques résisteront à l'action du temps.

Le psychologue, dans son analyse de la vie contemporaine, ignore cette décourageante fragilité. Cette supériorité s'explique par les caractères de la tâche qu'il entreprend, de la méthode qu'il emploie. Il ne prétend pas établir, d'une façon définitive, les causes précises d'un fait historique. Peu lui importe que la véritable origine d'un vote parlementaire ou d'une décision diplomatique ne puisse être dévoilée

que par des papiers inédits ou des archives interdites. Il ne cherche même pas à tracer un tableau scrupuleusement exact des événements, qui se sont déroulés dans les dernières années. Et si l'absence de certaines enquêtes économiques ou sociales, dont la publication a été ajournée, empêche le philosophe de retoucher, autant qu'il l'aurait voulu, telle de ses esquisses, il triomphe vite de ses scrupules. L'objet précis de ses travaux n'est point l'événement passé, encore moins ses causes historiques, mais la répercussion psychologique des faits économiques et politiques, intellectuels et sociaux. L'opinion contemporaine, telle qu'elle se manifeste dans les journaux et les brochures, les volumes et les enquêtes, les discours et les conversations : voilà le champ d'observations ouvert à sa curiosité.

Les pages qui suivent ne sont pas une histoire de la réaction protectionniste et de la poussée radicale, dont le conflit vient de se dérouler à nos yeux. L'auteur a voulu seulement analyser deux courants d'opinion, en classer les facteurs principaux, en préciser les caractères psychologiques. Si l'on applique cette méthode à l'étude du protectionnisme et du radicalisme anglais, il n'est pas nécessaire de recourir à d'autres documents que ceux fournis par la lecture quotidienne des journaux importants, par des relations régulières avec les groupements organisés, par des conversations fréquentes avec les

hommes politiques. Peu importe au psychologue qu'il n'ait point entre les mains tous les éléments nécessaires, pour écrire l'histoire économique de la stagnation commerciale (1878-1898), ou l'histoire diplomatique de la crise germanophobe (1897-1903). Il n'est point tenu d'être renseigné sur les lacunes de certaines statistiques comparées, ou le rôle de diverses personnalités impériales. Il suffit que ce philosophe puisse, — après avoir montré les liens étroits qui réunissent en un inséparable faisceau les angoisses commerciales et la campagne protectionniste, le mouvement germanophobe et la réaction conservatrice, — analyser séparément l'action psychologique de chacun de ces faits historiques. Il ne s'attachera qu'aux détails dont il a pu saisir l'influence sur les esprits et sur les cœurs. Il classera, avec la plus entière liberté, les documents recueillis. Il ne se préoccupera que de mettre en relief les traits qui caractérisent un courant d'idées et de sentiments : la lente formation (1), ou bien les exagérations aveugles (2) d'une opinion collective. Et si, plus tard, des publications indiscrètes ou autorisées viennent révéler les dessous d'une crise ministérielle ou d'une victoire électorale, les obser-

(1) Par exemple, la satisfaction progressive que provoque la reprise des affaires en 1904 et 1905 (chapitre VIII et surtout p. 201, 224, etc.).

(2) Par exemple celles provoquées par les menaces de la concurrence allemande (voir chapitre I, § 3).

vations du philosophe n'en conserveront pas moins leur valeur. L'historien sera, un jour, renseigné sur la sourde rivalité de J. Chamberlain et A.-J. Balfour, sur les négociations secrètes entre les chefs libéraux et certains *leaders* ouvriers, qui ont facilité le succès inespéré des idées libérales. Mais, quelle que soit l'importance qu'il conviendrait d'attacher à ces incidents, il n'est point nécessaire de les connaître, pour rechercher les origines et préciser les caractères du courant radical. Tous les documents sont là : il suffit de regarder, d'écouter et de lire. Le recul du temps, loin de faciliter la tâche, la compliquerait plutôt : il rendrait les généralisations faciles et supprimerait des témoignages précieux.

L'histoire contemporaine n'est possible que pour le psychologue.

Cette méthode rapproche étroitement ce volume d'une précédente étude sur les *Crises belliqueuses* (1) du peuple anglais. A dire vrai, elle constitue une préface nécessaire à cette analyse d'une *Crise politique*. Deux facteurs dominent l'évolution de la Grande-Bretagne : la prédominance des intérêts économiques, chez ce peuple de consommateurs, qui vit de son commerce et où la propriété mobilière est aussi rare, aussi dédaignée et aussi con-

(1) Paris, Félix Alcan, 1906.

centrée que la propriété foncière ; l'autorité de l'utilitarisme concret, dans une société qui a secoué le joug des doctrinaires classiques et des métaphysiciens romantiques. Dans ce précédent volume, nous avons précisé l'importance (1) et analysé les origines (2) de ces deux caractères psychologiques, qui expliquent les répercussions de la concurrence allemande et de la reprise industrielle, la faillite du libéralisme orthodoxe (3) et du collectivisme marxiste (4), la réaction protectionniste et la poussée radicale. Il est, enfin, impossible de comprendre les obstacles, auxquels se heurtera, tôt ou tard, le courant victorieux, si l'on ignore l'autorité des groupements aristocratiques (5) et la force des instincts conservateurs (6). Nous nous sommes efforcés, dans notre étude sur les *Crises belliqueuses*, de montrer de quel poids pèse sur l'Angleterre contemporaine ce passé toujours vivant.

Le nouveau volume et celui qui l'a précédé se complètent donc. Ils forment deux chapitres d'un ouvrage, qui pourrait en avoir plusieurs. Ils constituent un même effort pour appliquer à des problèmes de même ordre, à des courants d'opinion,

(1) *Les Crises belliqueuses*, éd. cit., p. 30-38, 53-63 et p. 13-20.
(2) *Ibid.*, p. 153-161, 482-516 et p. 350-398, 466-478.
(3) Voir ci-dessous chapitre II, p. 39, 65 et IV, p. 145.
(4) Voir ci-dessous chapitre V, p. 180, 185.
(5) *Les Crises belliqueuses*, éd. cit., p. 53-78.
(6) *Ibid.*, éd. cit., p. 399-404.

la même méthode d'observation. Nous cherchons à recueillir des documents humains, à analyser des états d'esprit successifs.

C'est là le seul moyen d'arriver, progressivement, à établir le dossier moral, la définition psychologique du peuple anglais.

Venise, avril 1907.

Les épreuves de ce volume ont été revues par M. P. Hildenfinger, archiviste-paléographe, attaché à la Bibliothèque nationale, qui a bien voulu nous faire profiter des conseils de son expérience et des scrupules de son amitié.

PROTECTIONNISME ET RADICALISME

LIVRE PREMIER

LA RÉACTION PROTECTIONNISTE

CHAPITRE PREMIER

LA CONCURRENCE ALLEMANDE

I. La métallurgie. Production et consommation de fer brut et d'acier. La quincaillerie et la coutellerie. Stagnation générale des ventes anglaises ; progrès des ventes allemandes. — II. Le ciment. Les produits chimiques. Les tissus de toile, jute et laine. — III. Le coton. Le charbon. L'industrie navale. — IV. Conclusion (1895-1898).

La stagnation commerciale est le fait économique qui domine l'histoire de l'Angleterre contemporaine. Avant d'en étudier les répercussions politiques et diplomatiques, il importe d'analyser l'activité des usines britanniques depuis 1895.

Il était possible, aux environs de 1895, sans trop altérer la vérité, de symboliser dans une seule formule, — le péril allemand, — les crises commerciales de l'Angleterre, de résumer en un seul fait, — la concurrence allemande, — les origines diverses de la stagnation économique.

Si on analyse les angoisses des industries sérieusement atteintes, les inquiétudes des industries relativement prospères, si on scrute les infidélités des clients et les causes de l'infériorité, on retrouve toujours, pour les expliquer ou les commenter, le nom de l'Empire d'outre-Rhin.

I

Par deux fois, en 1880 et 1890, l'Institut britannique du fer et de l'acier (1), après des enquêtes faites en Allemagne, s'enorgueillissait, dans son rapport annuel, de la supériorité anglaise. En 1895, après des observations plus minutieuses, rendues nécessaires par la diminution des dividendes, des délégués revinrent d'outre-Rhin en proclamant que la Grande-Bretagne était battue (2). Elle avait été vaincue à l'aide des armes qu'elle avait elle-même forgées.

Les industriels allemands, non contents d'appliquer sur une plus vaste échelle que leurs confrères, la découverte déjà ancienne de Bessemer (3) pour la fonte de l'acier, parviennent à utiliser, grâce au procédé basique de l'Anglais Thomas, les minerais phosphoreux de la Lorraine, du Luxembourg (4); rompent avec les exigences des Espagnols, qui détiennent les filons purs, mais coûteux, de Bilbao (5); accroissent, par rapport aux statistiques d'outre-Manche, la puissance productrice de leurs hauts fourneaux (6). Ils créent, à partir de 1880, une industrie

(1) *British Iron Trade Association Reports.*

(2) E. Williams, *Made in Germany*, popular edition (Heinemann, 1897), pp. 23 et 40.

(3) A. Cheltenham, en 1856.

(4) Williams, *o. cit.*, p. 33.

(5) Ibid., *id.*, p. 43.

(6) Ibid., *id.*, p. 42.

formidable qui ne tarde pas à éclipser sa glorieuse rivale, aveuglée par ses succès passés, épuisée par un siècle et demi d'efforts constants (1).

En 1876-80, l'Allemagne figure dans la production annuelle totale de fer brut, pour 14 p. 100 ; en 1896-1900, sa part s'élève à 20.5, voisine de celle de l'Angleterre, qui de 45 p. 100 (1876-80) (2) est tombée progressivement à 25 p. 100. Si on ramène à 100 la quantité de gueuses de fer, sortie annuellement des hauts fourneaux allemands et anglais pendant la période 1876-80, on constate que les statistiques annuelles de la Grande-Bretagne oscillent entre 121 (1881-85), 116 (86-90), 105 (91-95), 133 (96-1900), tandis que les chiffres de l'Empire germain dessinent une ligne droite, ferme et rapide : 156, 193, 233, 341 (3). Les maîtres de forges britanniques, entre 1876 et 1880, apprenaient avec fierté que la production annuelle de leurs hauts fourneaux dépassait de 4.520 milliers de tonnes anglaises celles de leurs confrères allemands ; l'avance diminue progressivement : 4.760 (81-85), 3.630 (86-90), 2.050 (91-95), 1.580 (96-1900). Les Anglais sont rejoints en 1900-1902, dépassés en 1903 (4). Bien avant

(1) Tandis que, depuis 1875, la production de minerais de fer diminue en Angleterre, rendant ainsi la métallurgie britannique tributaire de l'étranger et à la merci de droits hostiles, les maîtres de forges allemands exploitent chaque jour davantage les richesses de leur sol. *Statistical Abstract for the principal and other foreign countries*, n° 30, 1904, p. 327.

(2) *Report of the Tariff Commission*. T. I. *Iron and steel Trades*, (King and son, 1904), § 20. Voir aussi Blondel, *l'Essor du peuple allemand*, 3e édit., 1900, p. 47 ; Williams, *o. cit.*, p. 34 ; *National Review*, sept. 1901 : article de Williams, p. 133.

(3) *Report of the Tariff Commission*, vol. cité, § 23.

(4) *Id.*, § 18.

	Royaume-Uni	Allemagne
1901	7.930	7.740
1902	8.680	8.260
1903	8.810	9.860

cette date, ils l'étaient au point de vue de la consommation de fer brut (1). Celle du Royaume-Uni grandit à peine : 5.430 (76-80), 6.690, 6.700, 6.270, 7.880 milliers de tonnes (96-1900). Les usines allemandes augmentent, au contraire, leurs facultés d'absorption : 2.210, 3.330, 4.180, 5.010, 7.650 milliers de tonnes. Menacée dans la supériorité de sa production, rejointe au point de vue de la consommation de fer brut, l'Angleterre est vaincue sur le terrain de l'acier. Dans le flot qui sort, scintillant de flammes, des usines du monde, la part de l'Angleterre n'est plus que de 20 p. 100 (1896-1900), au lieu de 33 (1876-80) ; celle de l'Allemagne est de 23 p. 100 : elle n'était que de 16 (2). De 1.020 milliers de tonnes anglaises la Grande-Bretagne est montée péniblement à 1.970 (81-85), 3.270, 3.080, 4.660 (96-1900). Partie de plus bas (510), l'Allemagne est montée plus haut : 1.070, 1.790, 2.780, 5.520 (96-1900) (3).

En métallurgie, la concurrence de l'Allemagne est plus dangereuse pour l'Angleterre que celle des États-Unis (4). Elle est moins récente, apparaît sur plus de marchés (5),

(1) *Report of the Tariff Commission*, vol. cité, § 26.

(2) *Id.*, § 36.

(3) *Id.*, § 34. Voir aussi Blondel, *o. cit.*, p. 47 ; E. Williams, dans *National Review*, sept. 1901, p. 133 ; *National Review*, sept. 1903, supplément, p. 58.

(4) Voici, en milliers de tonnes anglaises, pour les États-Unis, les statistiques de la production de fer brut ; de la consommation de fer brut ; de la production d'acier :

1876-1880	2.200	2.200	810
1881-1885	4.260	4.430	1.650
1885-1890	7.080	6.300	3.299
1891-1895	8.130	8.320	4.670
1896-1900	11.490	10.490	8.450

Report of the Tariff Commission, vol. cité, §§ 18, 26, 34.

(5) La concurrence de la Métallurgie américaine ne se fait sentir, en dehors du marché américain, qu'aux environs de 1898 et uniquement sur certains marchés coloniaux : Canada, Cap, Australasie. *Tariff Commission*, vol. cité, §§ 45-49. V. Bérard, *l'Impérialisme anglais*, 2e éd., p. 272.

atteint un plus grand nombre d'objets ouvrés (1).

Pour la vente de tous les produits en fer et en acier, quels qu'ils soient, l'Angleterre est sur le point d'être dépassée par l'Allemagne (2). Ce qui est vrai des grandes branches de la métallurgie, — quincaillerie et machines, — ne l'est pas moins, des usines spécialisées dans la fabrication des fusils, des aiguilles ou des bicyclettes.

Les ventes anglaises de quincaillerie et de coutellerie, qui, en 1872, avaient dépassé 5 millions de livres et atteignaient encore, en 1881 et 1882, 3,8 et 4,1 millions (3), tombent à 2 et 1,8 en 1893 et 1894, pour se relever à 2,1 en 1900 (4). Les ventes allemandes dépassent les statistiques britanniques, en 1893-94 (3.756 et 3.700 mille livres sterling) (5) ; les écrasent en 1900 (6) : 9.470.000 livres sterling. Les rapports consulaires enregistrent la disparition des produits d'origine anglaise sur divers marchés. A Tunis, le monopole de fait, dont jouissait la quincaillerie britannique, est détruit (7). En Serbie, les couteliers allemands se tiennent mieux au courant des habitudes locales, et vendent aux paysans des couteaux de cuisine

(1) En voir la liste dans *Report of Tariff Commission*, vol. cité, §§ 204-206. Si on réduit en schellings les valeurs allemandes (1 mark = 1 sch.) et américaines (1 dollar = 4 sch.), on obtient les chiffres suivants :

	EXPORTATIONS ALLEMANDES			EXPORTATIONS AMÉRICAINES		
	Millions de schellings totaux :					
	Machines	Fils de fer	Acier	Machines	Fils de fer	Acier
1896.	107	27	378	92	4	164
1897.	119	26	383	120	8	228
1898.	136	26	426	140	8	280

Stat. Abstr. for foreign countries, numéro cité, pp. 93 et 139.

(2) *Consular Report*, n° 1977, juillet 1897.

(3) *Statist. Abstr.*, n° 34, pp. 88-89.

(4) *Ibid.*, n° 49, p. 115.

(5) Williams, *Made in Germany*, pp. 58-59.

(6) *Consular Report. Annual series*, n° 3.333 (1905), p. 21.

(7) *Ibid.*, n° 1648 (1895).

et de poche, d'un modèle séculaire, soigneusement frappés de la marque de Sheffield (1).

Vaincus sur le terrain de la quincaillerie et de la coutellerie, les maîtres de forges anglais s'efforcent de conserver leur supériorité dans la vente des instruments et machines de tout genre :

	Exportations d'instruments et machines	
	anglaises (Livres sterling)	allemandes (Livres sterling)
	—	—
1895 . . .	5.150.000	7.947.000
1897. . . .	16.889.000	9.354.000
1899. . . .	20.208.000	12.344.000

Le manque de concordance entre les documents anglais et allemands rend difficile l'appréciation de cette concurrence. Serrés de près, dans la fabrication des machines à vapeur, — les ventes allemandes passent de 550 à 660.000 livres sterling, de 1898 à 1899, tandis que les exportations anglaises oscillent autour de 1.400.000 (2), — les maîtres de forges anglais sont chassés du marché russe (3). Sur le point d'être dépassés dans le commerce de la bicyclette, — les commandes étrangères se maintiennent en Allemagne à 600.000 livres, tandis qu'elles reculent en Angleterre de 960 à 662.000 livres (1898-99) (4), — les exportateurs anglais se voient fermer les portes de l'Europe centrale (5). La France et les Bal-

(1) *Consular Report. Annual series*, n° 1685 (1896).

(2) Chiffres de 1895. *Consular Report. Misc. series*, n° 490, 1899, p. 68. Chiffres de 1897 et 1899. *Stat. Abstr.*, n° 49, p. 1145. *Consular Report. Misc. series*, 1900, p. 4.

(3) *Consular Report. Miscell. series*, 1900, n° 525. — *Stat. Abstract*, n° 49, p. 117. — *Blue Book*, C. 9.078, p. 9.

(4) *Consular Report. Miscell. series*, 1900, n° 525. — *Stat. Abstract*, n° 49, p. 117.

(5) *Journal of the Board of Trade*, juillet 1898, p. 20.

kans s'approvisionnent, en machines-outils (1), en armes de guerre (2), de l'autre côté du Rhin.

Sans doute la métallurgie britannique conserve sur certains points, dans la vente des rails et des coussinets (3) par exemple, une écrasante supériorité. Mais cette avance, souvent précaire (4), ne diminue en rien la gravité des reculs constatés dans deux des branches les plus importantes de la mère des industries. Trois faits révèlent au témoin le plus partial la gravité des coups portés par la jeune rivale à la glorieuse doyenne.

Si l'on prend vingt-huit des principaux produits du fer et de l'acier, si on distingue les commandes faites aux forges britanniques par les colonies anglaises et par les nations étrangères, la stagnation des exportations apparaît nettement. De 1893 à 1898, les achats de l'étranger ne varient presque pas : ils passent de 13.603 à 14.073 milliers de livres sterling, après avoir reculé jusqu'à 12.634 et 12.999 en 1894 et 1895. Seules, les ventes faites

(1) *Consular Report. Annual series*, 2.671, 1901, p. 31.
(2) *Consular Report. Misc., series*, 1893, n° 462, et 1900, n° 525.

(3)

		Exportations anglaises. Livres sterling.	Exportations allemandes. Livres sterling.
Rails.	1898	2.173.000	650.000
—	1899	2.311.000	600.008
Coussinets . .	1898	311.000	150.000
—	1899	308.000	150.000

(4)

		Exportations anglaises. Livres sterling.	Exportations allemandes. Livres sterling.
Fers d'angles. . .	1898	93.000	1.050.000
— . . .	1899	175.000	1.300.000
Tubes.	1898	976.000	300.000
—	1899	916.000	350.000

Consular Report. Misc. series, 1900, n° 525. — *Stat. Abstr*, n° 49, p. 117.

aux colonies masquent, par leur progrès, cette redoutable stagnation (1). Tout autre a été la destinée de la métallurgie allemande : quand on examine ses statistiques, les oscillations font place à une ligne presque régulière (2). Dans toutes les nations de l'Europe centrale, la marée des exportations allemandes monte à flots pressés :

		Fers et marchandises en fer (Schellings)	Outils, machines et véhicules (Schellings)
		—	—
Autriche. . .	1896	19.208.000	18.371.000
Hongrie . . .	1897	21.306.000	18.295.000
—	1898	25.342.000	20.576.000
Suisse. . . .	1896	30.692.000	7.574.000
—	1897	33.230.000	10.015.000
—	1898	33.500.000	10.385.000

Le flot déborde à l'est, à l'ouest et au sud. Les commandes de fer et marchandises en fer, d'outils et machines, faites par la Russie, passent, aux mêmes dates, les premières de 42.943 à 46.421, 55.646; les secondes de 37.875 à 38.518, 43.591 milliers de schellings. Ces deux catégories d'exportations, à destination de la France, progressent les unes de 8.845 à 10.068, 11.045, les autres de 10.204 à 11.491, 12.027 milliers de schellings. La même régularité caractérise la hausse des achats italiens et suisses : 11.636, 11.373 et 12.209 milliers de schellings d'une part, 4.951, 5.896 et 7.589 milliers de schellings d'autre part. Quant aux Balkans, la conquête en est achevée.

(1) *Report of the Tariff Commission. Iron and steel Trades*, § 177.
(2) *Consular Report. Miscell. series*, 1898, n° 462 et 1900, n° 525.

		Fers et marchandises en fer (Milliers de schellings)	Outils, machines et véhicules (Milliers de schellings)
		—	—
Bulgarie. . .	1896	1.810	416
—	1897	1.360	719
—	1898	1.658	455
Roumanie. .	1896	6.092	2.403
—	1897	7.407	3.386
—	1898	9.331	4.822
Serbie. . . .	1896	456	173
—	1897	515	197
—	1898	534	565

Celle de la Turquie et de l'Égypte est projetée. Et si les commandes de l'Amérique du Sud sont sujettes à de graves fluctuations, ces oscillations sont compensées, dans une certaine mesure, par la hausse des commandes qu'adressent la Chine et le Japon aux fabriques allemandes d'outils et de machines.

		Fers et marchandises en fer (Milliers de schellings)	Outils, machines et véhicules (Milliers de schellings)
		—	—
Chine	1896	18.145	303
—	1897	9.851	897
—	1898	9.310	15.366
Japon	1896	5.659	1.403
—	1897	5.713	2.704
—	1898	4.221	5.002

Mais tous ces achats croissants n'empêchent point les maîtres de forges allemands de courtiser les colonies anglaises. Ils accroissent leur clientèle. C'est ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, que les commandes de fer et marchandises en fer, celles d'outils, machines et véhicules, faites à l'Allemagne par l'Australasie, passent les unes

de 6.772 à 7.160, 7.199, les autres de 4.443 à 5.753, 5.650 milliers de schellings (1).

Grâce à toutes ces plus-values, la métallurgie allemande est arrivée à serrer de près, à l'aube du vingtième siècle, la métallurgie britannique (2).

Exportations	allemandes (Livres sterling)	anglaises (Livres sterling)
—	—	—
De fer et acier.	23.980.000	31.992.000
D'outils et de machines . .	15.793.000	20.457.000
De quincaillerie et de coutellerie.	9.470.000	2.139.000
	49.248.000	54.588.000

Malgré son avance, l'industrie anglaise, succombant sous le poids de son outillage ancien, paralysée par l'éloignement de la matière première (3), sera distancée par sa jeune rivale, qui dresse ses usines neuves, non loin de filons nouveaux, au bord de rivières puissantes. La victoire n'est plus qu'une question d'années.

II

Nulle part le conflit n'est aussi intense que sur le domaine du fer et de l'acier, dans les marchés complexes

(1) Pour les autres colonies, voir *Tariff Commission Report*, t. I, p. 187.

(2) *Statist. Abstract*, n° 49, pp. 113-117. — *Consular Report. Annual Series*, 1905, n° 3333, p. 21. L'avance de la métallurgie anglaise est plus importante que ne le feraient croire ces chiffres. Aux exportations anglaises, il conviendrait d'ajouter les ventes de machines à coudre (1.512.000 livres sterling); de bicyclettes (530.000 livres sterling); de fusils (193.000 livres sterling); d'instruments de musique (225.000 livres sterling); et une partie des ventes de wagons et navires, classées par les statisticiens du *Board of Trade* sous des rubriques distinctes.

(3) *Tariff Reform Commission*, t. I, p. 992.

de la quincaillerie et de la machine-outil comme dans les domaines restreints du jouet (1) et du fusil. Mais pour être moins grave, la lutte n'en existe pas moins entre d'autres usines. Il est possible d'embrasser du regard toute l'étendue de cette guerre, qui, bien qu'elle ne soit point accompagnée des sonneries de clairons, du grondement des canons, entraîne cependant après elle quelques-unes des conséquences politiques, des misères sociales, qu'on croit, bien à tort, réservées aux seules batailles qu'ait contées l'historien et chantées le poète.

Ici, des combats d'avant-garde se terminent au profit des envahisseurs germains. En 1890, l'Angleterre exportait pour 1.281.000 livres sterling de ciment : les expéditions diminuent régulièrement et tombent à 647.000 et 609.000 livres sterling (1897 et 1898) (2). L'Allemagne, jadis tributaire de l'Angleterre, exploite avec succès les terrains pauvres de Westphalie et du Hanovre. Le nombre des usines passe de 420 en 1882, à 1.274 en 1895. Non contentes de suffire aux commandes allemandes et de fermer à l'industrie britannique le marché national, elles exportent. La valeur des expéditions passe de 600.000 livres sterling en 1895, à 820.900, 1.000.000, 1.350.000 de 1896 à 1899. L'Allemagne approvisionne le Danemark, la Hollande et l'Autriche, et poursuit ses rivaux jusque sur les marchés brésiliens, yankees et sud-africains. Elle élève le chiffre de ses ventes au niveau qu'avait connu le Royaume-Uni aux heures de prospérité, et ramène les exportations britanniques aux chiffres d'où l'Allemagne était partie en 1895 (3).

(1) Williams, *Made in Germany*, p. 116.
(2) *Statist. Abstr.*, n° 46, p. 113.
(3) *Consular Report. German Cement. Misc. Series*, n° 624, pp. 4 et 5, 1905.

Là, une victoire plus importante est remportée par les fabricants allemands de produits chimiques sur leurs rivaux anglais. La diversité des produits, la valeur des ventes et le nombre des producteurs donnent à ce conflit la signification et la gravité non plus d'un combat d'avant-garde, mais d'une marche d'approche. Ce ne sont pas seulement les réexportations de produits tropicaux (1), les ventes de l'industrie chimique à l'Allemagne, qui ont baissé (2) ; toutes les exportations britanniques ont reculé, devant les progrès d'une des branches de l'activité germaine, dont l'essor coïncide avec les victoires de 1870 (3), dont les caractères concordent avec les qualités de la pensée allemande.

	EXPORTATION DE PRODUITS CHIMIQUES DE TOUT GENRE	
	allemandes (Livres sterling)	anglaises (Livres sterling)
	—	—
1889	11.335.000	7.788.000
1896 (4) . . .	16.220.000	8.668.000
1900 (5) . . .	17.633.000	9.893.000 (6)

En termes dramatiques, Williams a raconté l'invasion de ces mille produits, qu'ont tirés de la houille et de l'alcool des centaines de chimistes tenaces (7). Les ventes d'ani-

(1) Williams, *Made in Germany*, *o. cit.*, p. 93.

(2) De 1889 à 1896, les exportations anglaises de produits chimiques vers l'Allemagne baissent de 765.000 livres sterling, tandis que les importations allemandes augmentent de 601.000 livres sterling. *Consular Report. Misc. Series*, n° 490, p. 65 (1899).

(3) Williams, *o. cit.*, p. 91.

(4) *Consular Report. Misc. Series*, 490, p. 33 (1899).

(5) *Id. Annual Series*, 1905, n° 3333, p. 21.

(6) *Statistical Abstract*, n° 49, pp. 113, 123. Dans ces totaux figurent les exportations d'alcali, drogues pour blanchir, produits chimiques pour teindre, huiles lourdes, couleurs pour peindre et teindre, savons.

(7) Williams, *o. cit.*, pp. 90, 110.

lines et teintures passent de 38 (1889) à 44 (1891), 53 (1893), 63 (1895), 67 (1897) millions de schellings ; les exportations des produits de l'aniline grandissent de 4 (1889) à 8 (1891), 11 (1897) millions (1). Les débouchés ne manquent pas à l'industrie allemande ; et lorsqu'on parcourt la liste de ses clients, on voit figurer toutes les nations civilisées d'aujourd'hui et celles de demain, comme la Chine et le Japon. L'univers paie tribut à la chimie allemande (2).

Nous nous élevons, d'un degré de plus, dans l'analyse de ce conflit économique, en abordant les industries textiles. L'ingéniosité de ses mécaniciens, autant que la souplesse de ses commis-voyageurs et la science de ses chimistes, devaient, tôt ou tard, doter l'Allemagne de tissages capables de lutter sur le marché du monde avec les maîtres de Manchester et d'Huddersfield. En 1897, elle exportait pour 38 millions de livres de fils et tissus de tous genres. Après un léger recul en 1898, elle développe ses ventes et atteint 44 et 46 millions de livres en 1899 et 1900 (3). Certes, si l'on rapproche ces chiffres des expéditions totales de l'industrie anglaise, dans laquelle les cotonnades figurent, à elles seules, pour 54 millions de livres en 1897 (4), l'avance de la Grande-Bretagne paraît écrasante. Mais si on laisse de côté les statistiques de Manchester, toujours laborieuse et prospère, sur lesquelles nous reviendrons, pour comparer les bilans de la toile, de la jute et de la laine, l'impression est moins optimiste.

Bien que la crise, qui, en raison des caprices de la

(1) *Consular Report. Annual Series*, n° 2314 (1899) pp. 33 ; n° 2671 (1901), p. 41.

(2) *Ibid.*, n° 3333, 1905, p. 17.

(3) *Id.*, n° 3390, 1905, p. 29. Les exportations dépassent 53 millions de livres sterling en 1904.

(4) *Statistic. Abstract*, n° 49, p. 113.

mode, avait frappé l'industrie anglaise de la toile se soit fait sentir sur l'autre rive de la mer du Nord (1), les usines allemandes ont mieux résisté que leurs rivales (2). Leurs ventes ont moins reculé :

	Exportations anglaises (Livres sterling)	Exportations allemandes (Livres sterling)
	—	—
1895	5.351.000	1.257.000
1896	5.030.000	1.199.000
1897	4.774.000	1.222.000

Les tisseurs allemands ont fait plus. Ils ont fermé le marché national aux toiles d'Irlande (3), compromis leurs débouchés en Belgique et Hollande (4). Habiles à saisir toutes les sautes du vent, à profiter de toutes les ingéniosités de la science humaine, à servir tous les caprices de la mode, ils ont développé l'utilisation de la jute (5). Avec un rapide essor de leurs ventes, a coïncidé un recul des exportations anglaises (6).

	Exportations allemandes de fils et toiles		Exportations anglaises de fils et toiles de jute	
	Cwts	Cwts	Lbs	Yards
	—	—	—	—
1898.	28.603	14.140	49.645.000	12.062.000
1899.	36.091	30.438	45.251.000	213.264.000
1900.	86.919	129.592	38.708.000	173.976.000

La Grande-Bretagne avait fourni à ses rivaux les machines (7), à l'aide desquelles ils lui enlèvent sa clien-

(1) *Consular Report. Annual Series*, 1897, n° 2344, p. 16 ; 1901, n° 2671, p. 14.

(2) *Consular Report. Miscell. Series* (1899), n° 490, p. 67.

(3) *Consular Report. Annual Series*, 1897, n° 1977, p. 7 ; 1899, n° 2344, p. 17.

(4) Williams, *o. cit.*, p. 76.

(5) *Consular Report. Annual Series*, n° 3390, 1905, p. 27.

(6) *Id.*, n° 2671 (1901), p. 16 et *Statist. Abstract*, n° 49, p. 107.

(7) *Id.*, n° 2344 (1899), p. 18.

tèle suisse et italienne (1). La distance qui sépare les deux industries rivales diminue encore, quand on compare les bilans de la laine.

Grâce aux reculs des exportations anglaises de laine et lainages, — elles sont tombées de 20.595 (1895), à 18.987, 17.517 milliers de livres sterling (1896-97), — les ventes allemandes étaient presque arrivées à leur niveau en 1897 : 16.814, 16.517, 16.272 milliers de livres (2). Les exportations de matière brute gênent la comparaison. Si on les déduit, on constate qu'en 1897 le Royaume Uni et l'Empire d'outre-Rhin vendaient, l'un pour 57 millions de Livres (poids) de fils, et 15.975 milliers de livres sterling d'étoffes ; l'autre pour 19.174 milliers de Livres (poids) de fils, et 7.750 milliers de livres sterling d'objets ouvrés (3). Trois ans après, l'industrie britannique conservait son avance pour la vente des fils (57 millions de Livres (poids) contre 19.375 milliers) ; mais perdait encore du terrain pour les exportations de tissus de tout genre (15.682 contre 8.900 milliers de livres sterling). Les tisseurs allemands achètent, en Angleterre, la majeure partie des fils nécessaires à leur fabrication (78 p. 100 en 1900) (4) ; et ils se hâtent de réexpédier, de l'autre côté de la mer du Nord, cette matière brute transformée en manteaux d'hiver et en capuchons de golf, conçus pour le goût anglais, par la grâce tudesque. Les achats des clientes anglaises représentaient 16 p. 100 des ventes totales des confectionneurs allemands (5).

Quand on l'analyse de près, la rivalité industrielle anglo-

(1) Williams, *o. cit.*, p. 78.
(2) *Consular Report. Miscell. Series* (1899), n° 490, p. 66.
(3) *Statist. Abstract*, n° 49, pp. 111 et 123. *Stat. Abstract for foreign countries*, n° 30 (1904), pp. 92 et 93.
(4) *Consular Report. Annual Series*, n° 2671 (1901), p. 11.
(5) *Id.*, n° 2344 (1899), p. 14.

allemande se répartit en plusieurs conflits distincts. Par delà la lutte qui met aux prises la jeune métallurgie et sa doyenne frappée à mort sur ses minerais épuisés, on découvre d'autres succès, remportés sur d'autres facteurs de l'activité économique du Royaume-Uni, menacés dans leur suprématie passée et atteints dans leurs forces vives. Derrière cette nouvelle ligne de batailles, le combat, — et c'est ce qui en fait la gravité, — se poursuit sur un autre terrain : il est déjà engagé par les tenaces Allemands, avec ces industries même, dont la prospérité constitue aujourd'hui la source de la richesse et la justification des espérances britanniques.

III

La neutralité, qu'elle a si scrupuleusement observée en 1870, aura coûté cher à l'Angleterre. Les milliards de France et les minerais de Lorraine ont permis à la métallurgie allemande de lutter avec efficacité contre Birmingham et Sheffield. Ce sont encore les mêmes souvenirs, qu'on retrouve à l'origine de l'industrie cotonnière d'Allemagne. Si elle commence par ses progrès à inquiéter Manchester, c'est qu'elle a été servie par l'habileté des tisseurs et la renommée des tissus d'Alsace.

De la triple armature, qui soutient l'activité économique de l'Angleterre contemporaine, l'industrie cotonnière est la première qui puisse être, un jour, atteinte par la concurrence allemande.

Cette affirmation paraît paradoxale, dès qu'on rapproche des ventes anglaises le montant des expéditions allemandes (1).

(1) *Consular Report. Miscellaneous Series*, n° 490 (1899) p. 66.

Exportations de coton et d'objets en coton :

	Anglaises	Allemandes
	(Milliers de livres sterling)	
	—	—
1895	54.455	11.647
1896	59.309	11.174
1897	54.061	10.667

Si l'Allemagne vend 16, 17 et 24 millions de Livres (poids) de fils, en 1894, 1897, 1900, la Grande-Bretagne en exporte 236, 252, 158 millions. Que sont les 7,1 ; 8,8 ; 12,2 millions de livres sterling d'objets en coton vendus par les tisseurs d'outre-Rhin, comparés aux 57, 54 et 62 millions expédiés par leurs confrères de Manchester (1) ? Mais cette supériorité, quelqu'indéniable qu'elle soit, ne saurait masquer les progrès réalisés, les résultats obtenus. Pendant la période 1891-95, l'industrie cotonnière allemande double sa production, par rapport aux chiffres de 1875-80. « La production est en 1895 de 73 p. 100 supérieure, par tête d'habitant, à ce qu'elle était en 1876-80 ; la consommation passe de 2 kgr. 86 à 4 kgr. 95. » Le nombre des broches grandit de 5 millions en 1887 à 6 en 1892 et 7.800.000 en 1898. L'exportation progresse de 14 (1881-85), à 16 (1886-90), 30 (1891-95) milliers de tonnes (2). En 1870, l'Allemagne ne commandait aux États-Unis que 86 millions de pounds de coton brut. Par bonds énormes, les achats de matières premières montent à 154 (1800), 234 (1885), 418 (1890), 752 (1895), 809 (1900) millions. En décuplant leurs chiffres, les tisseurs allemands sont parvenus à serrer de plus près leurs confrères d'outre-Manche : ceux-ci avaient à peine doublé, dans l'intervalle,

(1) *Stat. Abstract for foreign countries*, n° 30, 1904, p. 95 ; *of the U. Kingdom*, n° 49, pp. 103 et 113.
(2) Blondel, *o. cit.*, pp. 71-72.

leur consommation de coton américain, qui représente cependant 80 p. 100 de leur consommation totale (1) (649 et 1.151 millions de pounds en 1870 et 1900) (2). Tandis que les exportations britanniques d'objets en coton restent stationnaires, oscillent entre 65,4 (1892-94); 65,7 (1895-97); et 66,7 (1898-1900), les ventes allemandes progressent de 7,8 (1891-95) à 9,7 (1896-1900) millions de livres sterling (3). L'industrie germaine devient la plus importante des rivales, laisse loin derrière elle la France, la Suisse et les États-Unis avec leurs 5,9; 4,9; et 4 millions d'objets de coton exportés (moyenne 1896-1900) (4).

Au premier rang parmi ses concurrents, l'industrie allemande doit d'autant plus inquiéter le Royaume-Uni, que ses premiers succès, ses rapides progrès autorisent toutes les espérances. Déjà les produits des tisseurs anglais ne trouvent plus sur le marché d'outre-Rhin l'accueil d'autrefois ; tandis que leurs importations reculent de 861.000 livres de 1889 à 1896, les exportations allemandes de coton et cotonnades, à destination de la Grande-Bretagne, progressent de 172.000 livres sterling (5). Le commerce avec l'Allemagne se modifie d'une manière particulièrement désavantageuse. Mais il y a plus : les manufacturiers anglais perdent certaines spécialités, diverses clientèles. La bonneterie et les dentelles sont devenues des articles allemands au même titre et au même degré que la quincaillerie et la coutellerie. Les bibelots de coton échappent autant à l'industrie anglaise que les bibelots de l'acier. Dépassée pour la vente de la bonne-

(1) *Report of the Tariff Commission*, vol. II. *The Textile Trades*, I. *The Cotton Industry*, 1905, § 22.

(2) *Abstract for foreign countries*, éd. cit., p. 344.

(3) Non compris les fils de coton. *Tariff Report*, éd. cit., §§ 46 et 53.

(4) *Id.*, § 53.

(5) *Consular Report. Miscell. Series*, n° 490 (1899), p. 65.

terie (2.859.000 contre 893.000 livres sterling) (1), le Royaume-Uni va l'être dans le commerce des broderies (2.338.000 contre 2.671.000 livres sterling) (2) ; et par une cruelle ironie, il fournit aux usines germaines à la fois la matière première et les acheteurs pour leurs dentelles (3). Mais la concurrence allemande ne porte pas exclusivement sur ces deux objets. Si on dresse une liste des produits fabriqués, qui rivalisent sur les marchés du monde avec les spécialités de l'industrie britannique, l'Allemagne vient en tête (4). Les cotonnades teintes luttent avec les produits de Manchester sur les marchés africains ; les tissus et serviettes, dans les bazars des Indes ; les velours et veloutés, dans les entrepôts de Ceylan, Birmanie et Singapoure (5). Certains produits ouvrés, d'origine germaine, auraient même été exposés, avec succès, dans les vitrines des magasins de Manchester (6). Et appelés à expliquer cette concurrence, les manufacturiers anglais font valoir non seulement la supériorité de l'organisation économique et de l'instruction technique, mais encore l'ingéniosité des procédés de coloration et la perfection d'un outillage récent (7).

Si les victoires de 1870, en apportant à l'industrie cotonnière la main-d'œuvre, les dessins et la célébrité des tissus d'Alsace, en ont fait la future rivale des manufacturiers anglais, elles ont donné une égale impulsion à l'industrie minière d'outre-Rhin, en lui apportant les

(1) *Consular Report. Annual Series*, n° 3333 (1905), p. 12.
(2) *Id.*, n° 2671 (1901), p. 12.
(3) *Id.*, p. 13.
(4) *Report of the Tariff Commission. The Textile Trade*, I. *The Cotton Industry*, éd. cit., § 576.
(5) *Id.*, § 153.
(6) *Id.*, § 152.
(7) *Id.*, § 153.

charbons de Lorraine (1). La moyenne annuelle de charbon extrait est passée de 32 à 73 et 97 (2) millions de tonnes. La production anglaise, jadis supérieure des deux tiers (120 en 1870-74), ne l'est plus que de la moitié (209 millions de tonnes en 1896-1900). Malgré un progrès de 74 p. 100 dans leur activité, les mineurs gallois et écossais ont été en partie rejoints par leurs collègues saxons et lorrains, qui ont augmenté de 203 p. 100 les chiffres de leurs statistiques annuelles. Quelque grande que fut la supériorité britannique, elle ne pouvait être atteinte par l'exploitation de ces filons nouveaux, au centre de l'Europe à portée des usines naissantes. Après avoir progressé, les achats allemands de charbon anglais sont restés stationnaires. De 3.461.000 tonnes métriques, en 1889, ils atteignent 4.366.000 en 1896 (3). Si, en 1900, une hausse se dessine (4), elle doit d'abord combler la baisse de 1898 (5) ; et la moyenne de 1896-1900 ne dépasse pas 4.905.000 (6). Mais il y a plus. Bien qu'elle ait recours aux richesses minières de l'Angleterre, l'Allemagne exporte. Certes, ses ventes sont bien inférieures aux expéditions britanniques (7):

	EXPORTATIONS	
	anglaises (Livres sterling)	allemandes (Livres sterling)
	—	—
1895.	15.133.000	7.288.000
1896.	15.156.000	8.084.000
1897.	16.659.000	8.712.000

(1) BLONDEL, *o. cit.*, p. 40.
(2) 1870-1874; 1890-1894; 1896-1900, *Blue Book*, C. D. 1199, p. 7.
(3) *Consular Report. Miscell. Series*, n° 490 (1899), p. 65.
(4) *Consular Report. Annual Series*, n° 2671 (1901), p. 24.
(5) *Id.*, n° 2344 (1899), p. 30.
(6) *Id.*, n° 3333 (1904), p. 27.
(7) *Id.*, *Miscell. Series*, n° 490 (1899), p. 8.

Néanmoins, grâce à l'utilisation des voies navigables, le charbon allemand chasse, progressivement, le charbon anglais de la Belgique et de la Hollande. Tandis que les ventes moyennes de la Grande-Bretagne reculent de 648 à 646, de 1.111 à 846, les ventes de l'Allemagne grandissent de 1.289 à 2.129, de 3.617 à 4.582 milliers de tonnes (1). Et voici que le charbon d'outre-Rhin franchit à l'est la frontière française et vient même dans les ports de l'ouest, à Nantes et au Havre, concurrencer le charbon d'outre-Manche (2).

Dans l'industrie minière et cotonnière, le Royaume-Uni dépasse ses rivaux de toute la hauteur d'un géant ; mais il n'en est pas moins sensible aux coups de fronde du pygmée têtu.

Quelle que soit la supériorité de son tonnage, la marine britannique ne sera pas davantage, dans un avenir prochain, garantie d'une manière absolue contre la concurrence de la flotte allemande. Cette affirmation peut paraître injustifiable. Que sont les 1.941.000 tonnes des vaisseaux germains, comparées aux 9.304.000 tonnes des navires anglais, sans compter les 1.437.000 tonnes qui appartiennent aux possessions britanniques (3) ? Que sont les 118.000 tonnes mises à flot en 1900 dans les chantiers d'outre-Rhin, comparées aux 944.000 tonnes lancées, la même année, par les constructeurs d'outre-Manche (4) ? L'avance est déjà moins grande, si l'on ne

(1) Tonnes anglaises et tonnes métriques, 1896, 1900 et 1901-1903. *Consular Report. Annual Series*, n° 3333 (1905), p. 26.

(2) *Id.*, p. 26.

IMPORTATIONS EN FRANCE DE :

	1896-1900	1901-1903	
Charbon anglais.......	6.248	6.976	milliers de tonnes anglaises.
Charbon allemand.....	700	950	milliers de tonnes métriques.

(3) En 1900, *Blue-Book*, C. D. 1761, p. 377.

(4) *Id.*, p. 379.

tient compte que des steamers en fer, ces futurs conquérants de l'Océan. De 1893 à 1900, le tonnage des vapeurs battant pavillon anglais passe de 9.427.000 à 12.050.000 tonnes, celui des bateaux allemands de 1.125.000 à 2.158.000. La part du Royaume-Uni recule de 63 à 54 p. 100 ; celle de l'Empire germain monte de 7,5 à 9,8 p. 100 (1). Ici encore il occupe le second rang, immédiatement après la Grande-Bretagne.

Au point de vue de la puissance des compagnies de navigation, il lui est même supérieur : la *Norddeutscher Lloyd* et la *Hamburg Amerika* laissent loin derrière elles, dès 1898, par le tonnage de leur flotte, les plus puissantes sociétés anglaises (2). Dans l'industrie des transports maritimes, comme dans celle du coton et de l'acier, partout où l'Allemagne arrive au second rang, nous retrouvons le même phénomène : sur un point précis, quincaillerie, bonneterie, compagnies de navigation, le jeune Empire dépasse sa glorieuse rivale, pour bien prouver l'étendue de ses espérances, la légitimité de ses ambitions. Quelles que soient les origines de cet essor commercial (3), il n'a pas été déjà sans porter atteinte, sur certains points, au monopole de fait, dont jouissaient les armateurs britanniques. Tout d'abord, ils ont vu, dans une large mesure, diminuer les ballots à destination des ports allemands. Pendant la période 1871-75, la moitié du mouvement du port de Hambourg se faisait à l'aide de navires anglais. Pendant les années 1890-95, la part du pavillon britannique n'est plus que de 25 p. 100. Le commerce allemand « s'émancipe de plus en plus complètement de l'intermé-

(1) *Financial Reform Almanach* (1899), pp. 19 et 43; 1904, p. 38.

(2) BLONDEL, *o. cit.*, p. 167.

(3) Sur l'influence des subventions du Gouvernement et des tarifs d'exportation, voir *Consular Report. Miscell. Series*, n° 490.

diaire de l'Angleterre » (1). Le courtage maritime anglais est atteint : la valeur des marchandises transbordées dans les ports anglais, à destination de l'Allemagne, de la Belgique et de la Hollande, baisse régulièrement depuis 1872 (2). L'Allemagne prétend être maîtresse de ses transports : elle va chercher directement, ses commandes, elle apporte elle-même ses produits sur les marchés étrangers : « Il y a cinquante ans, sur 100 vaisseaux fréquentant le port de Hambourg, il n'y en avait que 28 qui fussent allemands. Il y en a aujourd'hui plus de la moitié (3). » Non seulement l'industrie anglaise des transports maritimes perd de plus en plus la clientèle de l'Empire germain, mais encore ses compagnies de navigation lui font, sur certains points, une concurrence efficace. Elles tiennent la tête, au point de vue du nombre des voyageurs transbordés d'Europe aux États-Unis (4) ; et déjà leurs progrès dans les mers d'Orient ont inquiété le *Board of trade* (5). Ce sont là les signes avant-coureurs d'un conflit prochain. Du moment où la majeure partie d'un commerce croissant se fait par mer et où la flotte allemande grandit plus vite que la

(1) *Consular Report. Annual Series*, mai 1898, n° 2104.

(2) Bérard, *o. cit.*, p. 133.

Valeur des marchandises transbordées (milliers de livres sterling) :

	Pays de provenance		
	Allemagne	Belgique	Hollande
1872........	2.379	1.203	1.688
1877.........	1.675	604	701
1882.........	1.870	576	756
1887.........	1.636	581	514
1892.........	1.024	357	560
1897........	768	351	842

(3) Blondel, *o. cit.*, p. 142.

(4) Id., *o. cit.*, p. 171-172.

(5) *Journal of the Board of Trade*, juillet 1899, p. 32. — *Consular Report. Miscell. Series*, n° 490, 1899, p. 42.

flotte anglaise (1), la lutte, loin de se ralentir, se fera, de jour en jour, plus âpre et plus tenace.

Elle embrassera à la fois les transports maritimes et les constructions navales. Le développement des chantiers allemands autorise bien des espoirs et légitime bien des ambitions. De 1882 à 1895, le nombre des ouvriers employés par l'industrie privée passe de 22 à 35.000, celui des chevaux-vapeur utilisés grandit de 1.121 à 8.556 (2). Les progrès ont continué :

Années	Tonnage total enregistré des navires construits (3).
1896	94.800
1897	183.100
1898	180.780
1899	233.500
1900	272.700

Déjà les nations étrangères adressent en Allemagne des commandes, que Glasgow et Greenock se croyaient réservées. Et l'attaché naval des États-Unis à Berlin écrivait récemment : « C'est en Allemagne, et non en Angleterre et en France, que les États-Unis doivent envoyer leurs ingénieurs pour parfaire leur instruction (4). »

(1) « L'importation de l'Allemagne par voie de mer a, depuis quinze ans, augmenté de 103 p. 100 pour les pays d'outre-mer, et de 90 p. 100 pour les pays européens. L'importation par voie de terre n'a gagné que 5 p. 100 pendant la même période. Ce sont surtout les objets fabriqués qui ont recours au commerce maritime : 77 p. 100 des tissus de coton, 65 p. 100 des rails, 90 p. 100 des fusils », etc. Blondel, *o. cit.*, p. 156.

(2) *Consular Report. Miscell. Series*, n° 490 (1899), p. 42.

(3) *Id. Annual Series*, n° 2670 (1901), p. 36.

(4) *Revue maritime*, nov. 1899, p. 922.

IV

Il est possible, maintenant, d'envisager dans toute son ampleur cette bataille formidable. Tous ses plans apparaissent successivement devant les yeux : les lignes déjà enfoncées par l'ennemi, d'autres déjà atteintes, toutes menacées.

Il importe de résumer en quelques chiffres les résultats de cette lutte gigantesque. Tandis que les exportations britanniques d'objets ouvrés progressent avec peine de 203 (moyenne de 1890-1894) à 205 (moyenne de 1895-1899) millions de livres sterling, les ventes allemandes de produits manufacturés passaient de 100 à 118 (1). La distance qui sépare les deux industries baisse de 103 à 87 millions de livres sterling. Jamais le Royaume-Uni n'avait été serré d'aussi près. Les exportations françaises et américaines d'objets ouvrés restent inférieures de 126 et 151 millions de livres sterling aux ventes anglaises (moyenne de 1895-99). Et comme pour achever de résumer en un seul nom les dangers de la concurrence étrangère, voici que toutes les causes qui expliquent, dans les bazars coloniaux (2) et sur les marchés européens, la stagnation des ventes anglaises, la cherté des prix (2) et l'immutabilité des modèles (4), l'ignorance des ouvriers (5) et la pénurie des voyageurs (6), justifient aussi les ventes croissantes d'ob-

(1) Celles des États-Unis n'étaient que de 34, 54 et 70 millions. Vincent Caillard, *Imperial Fiscal Reform*, p. 65.

(2) *Blue Book*, C. 8449, p. 5.

(3) *Id.*, C. 9878, p. 2.

(4) *Id.*, C. 9878, p. 3.

(5) *Id.*, C. 9878, p. 8.

(6) *Id.*, C. 9878, p. 5.

jets ouvrés, fabriqués de l'autre côté du Rhin, à bon compte (1), au gré des acheteurs (2), par des travailleurs instruits (3), pour des commis-voyageurs habiles et souples (4). L'Allemagne, voilà l'ennemi.

(1) *Id.*, §§ 63, 88, 125, 139.
(2) *Id.*, §§ 30, 80, 111, 124.
(3) *Id.*, §§ 33, 143.
(4) §§ 3, 35, 57, 92.

CHAPITRE II

LA CAMPAGNE PROTECTIONNISTE

I. Les traditions protectionnistes : leur origine lointaine. La révolution libre-échangiste : sa date récente. Les tarifs différentiels n'ont été supprimés complètement qu'en 1851. De 1874 à 1885, une propagande théorique et une campagne politique ; de 1885 à 1897, les discussions des conférences inter-coloniales ; de 1898 à 1901, le conflit Sud-Africain préparent la voie aux apôtres du rétablissement des tarifs différentiels. — II. Trois courants ébranlent l'opinion britannique dans un sens favorable à la campagne protectionniste : *A*. Un courant intellectuel. L'autorité du libéralisme économique a diminué. L'avènement d'une ère plus pacifique et la naissance de rivaux industriels préoccupent les théoriciens anglais. — *B*. Un courant économique. Tandis que l'excédent des importations sur les exportations augmente régulièrement, et que la nature des ventes et des achats de l'Angleterre se transforme, elle constate que son commerce avec les colonies s'améliore en quantité et en qualité. — *C*. Un courant politique. Le rétablissement des tarifs différentiels est nécessaire pour : 1° empêcher la dissolution de l'Empire britannique ; 2° fournir au budget anglais des ressources indispensables ; 3° sauver l'agriculture britannique d'une irrémédiable décadence. — III. Les propositions de M. Chamberlain sont doubles : il faudrait d'une part frapper d'un droit de 10 p. 100 les importations de produits ouvrés ; de l'autre, imposer aux importations d'objets alimentaires une légère taxe. Les avantages concédés par la mère-patrie seraient compensés par des tarifs favorables aux exportations de l'industrie britannique et seraient réservés aux seules colonies de peuplement. — IV. Un triple courant intellectuel, économique et politique retarde la réalisation du projet de M. Chamberlain. Il est justifié par l'enquête fiscale du Gouvernement britannique. Le commerce colonial et le libre échange. Les classes ouvrières et le libre échange. — V. Conclusion.

La stagnation commerciale et la concurrence étrangère ont donné naissance à un courant d'idées protectionnistes (1). Pour en comprendre les origines et en apprécier

(1) La nouvelle reprise de la poussée protectionniste, qui sommeillait depuis les crises commerciales de 1885-1886, 1896-1897, a donné naissance à une formidable éclosion de littérature économique. Nous avons eu d'abord les longues enquêtes de la presse ; et par l'importance de leurs statistiques, celles du *Times*, du *Daily Telegraph*, de la *Pall Mall Gazette* méritent d'être consultées. Les revues n'ont pas voulu rester en arrière. Et aux deux suppléments publiés par la *National Review*, dans ses numéros de septembre et décembre 1903, la *Saturday Review* répondit par une série d'articles du plus haut intérêt. Ajoutons enfin que les deux recueils de statistiques, dressés avec impartialité par les fonctionnaires du Board of Trade, doivent être consultés par tous ceux qui désirent avoir quelques lumières sur la question fiscale. Tandis que cet amas de documents était mis en circulation, de nombreux commentaires s'empilaient à la devanture des libraires. Les uns n'ont qu'un intérêt historique. La collection d'études sur les divers régimes protectionnistes, publiée par la maison *Kings and Son*, a une réelle valeur. Il convient surtout de mentionner : H. O. MEREDITH, *Protection in France*, 1904, et W. HARBUTT DAWSON, *Protection in Germany*, 1904. D'autres ont un caractère nettement politique. L'ardeur des convictions affaiblit chez leurs auteurs le sens critique. Bornons-nous à citer la collection de pamphlets libres-échangistes réunis par M. W. MASSINGHAM, un des membres les plus actifs du jeune groupe radical, sous le titre de *Labour and Protection*, Fisher Unvin, 1903 ; et le gros volume d'un des collaborateurs de M. Chamberlain, SIR VINCENT CAILLARD, *Imperial Fiscal Reform*, Arnold, 1903. Dans un troisième groupe il convient de ranger les pages dues à la plume d'économistes connus, et chez qui les convictions personnelles n'ont point affaibli les scrupules scientifiques. Les courts tableaux statistiques résumés par un libre-échangiste, M. A. L. BOWLEY sous le titre de *National Progress* (Kings and Son, 1903), et les enquêtes réunies par le professeur protectionniste de l'Université de Birminghan, M. J. ASHLEY (Longmans *British Industries*, 1903), constituent deux documents précieux. Enfin, la catégorie des travaux dans lesquels on s'est attaché à dégager la portée philosophique de la question fiscale est la moins encombrée de toutes. Un ouvrage anonyme (MILNE *The Coming Reaction by* LEGISLATOR, 1903), est, à notre connaissance, le seul volume dans lequel un écrivain de valeur se soit efforcé d'expliquer psychologiquement la réaction contre le libre-échange. Au milieu de cet amas de documents et de volumes, la courte, mais substantielle étude de M. W. CUNNINGHAM, *The Rise and Decline of free trade movement* (Cambridge, 1904), conserve une valeur propre.

l'importance, il faut, d'une part, le replacer à sa date, dans l'évolution de l'Angleterre contemporaine, de l'autre, analyser les forces qui, au sein de l'opinion britannique, favorisent ou retardent cette réaction économique.

I

Le projet de maintenir rivées les unes aux autres, par des chaînes solides d'intérêts réciproques, les colonies britanniques, éparses sur le globe, n'est point éclos, pour la première fois, dans le cerveau de M. Chamberlain. Pour trouver l'exposé de sa thèse, en étudier les chances de succès et les formes diverses, l'ancien ministre des Colonies n'a eu qu'à feuilleter l'histoire anglaise, à consulter des livres oubliés. L'Impérialisme anglais, — cet essai de concentration militaire et économique des forces impériales, — n'est point un fait nouveau. Consciemment ou non, les politiques et les écrivains qui se sont faits les missionnaires de cette idée se bornent à prêcher le retour à des traditions oubliées et à un système abandonné.

*
* *

Pendant tout le dix-huitième siècle, pendant le siècle de l'hégémonie whig et l'époque de transition féconde où se prépare sur tous les terrains la grandeur anglaise, l'oligarchie libérale qui gouverne la Grande-Bretagne reste fidèle à une méthode protectionniste.

Tandis que quelques écrivains tories s'efforcent de prouver que, du moment où les bénéfices du commerce national consistent dans les marchandises importées pour la con-

sommation (1), l'abaissement des droits peut être un précieux stimulant à l'activité économique, leurs adversaires politiques, les lointains ancêtres du libéralisme moderne, travaillent, par un régime de droits à l'entrée et de primes à la sortie, à encourager l'industrie et l'agriculture britanniques. Tous les rouages compliqués, auxquels devaient recourir les nations contemporaines pour préparer leur expansion commerciale ou enrayer une invasion industrielle, étaient mis en mouvement, il y a près de deux siècles, par l'aristocratie whig. M. W. Cunningham, dans un ouvrage connu, a passé en revue les divers articles de ce programme protectionniste : primes à la navigation et à l'exportation du blé (2) ; prohibition de l'exportation de certaines matières premières, la laine notamment (3) ; monopole des débouchés coloniaux (4). Dans une brochure de propagande, il résume, en quelques phrases les résultats de la politique commerciale adoptée par le parti whig. « A la fin du dix-huitième siècle, les industriels français ne pouvaient plus lutter contre la concurrence anglaise. Ce n'était là que le commencement de la révolution. Les améliorations apportées à l'outillage par Kaye et Hargreaves devenaient d'un usage courant, mais il y avait eu très peu d'applications de la force motrice dans les industries textiles. On avait réussi à se servir du charbon pour fondre et travailler le fer, et l'énorme développement de la coutellerie et de la métallurgie commençait à peine. L'esprit d'entreprise se révélait aussi dans les progrès des mines de charbon et les améliorations

(1) *Rise and Decline of the free trade movement*, p. 13. Cambridge University Press, 1905.

(2) *The Growth of English industry and commerce*, t. I, pp. 471-483, et § 233. Cambridge University Press, 3e édition, 1904.

(3) *Id.*, t. I, p. 505.

(4) *Id.*, t. I, §§ 220-221.

apportées aux communications intérieures. Le développement régulier et l'expansion soudaine de l'activité industrielle, qui devait faire de l'Angleterre le fournisseur du monde, se sont produits sous un régime hautement protectionniste. Le progrès de l'agriculture avait été aussi remarquable... Tull révolutionna la culture des tubéreuses et Bakewell était un innovateur dans l'art d'élever scientifiquement le bétail (1). »

Sans doute il devenait nécessaire de trouver à cette activité croissante des débouchés nouveaux. Pitt eut l'honneur de comprendre ce besoin, et dans ses efforts, d'abord pour organiser avec l'Irlande une sorte de Zollverein Impérial (2), plus tard pour nouer avec la France des négociations commerciales (3), pour faire accepter enfin les propositions libres-échangistes américaines (4), il indiquait à son pays la véritable voie dans laquelle il devait s'engager. Mais cette campagne échoue devant la formidable réaction tory, que déchaîne la révolte américaine d'abord, la révolution française ensuite. La loi de 1815, qui, en frappant de droits élevés jusqu'alors inconnus les importations de céréales, décuplait les revenus des propriétaires fonciers, fut une manifestation économique de ce revirement parlementaire (5). Les conséquences dépassèrent toute prévision.

*
* *

Par ses tarifs excessifs, cet acte législatif provoque un mouvement d'opinion assez violent pour balayer toutes

(1) *Rise and Decline of the free trade movement*, p. 31.
(2) *Id.*, p. 15.
(3) *Id.*, p. 18.
(4) *Id.*, pp. 23-25.
(5) *The Growth of English industry*, t. II, pp. 840-842.

les traditions protectionnistes. La loi de 1815 est la véritable cause qui décide l'Angleterre à adopter une politique commerciale radicalement nouvelle. La poussée libre-échangiste, telle est du moins l'opinion de M. W. Cunningham, est le résultat de circonstances exceptionnelles, d'un accident parlementaire.

Non seulement les droits formidables sur les importations de céréales ne donnaient pas aux agriculteurs anglais les avantages espérés, mais encore ils aggravaient les répercussions douloureuses de l'avènement du machinisme, en augmentant pour les ouvriers sans travail le coût de la vie ; et ils enrayaient l'essor industriel, en restreignant les exportations. Les céréales étaient le seul produit que la Russie et les Etats-Unis, notamment, pouvaient échanger contre la coutellerie de Sheffield et les cotonnades de Manchester. Du moment que ces nations étrangères étaient dans l'impossibilité d'acheter les produits britanniques, elles étaient obligées de subvenir elles-mêmes à leurs besoins. Les droits sur les céréales, qui restreignaient déjà l'activité de la marine marchande, constituaient autant de primes indirectes, mais certaines, à la création d'usines, qui tôt ou tard seraient pour les manufacturiers anglais de dangereuses rivales (1). La loi de 1815 était indéfendable, une réaction devenait inévitable.

Au moment même où l'opinion anglaise, dans un légitime mouvement de colère, abolit les barrières artificielles imposées par une oligarchie, la situation économique et politique du monde est telle que l'Angleterre peut réaliser impunément son programme libre-échangiste.

Les protectionnistes redoutent pour l'agriculture nationale l'abolition des droits sur les importations d'objets ali-

(1) *The Rise and Decline of the free trade movement*, pp. 36, 37, 56, 59.

mentaires. Mac Culloch et Cobden s'efforçaient en vain de les rassurer (1). Les hasards de la politique confirment leurs prévisions. La guerre de Crimée suspend pour un temps les expéditions de blé russe. La guerre civile américaine retarde la mise en exploitation des terres neuves de l'Ouest (2). Les whigs craignaient autrefois la concurrence des industries étrangères. Mais pendant les deux premiers tiers du dix-neuvième siècle, l'avance de l'Angleterre, au point de vue de l'outillage et des capitaux, est telle qu'elle peut ignorer ces angoisses. L'Europe et les États-Unis sont troublés par des conflits constants : l'Angleterre, isolée dans son île, dirigée par une opinion pacifique, peut travailler en paix.

Des événements politiques imprévus ont contrarié l'évolution économique de la Grande-Bretagne et facilité l'accident libre-échangiste.

*
* *

Il date d'hier à peine. En 1825 seulement M. Huskisson propose et obtient d'ouvrir le commerce des colonies à toutes les nations amies, qui auront des possessions d'outre-mer et accorderont les mêmes droits aux navires anglais. Mais ce n'était là qu'une mesure singulièrement timide et restreinte. Les échanges, entre les terres où flotte le drapeau anglais et la Grande-Bretagne, restent assimilés à un commerce côtier et réservés aux seuls vaisseaux battant pavillon britannique. D'autre part, la liberté commerciale ne sera concédée qu'en échange d'avantages réciproques ; et les droits (*crown-duties*) seront conservés, à

(1) *Id.*, p. 64.
(2) *Id.*, p. 71.

seule fin d'établir un traitement privilégié en faveur des produits échangés entre les possessions et la métropole, et entre les diverses colonies. En 1840, il existait encore 82 de ces tarifs différentiels. En 1860 seulement, l'acte de navigation fut aboli ; et le transport des denrées, entre les colonies et la mère-patrie et entre les diverses colonies, cesse d'être réservé à la flotte anglaise. Il faut attendre jusqu'en 1851, pour voir réduire de moitié, malgré les protestations indignées des possessions de l'Amérique septentrionale, les droits sur les bois étrangers d'origine coloniale. En 1843, à la veille de l'adoption du libre-échange, sir Robert Peel, soutenu par le parti conservateur, qui voit dans cette mesure le dernier rempart qu'il puisse opposer à l'invasion des idées économiques nouvelles, propose d'organiser le Zollverein anglo-saxon et de réserver aux colonies les commandes nécessaires, pour nourrir les cités industrielles de la Grande-Bretagne.

Ce n'est donc que depuis un demi-siècle que le parti libéral est parvenu à effacer toute distinction entre les importations et exportations coloniales et étrangères. Non seulement sa victoire est récente, mais elle ne fut jamais définitive. Les conservateurs, représentants des propriétaires fonciers et héritiers des traditions impérialistes, maintinrent toujours, plus ou moins ouvertement, inscrit sur leur programme, le retour à la doctrine protectionniste et partant aux droits différentiels. Lorsqu'en 1874, après une éclipse de vingt-cinq ans, leur groupe revint au pouvoir, plus tôt qu'il ne l'espérait, le *leader*, lord Beaconsfield, qui avait vaillamment lutté contre l'établissement du libre-échange et pour le maintien du Zollverein, ne rompit point avec les souvenirs de sa vie parlementaire et les traditions de son parti politique. Il était trop tôt pour

proposer à une Angleterre, grisée par une prospérité matérielle sans précédents, de revenir aux méthodes d'autrefois. Mais si Disraëli ne dépose point de projets de loi protectionnistes, il n'en affirme pas moins, dans des discours célèbres, qu'il sera un jour nécessaire pour la Grande-Bretagne de renouer les liens politiques, militaires et surtout économiques, brisés par les libéraux avec une imprévoyante légèreté. A partir de 1874, la doctrine impérialiste, sous ses formes diverses, reprend toute sa place dans les préoccupations de l'opinion britannique.

En 1879, M. W. Farrer Ecroyd ; en 1882, M. Sampson Lloyd, dans des brochures retentissantes, s'efforcent de démontrer la nécessité et la possibilité d'un retour aux anciennes organisations douanières. Aux pamphlets succèdent des volumes. Le parti conservateur, encouragé par ces initiatives individuelles, reprend sa campagne protectionniste. En 1887, en 1891, l'*Union nationale des associations conservatrices* se prononce en principe en faveur « d'une extension de l'activité commerciale par l'établissement de tarifs différentiels à travers l'Empire tout entier ». En 1891, elle demande au gouvernement de faire connaître par une déclaration publique, « avant les élections générales, sa sympathie pour l'établissement de tarifs de faveur entre les colonies et la mère-patrie ».

Ce courant intellectuel et politique reçoit une impulsion nouvelle, lors de la réaction conservatrice, qui, à partir de 1885, va régner sans conteste. Quatre conférences intercoloniales manifestent publiquement l'importance qu'attachent les hommes politiques et l'opinion publique au rêve glorieux d'unité impériale. Chacun de ces congrès examine les moyens de resserrer, par des avantages réciproques, les liens économiques qui unissent déjà les possessions britanniques à la métrople. Chacune de leurs délibérations

fait entrer plus avant dans la voie de la réalisation pratique le projet de Zollverein, dont les politiques et les publicistes entretiennent le monde anglo-saxon depuis quelque vingt ans.

La conférence de 1887 se préoccupe surtout de l'organisation militaire de l'Empire anglo-saxon. Mais incidemment les délégués examinent s'il serait possible d'établir une union douanière. Ils ne se prononcent point unanimement en faveur du Zollverein et ne sont d'accord que sur un point : c'est au gouvernement anglais à prendre l'initiative de ces négociations (1).

La conférence de 1894, réunie à Ottawa, s'occupe, au contraire, exclusivement, des moyens d'accroître l'unité économique du monde anglo-saxon. Ses membres sont d'accord pour réclamer la modification de la constitution australienne, des traités anglo-belge et anglo-allemand de 1862, qui empêchent les diverses colonies d'accorder à leurs voisines ou à la Grande-Bretagne des faveurs douanières. Bien que les délégués australiens soient dans l'impossibilité, pour des raisons d'ordre constitutionnel, de se prononcer en faveur d'une solution immédiate, la conférence n'en demande pas moins que le Royaume-Uni prenne l'initiative d'organiser des tarifs différentiels (2).

La conférence de 1897 est saisie par M. Chamberlain d'un programme démesuré : les délégués sont invités à examiner les moyens de resserrer à la fois les liens politiques, militaires et commerciaux de l'Empire anglo-saxon. Sur le terrain économique seulement on adopte des mesures précises. Les ministres coloniaux réclament à nouveau la dénonciation des traités ci-dessus indiqués

(1) *Blue Book*, C. 5091, p. 12.
(2) *Id.*, C. 7553, pp. 3, 5, 7, 204, 214.

(ils l'ont été en 1898), et « promettent de conférer avec leurs collègues pour examiner s'il serait possible, en vue de développer les relations commerciales, d'établir des tarifs différentiels ».

*
* *

Cinq ans plus tard, en 1902, la dernière conférence intercoloniale entre dans la voie de la réalisation pratique de l'union douanière. A l'unanimité, les ministres « reconnaissent que le principe des droits différentiels stimulerait et faciliterait les relations commerciales, et, en assurant le développement des ressources et des industries de ses diverses parties, fortifierait l'Empire. Pour développer le commerce intérieur de l'Empire, il est désirable que les colonies, qui n'ont pas encore adopté une pareille politique, donnent, autant que les circonstances le permettront, des avantages réels aux produits et aux objets fabriqués d'origine britannique. Les Premiers Ministres insistent respectueusement auprès du gouvernement de Sa Majesté sur l'utilité actuelle qu'il y aurait à accorder, à leur entrée dans le Royaume-Uni, un traitement privilégié aux produits et objets fabriqués d'origine coloniale. Les Premiers Ministres présents à la conférence s'engagent à soumettre à leurs gouvernements respectifs, dès qu'ils en auront l'occasion, le principe ci-dessus exprimé et à leur demander de prendre les mesures nécessaires pour en assurer la réalisation (1). » Le Canada avait déjà accordé aux importations anglaises des droits de faveur, les colonies sud-africaines suivent cet exemple, le Parlement de la Nouvelle-Zélande adopte les mêmes mesures, la Chambre fédérale austra-

(1) *Blue Book*, C. D. 1299, pp. 83 et 119.

lienne s'engage dans la même voie. Parallèlement à ces efforts, M. Chamberlain, en mai 1903, ouvre en Angleterre la campagne protectionniste.

Deux circonstances expliquent la rapidité avec laquelle l'organisation douanière, abolie de 1846 à 1851, exposée dans les ouvrages des théoriciens et dans les discours des politiques de 1874 à 1885, étudiée dans les conférences intercoloniales de 1887 à 1897, est entrée, depuis 1901, dans la voie de la réalisation pratique. Il suffisait, pour que la vieille idée germât à nouveau, d'un soleil propice et d'un semeur audacieux.

Le rayon de soleil, ce fut la guerre sud-africaine. Par l'émotion patriotique qu'elle éveille dans toutes les possessions anglaises, par l'impulsion qu'elle donne aux relations commerciales, elle rend possible la formation d'un courant d'opinion favorable au Zollverein. Tandis, en effet, que les ventes du Royaume-Uni aux nations étrangères passent, en 1899, 1901 et 1902, de 176.895.000 à 175.234.000 et 174.395.000 livres sterling, aux mêmes dates, les achats des colonies britanniques s'élèvent de 87.597.000 à 104.788.000 et 109.029.000 livres sterling. Le semeur, ce fut Joseph Chamberlain, c'est-à-dire l'homme d'État qui, par son horreur pour les idées générales et son utilitarisme pratique, par son ardent chauvinisme et son indéracinable orgueil, incarne de la manière la plus complète les caractères de l'Angleterre contemporaine (1).

(1) Pour une histoire plus complète de la réaction anti-libre-échangiste, consulter : *Essai d'une psychologie de l'Angleterre contemporaine. Les Crises belliqueuses*, chap. VII et VIII.

II

Deux volumes récents : *M. Chamberlain's Proposals* : par *C. A. Vince*, et *Imperial Fiscal Reform*, par *Sir, Vincent Caillard*, fournissent ces arguments fortement déduits, ces statistiques clairement exposées, qu'il serait impossible de retrouver dans des discours de réunions publiques. Ils nous apprennent que les néo-protectionnistes invoquent en faveur de leur doctrine des arguments théoriques et historiques, — économiques et commerciaux, — coloniaux et politiques (1).

* * *

Au dire de A. Vince et Sir Vincent Caillard, le libéralisme classique aurait fait faillite. Ses banqueroutes successives ne se compteraient plus. Appliquée aux questions ouvrières, la solution du laissez-faire a soulevé d'unanimes protestations. La validité du contrat collectif de travail, la réglementation de la durée du travail et des industries insalubres, la municipalisation des services publics, l'expropriation des landlords par l'État ou les conseils élus : voilà toute une série d'infractions à l'économie politique classique. Elles ont été ratifiées par le Parlement anglais et sanctionnées par l'opinion publique. Dans ses applications au problème plus strictement économique, le libéralisme n'a pas été plus heureux. Ses apôtres R. Cobden et John Bright ont affirmé que le libre-échangisme universalisé créerait une telle

(1) Sauf indication contraire, les statistiques qui suivent sont empruntées à ces deux auteurs

prospérité, que les hommes lui resteraient à jamais attachés. Or voici que tous les pays du monde, à la seule exception de l'Angleterre, violent ces préceptes d'une manière plus ou monis complète. Au nombre de ces infidèles figurent précisément les nations les plus jeunes et les plus vivantes, les États-Unis et l'Allemagne. Et A. Vince et Sir Vincent Caillard accumulent les statistiques de tout ordre, pour démontrer que l'Empire allemand et l'Empire américain, loin d'être châtiés pour avoir violé les dogmes libéraux, ont trouvé dans une prospérité croissante la récompense de leur audacieux sacrilège.

Qu'il s'agisse de vues générales ou de théories précises, les prophéties des R. Cobden et des J. Bright ne sont pas davantage réalisées. Ils ont affirmé que l'abolition des droits sur les blés suffirait pour en abaisser le prix dans des proportions importantes ; or les diminutions sérieuses ne se sont produites que dans ces dernières années.

Dates.	Prix moyen du blé.		Baisse	
	Sch.	pence.	Sch.	pence
1820-1829 . .	59	10		
1830-1839 . .	56	9	3	1
1840-1849 . .	55	11	0	10
1850-1859 . .	53	4	2	7
1860-1869 . .	51	7	1	9
1870-1879 . .	51	4	0	3
1880-1889 . .	37	0	14	4
1890-1899 . .	28	9	8	3

Les mêmes apôtres soutiennent qu'importations et exportations suivent une courbe parallèle, et que les achats suivent les oscillations des ventes : M. A. Vince (p. 25) se fait fort d'établir qu'à des hausses dans les exportations ont correspondu des baisses dans les importations, et réciproquement.

En vain les doctrinaires prétendraient-ils relever leur

prestige, en affirmant qu'ils ont été la cause première des heures d'incroyable prospérité qu'a connues l'Angleterre de 1854 à 1874. Sir Vincent Caillard n'a pas de peine à démontrer qu'il est impossible de les expliquer impartialement sans tenir compte de l'avance qu'avait l'Angleterre sur ses rivaux, des voies de communication rapides dont elle fut la première dotée, et enfin des guerres prolongées qui, pendant longtemps, ont paralysé ses adversaires. Certes, la politique libérale a contribué à décupler cet épanouissement industriel et commercial ; mais comme toutes les doctrines humaines, elle ne saurait être ni infaillible ni immortelle. Ses faillites successives démontrent que nous entrons dans une période où les problèmes économiques et politiques recevront des solutions d'un caractère radicalement différent et où le libéralisme ne sera plus qu'une morale civique.

*
* *

L'histoire confirme par un double argument ces arguments théoriques.

Tout d'abord un fait, — la rareté des conflits sanglants, — domine depuis trente ans l'histoire de l'Europe. Or, les guerres continentales remplaçaient efficacement pour l'Angleterre les barrières de la douane, qu'elle n'avait point voulu établir sur ses rivages. Les nations, ses rivales, usaient leurs forces et dépensaient leurs richesses dans des luttes militaires. L'Angleterre leur vend la poudre et les armes, alimente pendant les hostilités les villes abandonnées, et, lorsque la paix est rétablie, reconstruit les chemins de fer et approvisionne les magasins.

DATES	Exportations du Royaume-Uni	Exportations françaises	Exportations autrichiennes	Exportations des États-Unis	
1861.....	125.103	97.052	27.673	42.687	
1862.....	123.992	89.708	29.298	37.426	Guerre civile américaine
1863.....	146.602	105.702	29.121	38.751	
1864.....	160.449	116.968	32.341	29.896	
1865....	165.836	123.536	34.451	28.524	
1866.....	188.917	127.224	32.947	27.599	Guerre austro-allemande
1867.....	180.962	113.036	40.736	57.842	
1868.....	179.678	111.596	42.894	56.123	
1869.....	190.045	122.996	43.811	57.326	
1870.....	199.587	112.084	39.541	78.462	Guerre franco-allemande
1871.....	223.066	114.900	46.758	89.250	
1872.....	256.257	150.464	38.796	89.268	

Comment nier qu'une ère pacifique, succédant à une période belliqueuse, ait pu avoir une répercussion différente sur le montant des ventes britanniques ? Le commerce anglais a cessé d'être servi, d'être protégé par les folies militaires de ses rivaux. Et c'est là un premier fait historique dont il convient de tenir compte.

Il en est un second, non moins important. Le Royaume-Uni a perdu son avance sur ses rivaux industriels, qui luttent contre lui en Europe et en Amérique. L'hégémonie commerciale de la Grande-Bretagne n'est plus qu'un mot et qu'un souvenir. Vaincue par les États-Unis, l'Angleterre le sera demain par l'Empire allemand. Dans les trois grandes branches de l'industrie, mines, métallurgie, tissage de coton, où leur situation paraissait inexpugnable, les Anglais sont complètement dépassés ou sur le point de l'être.

ANNÉE	ROYAUME-UNI	ÉTATS-UNIS	ALLEMAGNE
	Milliers de tonnes	Milliers de tonnes	Milliers de tonnes métriques
1890...........	181.614	140.883	70.238
1893...........	164.326	162.815	73.852
1897...........	202.130	178.930	91.055
1900...........	225.181	240.966	109.290

Si l'on examine les statistiques de la production et de la consommation de fer brut pour ces trois mêmes pays, aux mêmes dates, on arrive à la même conclusion :

ANNÉES	PRODUCTION			CONSOMMATION TOTALE		
	ROYAUME-UNI	ÉTATS-UNIS	ALLEMAGNE	ROYAUME-UNI	ÉTATS-UNIS	ALLEMAGNE
	Milliers de tonnes	Milliers de tonnes	Milliers de tonnes métriques	Milliers de tonnes	Milliers de tonnes	Milliers de tonnes métriques
1890.	7.904	9.203	4.658	6.819	7.731	4.897
1893.	6.977	7.125	4.986	6.168	7.167	5.032
1897.	8.796	9.653	6 881	7.749	8.476	7.202
1900.	8.959	13.789	8.521	7.710	13.573	9.143

Sans doute, pour l'industrie cotonnière, la comparaison est moins désastreuse. Encore est-il que les progrès des rivaux de l'Angleterre ont été proportionnellement supérieurs aux siens.

En dix ans, le nombre des broches s'accroît :

	1889	1889
	—	—
Royaume-Uni. . . .	40.000.000	45.400.000
États-Unis.	10.700.000	18.600.000
Allemagne.	4.000.000	8.500.000
Reste de l'Europe . .	16.500.000	25.000.000

Et, d'autre part, la consommation du coton en ballots de 500 pounds grandit dans la même proportion :

	1880-1881	1899-1900	0/0
	—	—	—
Royaume-Uni.	2.858.000	3.334.000	17
États-Unis.	1.694.000	3.856.000	128
Continent européen . .	2.365.000	4.576.000	94

Cette hausse dans l'activité économique de l'Allemagne et des États-Unis, ce ralentissement proportionnel dans la production britannique ont eu leur répercussion sur les ventes du commerce anglais. La part des importations de la Grande-Bretagne dans les importations totales des divers pays a diminué depuis 1884 (1).

Et cette baisse est d'autant plus sensible qu'elle coïncide avec une hausse notable des ventes allemandes et américaines.

Ces deux faits historiques si étroitement unis l'un à l'autre, — l'avènement d'une ère pacifique et la naissance d'industries rivales, — ont complètement modifié la situation économique du Royaume-Uni. Les données du problème seront radicalement transformées : partant la solution doit être différente et empruntée à un autre système que le libéralisme économique.

*
* *

Au poids de ces arguments théoriques et historiques vient s'ajouter celui d'arguments économiques et commerciaux. Dans ces dernières années, la quantité des échanges intérieurs du Royaume-Uni a diminué ; la nature de ses échanges internationaux s'est transformée.

Le fer, le charbon, la laine, la viande et le lait peuvent être considérés comme les articles types de la production

(1) Voir les deux tableaux, pp. 45 et 46.

GROUPES DES NATIONS	POURCENTAGE DES IMPORTATIONS ANGLAISES				MONTANT DES IMPORTATIONS ÉTRANGÈRES			
	Moyenne de 1884-1885	Moyenne de 1890-1892	Moyenne de 1893-1895	Moyenne de 1898-1900	Moyenne de 1884-1885	Moyenne de 1890-1892	Moyenne de 1893-1895	Moyenne de 1898-1900
	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100	Millions de livres sterling	Millions de livres sterling	Millions de livres sterling	Millions de livres sterling
Europe	18	17	16	15	701	806	777	1.011
Égypte	39	37	31	38	9	9	9	13
États-Unis, République Argentine, Uruguay et Chili	26	25	24	21	164	210	196	186
Chine	25	21	18	17	22	32	29	36
Japon	45	34	33	21	6	11	13	26
Possessions anglaises	54	51	52	15	194	226	216	268

GROUPES DE NATIONS	ACCROISSEMENT OU DIMINUTION SUR LES IMPORTATIONS TOTALES ENTRE		ACCROISSEMENT OU DIMINUTION ENTRE 1884-1885 ET 1898-1900 DANS LES IMPORTATIONS							
	1884-1885	1898-1900	DU ROYAUME-UNI		DE L'EMPIRE ALLEMAND		DE LA FRANCE		DES ÉTATS-UNIS	
	Montant milliers de livres sterling	p. 100	Montant milliers de livres sterling	p. 100	Montant milliers de livres sterling	p. 100	Montant milliers de livres sterling	p. 100	Montant milliers de livres sterling	p. 100
Nations européennes, excepté l'Autriche-Hongrie.	+ 309.733	+ 44.2	+ 28.682	+ 22.8	+ 33.466	+ 34.3	+ 3.927	+ 6.9	+ 88.346	+ 217.2
Égypte..................	+ 3.827	+ 44.1	+ 1.322	+ 38.8	+ 356	+ 936.8	+ 186	+ 18.7	+ 183	+ 167.9
États-Unis, République Argentine, Uruguay et Chili..................	+ 22.401	+ 13.7	— 3.774	— 8.7	+ 5.514	+ 31.3	— 2.720	— 14.4	+ 1.319	+ 52.1
Extrême-Orient { Chine...	+ 13.544	+ 61.0	+ 510	+ 9.2	»	»	»	»	+ 2.033	+ 262.0
Extrême-Orient { Japon...	+ 20.662	+ 357.7	+ 3.010	+ 116.7	+ 1.796	+ 432.8	+ 350	+ 117.8	+ 3.538	+ 656.4
Possessions anglaises.....	+ 73.565	+ 37.9	+ 14.126	+ 13.9	+ 6.003	+ 394.7	+ 881	+ 37.6	+ 14.958	+ 90.1
TOTAL............	+ 443.732		+ 44.476		+ 47.135		+ 2.621		+ 110.377	

locale. Il serait fastidieux de reproduire pour chacun d'eux les statistiques minutieuses, à l'aide desquelles Sir Vincent Caillard analyse leur courbe depuis 1876-78 jusqu'en 1898-1900. Nous ne pouvons que renvoyer à son volume les lecteurs méfiants, qui désireraient discuter ses chiffres et revoir ses calculs. Qu'il nous suffise de résumer les conclusions. D'une manière absolue, il y a une hausse importante dans la production du charbon, une hausse légère dans la quantité de minerai de fer et de fer brut, de viande et de lait fournie à ses habitants par le Royaume-Uni. Pour la laine seulement, Sir Vincent Caillard enregistre une chute grave dans les statistiques de la production locale. Mais, si l'on tient compte de l'accroissement de la population, les résultats des calculs se présentent sous un jour tout différent. Proportionnellement aux têtes d'habitants, il n'y a eu de progrès que dans les tonnes de charbons extraites. Les quantités de viande, de lait et de laine fournies par les agriculteurs britanniques ont proportionnellement baissé, tandis que la production de minerai et de fer brut restait à peu près stationnaire. Ce ralentissement relatif dans la production locale est d'autant plus grave que, même si l'on tient compte de l'accroissement de la population, les quantités de ces matières premières consommées en Angleterre ont augmenté d'une manière considérable. Il est donc impossible d'affirmer que la situation du commerce local est satisfaisante.

La même conclusion se dégage si on analyse le commerce international. Dès qu'on feuillette les statistiques, on constate que la nature des achats et des ventes britanniques s'est totalement transformée.

L'attention de l'observateur impartial est tout d'abord éveillée par ce fait, que, depuis 1870, l'excédent des importations sur les exportations n'a cessé de croître :

MOYENNE DE 3 ANS	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS	TOTAL des importations et des exportations	EXCÈS DES IMPORTATIONS	
				Montant	p. 100 par rapport à la quantité totale
1872-1874..	339.3	277.6	616.9	61.7	10.0
1875-1877..	361.0	239.9	600.9	121.1	20.1
1878-1880..	344.2	227.2	571.4	117.0	20.5
1881-1883..	366.9	258.4	625.3	108.5	17.3
1884-1886..	332.1	241.2	573.3	90.9	15.8
1887-1889..	351.5	256.6	608.1	94.9	15.6
1890-1892..	398.2	276.4	674.6	121.8	18.0
1893-1895..	391.7	251.0	642.7	140.7	21.9
1896-1898..	444.2	284.9	729.1	159.3	21.8
1899-1901..	483.7	300.8	784.6	182.9	23.3

Sans doute, un certain nombre « d'exportations invisibles », comme l'a remarquablement démontré l'économiste bien connu sir Robert Giffen, viennent combler ce déficit croissant. Il n'est pas douteux qu'il faille ajouter au chiffre total des ventes britanniques un nombre respectable de millions pour représenter les dividendes que tire l'Angleterre, non seulement de ses placements à l'étranger, mais encore de la location de ses navires. Mais, bien que nul ne songe à nier que la Grande-Bretagne ne soit devenue, en même temps qu'un des gros prêteurs de l'univers, l'agent de transports maritimes le plus couru, il paraît indéniable que ces deux genres d'exportations invisibles, leurs progrès constants, ne suffiraient point pour équilibrer « la balance commerciale » du Royaume-Uni.

D'autre part, la nature des ventes et des achats britanniques tend depuis dix ans à se transformer d'une manière inquiétante. Si l'on répartit en effet les exportations anglaises en trois grandes catégories, — objets d'alimentation, matières premières, produits ouvrés, — on constate

que leur part proportionnelle, dans le total des expéditions, s'élève aux chiffres suivants :

ANNÉES	OBJETS D'ALIMENTATION	MATIÈRES PREMIÈRES	PRODUITS OUVRÉS
1882..........	4.7 p. 100	5.1 p. 100	90.2 p. 100
1887..........	4.5 —	5.8 —	89.7 —
1892..........	4.9 —	8.5 —	86.6 —
1897..........	5.7 —	8.6 —	85.7 —
1902	6.1 —	11.0 —	82 9 —

Trois faits se dégagent de cette statistique : les ventes de produits ouvrés ont diminué ; les exportations de matières premières ont augmenté régulièrement ; cette hausse et cette baisse, enfin, ont été plus rapides de 1897 à 1902 que de 1887 à 1892. Pour préciser encore cette diminution proportionnelle des ventes d'objets fabriqués, examinons successivement la part de leurs six grandes catégories dans le total des expéditions anglaises. Les statistiques officielles répartissent, en effet, les exportations des produits de l'industrie britannique, en six classes :

1° Fils et tissus ;

2° Articles en métal (excepté les machines) ;

3° Machines de tous genres ;

4° Vêtements et articles d'usage personnel ;

5° Produits chimiques ;

6° Divers.

Si l'on désigne ces grandes catégories par les six premières lettres de l'alphabet et si on détermine leur part proportionnelle dans les exportations totales, on obtient les chiffres suivants :

ANNÉES	A	B	C	D	E	F
	%	%	%	%	%	%
1882	46.5	18.0	4.9	5.1	3.1	12.6
1887	48.9	15.8	5.0	4.6	3.1	12.3
1892	44.1	14.6	6.1	4.6	3.8	13.4
1897	41.2	14.7	7 0	4.2	3.6	14.9
1902	36.4	15.0	6.6	4.3	3.4	17.2

Tandis que la vente des machines nécessaires pour monter les usines étrangères augmente sensiblement, les industries textiles et métallurgiques voient diminuer le montant de leurs expéditions. Ces statistiques détaillées confirment les chiffres généraux.

Leur gravité est accrue par la modification, non moins importante, que révèle l'analyse des importations anglaises. Quand on classe les achats du Royaume-Uni en trois catégories, — objets d'alimentation, matières premières, produits ouvrés, — on peut exprimer leur part proportionnelle à l'aide des chiffres suivants :

ANNÉES	OBJETS D'ALIMENTATION	MATIÈRES PREMIÈRES	PRODUITS OUVRÉS
1882..........	43.7	40.2	12.5
1887..........	42.1	39.3	15.0
1892.........	44.4	36.5	15.4
1897..........	42.9	34.8	18.9
1902..........	42.5	35.0	18.7

Tandis que les ventes de produits ouvrés diminuent et celles de matières premières augmentent, les achats d'objets fabriqués grandissent et ceux de matières premières baissent.

Il est impossible de découvrir la même évolution dans

les importations et exportations américaines et allemandes (1).

I. — Pourcentage d'accroissement des importations de produits manufacturés dans :

	Le Royaume-Uni	L'Allemagne	Les États-Unis
	—	—	—
1880	58,3	73.5	83.1
1882	58,9	81.6	90,7
1884	58.1	86.1	94,2
1886	57	79.7	88.3
1888	65.3	82,3	100.6
1890	68.8	92.1	107,3
1892	69,3	80.5	97,9
1894	71,3	78.4	72.5
1896	82.4	88.2	101.8
1898	87.7	95,3	70.4
1900	101.8	112,8	97.5
1901	100	100	100

II. — Pourcentage d'accroissement des exportations de produits manufacturés pour :

	Le Royaume-Uni	L'Allemagne	Les États-Unis
	—	—	—
1880	89,7	57.7	25
1882	97,2	65.1	32.8
1884	93,3	69,6	33.2
1886	85.1	67,2	33.2
1888	93.2	71.7	31.7
1890	103,3	74,2	36.8
1892	88,4	67,4	38,6
1894	83,1	64,9	44.7
1896	94.5	79,5	55,6
1898	89,6	79,7	70.8
1900	101.7	103,1	105,6
1901	100	100	100

Résumons dans une brève formule ces trop longues

(1) *Fiscal Blue Book*, t. I.

statistiques. Un double fait domine l'histoire économique du Royaume-Uni dans les quinze dernières années. D'une part, si l'on tient compte de l'acroissement de la population, le commerce intérieur voit diminuer les divers éléments de la production nationale. De l'autre, le commerce extérieur subit une redoutable transformation : la part proportionnelle des objets fabriqués, dans le total des exportations britanniques, diminue sensiblement ; et cette baisse est aggravée par une hausse correspondante dans les achats de produits ouvrés.

*
* *

L'analyse de ce courant d'opinion serait incomplète, si nous ne disions pas quelques mots des arguments coloniaux et politiques.

L'activité commerciale de l'Empire britannique dans ces quarante dernières années s'est accrue dans des proportions énormes. En 1865, le total des ventes et des achats des possessions anglaises s'élevait à la somme de 270 millions de livres. En 1875, 1885, 1895, 1899, il atteint successivement les chiffres de 328, 393, 484, 589 millions de livres. Le tonnage total des navires entrés et déchargés dans les ports des colonies britanniques était en 1865 de 29 millions de tonnes : il passe, en 1875, 1885, 1895, 1898, à 40, 76, 101, 116 millions de tonnes.

La part du Royaume-Uni, dans le montant chaque jour croissant de ces échanges, reste prépondérante. Prenons les valeurs moyennes pour la période 1898-1900 :

	IMPORTATIONS			EXPORTATIONS		
	DU ROYAUME-UNI	DES PAYS ÉTRANGERS	POURCENTAGE DES IMPORTATIONS ANGLAISES	VERS LE ROYAUME-UNI	VERS LES PAYS ÉTRANGERS	POURCENTAGE DES EXPORTATIONS ANGLAISES
	Milliers de £	Milliers de £		Milliers de £	Milliers de £	
Indes	58.062	90.225	64	35.024	117.315	30
Straits Settlements	3.068	27.597	11	4.444	23.283	19
Ceylan	2.029	7.366	28	3.767	6.250	60
Maurice	709	2.982	24	192	2.871	7
Australasie	28.259	73.621	38	34.539	84.570	41
Natal	4.205	6.621	67	604	1.425	42
Cap	12.557	18.523	68	18.144	19.043	95
Amérique septentrionale	8.221	33.188	25	21.683	36.694	59
Inde occidentale	2.630	6.512	40	1.550	5.959	26
Guyane britannique	727	1.361	53	910	1.924	47
Total	120.467	267.636	45	120.857	299.334	40

Comparons ces chiffres avec les moyennes de 1884-1885. Les importations totales de l'Empire britannique ont augmenté de 73 millions de livres, soit de 37,9 p. 100 ; dans cette somme la part des ventes anglaises figure pour 14 millions de livres, soit 13,9 p. 100. Si enfin les exportations des colonies gagnent 101 millions de livres, soit 51,6 p. 100, leurs envois vers le Royaume-Uni fournissent à eux seuls le joli denier de 34 millions de livres (40 p. 100) (1).

On comprend mieux l'importance des relations commerciales entre le Royaume-Uni et ses filiales quand on jette un coup d'œil en arrière (2).

	VALEUR MOYENNE DES					
	IMPORTATIONS DU ROYAUME-UNI			EXPORTATIONS DU ROYAUME-UNI		
	TOTALES	D'ORIGINE COLONIALE		TOTALES	VERS LES COLONIES	
	Millions de £	Millions de £	%	Millions de £	Millions de £	%
1865-69. . .	286	68	24	230	54	23.3
1870-74. . .	346	76	22	290	65	22.5
1875-79. . .	375	83	22.1	257	72	28.2
1880-84. . .	408	96	23.5	298	88	29.4
1885-89. . .	380	87	22.9	287	86	30
1890-94. . .	419	96	22.9	296	85	28.8
1895-99. . .	453	98	21.6	298	87	29.2
1900.	523	109		346	101	
1901.	522	106		339	113	
1902.	528	107		343	116	

Ces échanges entre les colonies et la métropole se distinguent radicalement, par un caractère particulier, des

(1) *Blue Book*, C. D. 1199, pp. 31 et 35.
(2) *Id.*, C. D. 1761, pp. 408-410.

ventes et des achats que conclut journellement la Grande-Bretagne avec les nations étrangères. Sans doute, sur le total des commandes de produits d'origine britannique et irlandaise, la part des possessions anglaises n'est en 1902 que de 38 p. 100. Mais l'Empire n'achète pas à la mère-patrie les mêmes objets que les autres pays. Tandis que ceux-ci s'approvisionnent surtout en Angleterre de matières premières, les colonies achètent surtout des objets fabriqués. Quelques chiffres sont bien frappants.

Si on répartit en grandes catégories, suivant leur nature, les exportations de l'Angleterre en 1902, et si on détermine la part des achats des nations étrangères et des possessions britanniques, on obtient le curieux tableau ci-dessous :

	NATIONS ÉTRANGÈRES	POSSESSIONS BRITANNIQUES
	p. 100	p. 100
Animaux vivants	82	18
Objets d'alimentation.	47.5	52.5
Matières premières	91.5	8.5
Fils et tissus	63	37
Métaux bruts et travaillés	54.5	45 5
Machines de tous genres	62	38
Navires	77.5	22.5
Vêtements	15	85
Produits chimiques	71	29
Autres objets manufacturés . . .	56.5	43.5

Sur le total des exportations anglaises de charbon et de coke, d'argile, de fer brut, de laine non préparée, de lin et de chanvre non travaillés, la part des commandes faites par les Angleterres africaine, australasienne ou américaine n'est respectivement que de 7 1/2, 7, 8, 4, 3 1/2 p. 100. Et d'autre part, sur le montant des expéditions anglaises de tôle galvanisée, de fonte, de bicyclettes, de tuyaux, de

quincaillerie, d'appareils électriques, etc., les colonies figurent pour 66 1/2, 58 1/2, 67 1/2, 55 1/2, 52 1/2, 68 1/2 p. 100.

Il résulte de ces divers documents que, par l'importance croissante et la nature particulière de leurs achats, les colonies anglaises figurent au premier rang parmi les meilleurs clients de l'industrie britannique.

Il importe d'autant plus, et c'est là un second argument colonial, de resserrer ces liens économiques, que les possessions du Royaume-Uni ont toutes, depuis leur origine, adhéré aux divers principes qui caractérisent le système protectionniste. Pour assurer à leurs produits agricoles des débouchés certains, elles sont disposées à remanier le régime douanier, qui leur fournit déjà le plus clair de leurs ressources budgétaires. Si les importations industrielles d'une autre nation que l'Angleterre s'accroissent d'une manière importante et régulière, les colonies ne manqueront pas, tôt ou tard, de lui proposer le pacte d'alliance économique auquel l'Angleterre aura refusé de souscrire. Ce n'est point là une hypothèse irréalisable. Déjà le Canada, au moment où il n'avait point encore accordé aux produits fabriqués par la mère-patrie des droits de faveur qui s'élèvent aujourd'hui à 33 p. 100, avait été l'objet de sollicitations empressées de la part des États-Unis. Il a refusé d'entrer dans cette convention douanière, mais les rivaux industriels de l'Angleterre contemporaine sauront profiter d'un mouvement de dépit et d'une seconde de tension pour renouveler avec plus de succès, soit auprès du Dominion, soit auprès de toute autre possession britannique, cette offre d'entente commerciale. L'heure est critique : il s'agit d'empêcher la prochaine dissolution de l'Empire anglo-saxon. Et quand bien même ces prévisions seraient empreintes d'un certain pessimisme, il n'en

resterait pas moins vrai que la situation actuelle, l'existence au sein d'un même empire de toutes ces barrières fiscales, est incompatible avec un développement harmonieux de l'unité impériale. Derrière ces murailles douanières peuvent se former des particularismes jaloux. Protégées par leurs tarifs contre les usines anglaises, des industries puissantes peuvent se constituer et se constituent déjà dans certaines colonies, au Canada et en Australie notamment. Le jour où ces possessions se suffiront à elles-mêmes d'une manière plus ou moins complète, et où leur activité agricole sera doublée d'une activité industrielle, les chaînes d'intérêts économiques, qui maintiennent rivées les unes aux autres les diverses parties de l'Empire, seront complètement et définitivement brisées. Au lieu d'une fédération de sociétés anglo-saxonnes, le gouvernement britannique se trouvera en présence d'une juxtaposition d'États autonomes se suffisant à eux-mêmes. Le morcellement, la désagrégation ne seront plus alors qu'une question d'années. C'est à la même conclusion qu'arrive l'économiste, s'il admet ou s'il écarte la possibilité d'une entente douanière avec une autre nation que l'Angleterre. L'état actuel des relations économiques entre les diverses parties de l'Empire contient en germe sa prochaine décomposition. Le seul moyen, sinon de l'empêcher, du moins de la retarder, est d'abaisser au profit de la seule patrie les barrières fiscales qui en brisent l'unité, et de profiter de l'ardente poussée des sentiments impérialistes pour cimenter, à la romaine, le glorieux édifice qui menace ruine.

*
* *

Cette solution sera imposée aux hommes d'État anglais non seulement par des considérations coloniales, écono-

miques ou théoriques, mais par des arguments politiques.

En premier lieu, les budgets de nations européennes se soldent chaque année plus difficilement. Sous la double pression des armements qu'impose la paix armée et des réformes qu'exigent les progrès sociaux, le montant des dépenses s'accroît avec une effrayante régularité. En Russie, les sommes nécessaires pour assurer le fonctionnement des divers services publics sont passées, de 1893 à 1900, de 104 à 199 millions de livres ; en Allemagne, de 1895 à 1901, de 65 à 117 ; en France, de 1895 à 1900, de 137 à 152 ; aux États-Unis, de 1895 à 1901, de 90 à 129 millions de livres. Le Royaume-Uni a suivi ce déplorable exemple. Tandis qu'en 1894-1895 les dépenses totales du budget central et des budgets locaux s'élevaient à 100 millions de livres, en 1901-1902 ce chiffre avait doublé (205 millions de livres). Sans doute, il faut laisser de côté les charges qu'a imposées la guerre sud-africaine (environ 62 millions de livres) ; il n'en reste pas moins certain que les ministres des Finances se sont trouvés en face d'une hausse normale et régulière de 43 millions de livres. Pour équilibrer ces budgets, il devient de plus en plus impossible de compter sur de nouveaux impôts directs. Telle qu'elle fonctionne déjà, l'*Income Tax* soulève toutes sortes d'objections. Des radicaux, comme John Stuart Mill, des libéraux, comme Gladstone, des conservateurs, comme Disraëli, étaient d'accord pour proclamer qu'il conviendrait de la remanier de fond en comble. Il faudra non seulement en réduire le taux, mais élever de 160 à 300 livres le montant des revenus non imposables, augmenter les droits sur les ressources stables et diminuer ceux sur les gains précaires, assimiler à ces derniers les profits des carrières commerciales et industrielles, poser et appliquer enfin le principe de la progressivité. Ces réformes,

loin d'augmenter l'élasticité de l'Income Tax, diminueront probablement les sommes qu'elle rapporte annuellement au Trésor. Il est donc nécessaire, pour le Royaume-Uni, de faire appel aux ressources de l'impôt indirect, à moins qu'il ne préfère affaiblir ses forces militaires ou manquer à ses engagements électoraux.

Non seulement les tarifs différentiels fourniront les sommes nécessaires, mais encore cette réaction protectionniste peut seule sauver l'agriculture anglaise d'une irrémédiable décadence. Il est dès aujourd'hui permis de prévoir le jour où la Grande-Bretagne, malgré la fertilité de ses vertes vallées et la fécondité de son climat pluvieux, ne sera plus qu'un parc semé de villas, agrémenté de quelques poulaillers et de quelques laiteries, mais où la charrue sera considérée, avec curiosité, comme le symbole d'un âge disparu. Quelques chiffres en disent plus long que toutes les descriptions littéraires. Des économistes connus ont estimé à 834 millions de livres la valeur de la dépréciation subie par les terres cultivables de la Grande-Bretagne. En 1900, elle aurait atteint 893 millions de livres. Sir James Kaird, devant la Commission d'enquête de 1886, évalue à 30, 60 et 10 p. 100 la diminution subie dans leurs revenus par les propriétaires, les fermiers et les journaliers. Il considère que, de 1876 à 1886, les intérêts annuels de ce gigantesque capital ont baissé de 42 millions de livres et sont tombés à 65 millions de livres. De 1886 à 1901, ils ont encore baissé de 16 p. 100 et ont été réduits à 52 millions de livres.

La production annuelle moyenne était de :

	1884-1886		1898-1900	
	—		—	
Blé. . . .	9.325.000	quarters	7.978.000	quarters
Orge. . .	10.159.000	—	9.070.000	—
Avoine. .	20.419.000	—	20.948.000	—

L'étendue moyenne des cultures était de :

	1884-1886	1898-1900
	—	—
Blé. . . .	2.553.858 acres	2.035.571 acres
Orge. . .	2.408.650 —	2.126.014 —
Avoine. .	4.326.140 —	4.103 160 —

Si l'on ne veut pas se contenter de ces statistiques générales, il importe de feuilleter l'admirable enquête de M. Rider Haggard sur l'Angleterre rurale. Il a parcouru, le crayon à la main, les comtés les plus fertiles du Royaume-Uni, ceux qui furent jadis d'admirables greniers à blé. Partout il a constaté que les champs devenaient incultes et les villages déserts. Ni les applications des découvertes scientifiques les plus modernes, ni les essais de morcellement des grandes exploitations agricoles n'ont donné d'appréciables résultats. Seuls, des droits sur les objets d'alimentation importés de l'étranger peuvent permettre à la Grande-Bretagne d'empêcher la rapide extinction de sa production agricole.

Si les hommes d'État se refusent à cette innovation, il leur sera aussi impossible d'équilibrer leurs budgets futurs, que de redonner au sol de leur patrie sa fécondité d'autrefois.

*
* *

Pour bien peser la valeur et apprécier l'influence de ces divers raisonnements, il convient de les considérer beaucoup moins comme les fragments d'un exposé scientifique que comme les résultats d'une analyse psychologique. Nous n'avons pas cherché à établir sur des arguments irréfutables et des calculs minutieux une thèse économique, nous avons voulu simplement, en nous inspirant d'ouvrages récents, découvrir les grands courants qui ébranlent l'opinion britannique. Telle de ces argu-

mentations peut appeler d'importantes réserves. Si l'on veut comprendre la crise que traverse l'Angleterre contemporaine, il est nécessaire d'oublier toutes ces erreurs de détail, pour ne voir que les grandes forces qui la poussent vers le protectionnisme. Le libéralisme économique, par suite des progrès du socialisme d'État, a vu baisser son autorité morale et son action intellectuelle. Depuis quinze ans, les Anglais ont le sentiment que leur commerce n'a plus l'élasticité d'autrefois : sur tous leurs marchés et pour tous leurs produits, ils sont concurrencés par leurs rivaux américains, allemands et même français. Tandis que leurs ventes aux colonies grandissent en importance et s'améliorent en qualité, ils constatent que les crises générales 1878-1880, 1885-1887, 1897-1899 et des crises locales paralysent leurs diverses industries. Enfin, l'élite intellectuelle se préoccupe de la décadence de l'agriculture britannique autant que de l'accroissement des dépenses et de l'insuffisance des impôts.

Tels sont les grands courants intellectuels, économiques, commerciaux et politiques dont M. Chamberlain a deviné la profonde influence sur l'Angleterre contemporaine.

III

Pour donner satisfaction à ce néo-protectionnisme, l'ancien ministre des Colonies propose d'engager des négociations avec les diverses possessions britanniques.

En échange d'avantages accordés à leurs envois alimentaires, celles-ci concéderont des tarifs de faveur aux produits de l'industrie anglaise. En même temps le gouvernement frappera d'un droit maximum de 10 p. 100 non seulement les objets d'alimentation, mais encore les

objets ouvrés expédiés par toutes les nations qui persisteront à fermer leurs portes aux envois de la Grande-Bretagne. Cette taxe variera avec le nombre d'ouvriers occupés, en Angleterre, à fabriquer des objets semblables à ceux importés de l'étranger. M. Chamberlain s'est toujours refusé à entrer dans des détails minutieux. D'une part, il ne veut point paralyser les futurs négociateurs ; de l'autre, il considère que l'Angleterre ne peut revenir au protectionnisme que par des étapes successives. Le promoteur du futur Zollverein ne s'est expliqué avec détails que sur les, taxes dont il propose de frapper les importations de blé et de viande qui ne seront pas d'origine coloniale. L'effet maximum de ces nouveaux droits peut, d'après M. A. Vince, être calculé comme il suit par tête et par an :

Droit de 2 schellings sur le blé :
Consommation de 6 bushels par tête = 1 sch. 6 d.

Droit de 5 p. 100 sur la viande :
Consommation de 1 livre par tête = 1 sch. 0 d.

Ces tarifs imposeront donc une charge de 2 schellings et demi par tête. Pour apprécier la portée exacte de cette taxe nouvelle et examiner s'il sera possible de la compenser par une diminution des impôts indirects actuellement existants, il convient de dresser le tableau suivant :

	CONSOMMATION par tête	DROIT par Lb.	DROIT par tête
Thé	6 1/2 Lbs.	0 sch. 6 d.	3 sch. 3 d.
Café	2 1/2 »	0 » 1 1/2	0 » 3 3/4
Chicorée	1/4 »	0 » 2	0 » 0 1/2
Cacao	1 »	0 » 1	0 » 1
Sucre	80 »	0 » 0 1/2	2 » 6
			6 sch 2 1/4

D'autre part, le droit par tête sur le tabac brut est d'environ 5 sch. 6 d. M. Chamberlain et ses amis concluent des chiffres ci-dessus indiqués, qu'il sera possible, en diminuant quelques-uns de ces impôts indirects, d'établir des droits sur les importations de blé et de viande d'origine étrangère, sans pour cela augmenter d'un centime les dépenses des budgets ouvriers.

Telles sont les bases sur lesquelles l'ancien ministre des Colonies propose de nouer des négociations commerciales avec les possessions britanniques, ou plutôt avec certaines d'entre elles. Seules les colonies de peuplement, le Canada et Terre-Neuve, le Cap et Natal, l'Australasie et la Nouvelle-Zélande pourront prétendre aux faveurs de tarifs différentiels. Les Indes ont été formellement exclues de ce projet de convention douanière. Les raisons qui ont dicté à M. Chamberlain cette exception sont nombreuses. Le gouvernement britannique s'est toujours réservé le droit de frapper de certains impôts diverses catégories d'objets, à l'entrée ou à la sortie dans les colonies dites d'exploitation (*crown colonies*). C'est ainsi qu'aux Indes les principes libres-échangistes n'ont jamais été appliqués. Assimiler, au point de vue des avantages douaniers, les terres encore soumises à l'autorité impériale et celles qui jouissent de tous les droits politiques, serait méconnaître un des principes fondamentaux du système colonial anglais. Cette infraction aux règles traditionnelles est d'ailleurs parfaitement inutile. En effet, la part du commerce de la mère-patrie dans les achats et les ventes des colonies dites d'exploitation, des Indes surtout, est si prépondérante qu'il paraît impossible d'en augmenter encore le pourcentage par l'établissement de tarifs différentiels. Remarquons, enfin, que ce projet d'union douanière est dicté par le devoir de rapprocher les unes des autres

les diverses communautés anglo-saxonnes. Pour le réaliser, il sera nécessaire non seulement de nouer des négociations prolongées, mais encore d'accorder aux jeunes nations d'outre-mer « une place dans les conseils de l'Empire ». Il ne saurait être question d'étendre ces privilèges à des races inférieures. Des colonies dont est fait l'Empire britannique, seules, celles qui sont politiquement émancipées, donnent des inquiétudes aux théoriciens de l'unité impériale ; et c'est pour resserrer leurs liens, qu'ils proposent de leur accorder des faveurs douanières. Les autres n'ont jamais troublé le rêve des impérialistes. Les divers anneaux de la chaîne, qui les unit à l'Angleterre, ont été rivés et sont maintenus par les administrateurs que forme Oxford et les soldats que prépare Sandhurst.

Ainsi restreint dans ses applications, le « grand projet » de M. Chamberlain l'est aussi dans son programme. Il ne soumet point à l'opinion nationale un plan compliqué. Il lui demande seulement de céder à l'impulsion des divers courants que nous avons analysés et d'entrer en négociation avec certaines colonies. Des avantages accordés à leurs importations de blé et de viande, des droits sur les envois des nations étrangères protectionnistes : tels sont les deux points sur lesquels devront porter les futures conversations.

IV

Malgré le caractère pratique et modéré que M. Chamberlain imprime à ce mouvement de réformes fiscales, quelles que soient l'importance des forces qui ébranlent l'Angleterre contemporaine dans un sens favorable à ce « grand dessein », il n'en est pas moins certain qu'il se

heurtera à de graves difficultés et de redoutables objections. Tous les flots ne coulent pas dans le même sens. La surface des eaux n'est point unie. Les vagues se heurtent avec violence ; et l'écume, née de leurs chocs, masque aux yeux des plus expérimentés le sens du courant.

Notre analyse de l'opinion britannique serait incomplète, si nous ne disions point un mot des forces, qui luttent contre celles dont nous avons déterminé l'action psychologique.

* * *

Le classicisme économique a été lié de trop près à l'évolution intellectuelle et à l'émancipation politique de l'Angleterre au cours du dix-neuvième siècle, pour qu'un certain nombre de ses préceptes ne soient pas restés gravés, d'une manière plus ou moins profonde, dans les pensées britanniques. La concurrence est nécessaire pour obtenir de l'intelligence et de l'énergie humaine son maximum de rendement. Seul le libre-échange permet au consommateur d'acheter au prix le plus bas ; et ce bon marché assure la prospérité de la collectivité tout entière. Ce n'est point ici le lieu de discuter la valeur scientifique de ces deux dogmes économiques. Nous nous sommes beaucoup moins proposés de réfuter une thèse doctrinale, que d'analyser un courant d'opinion. Nous n'apprécierons pas davantage les arguments à l'aide desquels les théoriciens du néo-protectionnisme tentent de réfuter ces deux préceptes. Ils se défendent d'ailleurs de vouloir établir un protectionnisme complet et un isolement absolu. Ils s'efforcent seulement de démontrer que les intérêts nationaux et les observations pratiques peuvent amener un peuple à violer une doctrine abstraite. Et aux préceptes sur la nécessité de la concurrence absolue et du bon marché de la consom-

mation, ils ripostent par des arguments tirés des menaces des trusts et de la répercussion des crises sur le capital national. Aux raisonnements théoriques, ils opposent des arguments concrets. C'est là une méthode habile. Quelle que soit l'autorité que conserve encore en Angleterre le classicisme économique, il est certain que les pensées britanniques sont trop rebelles à l'attrait des constructions logiques et des systèmes abstraits, pour ne pas céder tôt ou tard à l'action d'une méthode plus historique et plus expérimentale.

Les néo-protectionnistes arriveront donc plus facilement à triompher d'idées jusqu'ici respectées qu'à vaincre la répugnance instinctive du peuple anglais pour les innovations. Cette méfiance est encore accrue par le fait que les réformateurs proposent de frapper d'un droit important le pain et la viande, la nourriture du peuple. Sans doute, ils s'efforcent d'établir scientifiquement que cet impôt n'aura pas de répercussion fâcheuse sur le prix des objets alimentaires: il sera payé beaucoup plus par les importateurs que par les consommateurs. Ils affirment que les salaires grandiront en proportion du coût de la vie, que le paupérisme ne sera pas accru par la cherté du pain. Ils entassent les chiffres. Ils dessinent des courbes. Les néo-protectionnistes reprennent la méthode, qu'ils condamnent chez leurs adversaires : ils s'embarquent à leur tour dans la voie des abstractions scientifiques. Leurs efforts, pour démontrer, a priori, que le rétablissement des droits de douane n'aura pas de contre coups sur la vie matérielle de l'ouvrier anglais, ne feront qu'accroître sa méfiance. Pour la vaincre, il faudra imiter M. Chamberlain et copier ses procédés, faire appel aux passions, à l'hostilité séculaire contre « l'étranger ».

Mais voici qu'un parti politique, servi par une orga-

nisation jeune et une autorité nouvelle, s'adresse, lui aussi, directement à l'opinion publique et lui soumet un plan dont le caractère pratique et les succès électoraux sont indéniables. L'argumentation du groupe radical et des associations ouvrières peut être en effet résumée comme il suit : « Nous ne prétendons pas un seul instant que la situation d'un pays, où 30 p. 100 des habitants, suivant les calculs de MM. Charles Booth et Rowntree, sont « à la veille de mourir de faim », soit digne d'enthousiasme et d'admiration. Oui, les prédictions des apôtres libres-échangistes n'ont pas toutes été réalisées; le paupérisme n'a pas été enrayé; les crises commerciales sont fréquentes; les progrès des rivaux industriels sont inquiétants; l'activité économique du Royaume-Uni manque d'essor et de souplesse. Nous nous séparons des libéraux optimistes et nous déclarons qu'il y a là un problème dont il faut trouver la solution. Nous en proposons une. Il faut réduire les dépenses militaires et consacrer les sommes économisées à doter l'Angleterre d'un enseignement national et d'écoles techniques, sans lesquels nos ouvriers seront de plus en plus distancés par leurs camarades américains ou allemands. Il faut, par une répartition plus équitable des charges fiscales, se procurer les ressources nécessaires pour enrayer les misères urbaines. Il faut enfin détruire cette féodalité foncière, qui détient le monopole de la terre, et répartir les latifundia morcelés entre les mains de milliers de paysans propriétaires. Si ces trois réformes une fois réalisées ne redonnent pas à l'industrie britannique sa vitalité et au sol anglais sa fécondité, nous pourrons alors, mais seulement alors, discuter les solutions, dangereuses par leurs conséquences incertaines et leurs répercussions internationales, que nous proposent les néo-protectionnistes. »

Il est nécessaire de préciser la valeur psychologique de ces promesses politiques, de cette méfiance conservatrice, de ces traditions intellectuelles, qui constituent les facteurs de la résistance libre-échangiste.

* * *

Une analyse plus approfondie du marché colonial justifie les inquiétudes que soulève la réaction protectionniste. — Les agriculteurs d'outre-Océan ne fournissent qu'une part infime des objets d'alimentation, nécessaires à la consommation du Royaume-Uni. — Le commerce anglo-colonial, quoi qu'on en ait dit, est stationnaire. — Il ne semble pas, enfin, que des tarifs différentiels suffisent pour en assurer le développement.

Si l'on excepte le riz, le thé et, chose étrange, les fromages, qui viennent en majeure partie du Canada, dans toutes les autres importations d'objets alimentaires, la part des possessions britanniques est minime. Sur 36 millions de livres sterling de blé et de farine, achetés en 1902 par la Grande-Bretagne, ses colonies lui en fournissent pour 8 millions 1/2. Sur plus de 11 millions de livres sterling de maïs importés, la part des colonies est de 106.000 livres sterling. L'Angleterre achète pour 47 millions de livres sterling de viande, dont 8 millions à ses possessions; pour 20 millions de livres sterling de beurre, dont 2 millions à son empire; pour 6 millions de livres sterling d'œufs, dont 210.000 à ses colonies. En résumé, en 1902, la Grande-Bretagne a importé pour 191.164.000 livres sterling de produit agricoles. La part des nouvelles nations anglo-saxonnes, dans ces ventes, n'a été que de 39.195.000 livres sterling, soit de 20,5 p. 100.

Sans doute, les possessions britanniques ont, dans ces dix dernières années, accru sensiblement leurs expéditions en Angleterre et surtout leurs ventes d'objets alimentaires. Il n'en reste pas moins certain que la part proportionnelle, dans le commerce total de la Grande-Bretagne, des échanges entre les colonies et la métropole n'a pas sensiblement varié depuis 1854.

Par rapport aux importations et aux exportations totales du Royaume-Uni, au tonnage total des navires entrés dans les ports de l'Angleterre, la part des importations, des exportations, de la flotte des colonies était de :

Moyenne annuelle	Importations	Exportations	Flotte coloniale
—	—	—	—
1855-1859. .	23,5 p. 100	28,4 p. 100	21,1 p. 100
1860-1864. .	28,8 —	27,5 —	20,8 —
1865-1869. .	24 —	23,3 —	17,5 —
1870-1874. .	22 —	22,5 —	15 —
1875-1879. .	22,1 —	28,2 —	14,2 —
1880-1884. .	23,5 —	29,4 —	13,4 —
1885-1889. .	22,9 —	30 —	12,3 —
1890-1894. .	22,9 —	28,8 —	12 —
1895-1899. .	21,6 —	29,2 —	11,6 —

Certes, le montant des ventes et des commandes coloniales a considérablement augmenté : les unes sont passées de 40 millions de livres sterling (moyenne de 1855-9) à 98 millions de livres sterling (moyenne de (1895-9) ; les autres de 40 millions de livres sterling (1855-9), à 87 millions de livres sterling (1895-9). — Sans doute, le tonnage des navires, provenant des possessions britanniques, et entrés dans les ports de l'Angleterre, s'est sensiblement accru : il a passé de 2,24 (moyenne de 1855-9) à 5,14 millions de tonnes (moyenne de 1895-9). Il n'en reste pas moins certain, que les échanges entre les colo-

nies et la métropole ne tendent nullement à absorber l'activité économique de l'Angleterre.

Est-il bien démontré que les tarifs différentiels puissent assurer sur le marché britannique la prépondérance des échanges avec les colonies, on peut en douter. La part proportionnelle de la France et des colonies françaises, de l'Angleterre et des possessions britanniques dans le commerce total de leur empire, est sensiblement la même. L'absence des droits de faveur n'empêche point le Royaume-Uni et ses dépendances de figurer pour 67 et 61 p. 100 dans les importations et exportations totales du monde anglo-saxon; celle de la France et de ses colonies, dans les achats et les ventes de son empire, n'est que de 65 et 64 p. 100, malgré l'existence de tarifs différentiels.

* * *

A l'incertitude d'une politique encore inexpérimentée, les libres-échangistes peuvent opposer les résultats pratiques des efforts passés. Depuis vingt ans, grâce à la politique de la porte ouverte, la situation matérielle des classes ouvrières s'est singulièrement améliorée : le coût de la vie a baissé. Pour une somme qui a toujours diminué, les travailleurs de l'industrie ont pu se nourrir, s'habiller, s'éclairer. Et si les loyers ont renchéri, seuls les radicaux offrent un remède à cette situation critique, proposent de frapper la propriété immobilière par une série de mesures d'un caractère socialiste et d'une rigueur draconienne.

A l'aide de calculs trop complexes pour pouvoir être repris ici, les statisticiens du *Board of Trade* (1) fixent comme il suit le coût de la vie à Londres et dans les

(1) *Blue Book*, C. D. 2337 de 1904.

grandes villes de l'Angleterre, pour les ménages d'ouvriers qui disposent d'un gain hebdomadaire variant de 25 à 40 schellings. Si l'on évalue à 100 les sommes qu'ils devaient dépenser en 1900 pour loger, nourrir, vêtir, chauffer et éclairer leur famille, on constate que pour les périodes quinquennales :

1880-1884	le coût de la vie a été de.	120,5
1885-1889	—	108,2
1890-1894	—	100,9
1895-1899	—	95,5
1900-1903	—	97,7

Mais la courbe n'a pas été la même pour la nourriture, le vêtement, l'éclairage et le loyer. Si l'on prend toujours comme point de départ les chiffres 1900 (1900 = 100), on obtient le tableau suivant (1) :

Période quinquennale —	Nourriture —	Vêtement —	Éclairage et chauffage —	Loyer —
1880-1884. . . .	139,7	108,5	77,3	86,6
1885-1889. . . .	119,8	102,9	74,1	90,1
1890-1894 . . .	107,4	101,2	76,5	89,9
1895-1899. . . .	97,3	98,8	74,8	96,3
1900-1903. . . .	101,8	98,8	86,0	100,0

Ces statistiques sont trop importantes et trop nouvelles à la fois pour qu'il nous paraisse inutile de les préciser et de les compléter. Dans un premier volume (2), les statisticiens officiels avaient longuement étudié les variations des prix de la nourriture. Ils ne reviennent pas sur les résultats déjà acquis (3), et portent leurs efforts sur un problème dont la solution jette autant de lumière sur les

(1) *Op. cit.*, pp. 31 et 32.
(2) *Blue Book*, C. D. 1761 de 1903.
(3) Rappelons quelques chiffres (p. 233). Le prix des objets alimen-

répercussions des tarifs douaniers et sur les chances de succès de la campagne protectionniste.

Les familles ouvrières consacrent la majeure partie de leurs salaires à l'alimentation. Dans ces dépenses, les objets que M. Chamberlain propose de soumettre à des droits figurent pour une part prépondérante. Tels sont les deux faits qu'a mis en relief l'enquête fiscale. La démonstration est d'autant plus irréfutable que les salaires sont plus bas. Les 2.000 fiches recueillies par les statisticiens établissent que le revenu hebdomadaire moyen, dont disposent ces modestes ménages (1), est pour le Royaume-Uni de 36 sch. 10 pence. La somme qu'ils consacrent à la nourriture est de 12 sch. 6 pence, soit 61 p. 100 du salaire. Les dépenses, qui n'atteignent dans le Nord de l'Angleterre que 57 ou 58 p. 100, s'élèvent à Londres et en Irlande à 63 p. 100, en Écosse à 65 p. 100 du revenu. Si, au lieu de grouper par régions, on classe par catégories, on constate que les sacrifices, consentis par les familles ouvrières, sont proportionnellement d'autant plus élevés que la rémunération du travail l'est moins. Sur les gains hebdomadaires inférieurs à 30 schellings, le prélèvement imposé pour la nourriture est de 66,7 p. 100, pour ceux de 40 à 50 schellings de 57 p. 100 seulement. Un renchérissement des objets alimentaires exercera une répercussion, particulièrement douloureuse, sur les ménages les plus modestes.

taires suivants, vendus au détail, à Londres, a été de (1900 = 100).

	1880	1885	1890	1895	1900	1903
	—	—	—	—	—	—
Pain	141	110	121	85	100	111
Pommes de terre	194	146	125	146	100	109
Bœuf	145	126	96	96	100	101
Mouton	155	126	115	96	100	106

(1) Le nombre moyen d'enfants est de 3,6.

Et si l'élévation du prix atteint le pain, la viande et le laitage, les souffrances seront plus grandes encore. Sans nous attarder aux légères différences que relève l'enquête entre les chiffres des diverses provinces, examinons les résultats généraux. Dans le Royaume-Uni, 61 p. 100 des revenus hebdomadaires, dont disposent les familles ouvrières, sont absorbés par l'alimentation. Les dépenses les plus fortes sont constituées par les achats de viande (17,36 p. 100), de pain et farine (9,73 p. 100), de beurre (5,77 p. 100), de lait frais (3,05 p. 100). Plus de la moitié des débours quotidiens (35,94 p. 100 sur 61 p. 100) est formé par les objets, dont les colonies exigeront le renchérissement, en échange de droits favorables à l'industrie britannique. Mais il y a plus. Ce genre de dépenses croît proportionnellement, à mesure que baissent les gains hebdomadaires. Pour les salaires les moins élevés (25 schellings), les achats de pain et farine, de viande représentent 21 et 18 p. 100; pour les revenus les plus importants (de 35 à 40 schellings), 15 et 16,4 p. 100 (1) des dépenses de nourriture. Les travailleurs les moins rémunérés paieront les frais de la restauration protectionniste et de la fédération impériale.

*
* *

En face des dangers d'une réaction commerciale, les statisticiens du *Board of Trade* mettent en lumière les avantages matériels du libre-échange. Les prix du vêtement, de l'éclairage et du chauffage ont baissé. Si on prend comme point de départ l'année 1900 (1900 = 100), on découvre que les familles ouvrières peuvent aujour-

(1) *Op. cit.*, pp. 6-10.

d'hui se procurer les mêmes habits à des prix moindres qu'il y a vingt ans :

Périodes quinquennales.	Moyenne des prix (ventes en détail)
—	—
1881-1885.	105,2
1886-1890.	101,5
1891-1895.	100
1896-1900.	98
1901-1904.	100,6

Malgré un très léger renchérissement, l'économie réalisée est importante : elle atteint près d'un schelling pour 20 dépensés (1). Elle n'en est pas moins singulièrement dépassée par celle de l'éclairage et du chauffage. Le prix du charbon, celui du pétrole et du gaz surtout a baissé par bonds énormes. C'est ce qui résulte du tableau suivant (1900 = 100) :

Périodes	Chauffage.	Eclairage.	Chauffage et éclairage.
—	—	—	—
1871-1875. . . .	83,8	160	101,4
1876-1880. . . .	68,8	136,4	84,4
1881-1885. . . .	66,4	104,5	75,2
1886-1890. . . .	68,7	92,9	74,2
1891-1895. . . .	74,5	85,3	77
1896-1900. . . .	78	84,6	79,5
1901-1903. . . .	84,8	92,5	86,6
1871-1903. . . .	74,4	109	82,4 (2)

Pour tous les produits, nous constatons un renchérissement des prix. Mais cette hausse, si elle ne dépasse pas les chiffres actuels, ne saurait compenser la baisse antérieure, annuler l'économie réalisée.

La seule ombre à ce tableau est constituée par l'aug-

(1) *Op. cit.*, p. 54.
(2) *Id.*, p. 67.

mentation des loyers. Dans toutes les villes industrielles, elle a été constatée (1900 = 100) (1) :

Années.	Londres.	Grande-Bretagne.
—	—	—
1880.	87,9	79,8
1885.	92,3	82,6
1890.	91	86,2
1895.	97,5	90,8
1900.	100	100

Sans doute, tous les loyers ont renchéri ; encore est-il que la hausse a été plus importante dans les quartiers ouvriers.

A Londres, dans les arrondissements aisés du Nord et du Sud, riches de l'Ouest, ils ont grandi (de 1880 à 1900) de 11,7 ; 10,4 ; 11,4 p. 100. Dans les faubourgs pauvres de l'Est, ils ont au contraire monté de 25,3 p. 100 (2). Il en est de même hors de Londres. Si les maisons ne renchérissent en moyenne que de 22,6 p. 100, entre 1880 et 1900, les habitations réservées aux classes ouvrières, et dont la valeur locative ne dépasse pas 20 livres sterling, augmentent de 25,3 p. 100 (3). Sur les travailleurs de l'industrie pèse tout le poids de l'émigration rurale et de la concentration urbaine. Les théories des radicaux sont confirmées, leur programme électoral justifié par l'enquête officielle du gouvernement britannique.

Les protectionnistes demandent aux ouvriers anglais de travailler, par un sacrifice, — le mot est de M. Chamberlain, — consenti sur le coût de leur vie, à réaliser l'unité du monde anglo-saxon. Les libéraux leur offrent d'assurer

(1) *Op. cit.*, p. 35.
(2) *Id.*, p. 39.
(3) *Id.*, p. 42.

par une campagne méthodiquement organisée contre les propriétaires fonciers, auteurs responsables de la hausse des loyers, l'amélioration de leur sort matériel et l'extension de leur autorité politique. Il faut choisir. De ce vote dépend l'avenir de l'Angleterre et peut-être la paix du monde.

V

Sans doute l'appel des radicaux au bon sens pratique exerce déjà et exercera une profonde impression sur ces pensées, pleines de méfiance pour l'incertitude des nouveautés et l'abstraction des théories. Mais le peuple, qui a donné au monde l'utilitarisme philosophique, est aussi celui dont la poésie lyrique a brillé d'un incomparable éclat. Et lorsque M. Chamberlain lui parle de l'empire, de l'édifice à cimenter et de l'unité à réaliser, il ne s'adresse pas tant à la combativité séculaire qu'aux besoins d'imagination de sa race. Il évoque devant ses auditeurs la vision d'une épopée passée, d'une étendue illimitée, d'une œuvre impérissable. Il sait que son peuple, pratique et lourd, traverse des crises de sentiment plus profondes, plus intenses et plus générales que celles dans lesquelles se complaît, par instants, la France idéaliste et légère. Il veut faire naître une de ces crises et il donne ces émotions, il évoque ces images, qui, seules, pourront ébranler les pensées lourdes et les tempéraments atones. Pour comprendre l'attraction qu'exerce sur l'opinion anglaise cette vision impériale il ne faut pas seulement se rappeler les acclamations frénétiques qui saluèrent la phrase, désormais immortelle, de M. Chamberlain « *I am a missionary of Empire* », mais le cri de guerre avec lequel il fut accueilli à Glasgow. A sa descente du train, il fut salué par une foule enthousiaste. Et des quais, des wagons, des trains en

marche partit la même acclamation : « *Empire for ever !* » « Vive à jamais l'Empire ! » Le souvenir des gloires passées, l'évocation des splendeurs à venir avaient arraché à la foule le même cri de foi en sa tâche impériale et sa mission divine.

C'est là qu'il faut chercher l'intérêt et la signification de la crise, à laquelle nous assistons. Elle n'est pas seulement un conflit entre deux doctrines économiques et deux courants politiques. Elle est surtout une lutte entre les deux caractères psychologiques, qui ont donné à l'Angleterre sa prospérité matérielle et sa grandeur morale.

CHAPITRE III

LA POUSSÉE GERMANOPHOBE

Origines d'une évolution dans la politique européenne de l'Angleterre. — I. Entre 1885 et 1895, l'opinion anglaise était favorable à une entente cordiale avec l'Allemagne. Origines intellectuelles et politiques de cette sympathie. — II. Anecdotes témoignant, aux environs de 1900, d'une évolution dans l'opinion, favorable à la France. Ses origines intellectuelles et politiques. L'activité coloniale et la stabilité croissante de la troisième République en ont été les principaux facteurs. Il en est d'autres. — III. Les origines économiques. Importance croissante des relations commerciales entre la France et l'Angleterre. Pourquoi les achats et les ventes de la France ne pouvaient point éveiller de susceptibilités en Angleterre. — IV. Des événements récents ont précipité cette évolution. La campagne anglophobe, organisée en Allemagne, a donné aux polémiques, provoquées par la guerre sud-africaine, une violence qui ne pouvait manquer d'éveiller de légitimes susceptibilités. — V. Signes d'une évolution dans les sympathies européennes de l'Angleterre. La politique étrangère du *Times* de août 1901 à août 1902. La politique étrangère et la presse périodique de août 1901 à août 1902. — VI. Les projets d'alliance dont est saisie l'opinion britannique et leurs caractères. — VII. Conséquences politiques de cette évolution dans les sympathies européennes de l'Angleterre. Une entente anglo-allemande était un des articles du programme unioniste. Un dernier essai de rapprochement fut tenté à l'occasion des affaires du Vénézuela. L'opinion oblige le gouvernement, pour effacer le mécontentement causé, à armer contre l'Allemagne et à se rapprocher de la France. — VIII. Comment l'étude de cette panique démontre l'exactitude de notre analyse de la réaction protectionniste.

Pendant longtemps l'Angleterre avait cru trouver dans

une politique d'isolement, en même temps qu'une satisfaction pour l'orgueil national, la plus habile des méthodes diplomatiques. Protégée contre les menaces étrangères par les murs de ses falaises et la veillée des brisants, ces blanches sentinelles, elle profitait des divisions de l'Europe ensanglantée, soit pour résoudre les problèmes de sa vie intérieure, soit pour étendre ses domaines aux dépens d'une puissance, que les luttes continentales avaient déjà affaiblie.

Mais si l'opinion britannique reste toujours disposée à considérer cette dédaigneuse solitude comme l'idéal le plus conforme aux caractères de la race, divers événements lui ont prouvé qu'il était dangereux de s'absorber dans la contemplation de ce rêve orgueilleux. Non seulement la forteresse naturelle qu'est l'Angleterre n'est plus protégée contre les invasions, dans un temps où les inventions scientifiques et l'art militaire progressent quotidiennement, que par les chances toujours aléatoires d'une victoire navale ; mais encore, en étendant à travers tous les continents les frontières de son empire colonial, elle a multiplié les points vulnérables en même temps que les causes de conflits. Les forces de résistance de la Grande-Bretagne se sont amoindries, au moment même où surgissaient des rivaux dangereux, aujourd'hui, sur le terrain industriel, et demain, sur les champs de bataille. Ses adversaires européens n'usent plus leurs forces, comme ils le faisaient autrefois, dans des conflits quotidiens. Réparties en deux groupes, dont les ressources sont à peu près égales, les nations continentales se sont mutuellement assurées contre les risques d'une guerre, d'autant moins probable que le résultat en était plus incertain. Ces alliances, limitées dans leurs objets et restreintes dans leurs applications, n'empêchent point les

États de conclure d'autres ententes. L'Europe étant moins divisée, les rapports internationaux sont plus nombreux. Il existe aujourd'hui une opinion européenne. L'une de ses expressions les plus récentes et les plus unanimes a eu précisément pour objet de blâmer, au nom du droit, un acte de la politique anglaise. Peut-on affirmer que cette union des activités continentales restera toujours passagère dans ses manifestations, et pacifique dans ses objets ? Qui oserait nier que les ententes monétaires et juridiques préparent la voie aux conventions douanières, rendent possible, dans des cas précis et en face d'un péril imminent, une alliance militaire ? En face de cette Europe chaque jour moins divisée, sur quels appuis la Grande-Bretagne peut-elle compter ? L'empire fédéral qu'elle rêve de former avec ses colonies n'est pas encore édifié. Les États-Unis sont aussi rebelles aux alliances qu'indifférents aux questions Européennes.

Une entente avec une nation continentale permettrait à la fois de se prémunir contre toute éventualité et de rompre l'union européenne, avant qu'elle soit devenue une dangereuse réalité.

Il n'est donc pas surprenant que des projets d'alliance militaire aient été soumis à l'opinion britannique, en même temps que des tableaux de tarifs protectionnistes. Les uns et les autres ont été imposés au peuple anglais par les mêmes forces économiques et morales, par le même courant psychologique.

I

Il y a dix ans, la présence encore nouvelle d'un Français au milieu des étudiants anglais n'allait pas sans des

expériences pénibles pour son amour-propre. Il ne mettait un terme aux questions railleuses posées sur la date de notre rentrée à Strasbourg, le chiffre de nos colons, la proportion des ménages à trois dans la société française, et les regrets cuisants causés par l'éloignement du quartier Latin, que s'il répondait aux égratignures par des coups de griffes et aux cailloux par des pavés (1).

Il lui était d'autant plus facile de triompher dans les discussions, que l'ignorance de ses adversaires, sur toutes les questions relatives à la France, était prodigieuse. Il va sans dire que nul ne connaissait les statistiques économiques ou commerciales, les progrès de l'association sous toutes ses formes et le développement de l'Afrique du Nord ou du Tonkin. Les plus importantes et les meilleures de nos lois récentes, celles qui créent les syndicats professionnels et réorganisent nos universités provinciales, étaient aussi complètement ignorées que les caractères de notre évolution historique. Des étudiants considéraient la Révolution française comme l'incarnation du collectivisme. Des maîtres nous avertissaient gravement de l'imminence d'une restauration monarchique. Certes, on rendait un hommage correct et banal à l'activité intellectuelle de la France; mais notre art était incompris et notre littérature insuffisamment connue. Un professeur important, qui, s'il n'était pas un lettré, n'était pas non plus un scientifique, me demandait un jour, ingénument, si nous avions eu, depuis Corneille et Racine, des poètes dignes d'être comparés aux Byron et aux Shelley. Il était rare de trouver sur la table d'un étudiant un livre français. Ils ne cherchaient pas à compléter leur vague connaissance du dix-septième siècle par une étude littéraire des dix-huitième

(1) Voir nos *Souvenirs d'Oxford*. Brodard, 1898, pp. 38 et 53.

et dix-neuvième. Voltaire et Rousseau étaient complètement ignorés. Balzac, Flaubert et Daudet avaient seuls les honneurs de l'exportation. Quelques isolés feuilletaient Zola avec délices, mais en cachette. D'autres considéraient vaguement Mallarmé comme incarnant les formes dernières et les tendances futures de la pensée française. Sur nos gloires dramatiques, poétiques, historiques, un voile était tiré.

* * *

La connaissance de l'Allemagne n'était pas beaucoup plus profonde. Néanmoins les théories de ses philosophes et ses économistes tenaient dans les programmes officiels une place importante et méritée. Les voyageurs d'outre-Rhin pouvaient dans des conversations avec leurs hôtes retrouver, plus facilement et plus souvent que les Français, les échos de leur langue nationale. Les concerts hebdomadaires faisaient toujours figurer dans leur programme des chants en allemand, et les innombrables professeurs de musique d'origine germanique fournissaient un personnel d'artistes souvent éminents. Quand un « *scholar* » ou un « *fellow* », un boursier ou un jeune maître voulait se perfectionner par un voyage d'études, se tenir au courant des progrès de la philologie ou de la méthode historique (on sait le rôle dominant joué dans les universités anglaises par l'enseignement des langues classiques et de l'histoire), il partait pour l'Allemagne et revenait avec un livre ou un diplôme. Excepté en mathématiques, la valeur de nos professeurs était entièrement méconnue. Quelques banquets d'étudiants et quelques ripailles au quartier Latin étaient insuffisantes pour masquer la fragilité des liens qui unissaient universités françaises et uni-

versités anglaises. Les *Oxfordmen* se plaisaient au contraire à réveiller le souvenir de leurs voyages en Allemagne. « *Undergraduates* » et « *graduates* » se réunissaient fréquemment, tantôt pour fêter un de leurs anciens camarades, tantôt pour discuter un des caractères ou lire un des auteurs de l'Allemagne contemporaine ; le plus souvent pour se remémorer les beuveries universitaires en consommant force bière et en hurlant force chansons.

Ces tendances germanophiles avaient été développées par l'admiration qu'inspiraient les récentes victoires, l'essor commercial et les progrès industriels de l'empire allemand. Sir James Stephen, l'un des théoriciens de la réaction conservatrice, opposait déjà, dans une lettre au traducteur allemand de son livre (1), à ces « méprisables lieux communs » de Liberté, Égalité, Fraternité, « si répandus en Angleterre, l'énergie bien réglée et bien disciplinée, qui a planté les drapeaux allemands sur les murs de Paris ». Le recul dû temps aidant, l'opinion britannique en vint à oublier son irritation première et à admirer davantage les victoires de 1870. Et d'ailleurs, dans les traits distinctifs de l'Allemagne contemporaine, les Anglais retrouvent les caractères de l'évolution, qui, — préparée depuis près d'un quart de siècle, par des préoccupations commerciales et la crise libérale, — entraînait, avec une force irrésistible, leur nation dans un mouvement de réaction politique et de passions belliqueuses. Cette renaissance industrielle et commerciale, soutenue par une puissance militaire sans égale, ces ambitions pangermanistes et mondiales justifiées par les théoriciens de la force,

(1) *Die Schlagwörter Freiheit, Gleischeit, Brüderlichkeit in ihrer ethichen, socialen, und politischen Anwendung.* Berlin, 1874.

sont conformes au rêve impérialiste, qui hante les cerveaux anglais. Et devant la grande commission de 1885, les industriels anglais affirment que l'Allemagne doit sa prospérité économique à l'Empire, « c'est-à-dire à l'unité, à l'organisation militaire et à la protection ». « Quand l'Allemagne en 1866, disait celui-ci, devint une nation confédérée, elle prit conscience qu'elle était une nation : et elle sembla prendre aussi la résolution de faire bien les choses, qu'elle n'avait pas encore faites. Elle voulut fonder des usines. Elle voulut avoir sa voix dans le monde commercial, aussi bien que politique. 1870 grandit encore ces sentiments, qui depuis n'ont jamais cessé. La politique coloniale allemande n'est qu'un résultat de ce même sentiment national, qui veut prouver au monde que l'Allemagne est bien une grande nation, capable de fabriquer et d'exporter (1). » « Le militarisme, disait celui-là, a pu faciliter la grandeur de l'Allemagne commerciale en inculquant à toute la nation les qualités d'endurance, de sobriété, les habitudes d'ensemble et de travail commun, qui sont les vraies forces du commerce allemand (2). » Les délégués, interrogés par la Commission sur le rôle joué par l'État dans cet essor industriel sans précédents, font l'éloge du prince de Bismark : « C'était Bismark et la politique Bismarkienne qui avaient tout fait ; le seul nom de Bismark servait à tout expliquer » (3). Ses roueries de paysan indélicat et ses brutalités de cuirassier poméranien ne parviennent pas à affaiblir cette admiration. Nous n'avons point à rappeler l'influence qu'il exerça sur Disraëli, le conservateur de génie qui porta au libéralisme

(1) *Blue Book*, C. 462, p. 65.
(2) *Id.*, C. 4715, p. 62.
(3) *Id.*, C. 4715, p. 236.

de Gladstone des coups dont il ne devait pas se relever. De même dans les ambitions démesurées, l'orgueil insulaire et les railleries acerbes de M. Chamberlain, on retrouverait peut-être le souvenir de cette physionomie étrange, sur laquelle l'histoire n'a pas dit son dernier mot, ni porté son dernier jugement.

*
* *

Dix ans sont venus tour à tour faner et reverdir les feuillages des collèges universitaires ; tour à tour flétrir et réveiller les enthousiasmes juvéniles de leurs étudiants. Les sympathies pour l'Allemagne ont connu les rigueurs de l'automne.

II

Au milieu de l'année 1901, les couronnes de fleurs échangées entre l'Allemagne et l'Angleterre étaient singulièrement défraîchies, et du tombeau, qui allait se fermer, provisoirement du moins, sur les admirations défuntes, sortait timidement la pousse fragile d'une autre sympathie naissante.

*
* *

Par deux fois, dans des cadres profondément anglais, en juin 1901, je surpris, sur les lèvres de mes interlocuteurs, l'aveu de la même erreur et du même sentiment respectueux.

Dans les vieilles universités, l'Angleterre d'aujourd'hui a voulu laisser son empreinte à côté de celles de l'Angleterre d'autrefois. Des associations, librement constituées, ont construit des collèges de jeunes filles, élevé, en face des

cloîtres monastiques et des halls gothiques, des cottages, dont les briques éclatantes brillent à travers les vignes vierges, et dont les bow-windows s'ouvrent sur de coquettes cellules, décorées de meubles et de tentures d'un art nouveau. Est-ce qu'après tout, les deux plus grands titres d'honneur de l'Angleterre contemporaine ne sont pas cette création volontaire d'un art original et cette conception élevée de la femme, jouissant, de par la loi, l'éducation et les mœurs, d'une liberté, de joies intellectuelles et de droits égaux à ceux des frères ou des maris ? Dans le hall de l'un de ces collèges, dont les murs aux boiseries claires étaient ornés des portraits de femmes contemporaines, qui prouvaient, par leur sereine et grave beauté, que la lumière immortelle de la pensée donne aux visages féminins un éclat aussi radieux que la frêle étincelle d'une passion éphémère, dans ce cadre jeune mais intime, frais mais grave, au milieu du froufrou des jupes blanches, un des maîtres de l'université vint à moi. J'avais été jadis son élève et, en même temps que j'avais reçu des témoignages de sa sympathie, j'avais dû subir les rudes attaques de sa morgue britannique. Il m'entraîna loin des rumeurs féminines, sous un des arbres du parc. « J'ai été bien malade depuis nos dernières causeries, et au fond je suis gravement atteint, aussi je suis heureux de vous revoir car je vous dois une réparation et je tiens à m'en acquitter. Je me suis permis jadis de railler souvent votre pays. Je croyais votre peuple dépourvu pour toujours de son initiative et de son énergie, et condamné à une irrémédiable décadence. Mon ignorance m'avait trompé. » Et mon interlocuteur me raconta que, dans un voyage dans le Soudan égyptien, où il était allé chercher le soleil et la guérison, il avait souvent rencontré des Arabes nomades et les avait interrogés sous leurs tentes. Quel ne fut pas son

étonnement quand il découvrit que tout ce qu'ils lui disaient, dans leur langue colorée, de la force et de la vaillance des Européens, s'adressait aux Français. Ils ne connaissaient même pas l'Angleterre de nom. Avant que je pusse éclairer ce qu'il y avait de mystérieux dans ce récit, me faire préciser l'origine et la race de ces nomades, mon interlocuteur, déjà fatigué, s'était lentement éloigné, après m'avoir serré les mains dans une étreinte loyale et émue.

Peu de jours après, je dînais à Londres avec quelques journalistes. Nous étions réunis dans une de ces innombrables cellules, dont est formée cette ruche qu'est le « *Temple* », milliers d'alvéoles creusés dans un seul bloc de hautes bâtisses grises ou rouges, autour du hall gothique des « *barristers* » et d'où sort, aux mêmes heures, le flot grave et muet des journalistes et des hommes de loi. L'activité féconde et silencieuse de cette ruche correspond à celle des docks, qui, de l'autre côté du fleuve jaune, se vident et se remplissent tour à tour, dans le sifflement des bateaux et le grincement des grues, tandis que les brumes enveloppent la cité de la pensée et la cité des richesses sous le même voile de tristesse, et les revêt des mêmes couleurs. A l'évocation de ces images succéda bien vite une de ces conversations, tout en questions et en réponses, d'un usage si fréquent et si commode là-bas, et qui laisse celui qui sait les manier, sûr, contrairement à nos habitudes parisiennes, de n'avoir point perdu son temps, et heureux d'avoir conquis une vérité nouvelle. Le « *foreign editor* » (1) du plus important des organes de Londres m'interrogea longuement sur la situation de la

(1) Directeur, responsable vis-à-vis du rédacteur en chef, de la politique extérieure du journal ; il a le choix des correspondants étrangers et dicte le sujet et le sens général des « leadings » quotidiens.

France. Il m'affirma que l'attachement grandissant du pays pour la forme républicaine, les progrès de la stabilité ministérielle, la banqueroute du mouvement antisémite, il soutint, dis-je, que tous ces faits avaient détruit en Angleterre bien des préjugés et nous avaient acquis de nombreuses sympathies. Je compris, par le ton de sa voix, que ces compliments, qui avaient déjà le charme de la nouveauté, avaient aussi la rare valeur de la sincérité.

Combien de fois, pendant ces quelques semaines passées outre-Manche, au cours de 1901, les ai-je retrouvées, ces mêmes déclarations, sur les bouches d'hommes de tous les partis et de tous les milieux ! Ils étaient d'accord pour reconnaître que la confiance en l'énergie française leur avait été rendue, moins par le prestige de nos alliances, l'éclat éphémère de nos foires décennales, que par le développement de notre empire colonial et les progrès de notre stabilité politique.

*
* *

Deux idées, si générales qu'elles sont extrêmement simples, avaient cours de l'autre côté du détroit ; toutes les deux servaient à justifier les mêmes railleries ; toutes les deux avaient été développées par Taine dans les derniers volumes de son éminent ouvrage. L'admirable parallèle que ce philosophe brosse, à grands coups de pinceau, entre le Français du dix-huitième siècle, aventureux et indiscipliné, plein d'énergie, mais léger de scrupules, et le petit bourgeois du dix-neuvième siècle, dépouillé, par le système centralisateur de Napoléon Ier, de son esprit d'initiative et de son goût pour les batailles de la vie, rendu aussi routinier que patient ; ce double portrait était, consciemment ou non, repris par nos voisins et considéré comme définitif.

Mais quand, pendant quinze années, ils voient le groupe souvent décimé, mais toujours renouvelé des explorateurs français lever peu à peu la carte de l'Afrique ; lorsque dans ce Canada, que l'impérialisme remet à la mode, ils se trouvent en présence d'un peuple de 2 millions et demi d'habitants, parlant comme parlaient Corneille et Molière, joignant au loyalisme du citoyen la fierté de leur race d'origine ; quand les administrateurs anglais doivent, au Soudan et en Guinée, solliciter de leurs collègues français des conseils et des leçons pour éviter des révoltes sans cesse renouvelées, devant ces faits concrets, l'idée abstraite, toujours éphémère et fragile dans un cerveau saxon, commence à plier. Des statistiques, loyalement citées par les journaux, et les *blue books* achèvent de la briser. Quand on sut que le commerce des colonies françaises s'était élevé progressivement jusqu'au chiffre de 1 milliard 400 millions (1), il fallut bien reconnaître qu'on y importait autre chose que des soldats et des fonctionnaires. L'armure bonapartiste, sous laquelle la France étouffait depuis près d'un siècle et qui avait peu à peu paralysé tous les muscles, était rompue sur un point.

Sur un autre, elle était également brisée. Contrairement aux prévisions des Anglais, qui croyaient, avec Taine encore, la France pour toujours rebelle à l'association et condamnée à la Constitution de l'an VIII plus ou moins remaniée, l'individualisme semblait diminuer, au fur et à mesure que disparaissaient de nos codes les lois illibérales. Et l'on vit rapidement, sur tous les domaines et à travers toute la nation, se former ces groupes vivants, dont l'accord harmonieux est la condition indispensable des gouvernements libres, parce qu'ils sont à la fois un

(1) *L'Économiste français*, 1902, I, p. 107.

pouvoir de contrôle et un centre d'impulsions. Les coopérateurs anglais constatent avec stupeur qu'en trente ans les associations de consommation passent de 30 à 1.689, celles de production de 20 à 286, et celles de crédit de 0 à 640 (1). Et dans ces chiffres ne figurent pas les coopératives agricoles (syndicats et autres sociétés) au nombre de plusieurs milliers. Les mutualistes anglais voient dans une seule année, de 1897 à 1898, le chiffre des Sociétés de secours mutuels grandir de 4 p. 100 et s'élever à 11.825 ; celui de leurs membres grossir de 6 p. 100 et atteindre 1.909.479 ; celui de leurs capitaux, enfin, s'accroître de 6 p. 100 et arriver à 278.755.397 francs (2). Quand un économiste ajoute à ces chiffres ceux des sociétés de charité, d'enseignement, de propagandes diverses, créées pendant la même période, il ne peut que reconnaître une fois de plus le danger des prévisions et l'inanité des prophéties. Avec cet épanouissement de sociétés de toutes sortes concorde un progrès dans la stabilité gouvernementale. La disparition des partis dynastiques réduits, pour manifester leur activité, à coller sur les murs, à l'aide de camelots payés, des « Vive X... » séditieux ; le chiffre croissant des votes républicains ont causé autant d'étonnement en Angleterre et nous ont conquis autant de sympathie que la durée de nos derniers ministères. Certes, je n'oublie ni les railleries, ni les injures qui nous ont été décernées par tous les journaux anglais, sans exception, pendant la crise provoquée par l'affaire Dreyfus. Mais la solution qui lui a été donnée, la paix qui l'a suivie, contrairement à toutes les prévisions, n'ont pas seulement effacé tout le mal qui nous avait été fait, mais ont prouvé

(1) *Almanach de la Coopération*, 1902.

(2) *Bulletin de l'Office du travail*, janvier 1902.

aux Anglais que l'opinion publique avait plus de sagesse, qu'ils ne le croyaient.

Débarrassée des formules générales, mais commodes, à l'aide desquelles on définissait les caractères de la race française, — obligée de reconnaître qu'elle reste parlementaire et républicaine, qu'elle redevient, grâce aux efforts heureux de quelques hommes de talent et de cœur, mutualiste et coloniale, — l'élite anglaise sentit s'évanouir ses préjugés et naître une sympathie. Elle a lu davantage et mieux observé. Intéressés par l'évolution sociale de notre théâtre, qui sonde les problèmes contemporains et veut agir sur les mœurs et les lois, étonnés par l'aisance avec laquelle nos universitaires ont su s'inspirer des méthodes patientes de la science allemande, nos voisins rendent hommage à la fécondité de nos dramaturges et à l'érudition de nos historiens. Les représentations de pièces françaises remplissent les affiches trop souvent vides des théâtres anglais. Notre *École des Chartes* fait naître à Oxford des paroles d'admiration et d'envie. On en vient à croire qu'il y a en France des institutions à imiter et des leçons à prendre. Tels de mes interlocuteurs me vantent la sagesse et la force de la France, qui a su maintenir près de la moitié de sa population attachée à l'agriculture, et s'est ainsi réservée une puissante barrière contre les troubles du dedans et les ennemis du dehors. Des universitaires, inquiets des efforts persévérants de l'Église anglicane pour paralyser légalement les efforts des écoles laïques ou *board schools*, convaincus que la crise industrielle a été en partie provoquée par l'insuffisance de l'instruction professionnelle, obligés de constater les lacunes de leur enseignement secondaire, attristés par la faiblesse scientifique et la situation matérielle de la majorité des professeurs, à tous les degrés de la

hiérarchie, des universitaires, dis-je, en viennent à admirer le système français et à désirer la transformation radicale de l'instruction publique en un service d'État. Les impérialistes, enfin, me vantent la bonne humeur avec laquelle est accepté le service militaire, la force de résistance et la valeur civique de cette armée vraiment nationale.

III

Ce rapprochement intellectuel avait été préparé par des causes économiques. Les relations commerciales entre la France et l'Angleterre se sont développées, sans éveiller la méfiance d'une opinion que l'invasion allemande et américaine a rendue susceptible et nerveuse.

*
* *

Le commerce de la France, exportations et importations réunies, s'est élevé, en 1901, au chiffre de 8.800 millions de francs. Dans ce total, les échanges franco-britanniques figurent pour 1.931 millions. Ils représentent 22 p. 100 de notre commerce extérieur. Ils dépassent du double le chiffre de nos transactions avec nos meilleurs clients : la Belgique (982 millions), l'Allemagne (878 millions), les États-Unis (721 millions). Dans l'exportation totale de la France en 1901 (4.166 millions), nos ventes à l'Angleterre entrent pour 1.264 millions, soit pour 3 p. 100, c'est-à-dire pour le double de nos expéditions aux Belges, qui viennent au second rang parmi nos meilleurs acheteurs (596 millions). Et, d'autre part, sur les 4.714 millions de marchandises que nous demandons à l'étranger, nous prenons à l'Angleterre pour 667 millions, soit 14 p. 100

de notre importation totale, soit une valeur supérieure de 186 millions à celle des achats que nous faisons à notre second vendeur, les États-Unis (481 millions). La France figure au quatrième rang, parmi les principaux clients du Royaume-Uni ; et ses expéditions vers notre patrie représentent 7 p. 100 de ses exportations totales en 1901 (8.795 millions).

L'importance de ces chiffres est encore accrue par le fait qu'ils n'ont rien d'anormal ni d'imprévu. Avec beaucoup d'ingéniosité, M. Périer, consul de France à Londres (1), démontre dans son rapport que le commerce franco-anglais est à la fois stable et extensif, garanti contre les réactions et susceptible de progrès. Les ventes de la France au Royaume-Uni et mêmes celles de la Grande-Bretagne à la France sont, en effet, « à un rare degré complémentaires de la production » française et britannique.

Les nations, qui ont des relations commerciales étroites et nombreuses avec le Royaume-Uni, peuvent se répartir en deux groupes distincts. Les unes, par les ressources de leur sol et les aptitudes de leur race, se rapprochent de l'Angleterre ; les autres, par leurs conditions climatériques et leurs caractères psychologiques, s'en différencient radicalement. A la première catégorie appartiennent les États-Unis et l'Allemagne. Quelles que soient la diversité de leur sol et l'évolution de leur tempérament, on ne peut s'empêcher de découvrir entre les trois peuples une certaine parenté, entre les trois activités économiques une certaine similitude. Le jour où l'Union américaine et l'Empire allemand cessèrent de s'adonner exclusivement à

(1) Commerce et navigation du Royaume-Uni. *Moniteur officiel du commerce*, 10 juillet 1902.

l'agriculture, d'échanger leurs matières premières contre les produits manufacturés de la Grande-Bretagne, ils ne purent que fabriquer en grande quantité, tout comme l'Angleterre, des types peu nombreux d'objets bon marché. « La production américaine et la production allemande, de moins en moins complémentaires de la production britannique, lui sont de plus en plus antagonistes. » Il est, d'autre part, peu de nations plus différentes de l'Angleterre par le climat, le sol et la race, que la France. Il s'ensuit tout d'abord que l'activité économique du Royaume-Uni est peut-être celle qui a le moins de points de contact avec la nôtre. Tandis que les États-Unis influent sur le cours de nos céréales, tandis que l'Italie et l'Espagne menaçent les débouchés de nos vignerons, la Grande-Bretagne ne fait pas de concurrence à nos produits agricoles. L'Allemagne et la Suisse sont seules à lutter contre les petits articles (jouets, bibelots, bijouterie) et les objets de luxe (soieries), qui caractérisent notre vie industrielle. L'Angleterre ne cherche pas à rivaliser avec l'ingéniosité ou le bon goût de nos ouvriers. Par conséquent les « articles de Paris », les œuvres artistiques forment, avec les produits agricoles, les principales importations françaises sur le marché britannique. Elles ne portent atteinte ni au manufacturier ni au fermier anglais. L'un est de moins en moins une réalité ; l'autre se spécialise de plus en plus dans la fabrication en gros d'objets bon marché. On peut donc en conclure « que le caractère essentiel du commerce franco-britannique est d'être particulièrement complémentaire de la production des deux pays. »

Les statistiques prouvent par des faits particuliers l'exactitude de cette analyse générale.

*
* *

Les ventes de l'Angleterre à la France peuvent être classées en trois catégories, suivant qu'elles comblent, d'une manière plus ou moins complète, les lacunes de la production française. La stabilité de ces importations est en raison directe de leur caractère complémentaire. Les *produits de l'entrepôt britannique* (laines, plumes brutes, peaux brutes) forment une première catégorie de ventes, qui s'élèvent annuellement à environ 150 millions. Il est certain que leur stabilité n'est que provisoire. Non seulement l'Angleterre n'est plus le seul entrepôt mondial, mais encore les progrès de notre marine marchande et le développement de notre empire colonial tendent à nous rendre, pour ces divers produits, de moins en moins tributaires du Royaume-Uni. La valeur de ces importations avait été de 177 millions en 1898, 172 millions en 1899 ; elle n'est plus que de 149 millions en 1900. Une seconde catégorie, celle des *articles de consommation courante*, est plus stable et plus nombreuse (environ 180 millions en 1900). La diminution constante des tissus et fils de coton, de laine, de jute, de lin, de soie, est compensée par l'augmentation du linoléum, des pelleteries, etc. Les progrès de nos achats de papier à lettres (50.812 quintaux en 1900, contre 38.683 en 1899), de mobilier (1.590.000 francs en 1900, contre 500.000 en 1899) méritent d'être signalés.

Enfin, les *richesses minérales* du Royaume-Uni lui fournissent ses exportations les plus fermes et les plus rémunératrices (300 millions annuellement), puisqu'elles apportent un appoint précieux aux maigres ressources de notre sous-sol. Néanmoins, l'état stationnaire de leurs importations de houille (43,7 millions de tonnes en 1901, 46 en 1900, 43,1 en 1899), la baisse constante de chacun de leurs

produits métallurgiques (fils télégraphiques, quincaillerie, cycles) devraient éveiller l'attention des manufacturiers anglais, menacés sur nos marchés par leurs rivaux allemands et américains.

Si, à ces importations, on ajoute le montant des achats faits aux colonies anglaises, nous obtenons des chiffres bien plus importants encore, 1.100 millions de francs. Ils ne suffisent pas cependant pour résumer tous les bénéfices que tire le Royaume-Uni du marché français. A ce gros milliard il convient d'ajouter 130 millions de francs, payés annuellement aux armateurs britanniques, par nos consommateurs, pour la location de leurs navires (1). La France est devenue le meilleur client européen de l'Angleterre.

(1) Voici comment M. Domergue, *Réforme économique*, 1904, 28 février, p. 268, détermine ce chiffre. *Le Tableau général du commerce et de la navigation* lui indique le fret payé pour les transports en France des marchandises provenant de l'Angleterre :

ANNÉES	FRET PAYÉ pour les importations de l'Angleterre et des colonies anglaises	FRET PAYÉ pour les importations d'autres pays	TOTAL des sommes payées par le commerce français à l'armement anglais
	fr.	fr.	fr.
1899	92.385.000	46.780.000	139.165.000
1900	93.939.000	37.365.000	131.304.000
1901	62.822.000	35.790.000	98.612.000
1902	49.665.000	22.125.000	71.790.000
Moyenne des 4 années			110.217.750

Au bas mot, c'est une somme d'environ 110 *millions* que nous versons à l'armement anglais, rien que pour le transport des marchandises importées ; et si, d'autre part, on fait entrer en ligne de compte le fret que les armateurs britanniques prennent à la sortie de nos ports, au grand détriment de notre marine marchande, et qui, en 1902, se chiffre par près de 20 millions, on arrivera facilement au chiffre de 130 *millions par an*.

*
* *

Les ventes de la France à la Grande-Bretagne ont progressé régulièrement : ses envois comblent si parfaitement les lacunes de l'industrie et de l'agriculture anglaises, qu'ils redoutent moins la concurrence étrangère. Les importations françaises dans le Royaume-Uni peuvent être réparties en diverses catégories, suivant que nous avons su conserver, d'une manière plus ou moins complète, les avantages que nous donnaient les richesses du sol et les aptitudes de la race.

Les *produits dus aux qualités du paysan français*, à l'habileté des petits propriétaires dans un travail méticuleux, les produits de la basse-cour et de l'élevage soigné forment une première catégorie de ventes, qui s'élèvent annuellement à 213 millions. Mais leur stabilité n'est que relative.

En admettant qu'il soit possible, pour une oligarchie foncière, vieille de plus d'un siècle, d'habituer ses ouvriers au travail pénible et peu rémunérateur, fait de petits soins et de petits bénéfices, dans lequel excelle le paysan propriétaire d'un lopin du sol national, le danger que ferait courir à nos exportations agricoles ce réveil de l'Angleterre rurale serait en tous cas moins imminent que le péril auquel a, dès aujourd'hui, donné naissance le progrès des importations danoises, belges et australiennes. Non seulement « les colonies britanniques tendent à devenir de plus en plus la ferme, la basse-cour et le verger de l'Angleterre, qui, par contre, tend à ne plus être qu'une vaste usine, entrecoupée de parcs », mais encore les associations danoises chassent peu à peu des marchés du Royaume-Uni les œufs et les beurres de France. Il y a vingt ans, nos

paysans fournissaient d'œufs la Grande-Bretagne ; aujourd'hui, leurs exportations sont tombées au quatrième rang. En trois ans, de 1899 à 1901, les ventes d'œufs danois gagnent 9 millions de francs; en cinq ans, de 1896 à 1901, celles d'œufs français perdent 15 millions. Dans ces trois dernières années, nos envois de beurre ont baissé de 21, ceux de beurres danois augmenté de 68 millions. Il n'y a plus un instant à perdre. Si nous voulons conserver un marché, qui, aujourd'hui encore, achète pour 91 et 82 p. 100 de nos exportations totales d'œufs et de beurre, il faut créer des syndicats de producteurs et organiser la vente scientifiquement. La stabilité de notre commerce avec l'Angleterre est à ce prix.

C'est à la même conclusion qu'on arrive en étudiant les produits que la France doit à ses *avantages climatériques* et à ses *ressources géologiques*. Nos vins et nos eaux-de-vie, nos fruits, nos légumes, nos fleurs et leurs dérivés industriels figurent dans nos importations en Angleterre pour 230 millions. Ces richesses trouveront toujours dans la Grande-Bretagne un débouché certain, si leurs expéditeurs ont l'énergie nécessaire pour conserver leurs fortes positions sur le marché britannique. Tous ne témoignent pas d'une égale initiative et d'une semblable activité. Les Charentes ont su, par la publication d'une revue spéciale rédigée en anglais, maintenir leur situation prépondérante et envoyer en Angleterre pour 98 p. 100 des importations totales d'eau-de-vie (29 millions sur 30 en 1900). Il n'en est pas de même de nos vignerons. Leurs expéditions en Angleterre baissent régulièrement et passent de 18,1 millions de gallons (4 litres 5) en 1898, à 17,3 en 1899, 16,8 en 1900, 16,5 en 1901. Sans doute, des impôts nouveaux et les tristesses de la guerre ont influé sur la consommation anglaise. Encore est-il que si l'on compare la valeur des

vins importés en Angleterre, en 1898 et en 1901, on constate que les vins français ont perdu 28 p. 100 et les vins étrangers seulement 14 p. 100. Nous nous spécialisons dans les vins de luxe, qui forment 67 p. 100 de nos ventes à la Grande-Bretagne ; et nous laissons d'autres rivaux accaparer les commandes de vins bon marché. C'est ainsi que les envois d'Australie, de 1884 à 1901, ont passé de 56.000 gallons à 734.000, ont augmenté plus de 13 fois en seize ans. Quand un pays achète, à lui seul, près d'un quart des marchandises totales (24 p. 100), lorsque la surproduction diminue tous les prix sur le marché national, les intéressés devraient être assez actifs et assez bien organisés pour ne pas perdre leur meilleur client, imiter quelques-uns de nos producteurs de fruits, qui se sont groupés en syndicats puissants. Les expéditions de fraises, faites à Londres par le *Syndicat du Comtat-Venaissin*, ont passé de 15.000 en 1897 à 210.000 kilogrammes en 1899. C'est là un exemple trop peu suivi. Sur 31 millions de pommes et 15 millions de raisins, importés en Angleterre, la part de la France n'était que de 775.000 et 80.000 francs en 1900. Les agriculteurs de la Limagne et de la Normandie abandonnent aux États-Unis, au Canada et à l'Australasie la tâche de fournir de pommes le marché anglais. Les vignerons de la France méridionale laissent à leurs collègues de l'Espagne, du Portugal et de la Belgique le soin de garnir de grappes les tables anglaises. Malgré ces invraisemblables lacunes, et grâce aux prunes, aux poires et aux fraises, nos ventes de fruits frais à la Grande-Bretagne représentent encore 49 p. 100 de notre exportation, entrent pour 27 p. 100 dans l'importation anglaise et ont considérablement augmenté depuis 1898.

Si les créations de notre activité industrielle ne figuraient pas, pour un chiffre chaque jour croissant, dans les

statistiques de nos exportations en Angleterre et ne comblaient pas largement les vides causés dans nos ventes agricoles par la routine invétérée et les traditions individualistes des paysans de France, notre affirmation de l'importance et de la stabilité du commerce franco-britannique serait injustifiée, les produits de nos ventes inexplicables.

M. Périer réunit dans la catégorie des *produits de l'ingéniosité française* ces mille petits riens dus à un travail habile et inventif des ateliers familiaux de Paris et du Jura, et qui n'en forment pas moins un total annuel de 86 millions. Pour toutes les catégories, il constate une augmentation. Nos envois d'articles de Paris (19 millions), de bijouterie et d'orfèvrerie (9,3 millions) représentent 45 et 50 p. 100 de l'importation totale en Angleterre. Une dernière classe, et la plus importante de toutes (700 millions), est formée par les articles dont la production s'explique, *d'une part, par le bon goût, de l'autre, par le travail raffiné et soigneux* des industriels et des ouvriers français. Les tissus de soie et de laine, les vêtements de femmes, la lingerie et les dentelles, et, d'un autre côté, les automobiles, la céramique et la verrerie représentent les principales catégories de ces exportations, dont le chiffre croît régulièrement. Dans ce marché unique pour les fabricants de soieries, puisque sa puissance d'absorption, de 1891 à 1896, avait augmenté de 195 p. 100, nous occupons une place de premier ordre. Nos importations représentent 43 p. 100 du chiffre total, et, malgré les conséquences de la guerre Sud-Africaine, elles ont repris leur marche ascendante (136 millions de ventes de soieries en 1901 contre 115 en 1900 et 134 en 1899). L'Angleterre nous achète pour 45 p. 100 de nos exportations et 90 p. 100 des importations totales de tissus de laine. En trois ans, malgré des circons-

tances défavorables, les ventes de vêtements pour femmes se sont accrues de 19 p. 100 (1901, 50 millions); elles représentent 45 p. 100 de notre exportation totale de confections. Le temps n'est plus où Taine relevait (1862) le peu d'attention, que porte l'Anglaise à son costume. Le Bon-Marché, qui a eu l'heureuse idée de publier des catalogues spéciaux à l'usage de ses clientes d'outre-Manche; ceux de nos couturiers qui ont organisé des succursales en Angleterre, fourniraient de précieux renseignements sur la conversion esthétique des Anglo-Saxonnes. C'est peut-être à leur influence que nous sommes redevables des exportations croissantes de ces objets de luxe, dans lesquels nos ouvriers révèlent encore leurs qualités artistiques. Les ventes de porcelaine haussent régulièrement (21 milions en 1896 contre 25 en 1901), et les envois de carrosseries et automobiles augmentent en un an de 200 p. 100 (2 millions en 1899, 3 en 1900, 10 en 1901).

Sans doute, ces importations de notre industrie ne sauraient se maintenir sans des efforts persistants et des améliorations continues. L'Allemagne et la Suisse excellent à combattre notre article de Paris. D'autre part, l'Angleterre possède une industrie de la soie et de la confection; elle fabrique en grand la dentelle, les gants, les bottines; elle a pour la céramique et le verre des usines réputées ; elle commence à construire des automobiles. Il n'en est pas moins certain que notre situation sur le marché britannique est particulièrement stable. Les ouvriers des deux pays sont aussi dissemblables que les races auxquelles ils appartiennent. L'un, plus complètement « despécialisé » par le machinisme, est endurant et tenace, lent et conservateur. L'autre, encore habitué aux petits ateliers, rachète son scepticisme et sa légèreté par l'habileté de ses doigts et l'ingéniosité de son cerveau. Sa supé-

riorité dans les objets artistiques, amusants ou luxueux est aussi solidement établie que celle de son rival dans les productions abondantes, mais vulgaires de la grande industrie.

* * *

La meilleure preuve de la stabilité du commerce franco-anglais est fournie par ses chiffres généraux depuis une dizaine d'années. Si l'on ne tient pas compte du transit à travers la France des marchandises étrangères allant en Angleterre (351 millions) ou en venant (160 millions en 1900), on constate que les transactions franco-britanniques se sont élevées (en millions de francs) :

En 1892 à 1.557	En 1897 à 1.617
En 1893 à 1.453	En 1898 à 1.526
En 1894 à 1.398	En 1899 à 1.829
En 1895 à 1.495	En 1900 à 1.902
En 1896 à 1.541	En 1901 à 1.931

Dans chacun de ces ballots, qui portent de l'autre côté de la Manche un peu de l'imagination de nos artistes, de la grâce de nos femmes et de la douceur de notre ciel, une parcelle de fraternité était contenue. Ces milliards d'échange formaient entre les deux pays des liens sans doute ténus et frêles, mais si serrés et si nombreux qu'ils auraient pu résister au tranchant de l'acier ; ils devaient, en tout cas, rapprocher les intelligences et concilier les énergies.

IV

Quelle que fût l'importance de ses origines économiques et intellectuelles, cette évolution dans les sympathies an

glaises ne se serait jamais révélée avec autant de rapidité, sans l'action concordante de divers événements.

Les menaces industrielles de l'invasion allemande (1) ont préparé ce que les caricatures et les polémiques ont achevé.

Les projets protectionnistes, dont est saisie l'Angleterre contemporaine, son évolution impérialiste éveillent de l'autre côté du Rhin de jalouses inquiétudes (2). Toute une armée de publicistes et de professeurs (3) travaillent à surexciter l'orgueil national et à ameuter l'opinion allemande contre l'Angleterre. « Sans aucun doute, écrit celui-ci, le peuple allemand tient le premier rang dans les arts et dans les sciences (4). » « Nous sommes certainement, écrit celui-là, le meilleur peuple guerrier du monde. Nous sommes les meilleurs émigrants, les meilleurs marins, même les meilleurs marchands. Le monde moderne nous doit, à nous autres Allemands, à peu près tous les grands succès qu'il peut étaler. L'avenir est à nous, car nous sommes la jeunesse (5). » Les mêmes auteurs, dans les mêmes ouvrages, s'en prennent à l'Empire anglais, comme au seul obstacle qui arrête la légitime expansion du nouveau peuple élu. « La Grande-Bretagne s'est révélée comme un ennemi plus systématique et plus persistant pour l'Allemagne que tous les Huns, Français et Pandours impériaux réunis ; que dis-je ? pire même que la peste. Car la peste

(1) Pour les faits précis et les statistiques détaillées, voir chap. I.

(2) *German Ambitions*, Londres, 1903, pp. 8 et 11.

(3) Deux bibliographies détaillées des ouvrages anti-anglais, publiées en Allemagne depuis 1895, sont données dans *German Ambitions*, pp. 21 et 83.

(4) Hasse, *Deutsche Weltpolitik*, 1897, cité dans *German Ambitions*, p. 84.

(5) Bley, *Weltstellung des Deutschthums*, 1897, cité dans *German Ambitions*, p. 84.

n'emporte qu'une génération ; tandis que la Grande-Bretagne a lâché sa meute contre le peuple allemand, à plusieurs reprises, toutes les fois que nous avons essayé de nous ressaisir et de reprendre le souffle (1). » Et c'est ainsi que nombre de publicistes et de professeurs reprennent la campagne anti-anglaise, qui avait valu à Treitschke — ce Froude allemand — sa retentissante popularité.

L'hostilité, préparée par la rivalité commerciale, entretenue ces campagnes de presse, se manifeste, au moment de la guerre Sud-Africaine. Sans doute, la France ne cache ni ses blâmes, ni ses préférences. Mais, ni nos protestations, ni nos railleries ne provoquent, de l'autre côté du détroit, une émotion excessive. Les Anglais trouvent naturel que nos sympathies soient acquises à deux petites républiques de paysans ; et, quant à nos dessinateurs, ils avaient depuis longtemps déjà habitué les Anglais à leurs irrespectueuses gamineries. C'est avec un sentiment différent que l'opinion britannique voit les Allemands élever la voix, au nom du droit méconnu, effacer de leur mémoire l'annexion brutale du Hanovre, des duchés Danois et de l'Alsace-Lorraine, oublier que la guerre de 70 a marqué un recul de la loi internationale. Leurs généraux n'avaient-ils pas abusé du droit de réquisition, taxé arbitrairement des départements occupés, désigné des otages pour protéger de leur présence les convois et les trains contre les attaques de leurs compatriotes, traité les prisonniers avec peu d'humanité, ordonné le pillage, à titre de représailles, de Beauvais, Ablis, Châteaudun et Gray ? Ne s'étaient-ils pas arrogé le droit de ne point traiter comme des belligérants et par conséquent de fusiller les francs-tireurs et

(1) Bley, *Weltstellung des Deutschthums*, 1897, cité dans *German Ambitions*, p. 85.

même les gardes nationaux, à Bazeilles et à Châteaudun, tous cependant autorisés et commissionnés par la loi française ? Lors des sièges de Strasbourg, Thionville, Péronne et Paris, n'avaient-ils pas ordonné à leurs batteries de bombarder l'intérieur des villes assiégées, de viser les hôpitaux, les églises et les bibliothèques, et non les remparts militairement occupés (1) ? Au moment même où les Allemands protestaient contre la guerre des Boers, leurs députés n'acclamaient-ils pas les mesures destinées à germaniser les Polonais ? Les Anglais ont trouvé que le peuple allemand dépassait en hypocrisie nationale les limites permises, et ils se sont retournés vers une nation dont le nom, au dire de Ruskin, est synonyme de franchise (2).

V

Dans les articles de ses principaux organes, l'opinion britannique révèle les tendances nouvelles de sa politique extérieure. La Grande-Bretagne, jadis inébranlable dans son orgueil et farouche dans son isolement, cède à contre-cœur à d'impérieuses nécessités. Elle abandonne des préventions, se fait accueillante et sourit avec effort. Une étrange contrainte pèse sur l'expression de ses sentiments hostiles ou bienveillants. L'Angleterre perd la calme sérénité d'une peuple, qui ignorait les élans irréfléchis et les agitations nerveuses. Une des supériorités de la race anglo-

(1) Sur ces sept violations du droit, consultez : 1° Loening, *Rev. droit intern.*, t. IV, p. 646 ; 2° Rouard de Card : *la Guerre continentale et la propriété*, ch. II, pp. 71-72 ; 3° Bonfils : *Dr. int.*, p. 581 ; 4° *Id.*, p. 575 ; 5° *Bull. de la Soc. lég. comp.*, janv. 1872 ; 6° Lois du 17 juillet et 29 août 1870. *Rev. dr. int.*, t. IV, p. 504 ; 7° Bonfils, ouv. cité, p. 557.

(2) *Bible of Amiens*, pet. édition in-8, p. 52.

saxonne, et non des moindres, s'évanouirait-elle dans le passé ?

*
* *

Avant de feuilleter les revues d'outre-Manche, parcourons la collection du *Times*. Le tirage et la popularité du plus ancien des journaux anglais, l'incontestable supériorité de ses renseignements de politique étrangère, son habileté depuis près d'un siècle à traduire les opinions, à exprimer les sentiments et à satisfaire les goûts de la majorité des Anglais qui lisent et qui pensent, nous permettent de le considérer, sur les points qui nous intéressent, comme le plus fidèle baromètre de l'atmosphère politique : il enregistre les moindres oscillations de l'opinion nationale.

Après avoir, dès le mois de septembre 1901, commenté les manœuvres de l'Est et la visite du Tsar dans des articles où il exprime à la fois son admiration pour notre force et son respect pour notre race (1), le *Times* s'explique, quelques semaines plus tard, sur la politique étrangère du Royaume-Uni. Le rapprochement franco-anglais doit devenir l'idée maîtresse de la diplomatie britannique (2).

Pendant novembre 1901, de longues colères vibrent dans les pages du *Times*, d'ordinaire correct, froid et incolore. Une comparaison passionnée entre la conduite des Allemands en 1870 et des Anglais en 1900, une analyse indignée des diverses manifestations de l'anglophobie ger-

(1) Nos citations sont empruntées à l'édition tri-hebdomadaire *Mail Edition*, qui reproduit tous les articles, sinon toutes les nouvelles, du *Times*, 20 et 23 sept. 1904.

(2) 30 octobre et 1er novembre 1901.

maine remplissent les colonnes du journal (1). En janvier 1902, la protestation de M. von Bülow contre l'allusion de M. Chamberlain à la guerre de 1870 provoque de longues ripostes, et ce n'est pas le compte rendu, volontairement sec et glacé, de la visite du prince de Galles à Berlin qui pourrait atténuer l'amertume de ces lignes haineuses (2). Il ne semble pas, au premier abord, que le traité d'alliance anglo-japonais, annoncé en février, modifie les dispositions du *Times* : des articles satisfaits sur la stagnation commerciale, la pauvreté littéraire et l'hypocrisie foncière de l'Allemagne (3) alternent avec des commentaires bienveillants des fêtes de V. Hugo, du livre de M. Hanotaux sur l'*Energie française.*

La polémique, provoquée par le correspondant du *Times* à Washington, à propos des services qu'aurait rendus l'Angleterre aux États-Unis à la veille de la guerre hispano-américaine et terminée à son désavantage par une communication officieuse faite à la presse d'outre-Rhin, accroît encore l'irritation que causaient déjà les coquetteries de l'empereur Guillaume avec le président Roosevelt (4). Puis subitement se produit une accalmie de deux mois. L'opinion est rassurée par la signature de l'alliance japonaise. Il arrive même au *Times*, le 12 mars, de féliciter le ministère allemand pour la sympathie courtoise qu'il témoigne à lord Methuen vaincu et blessé.

En mai, les méfiances se réveillent. Les efforts de certains journaux d'outre-Rhin pour trouver, dans le trust trans-

(1) 20, 22, 25, 27 novembre.

(2) Commentaire du discours de von Bülow, 10 janvier 1902. Deux articles sur la littérature du mouvement anglophobe en Allemagne, 13 et 15 janvier. Commentaire de la visite du prince de Galles à Berlin, 17 janvier.

(3) 10 février 1902.

(4) 28 février 1902.

atlantique, l'occasion de troubler les relations entre la Grande-Bretagne et les États-Unis (1), suffisent pour irriter le *Times*. L'échange de télégrammes sympathiques entre l'empereur Guillaume et le roi Édouard ne l'empêche pas, le mois suivant, d'entourer de commentaires malveillants et de soupçons discourtois la visite de l'escadre du prince Henri aux ports d'Irlande, de comparer, d'une manière désobligeante pour nos voisins d'outre-Rhin, l'attitude des deux presses allemande et française à l'occasion de la maladie du Roi et de l'ajournement du sacre (2).

En juillet, le ton du *Times* devient plus nerveux, ses tendances plus confuses. Si des articles allemands sur l'invasion de l'Angleterre sont signalés avec soin, le succès de la conversion de notre 3,5 p. 100 admiré sans réserves, nos récits courtois du retour de lord Kitchener relevés avec un joyeux empressement ; d'autre part, la reconnaissance du ras Makonnen pour l'hospitalité de Paris, les coquetteries de l'Italie avec la France et la Russie sont notées avec une certaine aigreur (3).

Qu'est-ce à dire et comment expliquer les émotions répétées et contradictoires auxquelles a été en proie, durant une année entière, le plus anglais des journaux britanniques? Il s'est laissé gagner par une de ces paniques qui, à des intervalles à peu près réguliers, pendant tout le cours du dix-neuvième siècle, se sont emparé de ses lecteurs et leur ont fait croire, en 1837, à un conflit avec la Russie ; en 1848, 1852, 1861 à une invasion française ; en 1878, à des provocations du Tsar (4). Ce qui caractérise la

(1) 26 et 28 mai.
(2) 2 juin.
(3) 11, 14 juillet 1902.
(4) *Essai d'une Psychologie de l'Angleterre. Les Crises belliqueuses*, ch. VI.

panique de 1902, c'est qu'elle a été variable dans ses causes et intermittente dans ses manifestations. En décembre et en janvier, des menaces contre les diffamateurs allemands sont sur toutes les lèvres et dans tous les cœurs. En juin et août, après la signature de l'alliance japonaise, malgré les joies de la victoire et les émotions du couronnement, les inquiétudes se réveillent : un jour, l'Allemagne dresse les plans d'une invasion prochaine ; le lendemain, l'Italie cherche à rompre l'équilibre dans la Méditerranée ; la Russie menace les routes des Indes. Si cette panique ressemble à un affolement, c'est qu'elle est beaucoup moins la conséquence d'une menace particulière que l'expression d'un sentiment nouveau. Pour la première fois, l'opinion anglaise a conscience des dangers de sa politique anti-européenne et s'inquiète de son isolement insulaire. La lecture des revues confirmera, sur ce point, l'impression que nous a donnée celle du *Times*.

*
* *

Pendant le mois de janvier 1902, la presse périodique, sous l'impression des aménités échangées entre députés allemands et députés anglais, des attaques de M. J. Chamberlain, de la dédaigneuse riposte de M. von Bülow, consacre les plus importants de ses articles à l'hostilité germaine. Tantôt les auteurs étudient des manifestations particulières ; tantôt ils se livrent à des analyses générales. Une comparaison entre la lutte franco-allemande et les guerres coloniales, tout à l'éloge de l'initiative audacieuse et de la générosité courtoise des officiers anglais, le compte rendu d'un travail du major Hœnig sur les chances de succès, chaque jour plus nombreuses, d'une descente en Angleterre, le commentaire d'un pamphlet du

professeur Delbrück, un protégé de l'impératrice Frédéric, sur le caractère inévitable du conflit entre Allemands et Anglais, des portraits de M. von Bülow, ce « dandy de la polémique », « le duc de Grammont de l'Allemagne », « le chevalier en biscuit de Saxe » fournissent les plus importants de leurs articles aux *Macmillan's Magazine*, *Pall Mall Magazine*, *Contemporary Review*, *Fortnightly Review* pour janvier et février 1902. La *Contemporary Review* s'offre, en outre, le luxe d'une analyse générale de l'anglophobie allemande. L'auteur anonyme ne manque pas d'insister sur l'importance qu'il convient d'attacher, pour expliquer leur hostilité, à l'envie avec laquelle les grossiers et pauvres Germains admirent la civilisation raffinée et les richesses croissantes de l'heureuse Angleterre. L'auteur quitte ensuite les sentiers battus et s'élève à des considérations plus originales. La rivalité des deux activités économiques et des deux ambitions politiques, le peu de sympathie de l'Allemand militarisé et soumis pour l'Anglais libre et entreprenant, les fautes de tact commises par ses compatriotes toujours prêts à témoigner leur mépris pour des races dont ils ignorent la langue et méconnaissent les qualités, expliquent l'existence d'une hostilité, que ni les souverains, ni les années ne sauraient apaiser.

Ces articles, après avoir constaté l'apparition à l'horizon diplomatique d'un nuage menaçant, se terminent par la brève énumération des précautions nécessaires. Accroître la flotte britannique et organiser la défense des côtes, cultiver l'amitié américaine ou russe, voilà, aux yeux de journalistes, trop pratiques, c'est-à-dire trop anglais pour ne pas conclure l'analyse d'un danger par l'exposé d'un remède, le minimum de garanties indispensables. La *National Review*, dans son numéro du 1er janvier

vier, avec l'audace qui convient à un organe jeune et la confiance que donne l'appui du *Times*, ne craint pas de s'en prendre au traditionnel mépris de ses compatriotes pour les ententes européennes et à leur séculaire antipathie pour l'Empire russe. Dans son premier article, elle s'efforce de convaincre ses lecteurs qu'il importe de travailler à isoler l'Allemagne. « Combattons l'anglophobie allemande en travaillant autour de l'Allemagne à l'isoler. Faisons-lui sentir les dangers de sa déplorable situation géographique, entre la France qui attend une « revanche » et la Russie à la tête du slavisme irréconciliable... Il est grand temps que les Allemands comprennent qu'un complet isolement, basé sur une antipathie et une méfiance universelles, peut devenir avant longtemps leur lot en Europe. Laissez-les réfléchir sur ce point et amender leurs mœurs. Nous, en Angleterre du moins, nous sommes amenés par leur insolence (*contumely*) à un état d'esprit, que nous pouvons le mieux définir en leur appliquant la fameuse apostrophe de Gambetta aux cléricaux : « L'Allemand, voilà l'ennemi. » Plus loin, un second auteur anonyme cherche à déterminer les conditions d'une entente qui permettrait de fermer à l'Allemagne la route du golfe Persique, d'éviter en Asie un conflit anglo-russe, de réserver à l'Angleterre les avantages politiques, moraux et militaires des sympathies slaves. L'intégrité de l'Empire ottoman ; la reconnaissance de l'hégémonie politique de la Russie en Perse, en échange d'avantages commerciaux concédés à la Grande-Bretagne ; la délimitation des frontières anglo-russes dans l'Asie centrale, des sphères d'influence dans l'Asie orientale et la neutralité de la Corée, telles devraient être les bases de cette entente. Ces sacrifices étaient vigoureusement combattus par des périodiques plus anciens et partant plus influents. Les *Monthly*

Review et *Quarterly Review* du 1er janvier 1902 s'efforcent de prouver qu'accorder, par crainte de l'Allemagne, des avantages à la Russie, c'est lâcher la proie pour l'ombre. Il convient de ne pas s'inquiéter d'une antipathie tout artificielle, ni d'une rivalité commerciale déjà moins dangereuse, mais de se défier de toute alliance européenne et de considérer le golfe Persique, la région d'Ispahan comme contenus dans la sphère d'influence anglaise.

Cette thèse fut adoptée par le Ministère, lorsqu'il signa la convention anglo-japonaise. Les *Nineteenth Century*, *Contemporary Review* et *Fortnightly Review* de mars et d'avril acceptent l'alliance, proclament son caractère inévitable, ses avantages pratiques, et reconnaissent qu'elle menace directement la Russie. La *Fortnightly Review*, préoccupée du danger que ferait courir à l'Angleterre une coalition européenne, laisse entendre qu'une entente avec l'Allemagne compléterait avantageusement la convention anglo-japonaise.

Mais cette accalmie dans les relations anglo-germaines ne fut que de courte durée. Dès que la paix eut été signée dans l'Afrique du Sud, les polémiques reprirent de plus belle. L'incendie n'avait pas été éteint. Le feu couvait et la *National Review* avait eu grand soin d'entretenir pieusement l'étincelle sacrée. En avril, son directeur, M. L.-J. Maxse, affirme que la presse allemande a été seule à soutenir que la Russie était irritée par l'alliance anglo-japonaise : elle cherche une fois de plus à fomenter cette hostilité anglo-russe, dont l'Allemagne a toujours profité. « Il n'y a pas plus trace de sentiments belliqueux (*pugnacity*) dans les démonstrations au Japon, que dans les manifestations générales d'approbation dans notre pays. La seul chose extraordinaire, à propos de cette alliance, est qu'elle ait été ajournée si longtemps. Les deux pays se

seraient épargnés bien des humiliations cruelles s'ils avaient réuni leurs attelages, il y a quelques années. » Et, pour répondre à cette manœuvre allemande, le distingué directeur de la *National Review* insère un article de M. T. Millet Maguire, qui démontre que les mesures répressives employées par les officiers anglais dans l'Afrique du Sud sont légales et généreuses, comparées aux moyens préconisés en 1870 par le haut état-major allemand.

Dans les numéros de juin et de juillet, la *National Review* accentue encore la vivacité de ses polémiques. Les efforts des journalistes allemands pour trouver dans le trust transatlantique l'occasion de brouiller les cartes entre la Grande-Bretagne et les États-Unis ; les visites au moins prématurées de l'escadre du prince Henri aux points d'appui de la flotte anglaise en Irlande ; la persévérance avec laquelle l'ambassadeur allemand à Washington s'efforce de transformer l'accueil courtois fait au prince Henri en une manifestation anti-anglaise, sont relevés avec soin et commentés avec aigreur. « Le gouvernement allemand a été autorisé à s'essuyer les pieds sur nous si souvent, qu'il se refuse à nous considérer comme autre chose qu'un paillasson (*doormat*). » Dans une étude sur le pangermanisme, sir Rowland Blennerhasset, après avoir retracé les origines, précisé les ambitions, analysé les progrès de ce courant en Hollande, en Suisse, en Autriche, insiste avec raison sur l'hostilité foncière de ses théoriciens vis-à-vis de l'Angleterre. « Il y a bien des années, conclut l'auteur de l'article, Treitschke avait proclamé que la Grande-Bretagne devait être culbutée. » En 1884, il écrivait : « Nous avons réglé nos comptes avec la France et l'Autriche. Le règlement de comptes avec l'Angleterre est encore à trancher : ce sera le plus long et le plus difficile. » Il a réussi

à implanter dans le cœur de ses compatriotes une haine pour l'Angleterre égale à la sienne. *Britannia delenda est* était la devise de Treitschke. Il a maintenant quitté ce monde ; mais d'autres disciples, influents et puissants, prêchent le même évangile. Des hommes, comme Albert Schaeffle et Delbrück, qui fut le professeur de l'empereur actuel, ont plus d'une fois dit au monde, dans un langage sur lequel on ne saurait se méprendre, que la prochaine grande guerre des Allemands, qui devra être livrée sur mer, sera « une lutte pour annihiler l'Angleterre ».

Ces paroles incendiaires produisent leur effet, et, en juillet, d'autres revues consacrent, tout comme elles l'avaient fait en janvier, les plus importants de leurs articles à éclairer à nouveau leurs lecteurs sur l'hostilité de cette Allemagne, qui ne désarme jamais. La *Contemporary Review* de juillet revient encore sur les atrocités commises en 1870 par l'armée allemande, et offre, en outre, à ses lecteurs la traduction d'une étude de « Herr Meyer » sur la marine anglaise. « La confiance de l'Angleterre en sa flotte n'est que de l'aveugle et abrutissant amour-propre (*indiscriminate and overwhelming self-conceit*). Excepté pour ce qui est du nombre des navires, l'armée navale anglaise trouvera un ennemi supérieur dans la marine de chaque grand État. » Les escadres anglaises sont « faites en Allemagne », achètent à l'industrie allemande plaques cuirassées, chaudières, canons, poudres, obus et baïonnettes. Dirigées par des officiers qu'aveugle « leur orgueil national, leur ignorance de collégiens et leur mépris de tous les étrangers », elles sont montées par des équipages insubordonnés, « qui manquent par-dessus tout de cette gravité morale, si profonde, grâce à laquelle nos marins conquièrent des sympathies par tout le globe ».La *Nineteenth Century Review* confirme quel-

ques-unesde ces conclusion, dsans un article sur « la flotte de l'empereur. » Elle est supérieure à la marine anglaise, par les soins donnés à la nourriture et à la propreté des matelots, les précautions ingénieuses prises contre l'incendie. Et, de nouveau, l'opinion affolée réclame des garanties, cherche des alliances.

VI

Les journalistes lui conseillent tour à tour de nouer d'amicales relations avec l'Italie, d'oublier son antipathie pour la France, de cultiver les bonnes grâces de la Russie. Et l'élite anglaise feuillette les revues, dévore les articles, étudie les cartes, compulse les statistiques militaires...

*
* *

Une entente avec l'Italie a toujours été, depuis plus d'un demi-siècle, une idée chère aux Anglais, pour des raisons de sentiment et d'intérêt, inextricablement mêlées. La lumière du ciel d'Italie, qui adoucit la netteté des lignes par l'harmonie des couleurs; les souvenirs d'un passé de gloires impériales, qui chante sa mélancolique histoire aux oreilles du voyageur; les splendeurs entassées dans ces cités, qui virent éclore la pensée moderne, ont toujours exercé une profonde séduction sur des âmes d'élite, lassées des teintes ternes et des horizons brumeux du pays natal, pour qui la rêverie était un besoin, et l'art, une passion volontairement acquise. Les caractères de cette race aimable, éloquente et souple sans efforts, sont un repos pour leurs sensibilités, qui ne connaissent que des caractères froids, graves et raides comme l'acier. Des sympathies plus générales, et partant plus précieuses, ont

été acquises en Angleterre aux Italiens, par leurs longues luttes pour l'indépendance et l'unité, et surtout par leur guerre contre la Papauté, à qui ils arrachèrent la ville que l'histoire et la nature avaient désignée pour leur capitale. L'idée papale est une de ces rares formules, pour lesquelles les pensées britanniques, tenaces dans leurs ressentiments et étroites dans leurs conceptions, ont une invincible répulsion. Cette haine commune rapproche l'Italie de l'Angleterre plus que ne sauraient le faire les descriptions des écrivains et les admirations des artistes. Si ces raisons de sentiments rendent l'opinion britannique toujours favorable à une entente avec l'Italie, des arguments plus intéressés fortifient cette conviction. Malgré les efforts de ses provinces septentrionales, la nation italienne n'est pas encore de celles dont l'activité économique et les forces militaires pourraient porter ombrage à une alliée, toujours désireuse de tenir à distance le peuple qu'elle honore de ses sympathies diplomatiques. Enfin, et surtout, l'adhésion de l'Italie à sa politique permettrait au Royaume-Uni d'affermir sa prédominance sur la Méditerranée, d'enrayer toute extension qui achèverait de faire de ce lac une mer latine.

A ces arguments traditionnels, l'*Empire Review*, dans un article sur « la politique extérieure de l'Italie et les intérêts britanniques » (juin 1902), ajoute des considérations nouvelles. Son rédacteur insiste longuement sur les désillusions qu'a trouvées l'Italie dans la Triple Alliance. Non seulement l'Allemagne n'a rien fait, ni pour ménager les susceptibilités de son alliée, en la traitant avec respect, ni pour servir ses intérêts, en la protégeant contre les représailles commerciales de la France, mais encore elle la menace directement par ses visées sur Trieste. Le pangermanisme est aussi hostile aux ambitions anglaises

qu'aux rêves italiens. Il est donc naturel que les deux gouvernements recherchent, pour une date plus ou moins prochaine, un terrain d'entente. Ils le trouveront dans le maintien de l'équilibre européen. L'auteur de l'article comprend les avantages financiers et moraux que trouverait l'Italie à entrer dans la double alliance, les économies que cette politique nouvelle lui permettrait de réaliser sur son armée, et les rêves d'expansion sur les rives de l'Adriatique qu'elle lui laisserait former. Aussi s'efforce-t-il de montrer que, « si l'Italie et la France sont dans de bons termes l'une avec l'autre, c'est simplement une raison de plus, pour que la même chose soit possible entre l'Angleterre et la France. La France commence à reconnaître que l'occupation anglaise de l'Égypte est un fait accompli, tandis que l'Italie ne pense plus à Tunis. Ses ambitions sont maintenant dirigées vers Tripoli... » La France et l'Angleterre n'ont aucune raison pour s'opposer à cette annexion.

Encore est-il que, pour démontrer la possibilité d'une entente anglo-italienne, il ne suffit pas de prouver que les diplomaties italienne et britannique « ont le même intérêt à prévenir la formation d'une hégémonie (*monopoly*) générale, politique et commerciale » dans la Méditerranée ; il faudrait encore expliquer aux Italiens le but précis et les avantages réels de cette alliance ; mais sur ces points l'*Empire Review* était muette.

*
* *

L'article que le *Spectator* consacre à un projet d'entente avec la France (19 juillet 1902), est aussi vague dans ses conclusions pratiques. Certes, c'est un événement qui ne doit point passer inaperçu. Le *Spectator* n'est

pas seulement la plus célèbre et la plus puissante des revues hebdomadaires ; mais encore un des interprètes officiels des opinions conservatrices. Or, c'est au sein du parti tory que se recrutaient, depuis 1870, les critiques les plus partiaux des mœurs, des idées et des œuvres françaises. Pour que le *Spectator* se soit décidé à oublier cette hostilité séculaire, il faut que l'opinion anglaise ait été ébranlée, depuis quelques années, jusque dans ses fondements. Les gaucheries, dont ces pages sont pleines, sont la meilleure preuve de leur nouveauté et de leur importance. L'auteur anonyme trouve tout naturellement son exorde dans les menaces du pangermanisme. Une entente avec la France est nécessaire, parce qu'elle est l'inévitable contre-poids du puissant État, qui regarde l'Angleterre comme le seul obstacle à la réalisation des ambitions cachées derrière sa nouvelle politique mondiale. « Aussi longtemps que nous aurons de bons rapports avec la France, il est impossible pour l'Allemagne de nous attaquer ouvertement, ou de réussir aisément dans sa traditionnelle politique qui consiste à entretenir, entre nous et la Russie, une irritation fatale au rêve brillant d'un arrangement avec les Tsars. » Le rédacteur du *Spectator* s'efforce ensuite de dissiper quelques-unes des préventions qui aveuglent ses compatriotes. Il veut établir qu'il n'y a aucune raison « pour détester le tempérament français, qui est le tempérament irlandais, modifié par la capacité d'entendre raison ». Il précise sa pensée comme il suit :« De même que les Irlandais, nos voisins sont disposés à prendre feu, quand des spectateurs ont quelque difficulté à percevoir où est l'allumette. Comme les Irlandais, ils ont des aspirations sociales directement opposées à l'idéal social des Anglais, des Américains ou des Allemands. Comme les Irlandais, ils sont fortement

sensibles à l'esprit, à un certain genre de poésie, à toute appréciation qui, pour prendre les mots dans un sens qui n'a rien de désobligeant, flatte leur amour-propre. Mais les Gaulois ont été deux fois conquis, d'abord par les Romains, puis par les Francs ; et, soit par le mélange du sang, soit pour quelque autre raison, il est entré dans leurs cerveaux une capacité de raisonner vigoureusement et logiquement (ce que nous autres « British » appelons « sense »), qui a profondément modifié leur activité politique, tout comme leur activité économique. Ils semblent toujours sur le point de faire des choses ruineuses, et ne les font jamais. Ils s'arrêtent à l'instant psychologique... Il est toujours possible de traiter avec eux des affaires, qu'il s'agisse de tonnes de vin, ou du partage d'un continent. » Bref, ces frères aînés des Irlandais, ces Celtes germanisés, — malgré leur incontestable infériorité, — sont des gens sympathiques. Leur amitié n'a rien de déshonorant. Ce sont, de plus, des voisins parfaitement loyaux et pacifiques. Jamais, à Pondichéry, ils n'ont créé aux Anglais de difficultés. En 1856, en 1900, quand les Indes méridionales étaient dégarnies de troupes, ils n'ont jamais cherché à reconquérir leurs anciennes possessions. « Dans de très tristes circonstances les hommes d'État français ont refusé de se battre pour Fachoda, le jeu ne valant pas la chandelle. Ils demandèrent seulement que l'honneur de la France et le leur fussent respectés, par l'absence de tout ce qui pourrait ressembler à un ultimatum diplomatique. » Leurs relations commerciales sont aussi courtoises et franches que leurs rapports politiques. « Ils ne cherchent pas, comme les Allemands, à absorber notre commerce. » Entre ces voisins corrects et l'Angleterre, il n'y a pas de conflit insoluble.

La question de Terre-Neuve pourrait être tranchée par

l'offre d'une légitime compensation. En Afrique, pourvu que le port de Tanger fût neutralisé et remis à l'Espagne, la Grande-Bretagne ne saurait s'opposer à l'établissement du protectorat français au Maroc. En Asie, elle ne songe nullement à porter atteinte au *statu quo* au Siam, ni à paralyser l'expansion commerciale de la France dans le Yunnam. D'ailleurs, les Anglais auraient bien tort de redouter sur ces terres nouvelles la concurrence des Français. « Ce ne sont pas des colonisateurs, au sens propre du mot; ils ne cherchent pas des provinces pour y déverser leur trop-plein... Ils sont incapables de rendre leurs colonies rémunératrices (*make colonies pay*). » Le *Spectator* ignore que l'Algérie est habitée par 580.000 Européens, dont 292.000 Français d'origine (1901), et que le commerce total de notre empire, de 1887 à 1899, a passé de 871 millions à 1.396 millions, son commerce avec la France de 476 à 906 millions.

Il y aurait quelque mauvaise grâce à reprocher à nos voisins d'outre-Manche la rudesse traditionnelle de leur poignée de main et les imperfections séculaires de leur civilité. Une autre critique serait plus méritée. Le rédacteur du *Spectator* n'avait voulu ni énumérer les avantages qu'il conviendrait de donner à la France, en échange de son appui contre l'Allemagne, ni esquisser les clauses de sa future alliance. Sur ces deux points, il imitait la réserve de son confrère de l'*Empire Review*.

*
* *

Quelques semaines plus tard, le *Spectator* revenait à la charge et précisait ses projets. A l'entente avec la France, il proposait d'ajouter ou plutôt de substituer un arrangement avec la Russie.

« Tandis que l'Empereur allemand distrait le bouledogue anglais par des caresses sur la tête et des flatteries en tendant au « bon chien » des biscuits, les collaborateurs du souverain préparent, derrière son dos, les bâtons, les chaînes et la muselière qui réduiront, quand il faudra, l'animal à l'impuissance. Et ils sont si sûrs de leur affaire, qu'ils font leurs préparatifs au grand jour. On nous amuse jusqu'à ce que la flotte allemande soit au complet. Ensuite on nous traitera suivant les intérêts de l'Allemagne et les circonstances. »

L'Angleterre se trouvera alors en présence d'un dilemne : ou bien accepter une alliance qui fera d'elle une vassale et une subordonnée, ou bien se heurter à une coalition européenne : « Votre alliance ou la vie (1). »

« Nous en pouvons rire ; mais si nous continuons une demi-douzaine d'années encore à faire croire à la Russie que nous sommes son ennemie nécessaire, et à faire croire à la France qu'en cas de guerre entre elle et l'Allemagne nous serons contre elle, il pourrait nous arriver de voir apparaître soudain contre nous la coalition secrète et séduisante, dont l'Allemagne voudra prendre la tête. » Pour éviter ce danger réel et grave, il faut d'abord accroître les forces navales de l'Angleterre, il faut surtout travailler à isoler l'Allemagne. « Le point culminant serait l'entente avec la Russie. Si nous savions comprendre que l'accès de la Russie sur le golfe Persique ne saurait nous nuire; si nous savions prouver enfin à cette puissance que nous ne sommes point jaloux de la voir prendre jour sur le Bosphore et sur la Méditerranée, — puisque nous avons l'Égypte, — nous compléterions facilement cette ligne de défense circulaire autour de l'Allemagne, de manière à enrayer la marche du pangermanisme. »

(1) 1er novembre 1902.

Peu de semaines auparavant (1), la *National Review*, après avoir montré qu'il serait indigne de quêter l'appui d'une Allemagne, dont l'hostilité envieuse avait été surabondamment prouvée, ridicule de compter sur ses forces diminuées par la froideur méfiante de l'Italie, qu'irritent les visées pangermanistes, refait l'histoire des négociations de la Prusse avec la France, de 1867 à 1870, et établit que les diplomates germains veulent faire aujourd'hui retomber l'Angleterre dans le même piège. Une entente avec la Russie, sur laquelle la *National Review* ne nous donne pas, non plus, de détails précis, est la seule solution conforme aux intérêts de l'Angleterre contemporaine.

*
* *

La panique de 1903 suivait son cours. Aux attaques passionnées succédaient maintenant des projets de négociations et des programmes de défense. Toutes ces péripéties tragiques ou comiques se déroulaient devant les nations européennes, spectatrices ironiques et méfiantes, sans qu'elles pussent en deviner toutes les conséquences. L'Angleterre, en effet, ne ressemblait-elle pas jusqu'ici à ces géants de la forêt qui, après avoir fait le vide autour d'eux et étouffé de leur ombre épaisse les arbres plus petits, peuvent bien, cédant à des bruits d'orage, se courber parfois vers d'autres feuillages comme pour solliciter leur appui, mais qui, dès que le ciel redevient serein et la brise silencieuse, se redressent, hautains et graves, dans leur dédaigneuse solitude ?

(1) Août 1902.

VII

Sous l'action du courant d'opinion, dont nous avons précisé les origines et analysé les manifestations, les traditions séculaires d'isolement, les projets diplomatiques du gouvernement furent abandonnés, au cours de l'année 1903.

*
* *

Le rapprochement anglo-allemand était l'un des articles du programme unioniste. Le directeur de la *National Review* a affirmé, et il n'a pas été démenti, que seul lord Salisbury avait empêché, en 1895, l'empereur Guillaume de revenir de Cowes avec une convention dûment signée et régularisée. Malgré les efforts du premier ministre, en 1897 et en 1899, les deux gouvernements auraient conclu, pour les affaires de la Chine et au moment de la crise de Fachoda, des arrangements verbaux. En 1899, notamment, lors de son séjour à Windsor, le Kaiser aurait déployé toutes ses séductions et révélé tous ses secrets. Il aurait exposé à M. Chamberlain le plan d'une entente entre l'Allemagne, les États-Unis et l'Angleterre, contre le restant du monde. Et en même temps il s'efforçait d'obtenir des avantages sur le Yang-tse et de préparer le Cabinet à soutenir « son grand projet » de chemin de fer de Bagdad (1). Comment ne pas admettre l'exactitude de cette information, puisque, quelques semaines après, dans un discours retentissant, le Ministre des Colonies crible la Russie et la France de ses boutades agressives, et

(1) *National Review*, octobre 1902, pp. 159, 165.

signale à l'opinion britannique la possibilité, la grandeur d'une coopération de la Grande-Bretagne avec l'Empire allemand et les États-Unis?

Lorsqu'en décembre 1902, après une visite de l'empereur Guillaume à Sandrigham, qui avait provoqué dans la presse anglaise des articles à la fois courtois et méfiants (1), on apprit, malgré le bruyant démenti donné par M. Balfour à la rumeur d'une entente anglo-allemande, une intervention commune, à main armée, des deux puissances au Vénézuela, l'Europe crut que le gouvernement et la couronne britanniques étaient parvenus à enrayer définitivement, tout comme en 1897, lors de la dépêche impériale au président Krüger, cette nouvelle crise d'hostilité contre l'Allemagne (2). Il n'en fut rien.

*
* *

Tandis que les libéraux, et notamment sir Edward Grey, reprochent au ministère de n'avoir point soumis à l'arbitrage le différend avec le Vénézuela, au sein du parti conservateur et dans le groupe impérialiste, des voix s'élèvent pour protester contre cette entente, même passagère, avec l'Allemagne. La *Navy League* lance un manifeste dans lequel elle signale les progrès de la flotte germaine et démontre la nécessité d'accroître les forces anglaises dans la mer du Nord (3). Sir Robert Giffen et lord Charles Beresford envoient au *Times* de longues lettres indignées (4). Sir Rudyard Kipling publie sa fameuse pièce de vers (5). Le

(1) *Times*, *Mail Edition*, 7 et 10 novembre 1902.

(2) Les deux *Blue Books*, dans lesquels sont résumées ces négociations, ont été analysés dans le *Times*, *Mail Edition*, 7 décembre 1902 et 18 février 1903.

(3) *National Review*, déc. 1902, p. 524.

(4) *Mail Edition*, 15 et 22 décembre 1902.

(5) *Id.*, 22 déc. 1902.

Times (1) et la *National Review* (2) font feu de toutes pièces. Et lorsque, devant cette levée de boucliers, le Ministère croit prudent d'accepter les offres américaines, d'arrêter le blocus et d'attendre le jugement de la cour de la Haye, l'importance de ces décisions est encore accrue par les commentaires de la presse. Le *Standard* déclare que « l'imbroglio vénézuélien est terminé, et qu'il faut le laisser tomber dans l'oubli, qu'impose son caractère exceptionnel et éphémère ». Le *Times* se montre plus précis et plus violent : « Lord Lansdowne n'a malheureusement pas semblé avoir une idée nette de la répugnance qu'inspire à ce pays toute coopération avec l'Allemagne. Le ministre et le gouvernement commettent une grave erreur en se méprenant ainsi sur le sentiment populaire, et si cette erreur est partagée par le gouvernement allemand, plus tôt les uns et les autres ouvriront les yeux et se rendront compte des faits, mieux cela vaudra pour tout le monde. Les injures de la presse allemande ont peut-être été une très bonne chose pour ce pays, parce qu'elles ont dirigé son attention sur l'orientation générale de la politique allemande, sur les déclarations des ministres allemands du plus haut rang, sur l'attitude de l'empereur d'Allemagne lui-même, et sur les aspirations politiques et les ambitions commerciales, qui, si légitimes qu'elles soient de la part des Allemands, présentent inévitablement l'Empire britannique comme un obstacle, dont il faut se débarrasser ou tout au moins qu'il faut amoindrir par tous les moyens. Le pays sait très bien que nous ne pouvons rompre les relations avec l'Allemagne, et qu'il y a des affaires à faire. Il désire que ces affaires se fassent, et bien. Il

(1) *Id.*, 21, 26, 28 janvier 1903.
(2) Janvier 1903, pp. 672, 679.

désire que l'on maintienne des relations pacifiques. Mais il ne veut avec l'Allemagne aucun lien qui puisse être évité, et il restera inquiet et mécontent jusqu'à ce qu'il ait l'assurance que l'on comprenne bien cela au *Foreign Office* et que notre politique étrangère sera conduite dans un esprit de prudent éloignement. »

L'entente anglo-allemande avait vécu.

L'établissement d'une base de ravitaillement pour les escadres anglaises dans la mer du Nord (1) et l'abandon des négociations avec l'Allemagne en vue d'établir, à frais communs, le chemin de fer de Bagdad (2), une nouvelle campagne du *Times* en faveur du rapprochement avec la France (3), la visite du roi Édouard à Paris et celle du président Loubet à Londres, en mai et juillet 1903, la signature du traité d'arbitrage et plus tard de la convention franco-anglaise, ces événements témoignent du succès complet remporté par l'opinion britannique et de la docilité avec laquelle le Cabinet Balfour et le parti unioniste se sont inclinés devant l'évolution de ses sympathies.

VIII

Il ne nous appartient point de prévoir ni la durée ni les conséquences de ce rapprochement, auquel les deux peuples ont donné une signification différente. Nous nous proposions seulement de retrouver, dans les courants d'opinion et les manifestations politiques, qui ont précédé cette œuvre de paix, proclame la France, ce pacte de combat contre l'Allemagne, déclare l'Angleterre, les caractères généraux de l'évolution économique et politique.

(1) *Times, Mail Edition*, 18 février 1903.
(2) *Id*, 17, 20, 22 avril 1903.
(3) *Id*, 19 janvier et 11 mars 1903.

Ses facteurs, — la stagnation commerciale et la crise impérialiste, — ont joué un rôle important dans le conflit, qui, de 1901 à 1903, a mis aux prises partisans et adversaires de l'entente avec l'Allemagne, ou du rapprochement avec la France. Consciente de la faiblesse, que provoquent les lacunes de son organisation impériale, l'opinion britannique cherche un appui contre une nation, dont la rivalité commerciale et les progrès maritimes l'inquiètent. Après des fluctuations qui trahissent sa nervosité croissante, elle l'a trouvé auprès d'un peuple, dont l'activité économique complète la sienne au lieu de la paralyser, et dont l'évolution politique concorde avec ses traditions les plus chères.

L'avenir industriel du Royaume-Uni est encore incertain; le mouvement impérialiste n'a point réalisé son programme d'unité ; la poussée démocratique n'a point encore ébranlé l'hégémonie conservatrice. Tels sont les trois faits, aussi vrais en 1902 qu'en 1895, et sans lesquels il est impossible de comprendre pourquoi, aux sacrifices d'hommes, de temps et d'argent qu'entraîna une guerre de trois années, n'a pas succédé, quoi qu'on en ait dit, une réaction pacifique. Ni les accolades de souverains, ni les banquets fraternels ne sauraient masquer cette vérité psychologique. Les courants belliqueux restent aussi intenses (1). Et, sans la poussée radicale, l'Angleterre n'aurait manqué ni de financiers pour les exploiter, ni d'hommes d'État pour les justifier, ni de soldats pour les servir.

(1) Tous les efforts tentés depuis la guerre Sud-Africaine pour réorganiser l'armée (voir la série des articles du *Times* à ce sujet, 21 janvier-23 février 1903), développer l'instruction militaire dans toutes les écoles, gagner l'opinion à l'idée du service obligatoire (*National Service League*, 11 novembre 1902), étudier la question du ravitaillement de l'Angleterre en cas de guerre une Société de propagande a été fondée le 2 février 1903); tous ces faits particuliers démontrent la vérité de notre conclusion générale.

LIVRE II

LA POUSSÉE RADICALE

CHAPITRE IV

L'ÉVOLUTION RADICALE

I. Évolution conservatrice de la coalition unioniste. L'adhésion des industriels ne pouvait manquer de transformer les caractères et de modifier le programme du parti tory. Il cesse d'être le champion des revendications ouvrières, et son activité législative s'éteint. Il s'associe à la double campagne menée contre le socialisme municipal et les Trade-Unions. — II. Évolution radicale du parti libéral : 1° Les origines historiques. Le point de départ en 1892. Les lois votées (1892 à 1895). La leçon des élections. — III. 2° La doctrine politique. Récents efforts pour fonder une doctrine nouvelle, sur des principes nouveaux. La liberté n'est plus un but, mais un moyen. Le but à atteindre, c'est de fournir à chacun le plus de chances de se développer le plus complètement possible. Obstacle qu'est le paupérisme; il convient de l'attaquer de front. Comment les nouveaux théoriciens du parti libéral rejettent les deux justifications classiques du libéralisme économique : le « laissez-faire » et la « survivance du plus apte ». Comment un certain socialisme d'État se justifie au nom du libéralisme. A la période de destruction doit succéder une ère de construction. — IV. 3° Le Programme électoral. Nouvelles atteintes portées à la liberté contractuelle : restriction plus rigoureuse apportée au travail des mineurs; réglementation de la journée de travail des adultes, dans trois cas ; projets de loi sur les retraites de la vieillesse et l'arbitrage. Nouvelles atteintes portées à la propriété individuelle mobilière : la progressivité de l'im-

pôt), immobilière, rurale (le socialisme agraire) et urbaine (les *land-values* et la question du logement), industrielle (le socialisme municipal).

Depuis vingt ans, depuis 1884, les progrès des idées démocratiques s'étaient arrêtés. Nul effort n'avait été tenté pour élargir les bases du suffrage et le recrutement des députés, restreindre les privilèges de l'aristocratie et l'autorité des Lords. Le prestige du Parlement (1) avait même sensiblement baissé, tandis que grandissaient le pouvoir des ministres et le rôle du Souverain (2). Avec une habileté consommée, les chefs de la coalition unioniste étaient arrivés à concentrer d'une manière absolue l'attention publique sur les réformes ouvrières et les visées impériales. C'est grâce à ces concessions socialistes que le parti conservateur a enrayé l'évolution démocratique.

Sans doute, il est difficile, faute du recul que seul le temps peut donner, de saisir avec netteté les tendances et d'apprécier avec exactitude la portée d'événements politiques qui se sont déroulés en Angleterre depuis la guerre Sud-Africaine. Cependant, trois faits : l'évolution radicale du parti libéral, l'évolution conservatrice de la coalition unioniste, l'évolution parlementaire des groupes ouvriers (3), permettent d'affirmer que, à une date plus ou

(1) A. White, *English Democracy*, pp. 13 et 21.

(2) Toute une série de livres, publiés entre 1880 et 1900, semblaient prouver la décadence des idées démocratiques. A. White, *English Democracy, Its promises, its perils*, Londres, 1894. M. Lecky, *Liberty and Democracy*, 1896. Godkin, *Unforseen tendencies of Democracy*, 1900, etc.

(3) Les poèmes de Watson et de E. Carpenter, les études sociales de J. A. Hobson, les essais moraux de H. G. Wells, des recueils d'articles dus à la plume de plusieurs jeunes hommes, comme *Heart of the Empire*, révèlent, par leur succès, la popularité renaissante des idées démocratiques. B. Kidd, malgré ses sympathies impérialistes dans *Principles of Western Civilisation* (1902, pp. 403, 413, 432, 440, 462);

moins rapprochée, l'Angleterre reprendra sa marche vers l'idéal méconnu.

I

L'adhésion progressive des industriels, assimilés par l'aristocratie foncière et attirés par les espérances protectionnistes ; l'appui unanime des grands distillateurs et des petits débitants, sûrs d'être garantis contre les représailles des associations de tempérance, ne pouvaient manquer de transformer les caractères et de modifier les programmes du vieux parti tory (1). Tandis que les libéraux allé-

A. White, malgré ses tendances aristocratiques et autoritaires, dans *English Democracy* (p. 27), reconnaissent qu'une évolution vers la démocratie économique est prochaine.

(1) Voici comment le *Constitutional Year Book* pour 1903 classe (p. 137, au point de vue de leurs fonctions, les membres du Parlement de 1900 :

	Cons.	Union.	Lib.	Nat.	Total.
INTÉRÊTS FONCIERS	—	—	—	—	—
Propriétaires fonciers	73	11	14	4	102
Fils de pairs et propriétaires fonciers	45	10	6	0	61
FONCTIONNAIRES					
Ministres et anciens ministres	31	10	29	0	70
Officiers de marine	4	0	0	0	4
Armée régulière	49	7	6	3	65
— yeomanry	50	7	4	2	63
— milice	31	3	6	2	42
— volontaires	40	6	6	1	53
Ministère de la guerre	38	6	2	1	47
Agents diplomatiques, indiens et coloniaux	18	4	4	2	28
CARRIÈRES LIBÉRALES					
Ex-clergymen	1	0	1	0	2
Avocats	76	17	43	12	148
Avoués	10	0	10	5	25
Médecins	1	1	2	4	8
Professeurs	3	2	7	2	14
CARRIÈRES LITTÉRAIRES					
Propriétaires de journaux	6	0	7	1	14
Imprimeurs et éditeurs	1	1	3	0	5
Auteurs et journalistes	9	3	11	15	38

gés de tous les intérêts, qui paralysaient leur activité réformatrice et retardaient l'application de leur programme économique, accentuent leur évolution radicale, les conservateurs, alourdis par ces responsabilités nouvelles, trouvent difficile de concilier leurs traditions interventionnistes avec les intérêts professionnels des nouveaux venus. Il devient nécessaire de faire dévier l'activité de la coalition unioniste, de détourner l'attention de l'opinion britannique vers d'autres problèmes que les questions ouvrières, d'autres textes que les divers chapitres d'une législation sociale. Les lois scolaires, les réformes militaires, les tarifs douaniers passent au premier plan. Les revendications ouvrières sont reléguées dans le demi-jour discret des horizons lointains (1).

De 1896 à 1902, l'activité législative des Parlements conservateurs se ralentit singulièrement. Peu d'articles

	Cons.	Union.	Lib.	Nat.	Total.
INDUSTRIELS ET COMMERÇANTS	—	—	—	—	—
Banquiers	33	6	10	1	50
Commerçants	20	7	17	3	47
Fabricants	22	5	26	0	53
Propriétaires de mines	3	2	8	0	13
Commerce des boissons	15	1	3	5	24
Armateurs	13	5	9	0	27
Architectes, ingénieurs, entrepreneurs	7	3	7	1	18
Maîtres de forge	9	3	3	0	15
Agents de change	6	2	1	1	10
Fermiers	0	1	1	12	14
Boutiquiers	0	0	1	12	13
Travailleurs manuels	0	0	10	3	13
Divers	5	2	2	1	10
Sans profession	6	5	3	6	20

Voici, enfin, comment se répartissaient les Directeurs de sociétés anonymes :

Assurances	61	17	16	0	94
Banques	33	1	11	1	46
Chemins de fer	59	4	35	3	101
Commerce des boissons	13	1	3	2	19

(1) Sur cette stagnation du parti conservateur jadis réformiste, voir *Heart of the Empire*, op. 3-6, 413-417.

nouveaux (1) sont ajoutés au Code du travail ; et leur petit nombre ressort avec plus de netteté, quand on rapproche ces lois, non seulement des chapitres entiers, consacrés aux questions agricoles et aux problèmes scolaires (2), mais encore des promesses faites à leurs électeurs par les membres de la majorité (3). En 1903, elle fait un pas de plus et céde aux deux campagnes que dirigeaient certains groupements, depuis quelques années déjà, contre l'action industrielle des municipalités et le rôle économique des Trade-Unions.

L'une remonte à 1883 et date de la fondation de *la Ligue pour la défense de la Liberté et de la propriété*. Par des brochures, par des conférences (4) elle lutte contre le socialisme municipal. Après une longue polémique, dont la fameuse enquête du *Times* (5) a été le plus important épisode, une pétition est remise au Gouvernement (mai 1903) pour protester contre la municipalisation croissante des services industriels.

L'autre campagne est organisée méthodiquement contre les Trade-Unions, et nous en parlerons plus loin.

Les Parlements unionistes de 1895-1900 et 1900 se sont

(1) 1896, *Coal Mines Regulation Act. Truck Act. Conciliation Act.* 1897, *Cotton Factories Act.* 1899, *Seats for shop assistants Act, Small Holdings acquisition Act.* 1900, *Railway employment Act.* Voir : *Five Years Work*, 1885-1900. *Conservative Association*, Londres, 1901, pp. 16, 18, 19, 58. — 1901, *Factory and Workshop Act. Intoxicating Liquors (Saleto children Act)*. *Youthful offenders Act.* Voir : *Labour annual*, 1903, p. 23.

(2) *Five Years Work*, *op. cit.*, pp. 43-45; pp. 50-55. Sur les faveurs accordées aux écoles confessionnelles et aux propriétaires fonciers, voir *Pamphlets Liberal Publication Department*, 1901, p. 43, 5e Pamphlet.

(3) Les libéraux ont relevé avec soin ces manques de parole : *Pamphlets Lib. Public. Depart.*, 1900, 2e Pamphlet; 1901, 5e Pamphlet, etc.

(4) A. Raffalovitch, *Le Socialisme agraire de M. Chamberlain*, pp. 9, 10, 12, 49.

(5) Depuis, réunis en volume. *Times Office.*

docilement inclinés devant ces manifestations. Au commencement d'avril 1903 (1), les Communes adoptent, avec une arrière-pensée défavorable, le principe d'une enquête sur le socialisme municipal. Les Lords, au mois de juillet 1903, refusent d'autoriser l'extension projetée par le *County-Council* de Londres de ses tramways municipaux. D'autre part, le 8 mai 1903 (2), la majorité conservatrice s'est refusée à adopter en seconde lecture le projet de loi d'un député ouvrier, qui, après avoir tranché la question de la légalité des patrouilles, « affranchit les coalitions ouvrières de toute responsabilité civile pour des actes qu'un individu isolé pourrait commettre impunément ». Ces deux décisions couronnent une évolution, commencée dès 1898-99. Les Unionistes avaient inauguré leur retour au pouvoir par l'adoption, en 1897, de quelques lois sociales importantes. De 1899 à 1901, leur activité législative se ralentit. Ils sont aujourd'hui franchement hostiles à toute extension de la législation interventionniste ; et, depuis février 1903, ils ont rejeté les projets de loi sur la journée de 8 heures et la réglementation du travail dans les mines (3), sur la révision du code des logements à bon marché, sur la fermeture des magasins (4), sur la taxation des *site-values*. Ils ont atténué, au point de lui enlever toute valeur, la loi sur le chômage (5). Ces propositions avaient été déposées (6), les municipalités socialistes (7) et les syndicats

(1) *Times, Mail Edition*, 3 avril 1903.
(2) *Id.*, 11 mai 1903.
(3) *Id.*, 14 mars (Communes).
(4) *Id.*, 19 février (Lords).
(5) *Id.*, 21 février (Communes).
(6) B. L. Hutchins and A. Harrison, *History of Factory Legislation*, pp. 196 et 210.
(7) *The Speaker*, 9 septembre 1902. A propos de lord Penhryn et de ses ouvriers, voir *Times, Mail Edition*, 29 avril 1903.

professionnels (1) avaient été défendus par les libéraux, redevenus les alliés des députés ouvriers.

II

Au sein de l'opposition libérale, privée, depuis 1886, depuis la scission de M. Chamberlain, d'un groupe radical, s'est reconstituée, à partir de 1890, une nouvelle gauche avancée : elle est destinée à devenir, par ses progrès constants, la fraction dirigeante du parti libéral tout entier. Dès ses premières manifestations, cette troisième génération des radicaux s'attache à démontrer la nécessité de reconquérir les votes de l'aristocratie ouvrière et, partant, de ne plus combattre seulement pour des réformes constitutionnelles, idéales et incertaines, mais pour des réformes pratiques, utilitaires et immédiates. « Le peuple n'a pas beaucoup d'enthousiasme pour les mesures, bonnes en elles-mêmes, comme la séparation de l'Église et de l'État dans le pays de Galles, l'abolition du droit d'aînesse, etc.: en revanche, les masses sentent qu'elles ont des besoins et qu'il faut trouver moyen de les satisfaire ; ces sentiments n'ont pas encore leur expression, mais c'est aux hommes d'État qu'incombe la responsabilité d'imaginer et de formuler des réformes, qui, sans faire violence aux personnes, ni aux principes de la morale publique, peuvent procurer une diffusion plus grande du bien-être matériel et par là élever le niveau de la moralité nationale. Voilà ce qu'est le nouveau Libéralisme (2). » Cette campagne de presse (3) fut assez efficace pour imposer l'insertion, dans

(1) *Id.*, n° 5, p. 320.

(2) Cité dans OSTROGORSKI, *Les Partis politiques*, 1902, I, p. 295.

(3) L. ATHERLEY JONES, *The New Liberalism* (XIX[th] *Century*, août 1889). — RUSSELL, *The New Liberalism* (*id.*, sept. 1889). — *** *M. Morley and the New Liberalism* (*New Review*, 1889).

le programme voté en 1892 à Newcastle, par le congrès annuel des Associations Libérales, « d'une série de mesures réclamées depuis longtemps par les diverses sections de l'opinion radicale » (1).

Profitant de leur courte victoire de 1892-1895, les libéraux transformèrent quelques-uns de ces articles en propositions législatives. Elles révèlent par leur audace une évolution décisive dans leur doctrine économique.

*
* *

Le chapitre relatif au travail des mineurs est, en trois ans, enrichi de textes importants. Le régime légal des 74 heures par semaine est étendu aux employés des magasins des deux sexes, âgés de moins de 18 ans (2). La fameuse loi de 1895 (3), — la plus importante depuis celle de 1878, — applique les restrictions déjà connues aux blanchisseries ; interdit tout travail aux enfants âgés de moins de 11 ans ; limite plus strictement pour les adolescents et les femmes les cas, où ils pourront être employés la nuit et en dehors des heures réglementaires. Le même texte organise au point de vue hygiénique, d'une manière plus rigoureuse, le travail des adultes. Toute latitude est donnée à l'État pour accroître le cube d'air légal et étendre les mesures de sûreté. Le patron qui, malgré les avertissements de l'Inspecteur, ou bien donne une tâche à exécuter en dehors de ses ateliers, dans un lieu signalé comme insalubre, ou bien fait confectionner, blanchir ou réparer des vêtements,

(1) Ostrogorski, *op. cit.*, I, p. 295.

(2) 1892, 55 et 56. Vict., c. 92. — 1893, 55 et 56. Vict., c. 67. — 1895, 58 et 59. Vict., c. 5. — B. L. Hutchins and A. Harrison, *Hist. of Factory Legislation*, 1902, p. 221.

(3) 58 et 59. Vict., c. 37. Samuel, *Liberalism*, p. 21. Lavollée, *les Classes ouvrières en Europe. L'Angleterre*, p. 160, 170.

dans une maison dont un habitant est atteint de la scarlatine ou de la petite vérole, tombe sous le coup de la loi. Le secrétaire d'État définit seul et souverainement les industries dangereuses: dans ces usines « il pourra désormais, par des règlements spéciaux, restreindre ou interdire l'emploi de diverses classes d'ouvriers, y compris les hommes adultes, et alors même qu'il prennent seuls part à la fabrication ».

Cette même loi, par une dernière disposition, étend à tous les patrons l'obligation, jusqu'ici imposée aux seuls tisseurs, de remettre à chaque ouvrier, travaillant aux pièces, une indication écrite de sa tâche et de son salaire. Elle intervient ainsi, d'une manière plus générale et à un degré plus élevé, dans le domaine de la liberté contractuelle. L'*act* de 1895 avait été précédé dans cette voie par celui de 1893, qui donne le droit au *Board of Trade*, saisi d'une plainte de leurs employés, d'imposer aux compagnies de chemins de fer telle diminution, qu'il juge nécessaire, dans leurs journées de travail (1). Peu de temps après les Communes discutent un projet de loi, limitant à huit heures le travail dans les mines : la motion fut repoussée, mais elle avait été défendue par la majorité des ministres (2). Le même sort fut réservé au *Bill* de 1893, sur les accidents de travail. Cette loi, qui déclare le patron responsable, dans tous les cas, sauf quand l'accident est imputable à la faute de l'ouvrier, impose au patron la charge de la preuve, frappe de nullité toute convention contraire à ses dispositions, porte de nouvelles atteintes à la liberté contractuelle (3).

(1) Samuel, *op. cit.*, p. 22.

(2) *Id.*

(3) Lavollée, *op. cit.*, p. 87. Mentionnons également un projet de loi sur les retraites ouvrières, déposé par le cabinet libéral. Samuel, *op. cit.*, p. 22.

Les libéraux ne respectent pas davantage la propriété individuelle, et s'engagent résolument dans la voie que leur avaient indiquée les unionistes. Un *local government Act* donne le pouvoir aux corps élus d'acquérir, de gré ou de force, la terre nécessaire pour la louer à des ouvriers agricoles, d'obliger les propriétaires d'une maison malsaine à réparer ou à fermer leur immeuble (1).

Cette activité législative et ces réformes pratiques auraient certainement valu au parti libéral une victoire électorale en 1895 ; mais il commit une faute de tactique et fut une dernière fois victime de son passé.

* * *

Les plus importantes de ces lois sociales, — le *Bill* sur les huit heures dans les mines et celui sur les accidents de travail, — avaient été rejetées par l'une ou l'autre des deux Chambres : les autres avaient été modifiées et ajournées par les Lords (2). Partant, rien ne vint, par une modification apportée à leur vie quotidienne, prouver aux ouvriers anglais, — à ces mémoires aussi lentes à oublier qu'à apprendre, — que les libéraux avaient rompu avec leurs traditions et modifié leur programme. Encore pleins de méfiance pour un parti, dont les chefs et les formules n'avaient point changé en même temps que sa doctrine économique, les organisations ouvrières, et notamment le *Parti ouvrier indépendant*, fondé en 1893, décidèrent de s'abstenir dans toutes les circonscriptions, où elles ne

(1) SAMUEL, *op. cit.*, p. 22. Le *Board of Labour* reçut une vigoureuse impulsion. Le premier rapport sur le marché du travail parut en 1893 et le premier numéro de la *Labour Gazette* en 1894.

(2) Le *Factory Act* de 1895 n'entra en application que le 1er janvier 1896.

pourraient pas présenter d'hommes liges (1). 28 candidats, soutenus par le *Parti ouvrier indépendant*, réunirent 44.594 voix : 4, patronnés par l'Association marxiste, groupèrent 3.730 électeurs (2). Les 32 candidats, qui furent tous battus, se vantaient, avant la bataille, de « mettre en morceaux le parti libéral ». Ils ne l'ont pas réduit en pièces, mais ils lui ont porté un coup sensible. L'hostilité ou l'indifférence des auteurs ouvriers firent perdre aux libéraux plus d'un siège (3).

D'autres leur sont enlevés, à la suite d'une erreur de tactique. Ils choisissent mal le terrain de la lutte. Au lieu de réunir en un double faisceau les lois sociales, dont ils avaient pu obtenir le vote, et celles qui avaient été retardées, amendées ou repoussées par leurs adversaires; au lieu de solliciter, pour les unes, des félicitations, et pour les autres un mandat impératif, les libéraux passent sous silence le fond du procès et s'attaquent à une question de procédure. Déclarant la guerre à la Chambre des lords, ils réclament une modification dans la Constitution séculaire du Royaume-Uni. Ils heurtent ainsi, et notre enquête personnelle, faite en 1895, se trouve confirmée par un ouvrage récent (4), les caractères les plus intimes de la pensée nationale, le respect pour les usages, lourds de siècles accumulés, la méfiance pour les théories politiques, abstraites dans leurs principes et incertaines dans leurs conclusions. Une défaite était inévitable.

Venue après celles de 1886 et de 1874, elle devait éclairer le parti libéral sur ses fautes passées et l'évolution nécessaire. La leçon profita.

(1) Par 105 voix contre 7 favorables aux libéraux et 2 favorables aux conservateurs. *Labour Annual*, 1896, p. 37.

(2) A. Metin, *Le Socialisme en Angleterre*, p. 28. (Paris, F. Alcan,)

(3) Ostrogorski, *op. cit.*, I, p. 541.

(4) *Id.*, p. 298. J. Bardoux, *Souvenirs d'Oxford*. Livre II.

III

Des votes récents ont surpris le public français. Pour les prévoir, il suffisait de parcourir les exposés théoriques écrits depuis quelques années par de jeunes recrues de l'armée libérale. Dès qu'on feuillette ces volumes ou ces brochures (1), on comprend qu'à la doctrine conciliante et aristocratique des Whigs, à la raideur abstraite et bourgeoise des économistes libéraux a succédé un radicalisme démocratique.

* * *

S'inspirant des traditions de leur parti, les nouveaux doctrinaires déterminent théoriquement le plan, que l'architecte politique réalisera en taillant dans la vie. Seule, la loi morale, supérieure à l'autorité de l'État et inspiratrice des consciences humaines, peut fournir l'idée générale dont les hommes politiques préciseront les applications sociales. Or, s'il est un principe sur lequel tous les maîtres de la pensée occidentale, malgré la diversité de leurs systèmes (2), soient tombés d'accord, c'est bien celui-ci : il est du devoir de chaque homme de mener, d'aider les autres à mener, dans la mesure où il en est capable, la meilleure vie possible. Mais, puisqu'une société humaine ne saurait se proposer un objet différent de celui que se proposent les membres dont elle est composée, la société

(1) *Essays in Liberalism*, by Six Oxford Men (Londres, 1897). — *Liberalism and the Empire*; *three Essays*, by Francis W. Hirst, Gilbert Murray, J. L. Hammond (Londres, 1900). Ch. Trevelyan. *Paths of Progress* (Londres, 1898). Herbert Samuel, *Liberalism*, avec une préface du R. Hon. H. Asquith (Londres, 1902).

(2) H. Samuel, *op. cit.*, p. 6.

doit aider ses membres à vivre une vie qui mérite d'être vécue. Si tel est le devoir de la société, tel est également le devoir de l'État, qui n'est que la société organisée pour l'action collective. Pour tout libéral, l'État « aura pour devoir d'assurer, autant qu'il le peut, à chaque citoyen, le plus de chances possibles de mener la meilleure vie » (1).

Poser ce principe équivaut à assurer la prédominance des réformes sociales sur les réformes politiques. « Aujourd'hui, dans la vie, d'une manière générale, l'homme le meilleur n'est pas libre de prouver qu'il l'est. Il est l'esclave de son milieu. Il est l'esclave de sa maison malsaine. Il est l'esclave de sa longue journée de travail. Il est l'esclave des occasions qu'il trouve de s'enivrer. Il est par-dessus tout l'esclave de son ignorance, résultat d'une insuffisante éducation. Ce que nous voulons, c'est que les chances de tous soient égales, et alors, nous saurons quel est vraiment le meilleur et le plus capable (2). »

Cette lutte directe de l'État contre le milieu qui broie les énergies et paralyse les pensées, de tout le poids d'un travail excessif, d'un logement malsain, d'une nourriture insuffisante, a été jadis condamnée par les théoriciens du libéralisme. Les uns refusaient à l'État le pouvoir et le droit de remédier à ces misères, et s'en remettaient à la seule liberté, pour résoudre les problèmes sociaux et réaliser pratiquement l'harmonie providentielle des intérêts. Les autres, plus récemment, laissaient au paupérisme la tâche douloureuse et salutaire d'assainir le corps social par le châtiment des imprudents et des paresseux, l'élimination des faibles et le triomphe des forts (3).

(1) H. Samuel, *op. cit.*, p. 11.
(2) Ch. Trevelyan, *op. cit.*, p. 14.
(3) H. Spencer, *Social Statics*, pp. 322-325 (éd. 1851).

Les libéraux anglais se refusent aujourd'hui à accepter ces deux fins de non-recevoir. Leur argumentation, fondée sur des faits concrets et dédaigneuse des généralités abstraites, révèle dans la doctrine libérale une importante évolution. Si elle brise les traditions dogmatiques d'un parti, que la philosophie française du dix-huitième siècle, les économistes français du dix-neuvième avaient marqué de leur méthode, elle renoue en revanche les liens qui jadis rattachaient étroitement les premiers Whigs à la pensée nationale, concrète et utilitaire.

Aux derniers défenseurs du « laissez-faire » ces radicaux font observer que bien des caractères de la société, issue de la révolution industrielle, sont « en opposition complète avec ceux que le libéralisme recherche dans l'État : des capitaux, en masses considérables, sont concentrés en un petit nombre de mains ; des hommes travaillent par larges bandes, dans des conditions telles qu'une stricte discipline est aussi nécessaire que dans une force armée ; pour bien des électeurs, leurs intérêts les plus immédiats sont économiques plutôt que politiques (1). » Lorsque, dans une société, la liberté individuelle du plus grand nombre n'est qu'un leurre, il semble étrange de venir s'opposer, au nom de la liberté, à une intervention législative, qui aura précisément pour résultat de diminuer leur asservissement. De ce que la loi ne s'immisce point dans la vie d'un homme, il ne s'ensuit pas qu'il soit libre. Il y a des restrictions économiques, tout comme il y a des restrictions légales. « Le système industriel irrésistiblement soumet à sa volonté tous ceux qui en font partie ; l'ouvrier doit se plier aux usages de son industrie et de son atelier, sous peine d'être renvoyé ; la liberté

(1) *Six Essays*, p. 27.

« d'aller ailleurs » est un privilège singulièrement irréel, lorsque les conditions sont partout les mêmes ; et l'individu découvre qu'il est à peine plus libre de déterminer personnellement les clauses de son travail, que n'est un voyageur de quitter un train lancé à toute vapeur, ou de modifier sa vitesse (1). » C'est au nom de la liberté que l'État interviendra dans le domaine de la liberté contractuelle. De même que la loi anglaise, en interdisant le duel, affranchit les hommes d'une coutume oppressive et accroît leur indépendance, tout en la restreignant ; de même la loi, qui fixe à dix heures, dans les usines, la durée du travail des femmes, élargit leur liberté tout en limitant leur travail (2). Ces nouveaux textes du *Statute Book* n'ont rien qui les distinguent de ceux, qui obligeaient déjà les enfants à aller à l'école, les citoyens à contribuer à l'entretien des routes. « Il n'y a pas le moindre principe impliqué là-dedans. C'est une simple question d'utilité. Et chaque espèce doit être jugée à tous les points de vue, moral, économique et politique (3). » Il est impossible et inutile de résister à l'évolution intellectuelle et sociale qui, sous l'action des Carlyle et des Ruskin, des Dickens et des George Eliot, a détaché l'Angleterre de l'idéal individualiste et a constitué, avec les coopératives, les trade-unions et les municipalités socialistes, les lignes générales d'une société nouvelle, où l'harmonie des forces groupées remplacera l'impuissance des agitations individuelles. Parallèlement à cette transformation économique et à cette crise intellectuelle, l'organisme politique, sous l'action de la poussée démocratique, est devenu moins monarchique et plus complexe, s'est

(1) H. Samuel, *op. cit.*, p. 26.
(2) *Id.*, p. 27. Même développement : *Six Essays*, pp. 69, 108, 110, 112.
(3) Ch. Trevelyan, *op. cit.*, p. 13.

nationalisé et perfectionné, se préparant à la tâche nouvelle qu'on allait lui imposer (1).

Et c'est ainsi que, conscients des progrès administratifs, cédant à l'irrésistible poussée d'idées nouvelles, autant qu'aux nécessités d'une société industrielle et urbaine, convaincus en fait qu'une intervention de l'État ne portera pas plus atteinte à la prospérité économique de la nation qu'à la liberté individuelle des travailleurs, les libéraux anglais se refusent à rester fidèles plus longtemps à la doctrine du « laissez-faire ».

Ils ne sont pas davantage convaincus de la justice absolue et de l'infaillibilité pratique de la « survivance du plus apte ». Et leurs doctrinaires, grâce aux admirables enquêtes d'un Charles Booth ou d'un Rowntree, peuvent nourrir leur argumentation de faits plus probants, que les prétendues déductions de lois biologiques. La théorie de la nécessité sociale du paupérisme repose sur une triple hypothèse. Elle implique, tout d'abord, que les pauvres soient nécessairement les inaptes, c'est-à-dire les incapables, les imprudents, les paresseux et les faibles. Elle implique, en outre, que la rigueur du milieu suffira pour éliminer les inaptes. Elle implique, enfin, que seules des souffrances puissent produire cette élimination. H. Samuel, en quelques pages, démontre rapidement que des maladies passagères, des crises économiques, des banqueroutes locales fournissent à l'Assistance publique nombre de clients. Il explique ensuite que les misères des faubourgs non seulement n'éliminent point les inaptes, mais forment une gangrène qui corrompt progressivement le corps social. Il rappelle, enfin, que l'humanité consciente, progressive et libre, doit et peut trouver d'autres moyens que la bru-

(1) H. Samuel, *op. cit.*, pp. 21, 23.

tale application d'une loi biologique (1), pour conserver à ses organismes politiques une vie saine. H. Spencer n'est plus un maître, il reste un glorieux souvenir.

*
* *

Cette divergence d'opinions entre les libéraux d'autrefois et ceux d'aujourd'hui a une singulière importance. Nous n'assistons pas seulement à l'évolution d'une doctrine politique, mais à la scission d'une histoire parlementaire en deux chapitres : l'un est définitivement clos et l'autre s'ouvre, avec une orientation nouvelle du parti, sur les lointaines perspectives d'un avenir inconnu. L'œuvre des premiers libéraux fut avant tout une œuvre d'émancipation : il fallait affranchir la vie économique de la nation anglaise, paralysée par les privilèges d'une minorité de propriétaires fonciers, — sa vie sociale « étouffée sous le poids des atteintes portées à la liberté des idées, des paroles et des actes par une législation qui opprimait les minorités religieuses, taxait les journaux et proscrivait les associations ouvrières », — sa vie politique, enfin, concentrée entre les mains d'une oligarchie, qui se divisait en deux camps, pour pouvoir assurer le jeu du régime parlementaire. Maintenant que les individus ont été débarrassés des liens, qui empêchaient leurs diverses activités de s'épanouir librement, il faut surveiller l'exercice de leurs énergies pour en éviter les conflits inutiles, assurer leur sélection et faciliter leur groupement. Après avoir détruit, il importe de construire (2). A l'âge de l'individualisme anarchique doit succéder l'ère de l'association libre sous

(1) H. Samuel, *op. cit.*, pp. 16, 19.
(2) Id. pp. 24, 25.

le contrôle de l'État. Le sentiment de cette évolution nécessaire rapproche les libéraux anglais des socialistes... « Le socialiste n'est pas un ennemi. Il est seulement un ami mécontent et débordant d'enthousiasme, et très souvent peu pratique. Il prétend avoir fait une nouvelle découverte. Mais une grande part de sa découverte est aussi vieille que les collines, c'est que la plupart des hommes passent de bien mauvais moments ici, sur cette terre, et qu'il existe un certain genre de société qui réalisera l'âge d'or. Il y a un livre qui a eu une large circulation en Grande-Bretagne et qui porte le titre de *Merrie England*. Sa popularité est due à l'audace, à la précision et à la vérité du tableau que Blatchford donne de l'extrême tristesse, de l'extrême saleté, de l'extrême mortalité, de l'extrême pauvreté des grandes agglomérations humaines dans nos villes les plus importantes. Il serait bon qu'il y eût une douzaine de Blatchford prêchant cela dans chaque ville de la Grande-Bretagne. Nous devrions les accueillir comme des amis. Ils ne font que créer ce courant d'opinion, dont les réformateurs ont besoin (1). »

Les libéraux anglais, d'accord avec les socialistes pour étudier les misères actuelles et leur trouver un remède dans une organisation moins anarchique de la production et de la consommation, se séparent de leurs alliés, quant à la méthode qu'il convient de suivre et le but final qu'il faut atteindre. Fidèles à l'idée morale sur laquelle est bâtie leur doctrine politique, ils considèrent les luttes parlementaires non comme un moyen d'avantager tel groupement d'intérêts aux dépens de tel autre, mais comme un levier pour tendre toutes les énergies, élever toutes les consciences et grandir toutes les pensées. Leur parti ne veut

(1) Ch. Trevelyan, *op. cit.*, p. 11.

pas être le délégué d'une caste, mais le mandataire de la nation. Tous les intérêts d'une collectivité sont solidaires les uns des autres. En portant atteinte au monopole de la terre, les libéraux rendront service autant à l'ouvrier qu'au boutiquier et à l'agriculteur. En diminuant les heures de travail, ils prétendent être utiles aux industriels, qui auront moins d'accidents dans leurs usines et de déchets dans leurs produits, comme aux travailleurs, dont la santé sera sauvegardée et l'intelligence mieux cultivée. « Le progrès de l'avenir est le progrès de tous. Nous ne permettrons pas à la démocratie de se déshonorer elle-même en singeant l'égoïsme et l'esprit de caste étroit et intéressé d'une aristocratie (1). » Séparés des socialistes par la différence de leur méthode, les néo-libéraux ne le sont pas moins quant au but à atteindre. Ils se refusent à concevoir la possibilité d'un collectivisme généralisé. Sa réalisation repose sur cette affirmation, que le gouvernement pourra gérer l'industrie d'une manière plus honnête, plus intelligente et plus humaine qu'elle ne l'est aujourd'hui par les particuliers. En quoi cette affirmation est-elle politiquement certaine (2) ?

Il était un temps, aux environs de 1886, où ce refus d'adhérer aux deux dogmes de la lutte des classes et du collectivisme intégral aurait suffi pour creuser entre radicaux et ouvriers un fossé infranchissable. Mais depuis lors, des années ont passé et des idées ont vécu. La pensée anglaise n'a pas tardé à éliminer de ses cadres pratiques et concrets le marxisme idéaliste et abstrait, tout comme elle a progressivement rejeté les déductions logiques des économistes classiques. Les travailleurs, rassurés par le

(1) Ch. TREVELYAN, *op. cit.*, p. 10. Voir également *Six Essays*.
(2) *Id.*, p. 11.

retour de l'ancienne propriété, la hausse persistante des salaires et le développement croissant de leurs associations, relèguent les dogmes marxistes dans la catégorie de l'idéal, s'organisent, comme nous le montrerons, pour la conquête du Parlement et des municipalités, dressent la liste des mesures, qui, en restreignant les droits de la liberté contractuelle et de la prospérité individuelle, assureront l'amélioration immédiate de leur vie quotidienne. Or, sur ces deux points, le parti libéral, complétant sa doctrine nouvelle par un programme rajeuni, leur donne toute satisfaction. C'est ce qu'il nous reste à établir.

IV

Le temps n'est plus, où les libéraux concentraient toutes leurs énergies et toutes leurs espérances sur les lois d'émancipation politique. Dans le brillant exposé que M. H. Samuel publie avec l'approbation de M. Asquith, la disposition des chapitres est significative. L'introduction est consacrée à démontrer la nécessité de la « réforme sociale », et c'est dans le premier livre qu'est étudié « le rôle de l'État dans les questions ouvrières ». Le nouveau programme électoral, tel qu'il a été exposé par la *National Liberal Federation* et commenté dans les ouvrages de doctrine politique, est nettement socialiste par ses aspirations et sa méthode : la liberté contractuelle autant que la propriété individuelle en sortent singulièrement amoindries.

*
* *

Les libéraux, s'appuyant sur le fait que la concurrence de la main-d'œuvre enfantine fait baisser les salaires des

adultes, et après avoir constaté que sa répartition, singulièrement différente suivant les villes, prouve qu'elle n'est point indispensable à l'industrie, se proposent de définir étroitement les travaux auxquels les enfants pourront être employés en dehors des heures de classe, de supprimer le système de la demi-journée consacrée tour à tour à l'atelier et à l'école, et de reculer progressivement l'âge, auquel il sera permis aux mineurs d'accepter une tâche régulière (1). Le travail des adultes lui-même devra être soumis à un contrôle plus rigoureux. Il importe de diminuer le nombre des ateliers dits de famille, qui, à Londres surtout, par leurs salaires dérisoires et leur travail incessant, sont un scandale, de les soumettre à une déclaration particulière et de leur étendre les règles d'hygiène antérieurement posées (2). Il faut, par voie législative, limiter à huit heures la journée légale dans toutes les industries reconnues dangereuses par des enquêtes spéciales, comme les mines, ou simplement malsaines, comme les magasins (3). L'État et les corps élus doivent donner l'exemple, en réalisant dans leurs ateliers et en imposant à leurs adjudicataires des clauses telles, que ce contrat de travail soit un modèle et puisse être imité (4).

Sans doute, l'intervention du gouvernement dans le domaine de la liberté contractuelle a des limites. Mais cette frontière est déterminée par des considérations toutes

(1) H. Samuel, *op. cit.*, pp. 73, 77. et surtout *Liberal Publication Department* 1900. *Leaflet*, n° 1824.

(2) Id., *op. cit.*, p. 93.

(3) Id., *op. cit.*, p. 91-93. *Lib. Public. Dep.*, 1899. *Leaflet*, n° 1816.

(4) Id., *op. cit.*, p. 96. H. Samuel, examinant la question des retraites pour la vieillesse et celle de l'arbitrage en cas de grève, se refuse d'adopter actuellement le principe de l'obligation, uniquement pour des arguments d'ordre politique : nécessité d'enquêtes plus approfondies, hostilité de l'ouvrier anglais vis-à-vis de toute contrainte, etc., pp. 143 et 175.

pratiques. L'intérêt collectif contraint l'État, dans les hypothèses précises et à la suite de circonstances particulières, à s'interposer dans les conflits sociaux. C'est encore l'intérêt général, qui lui interdira de se substituer dans tous les cas à l'initiative privée. « La loi ne doit pas faire pour l'individu ce qu'il pourrait faire pour lui-même sans un retard excessif, ou une dépense excessive d'énergie ; sinon sa confiance en lui-même serait affaiblie. La misère ne doit pas être secourue de manière à encourager l'imprévoyance. »

Si on touche à l'industrie, il faut le faire avec prudence, de manière à ne pas diminuer l'activité du commerce national. « Les lois doivent être telles, qu'elles puissent être exécutées pratiquement. Elles ne doivent pas être d'un genre capable de provoquer des désordres révolutionnaires. » Ces règles banales déterminent vaguement les limites pratiques de l'intervention de l'État (1). Qu'est-ce à dire, sinon que, comme tout principe juridique, utilitaire dans son origine et pratique dans ses applications, l'interventionnisme législatif devra être confié à des mains compétentes et invoqué dans des espèces particulières. Les traditions du parti libéral sont radicalement bouleversées ; la non-immixtion de l'État cesse d'être un précepte absolu, la liberté économique un remède infaillible.

* * *

J. Stuart Mill et même Bentham n'avaient jamais reconnu à la propriété individuelle un caractère intangible. Lorsqu'ils veulent remanier l'impôt sur les revenus pour frapper les fortunes mobilières de droits progressifs (2), les

(1) H. Samuel, *op. cit.*, p. 31.
(2) Id., *op. cit.*, pp. 187, 188.

radicaux d'aujourd'hui ne continuent pas seulement l'œuvre entreprise par sir W. Harcourt dans son important budget de 1894 (1), mais reprennent les idées de J. Stuart Mill : il voulait, par l'interdiction des successions collatérales et par le poids des impôts sur les legs et héritages, atténuer les inégalités économiques. Ils restent encore fidèles à la doctrine passée de leur parti lorsqu'ils s'efforcent, à tout prix, de créer dans leur pays une classe de paysans propriétaires, de redonner ainsi à leur sol sa fécondité d'autrefois. Il importe de relever la condition du fermier, en lui assurant de justes indemnités pour les améliorations dont il est l'auteur, des garanties nouvelles contre tout trouble apporté à sa jouissance, une plus grande liberté dans l'exploitation (2). Il faut surtout compléter l'œuvre entreprise par les conservateurs lorsqu'en 1892, pillant une fois de plus le programme libéral, ils votèrent le fameux *Small Allotments Act*. Cette loi se distingue de celle relative au morcellement des propriétés immobilières urbaines (*Small Holdings Act*), en ce qu'elle ne donne pas le droit aux *County Councils* de se procurer par des expropriations le sol, qu'ils répartiraient ensuite entre divers paysans. Les radicaux proposent de leur accorder cette arme de contrainte. Ils s'en serviront non seulement pour aliéner les nouvelles acquisitions par fragments, mais encore pour

(1) Sir W. Harcourt avait, pour la première fois, frappé d'un tarif égal les biens mobiliers et immobiliers, transmis ou légués, et introduit le principe de la progressivité dans les taxes successorales, et l'impôt sur le revenu. *Liberal Publication Department*, 1899. *Leaflet*, n° 1792.

(2) H. Samuel, *op. cit.*, p. 111. Ch. A. Fyffe, *the Land Question*, *Land Law. Reform*, 1896, pp. 16 et 17. *Liberal Public. Depart.*, 1899. *Leaflet*, n° 1813. *Id.*, 1901. *Leaflet*, n° 1871. Il va sans dire que les néo-radicaux se proposent, en outre, de compléter la loi Gladstonnienne de 1882, en interdisant d'une manière absolue, substitutions et droits d'aînesse. Id, *op. cit.*, p. 117. Fyffe, *op. cit.*, p. 5.

créer des tenures à vie. Les terres de la Couronne, celles de l'Église Anglicane, gérées par les commissaires ecclésiastiques, pourront aussi, dans une large mesure, être morcelées. Enfin, les *Parish* ou *District Councils* recevront le même droit d'expropriation et pourront peu à peu doter leurs ouvriers agricoles de coquettes chaumières. Adversaires résolus de la nationalisation du sol, qui, réalisée avec ou sans une légitime compensation (1), est une mauvaise affaire ou bien un vol sans excuse, les néo-radicaux ne s'en refusent pas moins à assimiler d'une manière complète la terre à un objet purement commercial. « Elle a deux caractères, qui, rapprochés, la distinguent de tout autre bien. L'usage d'une portion du sol est absolument indispensable, et il est impossible de l'accroître. Elle est indispensable, parce qu'un homme doit vivre quelque part, et même si vous vivez dans un galetas, vous ne pouvez pas suspendre votre galetas aux nuages... Et d'autre part, tandis que le chiffre de la population va en augmentant, la surface du sol reste immuable, et toute l'industrie de la nation ne pourrait pas ajouter un are à sa surface. On a donc le droit de rayer la terre du nombre des objets à qui la loi du laissez faire, qui abandonne entièrement les choses aux conventions des parties, s'applique d'une manière absolue. Nous savons parfaitement que la concentration de la propriété foncière en un petit nombre de mains pourrait facilement atteindre un degré tel que la nation ne voudrait plus la supporter ; et par conséquent dès aujourd'hui, la propriété privée doit être soumise à telles restrictions qu'impose l'intérêt public (2). »

La même idée générale caractérise la législation à l'aide

(1) *Lib. Public. Depart.*, 1899. *Leaflet*, n° 1814.
(2) Ch. Fyffe, *op. cit.*, p. 9. H. Samuel, *op. cit.*, p. 98.

de laquelle la majorité de demain se propose de résoudre le problème des logements ouvriers et de fournir aux budgets futurs des ressources nouvelles. Pour trancher la première question, on facilitera aux municipalités l'acquisition de terrains en étendant de quarante à cent ans le délai dans lequel doivent être aujourd'hui amortis les emprunts contractés à cet effet et en supprimant les 10 p. 100 qui, en sus de la valeur fixée par arbitres, sont alloués aux propriétaires expropriés à titre de compensation. Les droits des corps élus seront en outre étendus. Il leur sera permis de taxer les propriétés non bâties à l'intérieur et dans la banlieue de leurs villes, non plus proportionnellement au revenu qu'en tire le landlord, mais proportionnellement à leur valeur comme terrain à bâtir. Ils pourront enfin acquérir des champs dans leur périmètre immédiat et constituer ainsi des réserves pour les expansions futures (1). « Aussitôt qu'une ville aurait atteint une certaine population, elle serait autorisée à acheter une ceinture de terre à un prix raisonnable ; et au fur et à mesure que la population grandirait, l'étendue serait proportionnellement accrue. Ce terrain pourrait être, soit construit par les soins de la municipalité et loué à des tenanciers, soit vendu par lots à des habitants, qui y élèveraient leurs propres maisons. Cette solution aurait un autre avantage : les faubourgs des villes grandissantes seraient dessinés par une autorité responsable. Enfin, la collectivité, à mesure qu'elle se développerait, deviendrait ainsi son propre propriétaire ; et l'accroissement de valeur du sol profiterait à ceux dont l'activité l'a produit et non au « landlord » qui est resté bien paisiblement assis (2). » Nous sommes ainsi amenés à

(1) *Lib. Public. Depart.*, 1900. *Leaflet*, n° 1835. H. Samuel, *op. cit.*, p. 48-54.

(2) Ch. A. Fyffe, *op. cit.*, p. 12.

rappeler que le prélèvement par la municipalité ou par l'État, sur les revenus des propriétaires fonciers, d'une somme correspondant à tout ou partie de l'accroissement de valeur, dû exclusivement au développement de la collectivité, est aujourd'hui inscrit dans le programme électoral des néo-radicaux. Il n'y figurait pas, il y a peu de temps encore (1), malgré les efforts —, lointains déjà, — de J. Stuart Mill (2). Aujourd'hui, il est défendu par tous les leaders du parti (3).

Il en est de même de la gestion de certaines industries par les collectivités municipales ou nationales. La théorie de J. Stuart Mill sur le contrôle nécessaire et légitime des monopoles naturels s'est transformée : les néo-radicaux admettent, dans des cas précis, et à la suite de circonstances particulières, la supériorité des usines socialisées sur les ateliers privés. Ils voient aux industries d'État plusieurs avantages, qui se répartissent d'une manière égale entre l'ouvrier, le consommateur et le contribuable. Ce n'est que dans ces ateliers que la collectivité a un contrôle assez absolu pour veiller à ce que l'ouvrier travaille dans des conditions d'hygiène impeccable et reçoive un salaire proportionné à ses besoins et à sa tâche. Seules les industries d'État peuvent emprunter à un taux assez bas, pour pouvoir réduire d'autant le coût des services rendus et des objets fabriqués. La communauté enfin est seule à percevoir les bénéfices, dont l'heureuse répercussion sur les budgets communaux n'est pas sans importance, puisque les industries socialisées fournissent aux villes une somme à peu près égale aux revenus locaux (4). Le mouvement

(1) *Lib. Public. Depart.*, 1899. *Pamphlet*, n° 3.
(2) *Principles of Political Economy*, l. V, chap. II, § 5.
(3) H. Samuel, pp. 196, 206. *Lib. Public. Depart.*, 19[illegible]0. *Leaflet*, n° 1848.
(4) H. Samuel, *op. cit.*, p. 145.

qui entraîne les sociétés modernes dans cette voie est si puissant, que le nombre des municipalités, qui gèrent elles-mêmes leurs services de gaz, d'eau, d'électricité, leurs tramways et leurs docks, a passé, en cinquante ans, de 20 à 200. L'État ou les villes emploient aujourd'hui, dans leurs ateliers, plus de 600.000 hommes (1). Il est inutile de lutter contre le courant, en invoquant « des distinctions théoriques entre la sphère de l'État et celle de l'initiative privée » (2). Ce qu'il faut simplement, c'est ne point perdre de vue les dangers pratiques, qui menacent toute industrie socialisée. Ni l'intérêt personnel avec les inventions de l'initiative privée, ni la concurrence avec ses menaces permanentes, ne les garantissent contre la corruption ou le gaspillage. Les ouvriers peuvent être tentés de recourir à leurs bulletins de vote, pour améliorer leur sort et organiser le pillage méthodique des budgets. Le poids croissant des charges administratives, déjà si lourdes, peut affaiblir chez les élus, recrutés jusqu'ici dans les classes commerçantes, leur aptitude à gérer industriellement ces services communaux. Bref, « la voie est trop obscure pour permettre de définir avec précision le point, jusqu'où cette méthode de municipalisation peut être employée. Des expériences sont nécessaires ; et les autorités locales devraient être encouragées à les tenter, quand la socialisation de quelque nouvelle industrie paraît devoir réussir. Chaque espèce doit être jugée d'après sa valeur propre ; et pour ce qui est des propositions particulières, relatives à la nationalisation des chemins de fer et des canaux, les libéraux cherchent à être plus amplement informés et attendent de nouvelles discussions, avant de s'engager dans une action législative (3). »

(1) H. Samuel, p. 146.
(2) *Id.*, p. 147.
(3) *Id.*, p. 149.

*
* *

Cet esprit pratique et cette méthode utilitaire, que les libéraux, jadis imbus du dogmatisme d'un Cobden ou d'un Stuart Mill, ont repris au parti conservateur, dont ils faisaient la force politique et dont ils expliquaient la popularité électorale, les séparent entièrement des socialistes orthodoxes. « Ils partagent leur indignation contre les misères économiques de la société actuelle. Ils reconnaissent que l'industrie d'État peut souvent se révéler comme un puissant agent d'amélioration. Mais ils ne sont nullement certains qu'une substitution complète de l'industrie d'État à l'industrie privée ne vienne pas empirer la situation actuelle. Ils refusent de s'engager dans une voie pénible vers une cité promise, dont la luxuriante architecture et les beaux jardins pourraient bien être aussi irréels qu'un mirage au milieu d'un désert (1). »

Si cette méthode idéaliste, le respect scrupuleux des formules dogmatiques, l'adoration religieuse d'un système infaillible étaient restés les caractères propres du parti socialiste anglais, comme ils sont aujourd'hui encore les traits distinctifs du socialisme français, le radicalisme de leur doctrine et l'audace de leur programme n'auraient pas suffi pour rapprocher les nouvelles générations libérales des groupements ouvriers. Mais l'influence du Marxisme a duré, en Angleterre, l'espace d'un matin, et son histoire, — là-bas —, est déjà close.

(1) *Id.*, p. 152.

CHAPITRE V

LA POUSSÉE OUVRIÈRE

I. *Les origines* sociales : la vie syndicale de 1868 à 1886 ; — économiques : les crises commerciales de 1878 et 1886 ; — intellectuelles : le courant d'idées socialistes de 1886 à 1892. La poussée ouvrière de 1892-1902. Origines sociales, économiques et intellectuelles de la poussée de 1902-1906 : la campagne contre les *Trade-Unions*, la stagnation commerciale, la politique de réaction conservatrice et protectionniste. — II. *Les hommes.* Deux groupes : les *Trade-Unionistes*, les Doctrinaires. Keir Hardie ; J. Ramsay Macdonald ; Will Thorne. — III. *Les groupes.* Les *Labour Members* et les *Lib-Lab Members.* — IV. *Les idées.* Le programme : son caractère opportuniste et radical, maintenu malgré certaines manifestations violentes. La tactique : le caractère parlementaire, l'entente avec les radicaux maintenus, malgré la demande de certains intransigeants.

La poussée ouvrière, qui, avec l'évolution radicale des libéraux, caractérise les élections générales de 1906, n'est pas un accident historique. Nous n'assistons point à une de ces crises passagères, provoquées par un événement politique ou par des faits économiques, dont la périodicité caractérise les sociétés industrielles. Le succès écrasant des candidatures ouvrières n'est qu'une étape importante dans un mouvement, qui date de quarante années, et dont le terme final ou même les répercussions prochaines échappent encore à notre prévision. Après un siècle et demi d'existence sociale, les travailleurs des usines

anglaises, formés par le maniement, depuis cinquante ans, d'associations syndicales et coopératives, entreprennent, avec méthode, sans précipitation, et aussi sans intermédiaires, la conquête du pouvoir. Hier, les ouvriers s'introduisaient dans les municipalités des grandes villes. Aujourd'hui leurs délégués constituent une fraction importante de la Chambre des communes. Demain, ils réclameront des sièges sur les bancs réservés aux ministres. La promotion de J. Burns constituera un précédent. Il est possible de rechercher dès aujourd'hui les origines de cette activité ouvrière.

I

Pour l'expliquer, il faut remonter jusqu'au jour, où la prospérité de leurs premières associations a révélé aux travailleurs la force des énergies individuelles, groupées et disciplinées. Dans les réunions des syndicats, pacifiques depuis l'échec du mouvement chartiste, ils prennent conscience à la fois de leurs droits et de leur puissance. Et à mesure que les colères sont atténuées par la prospérité de l'ère libre-échangiste, les intelligences concentrées sur le Parlement qui élargit le droit de cité et amorce la législation interventionniste, les ouvriers en viennent progressivement à substituer la pression constante et directe des associations politiques à l'action éphémère et dangereuse des manifestations violentes. La loi de 1868 donne le droit de vote à la majorité des travailleurs et imprime à leur activité un élan nouveau. Les *Trade-Unions* fondent leur premier comité pour la *Représentation du travail*. De 1869 à 1873 des élections partielles permettent de mettre à l'épreuve le nouvel organisme. Aux élections générales de 1874, il est mis en branle : 17 candidatures

sont posées, 2 réussissent. Pour la première fois, des travailleurs manuels siègent sur les bancs des Communes. Avec cette modeste victoire de 1874 commence une nouvelle période dans l'histoire des classes ouvrières : les éclatants succès de 1906 n'en constituent qu'un incident. Le nombre des *Labour Members* grandit lentement : les Parlements de 1880 et 1885 accueillent 3, puis 11 de ces mandataires. En même temps, la conquête des municipalités commence. A Birmingham une *Association du Travail* introduit ses représentants sur les bancs du *Town Council*. Timidement les anciens partis entre-bâillent les portes de l'administration. Si sir William Harcourt ouvre aux *Trade-Unionistes* les cadres de l'Inspection du Travail, dès 1882, sir George Trevelyan et lord Chancellor Herrschell les élèvent au rang de *magistrates*. Un ouvrier, M. J. Burnet, est désigné pour remplir les fonctions de secrétaire général de *l'Office du Travail ;* un autre, M. Broadhurst, reçoit les galons de sous-secrétaire d'État. L'activité politique des salariés de l'industrie date du jour, déjà lointain, où, après avoir pris conscience de leur force matérielle et morale dans les associations économiques, ils ont trouvé, dans le droit de vote accordé en 1868, un levier efficace.

Mais, à cette date, le *Labour Party* n'a ni doctrine propre, ni tactique indépendante. L'aristocratie ouvrière, qui seule a la culture et les loisirs nécessaires pour s'intéresser activement aux luttes électorales, partage les convictions économiques des radicaux avancés. Elle croit à l'infaillibilité de leurs lois scientifiques. Les salaires sont déterminés par l'offre et la demande. Restreindre la main-d'œuvre enfantine et féminine, faciliter l'émigration des adultes, et d'autre part diminuer les impôts indirects, encourager la petite propriété paysanne, tels sont les seuls

moyens pratiques pour améliorer le sort matériel des classes ouvrières. Les problèmes strictement politiques, l'affranchissement des individus par le suffrage universel, les privilèges abolis, l'école neutre et les économies budgétaires, absorbent l'activité et provoquent l'enthousiasme de cette élite. En 1868, en 1880, elle vote pour Gladstone et son parti. Mais bientôt les modifications imposées par lord Beaconsfield et lord Randolph Churchill à la doctrine des *Tories*, leurs efforts pour enrayer le mouvement démocratique par des concessions législatives aux revendications ouvrières, cette politique conservatrice de l'intervention paternelle de l'État détache du radicalisme nombre de travailleurs. Déjà, en 1874, ils avaient infligé à Gladstone une cruelle leçon. Et son hostilité contre la revision de la loi syndicale et la réglementation du travail des femmes lui avait aliéné les votes ouvriers. Les audaces du Parlement conservateur de 1886 valent aux adversaires des libéraux leur formidable minorité de 1893, leur majorité de 1895. Tour à tour conquises par la doctrine du radicalisme démocratique, du conservatisme interventionniste, tour à tour balancées entre les deux partis historiques, entre les représentants des classes moyennes et les mandataires de l'oligarchie terrienne, les forces ouvrières ne prétendent ni à une représentation directe, ni à une indépendance doctrinale. Ces soldats, dont les groupements constituent déjà une réalité sociale, n'ont encore ni un drapeau, ni une méthode.

*
* *

L'état intellectuel et économique de l'Angleterre contemporaine est venu donner à ce mouvement l'orientation qui lui manquait.

Si de 1854 à 1874 s'étend l'ère de l'hégémonie commer-

ciale, les vingt années qui suivent constituent une époque de crises périodiques et de stagnation générale. La réédification des barrières protectionnistes, la concurrence des usines neuves atteignent les fabricants anglais. Les doyennes des industries britanniques, celles de la laine, du fer et de la toile, constatent une baisse presque régulière dans les commandes de l'étranger. En 1877-1879, 1884-1886, deux crises, d'une violence inconnue depuis l'ère libre-échangiste, éveillent les inquiétudes des politiques, troublent les budgets des syndicats, accroissent le nombre des chômeurs. Des manifestations violentes se déroulent dans les rues. Des grèves éclatent de toutes parts. La journée de Trafalgar Square, le conflit des Dockers de Londres sont des dates dans l'histoire des classes ouvrières du Royaume-Uni. Sous l'action de ces misères sociales et de ces luttes corporatives, les *Trade-Unions* évoluent. Elles cessent d'être le privilège des ouvriers spécialisés. Elles ouvrent leurs rangs aux manœuvres et aux journaliers. Elles atténuent leur dignité aristocratique. Un afflux de sang nouveau ranime leurs forces. Une poussée d'idées nouvelles rajeunit leur programme.

La thèse économique des libéraux individualistes est attaquée de tous côtés. En Angleterre, l'interventionnisme législatif et la municipalisation des industries constituent une doctrine sociale proprement anglaise par son dédain pour les idées abstraites, par sa docilité aux exigences des faits, par la variété de ses solutions. A côté de cet utilitarisme social, le collectivisme marxiste, cette déduction du classicisme économique, dont il conserve les formules abstraites et les lois inflexibles, est introduit en Angleterre. A la suite des conférences faites par Henry George, les premières associations pour la nationalisation du sol voient le jour. En 1886, la *Social Democratic Federation* est

fondée : M. Hyndman lui apporte le concours de sa science économique, le docteur Aveling et Mme Marx Aveling l'autorité de leur fidélité dogmatique, le poète William Morris les forces de sa généreuse activité. Des journaux s'impriment ; des brochures circulent ; des conférences s'organisent. Mais c'est de la création de *l'Independent Labour Party* (1892), que date la conversion des ouvriers anglais aux principes généraux du collectivisme. Avec un personnel plus anglais et une méthode plus nationale, l'association nouvelle entreprend de conquérir les pensées et de discipliner les volontés. Au principe d'une centralisation autoritaire, ses fondateurs substituent la liberté d'une simple fédération. A la démonstration théorique d'une vérité abstraite, dont la réalisation sera un jour possible par la force, ils préfèrent un programme de réformes immédiates et pratiques. L'étiquette d'une unité dogmatique est remplacée par le drapeau d'une union corporative. La tactique, la méthode et les insignes ont été modifiés. Le succès récompense ces efforts pour nationaliser les idées étrangères. En 1896, l'*Independent Labour Party* comptait jusqu'à 20.000 adhérents ouvriers, répartis en 318 groupements. Sous l'influence de cette propagande, dont le résumé serait incomplet si l'on oubliait la popularité de R. Blatchford, le tirage de son journal *The Clarion*, le succès de son livre *Merrie England*, une évolution se dessine dans les congrès annuels des *Trade-Unions*. Les motions relatives à la nationalisation du sol, aux trois-huit, sont rejetées par des majorités qui diminuent régulièrement, jusqu'au jour où, à Swansea, les délégués adhèrent aux idées générales du collectivisme. Peu de temps après, un congrès international se réunissait pour la première fois à Londres. Les ouvriers anglais avaient désormais une doctrine distincte de celle du radicalisme

démocratique, du conservatisme démagogique. Leurs activités, exaspérées par les crises du chômage et les batailles des grèves, se groupent sous un drapeau indépendant.

Et nous assistons à un nouvel effort pour conquérir le pouvoir. En 1890 et 1893, les *Trade-Unions* jugent insuffisante l'action du *Comité parlementaire*, qu'elles élisent annuellement pour suivre les travaux des Chambres. Elles se décident, en principe, à créer deux organismes nouveaux, pour subvenir aux frais et désigner les champions des luttes électorales. Le nombre des députés ouvriers ne recule pas sensiblement, et les Parlements de 1892, 1895 et 1900 comptent 15, 12 et 11 *Labour Members*. De 1892 à 1902, l'*Independent Labour Party* dispute 2.000 mandats municipaux et fait triompher 800 de ses adhérents.

*
* *

Si, dans ces dernières années, nous constatons un réveil de l'activité politique, c'est que les causes sociales, économiques et intellectuelles, que nous trouvons à l'origine de la poussée ouvrière, ont reçu une impulsion nouvelle.

Les organismes économiques, dans lesquels les travailleurs manuels avaient pris conscience de leur existence et de leur force, ont été menacés par une triple campagne. A la suite de la fameuse grève des mécaniciens (1897-1899), les industriels accroissent les ressources du Syndicat jaune, la *National Free Labour Association*. Elle compte 80.000 adhérents ; envoie, dans les vingt-quatre heures, des ouvriers au patron dont les travailleurs sont en grève ; fournit un corps de police pour escorter les recrues. L'évolution de la jurisprudence constitue pour les *Trade-Unions* une menace plus redoutable. Le 22 juillet 1901, la

Chambre des lords, tribunal suprême d'interprétation, admet, dans le cas de rupture d'un contrat de travail sans avis préalable, la responsabilité des syndicats : jusqu'alors le droit prétorien ne reconnaissait pas aux associations professionnelles le caractère d'entités juridiques. Le 19 décembre 1902, l'arrêt est confirmé par le *Banc du Roi*. Le juge Wills condamne comme illégales les patrouilles et alloue au patron des dommages-intérêts. A la suite d'une transaction, le chiffre est fixé à 575.000 francs. Les tribunaux locaux cèdent à cette évolution de la jurisprudence et se montrent d'une rigueur inattendue. Tel d'entre eux interdit aux syndicats de verser des secours aux grévistes. Tel autre leur refuse le droit d'organiser des défilés, musique en tête. Et, comme pour donner à cette lutte professionnelle et juridique contre les syndicats la sanction de l'opinion, voici que le *Times*, dans une enquête publiée de novembre 1901 à janvier 1902, reproche aux *Trade-Unions* d'être, par leur hostilité contre les progrès du machinisme et le travail à la tâche, les auteurs responsables de l'invasion allemande et américaine.

Le moment choisi pour attaquer les groupements séculaires, qui constituent les cadres de la vie sociale des ouvriers anglais, était singulièrement inopportun. La guerre sud-africaine avait été suivie d'une des crises les plus violentes qu'ait connues le marché du travail. A partir de 1900, les salaires qui, depuis 1895, avaient grandi régulièrement, baissent constamment. En 1901, 910.399 ouvriers subissent sur leurs salaires hebdomadaires une réduction de 78.000 livres sterling. En 1902, 886.341 travailleurs doivent consentir une nouvelle diminution de 72.000 livres. En 1903, 892.923 salariés enregistrent un nouveau recul de 38.000 livres. En 1904, 795.087 ouvriers constatent dans leurs budgets hebdomadaires un déficit de

39.800 livres. Le pourcentage des *Trade-Unionistes* sans travail, qui était de 2,9 en 1900, monte à 3,8 en 1901, 4,4 en 1902, 5,1 en 1903, 6,5 en 1904. La moyenne annuelle pour la période de 1894-1903 était de 4,1 pour 100. Les *Boards of guardians* enregistrent, dans une statistique du paupérisme, une hausse qui les ramène trente ans en arrière. Et sous la poussée de ces misères, des manifestations oubliées sont reprises. Des cortèges de chômeurs défilent dans les rues de la capitale. Des pauvresses pénètrent sur la terrasse des Communes.

Et en même temps, une sourde indignation gronde contre le parti conservateur, interprète par trop docile de certains intérêts.

A tort ou à raison, la classe ouvrière a vu dans la loi sur les *Patentes des débits de boisson* et la *Loi scolaire* un effort pour livrer ses hommes aux fabricants de bière et d'alcool, ses enfants aux pasteurs de l'Église Anglicane. Les révélations faites par la presse radicale sur les origines de la guerre sud-africaine et l'influence des actionnaires des mines d'or et de diamant, plus tard enfin l'immigration officiellement réglementée des *coolies* chinois dans une colonie arrosée par le sang anglais et promise aux ouvriers sans travail, excitent dans les faubourgs contre « les millionnaires sud-africains » une irritation, dont nous ne soupçonnons pas l'intensité. L'hostilité de la Chambre des lords contre toutes les lois ouvrières, son opposition aux demandes les plus légitimes des municipalités, son refus d'autoriser les tramways du *London County Council* à franchir les ponts de la Tamise, éveillent contre l'oligarchie ploutocratique une animosité d'autant plus vive que l'indulgence des classes dirigeantes pour les moins respectables des intérêts matériels était plus évidente, leur capacité administrative, depuis les scandales de la guerre sud-

africaine, moins indéniable. Et ces colères indignées ont ranimé la foi des travailleurs dans la nécessité et la possibilité d'une évolution sociale. Les idées ont retrouvé leur autorité.

*
* *

Sous leur impulsion, jointe à celle des griefs économiques et des intérêts corporatifs, la poussée politique reprend avec une force nouvelle. A la suite d'une résolution adoptée par le Congrès des *Trade-Unions*, le *Labour Representation Committee* est fondé à Londres, le 27 février 1900, pour grouper, en vue de l'action électorale, toutes les forces ouvrières. En 1901, un organisme semblable est créé en Écosse. *L'Independent Labour Party*, les radicaux-socialistes de la *Fabian Society*, les *Trades-Councils* ou Bourses du travail, quelques coopératives et la majeure partie des *Trade-Unions* sont affiliés à ces Fédérations. Les syndicats contrôlent souverainement ces puissantes associations. Sur les 226 délégués, qui composent le congrès général du comité écossais, 161 sont désignés par les *Trade-Unions*. Elles comptent 9 représentants parmi les 14 membres, qui forment la Commission exécutive du comité anglais. Elles ont imprimé leurs caractères corporatif et utilitaire à cet organisme électoral qui crée des groupes locaux, imprime des brochures, choisit les candidats et paie les députés. Rebelles en principe à toute alliance, ces comités pour la *Représentation du Travail* veulent « former un parti ouvrier parlementaire, qui aura ses *whips* et sa politique particulière sur les problèmes ouvriers ; » il évitera « absolument de s'identifier avec ou de servir les intérêts de telle ou telle fraction du parti libéral ou conservateur ». Ce syndicat politique des

intérêts professionnels se refuse aux déclarations de principes : il repousse l'épithète de socialiste ; il énumère brièvement les formules collectivistes ; il discute longuement les réformes pratiques. Son idéal corporatif, sa méthode utilitaire ont assuré le succès de cette fédération électorale. Le nombre des adhérents du comité anglais a passé de 466.000 en 1902, à 861.000 en 1903, 900.000 en 1904, 920.000 en 1905. Les recettes annuelles du fonds parlementaire seul s'élèvent aujourd'hui à 4.500 livres, 112.500 francs. Et facilitées par cette organisation nouvelle, les victoires politiques se sont multipliées. La conquête des municipalités a continué, celle du Parlement est commencée. De 88.000, les votes recueillis par les candidats ouvriers sont passés à 453.000. Sur 85 mandataires, 54 ont été nommés, à savoir 29 adhérents du *Labour Representation Committee*, 12 ouvriers radicaux, 12 mineurs, jusqu'ici indépendants.

1868-1874, 1885-1891, 1900-1906, telles sont les trois étapes du mouvement ouvrier. Ce mouvement progressif est coupé par de lents arrêts et de brusques reprises. Seule, l'accumulation des souffrances et des colères peut triompher de la lourde résignation, du conservatisme instinctif du travailleur anglais. A regret, il cède à leur impulsion, il obéit à leurs conseils, et taille une brèche nouvelle dans l'organisme social, dont ses pères s'étaient contentés.

II

Le double courant corporatif et intellectuel, que nous retrouvons à l'origine du mouvement ouvrier, a marqué de son empreinte les hommes et les idées.

Bien que les *Labour Members* appartiennent aux rangs les plus modestes, bien que tous aient eu à gagner leur vie dans les professions les plus humbles, il n'en est pas moins possible de discerner, dans la masse des 54 nouveaux élus, des noyaux différents. Les uns, la majorité, sont les doyens ou les chefs des trade-unionistes, délégués à Westminster pour servir exclusivement les intérêts de leur syndicat. Les autres, la minorité, après avoir franchi les divers grades de la hiérarchie ouvrière, ont consacré leur vie à la propagande des idées. Ils sont les doctrinaires du socialisme anglais, cet utilitarisme collectiviste.

*
* *

A ce second groupe appartiennent le président et le *whip* des 29 députés qui adhèrent aux statuts du *Labour Representation Committee*, la fraction la plus avancée du Parlement anglais, J. Keir Hardie et J. Ramsay Macdonald.

Par une coïncidence qui ne surprendra point les lecteurs au courant de la fécondité intellectuelle de cette province celtique, les deux *leaders* sont Écossais. Ils incarnent deux formes différentes de l'action politique. J. Keir Hardie est né le 15 août 1856, dans le comté de Lanarkshire, d'un père et d'une mère écossais. Dès l'âge de sept ans et jusqu'à vingt-quatre, il travaille dans les mines. La facilité de son intelligence et l'activité de son labeur le désignent pour remplir les fonctions de secrétaire de la *Lanarkshire Miners' Union*. Il partage son temps entre son bureau, sa femme, la fille d'un mineur, et la transcription des chansons et légendes populaires. De 1882 à 1886 J. Keir Hardie dirige une des feuilles locales, *the Cumnock News*, et en fait un des journaux les plus pros-

pères et les plus littéraires de la région. Les idées socialistes voient le jour. Le jeune homme apporte à la cause nouvelle ses dons de journaliste, sa facilité de parole, son talent d'organisateur. Dès 1888, il se présente comme candidat ouvrier dans la circonscription de Mid-Lanarkshire. J. Keir Hardie joue un rôle important dans l'*Independent Labour Party*, fonde et dirige son organe hebdomadaire, *the Labour Leader*. Il a donné à ce journal un peu de la certitude religieuse et de la rigueur farouche qui caractérisent sa physionomie. Sur son visage les indignations d'une conscience blessée ont laissé leur empreinte. Au-dessous du front, barré de rides précoces, sous les sourcils touffus, le regard brille, immobile, inflexible. Ni le sourire des lèvres, masquées par une moustache en broussaille, ni les traits du visage, voilés par une barbe hirsute, ne viennent égayer cette expression austère et rude. La conversation de Keir Hardie, dans le modeste local de l'*Independent Labour Party*, où il dicte à sa femme sa volumineuse correspondance, dans les couloirs des Communes où il promène son veston brun et sa cravate écarlate, produit une profonde impression de hauteur morale. Keir Hardie est l'âme inspiratrice du parti ouvrier. Il incarne dans sa personnalité la force religieuse, qui anime le socialisme d'outre-Manche.

J. Ramsay Macdonald, cet autre Écossais, est la cheville ouvrière du *Labour Party*. Toute sa personne exprime cette joie dans l'action disciplinée, qui est une des grandeurs des ouvriers anglais. Sa vie fut traversée par les épreuves les plus cruelles : elles n'ont pu éteindre la vigueur joyeuse, qui se lit sur le front au-dessous des cheveux ondulés, qui éclate dans la lumière des yeux bruns, qui anime les lèvres sous la moustache militaire. Quand il vous expose avec une communicative ardeur les résultats acquis,

tandis que Mrs. Ramsay Macdonald, une fille du docteur Gladstone, collaboratrice fidèle dans les enquêtes sociales et secrétaire précieux pour les travaux quotidiens, s'empresse auprès du visiteur, nul ne saurait deviner, devant cet intérieur paisible et cette narration joyeuse, toutes les difficultés dont il fallut triompher. J. Ramsay Macdonald est né en 1869, dans le village de Gossiemouth, dans le comté d'Elgin, d'une vieille famille de pêcheurs et de paysans. Il leur doit sa forte personnalité, son réalisme politique et aussi son idéalisme religieux. Remarqué par l'instituteur de son village, un de ces *Dominies*, auxquels l'Écosse doit tant, il travaille sous sa direction, le matin, à l'aube, avant l'heure de la classe. Malgré les sages conseils de son maître, il se refuse à entrer dans l'enseignement ; et il va chercher fortune à Bristol. Il dépense ses petites économies et rentre ruiné au logis. Tout en travaillant, il lit *The Christian Socialist* ; il dévore *Progress and Poverty* d'Henry George. Ces lectures accroissent encore son goût inné pour les luttes politiques. Président, à dix-neuf ans, de la *Gossiemouth Democratic Association*, il joue un rôle dans les élections de 1885 et soutient les radicaux contre les whigs. L'année suivante, le jeune homme repart pour chercher fortune à Londres. Sa barque est sur le point de couler ; il ne trouve pas de travail fixe ; il copie des adresses : il économise sur ses repas pour acheter des bougies et suivre le soir les cours de Birkbeck College ; il tombe malade. Des amis charitables indiquent à Ramsay Macdonald une place de secrétaire particulier. Pendant quatre ans, il travaille sous la direction de M. T. Lough, qui cherche à enlever au frère de M. J. Chamberlain la circonscription de West Islington. En 1891, il dispose des économies nécessaires pour retourner à la politique ; il adhère à la *Fabian Society* et à

l'*Independent Labour Party* ; il fait des enquêtes sur le paupérisme de Londres et le travail des femmes. Ses services désignent J. R. Macdonald aux socialistes, pour lutter dans les circonscriptions de Southampton en 1895, de Leicester en 1900, pour diriger en 1901 le secrétariat du *Labour Representation Committee*. Si la fédération électorale a pu progressivement étendre ses organismes, développer son activité, sans froisser la prudence conservatrice de certaines *Trade-Unions*, ni l'intransigeance dogmatique de quelques délégués socialistes, c'est grâce au sens politique de l'ancien président de la *Gossiemouth Democratic Association*. Il a compris le goût inné des ouvriers anglais pour la discipline de l'association, leur méfiance instinctive des idées abstraites : il leur a donné satisfaction dans les statuts qu'il a élaborés et les manuels qu'il a rédigés.

Au même groupe de doctrinaires, dont l'idéalisme est singulièrement tempéré par les épreuves subies et les expériences recueillies, appartiennent encore l'*alderman* F. W. Jowett et M. Philip Snowden. Le premier cesse à vingt-huit ans de travailler au tissage de la laine, pour devenir comptable et enfin directeur. Il consacre ses heures de loisir à l'étude des questions sociales. Il fonde à Bradford une branche de l'*Independent Labour Party*, dirige la commission municipale d'hygiène. En récompense de son dévouement à la cause de « l'amélioration sociale, » pour prendre une formule qui lui est chère, Bradford l'a envoyé à Westminster défendre un certain nombre de mesures, que l'*alderman* a exposées dans un programme modéré. P. Snowden remplissait des fonctions modestes dans l'administration des finances, lorsqu'un fâcheux accident de bicyclette l'obligea à prendre sa retraite prématurément. Il occupe ses loisirs ; il lit ; il tra-

vaille. Bientôt il apporte à l'*Independent Labour Party* son concours ardent et devient un de ses conférenciers les plus écoutés. P. Snowden se distingue de ses collègues par un dogmatisme plus rigoureux. Mais à ce concours théorique s'ajoutent les services pratiques qu'a rendus le Président de l'*Independent Labour Party*, comme conseiller de paroisse, conseiller municipal, administrateur du *School Board*. Lui aussi, le plus intellectuel, le moins ouvrier du parti, a cependant franchi tous les degrés de cette administration locale, dans lesquels les Anglais apprennent leur devoir civique, à l'école des réalités.

A cette petite phalange d'intellectuels pratiques s'oppose la nombreuse cohorte des *Trade-Unionistes*.

*
* *

Quelques-uns ont joué un rôle important dans l'histoire des classes ouvrières : J. Burns, le premier ministre qu'aient fourni à l'Angleterre les travailleurs manuels, une silhouette petite et carrée, un visage taillé à coups de serpe, à la mâchoire forte, aux lèvres serrées sous la moustache militaire, au-dessus de la barbe en pointe; Will Thorne, le fondateur du néo-Trade-Unionisme, une physionomie d'ascète, une de ces consciences inflexibles qui ont la religion du socialisme.

Will Thorne est né, en 1862, dans la misère. Son père et sa mère travaillaient, l'un et l'autre, aux environs de Birmingham, dans des briqueteries, la plus pauvre des industries anglaises. A sept ans, il tourne la roue d'un tisseur de cordes. A huit ans, il suit ses parents à la briqueterie. L'année suivante, le père meurt d'un accident de travail. Will Thorne aide sa mère à faire vivre les quatre frères ou sœurs. Sans trêve, ni repos, il travaille. Il connaît les

incertitudes et les chômages du manœuvre. Tour à tour employé dans une fabrique de plaques en métal, dans des usines à gaz où il charrie le coke, dans des chantiers de construction, où il sert de maçon, il va de ville en ville, souvent sans abri, souvent sans pain. A vingt ans, sa vie acquiert un peu de fixité. L'été, Will Thorne est occupé dans les briqueteries ; l'hiver, il travaille dans les usines à gaz. Cette vie vagabonde, ces souffrances constantes donnent au jeune homme un peu du caractère rebelle, de la colère contenue du vagabond. Il parle : on l'écoute. Il dit sa colère. Des grèves éclatent. Will Thorne passe pour un agitateur dangereux. Les portes se ferment. Il est mis à l'index. Il quitte les Midlands et gagne Londres, avec deux francs cinquante dans sa poche (1883). Il s'installe à West Ham, dans le quartier le plus misérable de la Cité impériale, la ville des manœuvres, des déclassés, des sans-travail. « Des milliers de familles vivent entassées dans une ou deux chambres, souvent sans vêtements décents, sans nourriture suffisante. » Will Thorne est employé comme chauffeur dans les *Beckton Gas works*. La frugalité de leur camarade, sa haine de l'alcool, son silence réservé, ses éloquentes bouffées de colères, sa science de jeune marxiste produisent sur les ouvriers une profonde impression. A ceux qui le connurent à cette date, l'adhérent de la *Social Democratic Federation* apparut comme un étrange ascète aux yeux éclairés par un regard expressif, au visage brûlé par les flammes du foyer. Son autorité, sur ces hommes qui, dans les fours à charbon des usines à gaz, travaillent douze heures par jour, grandit rapidement. Un dimanche après-midi, il les convoque à Canning-Town, dans un de ces terrains vagues, dont la verdure, piétinée par les gamins et souillée par les détritus, entoure d'un cercle ininterrompu les cités anglaises. Dans

ce cadre. 800 chauffeurs acclament Will Thorne et décident de fonder un syndicat. En deux mois, ils étaient 10.000; la grève est décidée: elle dure trois mois : la journée de huit heures est accordée. Le Secrétaire général organise l'association sur des bases nouvelles; il réduit les fonds de secours; il augmente la caisse de grève. Le syndicat devient, avant tout, une arme de combat. Malgré des défaites retentissantes infligées à l'*Union* par sir Georges Livesey, le directeur des *South London Gas works*, la popularité de Will Thorne reste intacte. En 1899, il est nommé *Deputy-Mayor* du West-Ham *Town Council*. Sous son influence, le conseil se lance dans le socialisme municipal, augmente les salaires, achète de la terre, construit des maisons. Le budget s'enfle; la dette s'accroît; les impôts grandissent. West-Ham devient célèbre par ses extravagances financières. Les électeurs lassés reviennent au parti conservateur. Mais ils conservent Will Thorne. Ses services passés et sa tactique électorale, ses discours en argot et ses réunions dans les terrains vagues le rendent indéracinable. Il représente à Westminster les manœuvres et les sans-travail, les déshérités de la société britannique.

La biographie de Will Thorne peut servir de type. Plus ou moins dramatiques, toutes les existences des députés Trade-Unionistes se ressemblent : des origines modestes, une jeunesse difficile, des qualités administratives et des services rendus.

Ce géant là-bas, c'est David J. Shackleton, le vice-président des élus du *Labour Representation Committee*, le député de Clitheroë dans le Lancashire, le représentant des tisseurs de coton. Né en 1863, à Accrington, dans une boutique d'horloger, élevé au tic-tac des pendules, il travaille à partir de neuf ans dans les tissages de Haslingdon. A vingt-quatre ans, ses camarades le choisis-

sent pour diriger leur syndicat, *Darwen Weavers Association*. Sa capacité et son jugement le désignent, non seulement pour remplir les charges municipales, les fonctions de *Justice of Peace*, mais aussi pour diriger la Fédération des tisseurs, le Congrès des *Trade-Unions*. Cette physionomie, si anglaise par sa rude jovialité, est celle de Will Crooks, l'un des vétérans du *London County Council*, le député de Woolwich. Son éloquence bourrue et concrète, éclairée par d'intarissables saillies, et aussi son dévouement aux intérêts populaires ont fait du maire de Poplar un des députés les plus acclamés, une des silhouettes les plus connues du parlement anglais. Tandis que son mari portait la chaîne d'or et le manteau d'hermine, insignes de ses fonctions municipales, Mrs. Crooks continuait à diriger ses quatre enfants, à faire le ménage et à préparer les repas. La porte est toujours ouverte; et lorsque les femmes des sans-travail décidèrent de tenter des démarches auprès du cabinet Balfour, elles choisirent Mrs. Crooks pour conduire la délégation et parler en leur nom. — Cette figure jeune et expressive, c'est Arthur Henderson, le député ouvrier, dont la victoire à Barnard Castle en 1903 fut un des signes avant-coureurs du mouvement ouvrier. La finesse diplomatique et le sens pratique du jeune Écossais, — il est né à Glasgow, en 1863, — le désignèrent pour servir d'arbitre entre les maîtres de forges de Newcastle et leurs ouvriers. — C'est un autre Écossais que G. W. Barnes, le secrétaire général de l'*Amalgamated Society of Engineers*. Il dirige une armée de 100.000 hommes et gère un fonds de réserve qui s'élève à 45 millions de francs. Ce chef assez ferme pour condamner des ouvriers qui se mettent en grève malgré l'opposition du Bureau, ce financier est doublé d'un esprit cultivé. Il a donné au journal de son syndicat une valeur littéraire; il

soutient par des versements annuels *Ruskin College*, l'Université populaire d'Oxford.

Tels sont les hommes les plus connus de la délégation Trade-Unioniste. Il conviendrait encore de citer le charpentier J. Jenkins, maire de Cardiff et président du Congrès syndical de 1895; le mécanicien C. Duncan, collaborateur de Tom Mann dans ses efforts pour faire rentrer les manœuvres dans les cadres des *Trade-Unions;* le fondeur d'acier John T. Macpherson, ancien titulaire d'une bourse créée par son syndicat à *Ruskin College;* le tapissier James O'Grady, qui, pour organiser la caisse d'assurances de son syndicat, fit un voyage en Europe; le charpentier Alexandre Wilkie, un Écossais connu pour son enquête sur l'ouvrier américain, promoteur ardent des organisations fédérales et des idées coopératives; l'homme d'équipe G. Wardle, directeur du journal du syndicat et auteur d'un volume de vers; Vivian, l'apôtre de la coopération de production. Pour trouver leurs mandataires, dans cette nouvelle étape de leur politique, les ouvriers anglais n'ont point eu à chercher ailleurs que dans leur classe. Aux intellectuels en disponibilité, aux politiciens, ils ont préféré des travailleurs manuels éduqués, des professionnels du syndicat. Ils ont pu trouver, autour d'eux, des hommes dont l'habileté oratoire, les connaissances pratiques et le sens politique ont surpris et charmé.

III

Étudié historiquement, ou analysé psychologiquement, le parti ouvrier anglais nous apparaît comme caractérisé par la prédominance des facteurs économiques et des groupements professionnels sur les forces intellectuelles et les

clubs politiques. Ces conclusions sont confirmées par une enquête strictement parlementaire. Les efforts des doctrinaires pour grouper les élus ouvriers en un parti homogène et discipliné, prêt à imiter la tactique des Irlandais et à vendre ses votes au plus offrant et dernier enchérisseur; les efforts des théoriciens pour imposer aux nouveaux députés un programme systématique, d'où les indulgences conservatrices et les transactions utilitaires seraient également proscrites, paraissent jusqu'ici avoir complètement échoué.

Les 54 *Labour Members*, dont 41 sont payés par des *Trade-Unions*, n'ont pas tous accepté de s'inscrire au groupe du *Labour Representation Committee*, qui, distingué par ses cravates rouges, siège sur les bancs de l'opposition. Les 12 élus des ouvriers mineurs et 12 indépendants figurent dans les rangs de la majorité, appartiennent aux deux groupes radicaux dont l'un est présidé par sir Charles Dilke et l'autre organisé par la *Democratic League*. Ces députés portent l'épithète de *Lib-Lab* (*Liberal-Labour*). Quelques-uns d'entre eux sont des personnages importants par leur autorité, leur talent ou leurs idées : Richard Bell, le président du *Syndicat des Employés de chemins de fer*, John Burns, le ministre des *Affaires locales*, H. Vivian le coopérateur. D'autres sont des vétérans illustres, W. R. Cremer, le représentant des charpentiers, William Abraham, Th. Burt, Chas. Fenwick, les délégués des mineurs. J'entends bien que la majeure partie des députés ouvriers, — soit 29, — le plus grand nombre des nouveaux venus, la majorité de ceux qui se sont signalés dans les luttes récentes sont inscrits au groupe du *Labour Representation Committee* : G. N. Barnes, Will Crooks, Ch. Duncan, J. Keir Hardie, A. Henderson, J. Jenkins, F. W. Jowett, J. R. Macdonald, J. T. Macpherson,

J. O'Grady, D. J. Shackleton, Philip Snowden, Will Thorne, G. J. Wardle, etc. Sans doute la nouvelle Fédération électorale paraît devoir constituer l'ossature du parti ouvrier. Seuls, des individus et des syndicats assez puissants pour dominer une circonscription, pourront s'offrir de plus en plus rarement le luxe de l'indépendance. Encore est-il que, même au sein du groupe le moins éloigné des partis socialistes européens, les doctrinaires sont en minorité, les programmes intransigeants à l'index.

Lorsque les députés inscrits sur les rôles du *Labour Representation Committee* se sont réunis pour constituer leur groupe et élire un président, ils se sont trouvés en face de deux candidatures, celles de Keir Hardie et de David Shackleton. Le doyen du socialisme anglais ne l'emporta qu'à une voix de majorité. Ce vote révélait la présence, au sein du parti, de deux tendances différentes, l'une plus idéaliste et moins anglaise, attachée aux formules du socialisme, l'autre plus utilitaire et moins européenne, fidèle au syndicalisme. Will Thorne, le seul élu des candidats patronnés par la *Social Democratic Federation*, le groupement marxiste, J. Keir Hardie, le fondateur de l'*Independent Labour Party*, Phil. Snowden son président, J. Ramsay Macdonald et F. W. Jowett, ses conférenciers, représentent des sympathies, opposées à celles qu'incarnent G. N. Barnes, Will Crooks, Henderson, J. T. Macpherson, J. O'Grady. Annuellement le Congrès du *Labour Representation Committee* est saisi d'une motion qui demande que, seuls, les groupements économiques soient admis dans la fédération et que les associations socialistes en soient définitivement exclues Sans doute la victoire de 1906, la valeur qu'elle donne à l'organisme électoral, l'autorité dont elle revêt les fondateurs du parti, condamnent, dès maintenant, à l'insuccès toute revision des statuts. Il n'en est

pas moins certain que de récentes manifestations sont venues rappeler au *Labour Representation Committee* qu'il serait dangereux de copier fidèlement la tactique des socialistes européens, de respecter scrupuleusement la lettre de la doctrine.

En Cornouailles, à Camborne, Will Thorne a été roué de coups et couvert d'ordures par les mineurs gallois, pour s'être permis de soutenir, contre un radical populaire, la candidature d'un socialiste, plus digne, à ses yeux, de recueillir les votes ouvriers. Une certaine agitation se manifeste parmi les tisseurs du Lancashire. A Burnley, de nombreux adhérents de la *Burnley Weavers' Association* en veulent au *Labour Representation Committee* d'avoir adopté aux élections municipales et législatives la candidature de deux marxistes connus, Dan Irving et Hyndman. Le 13 février, par 6.625 voix contre 5.647, le syndicat décide de rompre avec le groupe local du *Labour Representation Committee*. A Blackburn, des bruits de démissions collectives circulent. A Preston, à Accrington, l'hostilité de la Fédération électorale contre l'enseignement confessionnel provoque le mécontentement de nombreuses ouvrières. Elles seraient prêtes à exiger que leur syndicat suspendît ses versements au *Labour Representation Committee*. Ces incidents constituent des signes, dont on ne saurait impunément méconnaître la portée. La prudence est d'autant plus nécessaire que, dans de nombreuses circonscriptions, les candidatures ouvrières n'ont réussi que grâce à la défection des travailleurs jusqu'ici inscrits aux clubs conservateurs. Le fait, depuis confirmé par les agents électoraux du parti tory (1), a été signalé

(1) Sir G. C. T. Bartley, Mr Thomas Gibson Bowles, Mr George Lane Fox. *Morning Post*, 23 janvier 1906.

par M. J. Ramsay Macdonald (1) : « Il était à la mode, il y a vingt-cinq ans, dit-il, soit de mettre en doute l'existence de l'ouvrier tory, soit de se permetttre des plaisanteries à ses dépens. Mais les unionistes ont dû les dix-sept années de pouvoir, dont ils ont joui depuis 1885, très largement à l'appui des classes laborieuses. Dans les cinq élections générales des vingt dernières années, l'électeur ouvrier conservateur a joué un rôle prédominant. Aujourd'hui le *Labour Party* existe et fait espérer au travailleur qu'il sera possible d'assurer au sein du Parlement la représentation directe de la classe à laquelle il appartient. Est-il surprenant qu'il ait apporté son concours à des hommes de sa classe, qui sont tenus de l'aider dans ses luttes et qui ne vont point, comme il le sait bien, ni diriger un mouvement révolutionnaire, ni « briser l'Empire en morceaux? » Et au cours de cette conversation, le *whip* du parti ouvrier citait précisément, pour prouver la volte-face des travailleurs affiliés aux groupements conservateurs, l'exemple des circonscriptions de Preston et Blackburn. Les âmes scrupuleuses de ces néophytes doivent être ménagées.

On ne saurait d'ailleurs nier que, dans leur programme et dans leur tactique, les députés affiliés au *Labour Representation Committee* n'aient témoigné d'un certain respect pour les tendances conservatrices, les traditions parlementaires de l'opinion britannique.

IV

Il ne convient de prendre au tragique ni les violences de certains cortèges, ni les intransigeances de certaines

(1) *Morning Post*, 22 janvier 1906.

revendications. L'armée des sans-travail qui entra dans les rues de Londres, drapeau rouge en tête, en poussant, au commandement, des *hourrahs !* pour la révolution sociale, en chantant une « Marseillaise » inédite (1), ne comptait que cent quarante-quatre hommes. Ils obéissaient aux ordres de leurs « officiers » et aux conseils de leur « chapelain ». Leur tenue réservée et disciplinée inspirait aux spectateurs une bienveillance sympathique. Ces révolutionnaires s'amusaient innocemment à essouffler, par leur marche rapide, les *policemen* chargés de veiller sur les philosophes péripatéticiens. A la veille des élections, des publications socialistes avaient affiché d'extraordinaires ambitions. Dans *Britain for the British*, dans le dernier chapitre *To Day's work*, Robert Blatchford, le directeur de la feuille indépendante, *The Clarion*, énumérait parmi les mesures, dont la réalisation immédiate était nécessaire, le droit pour les municipalités d'exproprier les *Landlords*, la nationalisation des chemins de fer, des mines, des banques, des assurances sur la vie. L'éditeur du *Reformer's Year Book for* 1906 assignait au prochain Parlement (nov. 1905) la tâche de « réformer radicalement le système foncier, de manière à établir hommes et femmes sur la terre et à transformer les cités, dont les *slums* grandissent toujours ».

Ni ces intransigeances, ni ces manifestations n'ont exercé d'influence sur les élus du *Labour Representation Committee*, les plus avancés des députés ouvriers. Pour fêter l'élection de Will Crooks, ses électeurs organisent un concert à Drill Hall. La salle est ornée de tentures écarlates,

(1) « Le drapeau du Peuple est du rouge le plus profond ; — il a servi de linceul à nos morts martyrisés ; — et avant que leurs membres ne soient devenus raides et froids, — le sang de leurs cœurs a teint chacun de ses plis. »

les fauteuils drapés d'étoffes éclatantes. Mais cette débauche de couleurs ne doit point être prise au tragique. Sous les plis du drapeau rouge, Will Crooks a tenu les propos les plus conservateurs : « On paraît très inquiet de l'avènement du *Labour Party*. Non, nous n'allons pas jeter à bas l'Empire demain matin, et il n'y aura pas une mise à l'encan de lundi en huit... Il y a des siècles, John Ball marcha sur Londres, pour brûler les maisons des riches. Le nouveau *Labour Party* ne fera pas ça. Si nous trouvions l'occasion, nous brûlerions plutôt les impasses insalubres (*slums*)... Nous allons maintenir les gens attentifs et veiller à ce que personne ne s'endorme (6 février 1906). » Dans la *National Review* de décembre 1905, Will Crooks s'était déjà refusé à dresser un programme méthodique. La double tâche qui s'impose aux nouveaux élus est de faire « l'éducation » du peuple et de réorganiser la machine administrative et parlementaire, de manière qu'elle ne soit plus monopolisée par l'aristocratie. Et l'auteur esquisse un plan de réformes relatif à l'organisation du ministère et à la procédure du Parlement, qui reproduit les revendications des libéraux. Avec une précision plus grande, J. Ramsay Macdonald a défini l'attitude des élus du *Labour Representation Committee* vis-à-vis du socialisme : « En matière d'administration pratique et de législation, le socialisme n'est pas une réalité immobile, mais une tendance, une manière de penser, une idée directrice. Dès lors, ceux qui disent que la doctrine socialiste domine ou ne domine pas le nouveau parti ouvrier, ont à la fois tort et raison. Le régime socialiste n'est pas créé, en un jour, par des décisions du Parlement. Voici quelle est la profession de foi d'un socialiste. Le Parlement et les autres services publics fonctionneront d'une manière pratique. La distribution actuelle des richesses

est contraire aux intérêts économiques et aussi, — il serait possible de le prouver, — à la justice. Des classes inutiles socialement ne devront pas être conservées aux dépens de classes utiles socialement. Chaque classe utile dans la vie sociale doit être honorée et entretenue d'une manière convenable. L'individu organisé en communauté peut le mieux accomplir sa destinée. L'initiative privée et la solidarité générale sont toutes deux essentielles pour le développement individuel et social (1). » Après avoir brièvement énuméré des réformes économiques et administratives, qui figurent sur le programme radical (2), l'auteur termine par ces lignes, qui résument, dans une formule heureuse, l'utilitarisme politique et l'idéalisme religieux dont le mélange caractérise le socialisme anglais : « Il y a une heure pour des mesures détaillées et des propositions précises. Il y a une heure pour les principes généraux, qui peuvent être même assez vagues pour n'être guère plus que des élans et des aspirations. Le parti ouvrier fera bien de mettre en pratique ces deux états d'esprit. S'il se sert d'une des deux méthodes exclusivement, il n'arrivera à rien. S'il les utilise toutes deux, il créera une nouvelle opinion publique ; il deviendra le germe d'un nouveau parti, champion de la démocratie intellectuelle et morale (3). » Deux autres des doctrinaires du *Labour Representation Committee* ont confirmé cette attitude progressiste et cette méthode utilitaire. Au *Morning Post*, le 5 février, F. W. Jowett déclare : « On ne tentera pas de décider notre groupe à se prononcer en faveur du socialisme. Nous nous en rapportons à la logique des événements. Ce que nous voulons, c'est amener les

(1) *The Independent Review*, mars 1906, p. 264.
(2) *Id.*, p. 268.
(3) *Id.*, p. 269.

ouvriers à considérer les questions ouvrières à leur propre point de vue ; et nous sommes sûrs que, s'ils le font, toutes les mesures qu'ils prendront progressivement seront socialistes. » Et invité par son interlocuteur à formuler un programme, F. W. Jowett parle de reviser la loi sur les *Trade-Unions* et le chômage, d'organiser les cantines scolaires, d'établir l'impôt progressif sur le revenu, de frapper les plus-values foncières,... etc. Ce socialiste n'est qu'un radical. M. Phil. Snowden, après avoir esquissé un plan de bataille contre la société capitaliste par l'extension du socialisme municipal, la nationalisation de la terre, des mines, des voies ferrées, termine par ces paroles prudentes : « Mais, pour ce qui est d'un avenir immédiat, le parti ouvrier, au sein du Parlement, devra se déclarer satisfait s'il peut décider les autres à marcher dans la voie des réformes. Il se fiera à l'action continue, dans le pays, des grandes forces économiques et intellectuelles, qui ont amené la poussée des classes laborieuses au point où elle en est, pour unir sûrement, dans un avenir prochain, toutes les forces populaires, dans un parti du peuple qui réalisera l'œuvre du peuple. » (*Daily Mail*, 22 janvier.) Et plus récemment à Peckham, le 13 février, J. Keir Hardie, le *leader*, met ses auditeurs en garde contre de trop grandes ambitions : « Je ne dis pas que les trente députés ouvriers soient des socialistes. Rappelez-vous-le. Je ne dis pas non plus que le parti ouvrier parlementaire soit lié au socialisme. Rappelez-vous-le aussi. Le groupe ouvrier est une coalition parfaitement honnête et loyale entre le parti socialiste et le parti trade-unioniste, en vue de protéger les intérêts des classes laborieuses. »

Les déclarations individuelles ont été confirmées par les décisions des groupes. Le Congrès annuel du *Labour*

Representation Committee (13-16 février) (1), après avoir, pour calmer l'agitation des syndicats du Lancashire, refusé d'imposer à tous ses candidats la même conception laïque de l'enseignement public, décide unanimement de ne point dresser de programme systématique. Les délégués adoptent des motions isolées, demandent la journée de huit heures et le salaire minimum pour les ouvriers des villes et de l'État, la revision de la loi sur les *Trade-Unions* et le chômage, le suffrage universel. Et ils se séparent, après avoir montré, en décidant de remplacer leur ancien titre par celui de *Labour Party*, qu'ils se refusaient à dépasser le cadre primitivement tracé. Le parti ouvrier anglais ne veut être qu'un syndicat politique d'intérêts corporatifs.

*
* *

Le même utilitarisme caractérise sa tactique parlementaire. Malgré les gages donnés par les radicaux à la cause ouvrière, et les services rendus par les organisations libérales aux candidatures ouvrières (2), des francs-tireurs du socialisme, en des articles soigneusement reproduits

(1) 1906.

(2) Sous l'impulsion du *Liberal Central Office*, dirigé par M. George Whiteley, de nombreux groupements locaux avaient décidé de soutenir des candidatures ouvrières. La presque-unanimité des *Lib-Lab* ont été élus avec l'appui officiel des organisations libérales. C'est ainsi qu'elles ont singulièrement facilité la victoire de Burns à Battersea, de Bell à Derby, de Johnson à Gateshead. Il a été décidé de ne pas opposer de concurrents aux *leaders* du *Labour Representation Committee*, Shackleton, Henderson, Keir Hardie, T. Richards, J. R. Macdonald. Sur 37 candidats du L. R. C., élus dans des circonscriptions ayant droit à un seul siège, 15 seulement eurent à lutter contre des libéraux. Sur 13 candidats du L. R. C. dans des circonscriptions ayant droit à 2 candidats, 3 seulement eurent à lutter contre 2 libéraux. Sur 50 candidatures, 32 eurent l'appui officiel ou officieux des libéraux.

par la presse conservatrice, saluaient dans l'avènement du parti ouvrier beaucoup moins un succès sur les unionistes qu'une défaite des libéraux. Le nouveau groupe parlementaire, avec la coopération des Irlandais, se servira de l'opposition conservatrice pour ruiner la majorité ministérielle, disloquer l'un des partis séculaires, faire œuvre révolutionnaire. Robert Blatchford écrivait dans *The Clarion*, le 2 février : « Il est inutile de dépenser de la salive dans des discours comme ceux de M. Haldane à Édimbourg. Les socialistes ne peuvent être ni achetés, ni conciliés. Aucun compromis n'est possible. Un sacrifice de cinquante centimes par louis ne servira de rien. Toutes les promesses sont inutiles. Même si le parti libéral pouvait actuellement donner, — je ne dis pas promettre, — la moitié de ce que les socialistes demandent, la paix n'aurait pas lieu. Il faut que nous ayons tout. La bataille doit être décisive. Le mouvement socialiste n'est pas une petite révolte locale qu'on peut apaiser par de douces flatteries et de jolies promesses. C'est le commencement d'une révolution mondiale... Et, en attendant, nous broierons le parti libéral, si nous le pouvons. Selah ! » Dans leurs commentaires sur les résultats des élections générales, *Justice*, l'organe des marxistes de la *Social Democratic Federation* (numéro du 26 janvier 1906), et *Labour Leader*, l'organe des possibilistes de l'*Independent Labour Party*, sont également sévères pour les vainqueurs de la réaction protectionniste et conservatrice.

Docile aux idées que son fondateur devait, quelques jours plus tard, exprimer, en adoucissant les termes, dans la *National Review* (nº de février, p. 1003 à 1008), le journal de Keir Hardie s'exprime comme il suit : « Plus on analyse la liste grandissante des nouveaux députés libéraux, plus on est frappé du pouvoir énorme du capital

organisé. On laisse échapper un soupir de reconnaissance en songeant que cet événement n'a pas eu lieu avant que le travail fût prêt à amener ses bataillons sur le champ de bataille. Au cours de cette catastrophe, des plaines entières de l'agréable féodalité tory ont disparu et les blanches falaises crayeuses du libéralisme capitaliste dominent le paysage, flanquées par une colline d'argile schisteuse, appelée *Lib-Lab*, qui témoigne déjà d'une inquiétante tendance à glisser vers les blanches falaises. Dans un sain isolement, le roc du travail indépendant se dresse comme un des principaux caractères du paysage... Le nouveau Parlement n'est plus le « meilleur club de Londres ». C'est un Parlement de patrons, la forteresse du pouvoir de l'argent, la vraie citadelle de la domination capitaliste. Il vaut peut-être mieux qu'il en soit ainsi, car rien ne pouvait faire plus pour unifier et consolider les nouvelles forces du parti ouvrier dans une fidélité complète à l'esprit d'indépendance. »

Les survivants du mouvement socialiste de 1883 à 1886 se croient encore au temps où le parti conservateur, sous l'influence d'un lord Randolph Churchil et d'un sir John Gorst, se donnait comme le défenseur des réformes sociales, en face d'un parti libéral absorbé par le *Home Rule*. Vingt ans de pouvoir, la poussée impérialiste, la réaction protectionniste ont transformé les caractères du parti conservateur, renouvelé les cadres du groupe radical. Ils ne représentent plus les mêmes couches sociales qu'il y a un quart de siècle. Les intransigeants socialistes ne furent pas écoutés. Une fois de plus l'utilitarisme des politiques l'emporte sur la rigidité des doctrinaires.

Dans l'*Amalgamated Society of Engineers' Journal*, G. Barnes, l'un des représentants les plus importants des *Trade-Unions* au sein du *Labour Representation Committee*, écrit : « Le travail a aidé à débarrasser le pays des

agioteurs et des gâcheurs du parti *tory* ; et aujourd'hui il est prêt à faciliter volontiers l'établissement d'un meilleur régime dans toutes les branches de la législation et de l'administration. Sir Henry Campbell Bannerman a fait appel au cœur et à la conscience de la nation : et nous sommes sûrs que, si hésitants que puissent être quelques-uns de ses amis, le parti ouvrier sera toujours du bon côté dans tous les efforts faits pour passer des paroles aux actes. » M. Phil. Snowden, interviewé par le *Yorkshire Post* (26 janvier), déclare qu'à moins que les libéraux ne proposent des mesures qu'ils dussent désapprouver complètement, l'attitude de ses collègues vis-à-vis de la majorité sera celle « d'une indépendance sympathique ». M. F. Jowett confirme au *Morning Post* (5 février) cette tactique d'attente et énumère tous les points sur lesquels le groupe du *Labour Representation Committee* est déjà d'accord avec les libéraux : libre-échange, politique étrangère, question scolaire, loi syndicale. M. J. Ramsay Macdonald avait déjà affirmé (*Morning Post*, 22 janvier) que son parti « n'avait point l'intention bien arrêtée de pousser l'épée dans les reins le nouveau gouvernement. Sans doute disait-il, nous sommes absolument libres d'adopter une ligne indépendante à n'importe quel moment, et sur n'importe quel sujet. Nous serons surtout guidés par les événements. » Le distingué *whip* du *Labour Party* a depuis précisé la tactique de ses collègues : « Le parti ouvrier m'apparaît comme le germe d'un parti plus grand et plus large ; et c'est à l'édifier que devraient travailler dès maintenant les trente membres du *Labour Representation Committee*. Une des conditions matérielles de cette œuvre, c'est qu'on ne les encourage pas à tenter de contraindre le gouvernement. Aucune méthode politique n'est plus ridicule que celle d'un groupe, qui rêve de se tenir en

équilibre entre deux partis à peu près égaux et d'obtenir toutes les améliorations importantes dans l'organisme social, en jetant son poids tour à tour dans l'un des plateaux de la balance. Les nationalistes irlandais sont dans une *position* très favorable, pour mener à terme cette politique. Leur demande principale est très simple et n'implique qu'un problème administratif. Ils sont responsables devant des électeurs, qui refusent de prendre part avec sympathie à la politique anglaise. Leurs mains sont donc complètement libres pour culbuter les ministres et triturer les votes. Et encore le succès qu'ils ont obtenu est assez faible, pour mettre en garde tout autre parti et écarter la tentation d'adopter une pareille tactique. » Le groupe ouvrier, s'il doit conserver l'indépendance nécessaire pour assurer son développement, serait coupable s'il cherchait à ruiner le parti libéral, maladroit s'il se refusait à céder aux nécessités politiques. »

Les actes ont répondu aux paroles. Les efforts tentés pour creuser un fossé entre les *Labour Members*, adhérents aux groupes radicaux et ceux qui sont affiliés au *Labour Representation Committee* ont échoué. La commission, créée en 1895 sous le nom d'*Advisory Board*, pour assurer la coopération de tous les élus ouvriers; quels que fussent leur opinion et leur parti, s'est réunie le 13 février (1). Formée des bureaux du *Labour Representation Committee*, de la *Fédération générale des Trade-Unions* et du *Comité parlementaire du Congrès des Trade-Unions*, elle constituera un lien précieux entre les *Lib-Lab*, et le groupe indépendant de Keir Hardie. Elle évitera les ruptures définitives. Le Congrès du *Labour Representation Committee* (13-16 février) a décidé de favoriser la tâche

(1) 1906.

conciliante de l'*Advisory Board* et d'autoriser l'alliance avec les *Lib-Lab*, dans toutes les questions strictement ouvrières. Mais il y a plus. Le Congrès s'est refusé à interdire à ses candidats d'insérer, dans leur programme, toute autre profession de foi politique que celle du parti. Les délégués réprouvent la discipline marxiste. Et s'ils restent soucieux de conserver leur liberté, ils s'opposent à l'alliance projetée avec les nationalistes irlandais. Les statuts sont modifiés dans ce sens. Par leur indulgence discrète pour le radicalisme démocratique, par leur tactique d'indépendance sympathique, les élus ouvriers atténuent, une seconde fois, dans un sens utilitaire les intransigeances révolutionnaires du socialisme collectiviste.

* * *

Dans quelle direction évolueront la méthode et la doctrine du parti ouvrier? Le groupe des *Liberal Labour Members* disparaîtra-t-il aux prochaines élections, ou verra-t-il au contraire augmenter le nombre de ses adhérents? Au sein du *Labour Representation Committee*, devenu le *Labour Party*, les théoriciens socialistes développeront-ils leur autorité aux dépens des représentants des *Trade-Unions*? L'utilitarisme social, dont la méthode progressiste, le programme fragmentaire et la tactique indépendante paraissent répondre aux caractères de ce syndicat d'intérêts, redeviendra-t-il plus abstrait et plus absolu, sous la poussée d'un réveil du socialisme européen? Ou, au contraire, ces besoins concrets et ces tendances conciliantes s'élargiront-ils au point de faciliter une fusion avec la doctrine radicale, victorieuse elle aussi des rigidités et des abstractions du libéralisme classique? Il est difficile de répondre. Seule une crise commerciale, d'une

intensité prolongée, pourrait, par les souffrances provoquées et les colères éveillées, imposer une réaction politique et intellectuelle, un retour à la tactique révolutionnaire et au dogmatisme intransigeant, qui paraissent contraires aux tendances actuelles de l'activité sociale et de la vie psychologique. Une société, où l'aristocratie ouvrière tend de plus en plus à se constituer en une petite bourgeoisie correcte et éduquée, plus aisée et plus vigoureuse que les classes moyennes, peut assister à une coalition entre les travailleurs spécialisés et les petits boutiquiers et journaliers agricoles, ces soldats de l'armée libérale. Un tempérament, repris par son dédain séculaire des idées générales et son culte traditionnel de l'utilitarisme concret, est tout naturellement préparé à préférer aux constructions abstraites, à la logique absolue d'un socialisme théorique, les réformes immédiates et les transactions conservatrices du radicalisme. De l'autre côté de la Manche, tout dans la société et dans l'individu, est sacrifié à l'activité du vouloir discipliné. La paix sociale en sera sans doute la légitime récompense.

CHAPITRE VI

LE RÉVEIL PURITAIN

Un exemple de la poussée protestante. Le *Revival Gallois*. Le cadre. Le personnel. Les répercussions morales et civiques.

L'Étude de l'évolution radicale et du mouvement ouvrier est inséparable de celle de la poussée protestante.

S'il est impossible d'en écrire dès aujourd'hui l'histoire, on est du moins autorisé à en préciser les caractères psychologiques et à en démontrer l'importance sociale. Le *Revival Gallois*, cette crise religieuse, fournit les éléments nécessaires à cette double analyse.

*
* *

Les deux presqu'îles, réunies par la courbe élégante de Cardigan-Bay —, dont l'ensemble forme la principauté de Galles, — sont marquées de caractères différents. Au Nord, les comtés de Carnavon et de Denbigh, célèbres par les précipices romantiques du Snowdown et les ruines féodales de Conway, n'ont conservé des traditions galloises que le décor de leurs rochers abrupts, abîmés par les coups de dynamite et les transports aériens des ardoisières. La vie celtique a reflué vers le Sud, vers des vallées moins tragiques, où se dressent de toutes parts les noirs

obélisques des puits de mines. Appuyés au Nord sur les contreforts du Plynlimmon, à l'Est sur la chaîne des Beacons, des plateaux de bruyères et de tourbes s'étendent à perte de vue. Dans leurs masses un ruissellement de rivières a creusé d'innombrables vallées parallèles, dont la verdure a longtemps caché les richesses minières. Sur cette région, où le dialecte gallois est seul parlé, flottent tous les souvenirs du passé, entretenus par la vue quotidienne des dolmens et des menhirs A la base du massif de Plynlimmon, les habitants du hameau de Tre-Taliésin montrent le tombeau du Barde Taliésin : ceux qui passent la nuit, autour de ses dalles, se réveillent poètes ou fous. Plus au Sud, près de Caermarthen, l'ancienne capitale des Gallois, s'ouvre la grotte où la fée Viviane emprisonna Merlin. Plus bas encore, près de Swansea, la rivale de Cardiff, les voyageurs vont visiter un dolmen mystérieux, « la Roche d'Arthur ». La « table Ronde » dresse son hémicycle, plus bas, au Sud, en plein district industriel, près de Newport. Les légendes ont duré, bercées dans la même langue. La race a subsisté, figée dans les mêmes pensées. Mineurs et fondeurs, pêcheurs et laboureurs, isolés dans leurs villages boueux et mornes, ont conservé le goût de leurs ancêtres pour les discussions théologiques, leur soif d'émotions religieuses.

C'est dans cette région comprise entre Cardigan Bay et le canal de Bristol, que l'un des fondateurs du méthodisme, Whitfied, trouva, à la fin du dix-huitième siècle, ses auditeurs les plus enthousiastes, ses fidèles les plus fervents. C'est là qu'ont pris naissance tous les élans de foi chrétienne, qui, par un retour aux sermons de visionnaires et aux confessions de convertis, ont ranimé l'ardeur des sectes dissidentes, ressuscité l'âme puritaine. En 1750, en 1800, en 1859, une brusque crise d'austérité chrétienne

est venue bouleverser ces villages épars, réveiller les hymnes oubliés, fermer les cabarets. Et voici qu'une nouvelle poussée religieuse ébranle les vallées galloises.

*
* *

Sur ces ouvriers rudes et croyants, l'application de la récente loi scolaire produisit une profonde impression. L'obligation de contribuer par l'impôt à l'entretien d'écoles, à la propagation de doctrines que condamnent les traditions puritaines, troubla les consciences et éveilla les remords (1). Dans les chapelles, les prières se firent plus nombreuses et les prônes plus ardents. Dans les premiers mois de l'année 1905, à New-Quay, petite ville du comté de Cardigan, un prédicateur somma les croyants de se lever et d'affirmer leur conviction. Par deux fois, l'appel resta sans réponse. De nouveau, la parole du pasteur retentit. Une jeune paysanne se dressa toute droite, proclamant, en dialecte gallois, « puisque personne ne voulait parler », « son amour pour le Christ ». Deux ou trois femmes l'imitent. La nouvelle se répand comme une traînée de poudre dans cette population silencieuse, pliée sous un ciel triste à un rude labeur. « Elles ont eu des visions. Elles ont fait des confessions publiques. » C'est le Réveil (*Revival*). Les acteurs du premier drame parcourent les villages voisins. A Blaenauerch, les mêmes scènes ont lieu : des élèves de la *Grammar school* de Newcastle Emlyn, qui se destinent aux Ordres, viennent voir et écouter. L'un d'entre eux, le fils d'un modeste charpentier, un jeune homme de vingt-six ans, rentre bouleversé. Des visions le harcèlent et le troublent. Une force mystérieuse

(1) Il n'est peut-être pas inutile de rappeler que les Conseils des comtés Gallois se sont, jusqu'ici, victorieusement refusés à appliquer la loi.

le pousse à jouer, dans ce mouvement, un rôle auquel ne l'appellent ni ses connaissances théologiques, ni ses dons oratoires. Evan Roberts obéit à cet appel, quitte le collège, revient à son village et commence son apostolat. Accompagné d'une maîtrise improvisée, les *Cinq Sœurs chanteuses*, il parcourt les villages du Cardiganshire et du Glamorganshire. Les églises se remplissent, les conversions se multiplient, le mouvement gagne de proche en proche.

Pour comprendre cette crise de remords moral, allons dans ce village, là-bas, écouter Evan Roberts.

Les mines de Pwllgwyngyll et de Bwlchchrugog sont toutes proches. La vallée est étroite. Sur les penchants de la colline s'étendent, monotones, les rangées de chaumières grises. Au centre du village se dresse la *Capel Mawr* ou Grande Chapelle : un bâtiment rectangulaire, nu et laid. A l'une des extrémités, les bancs parallèles sont remplacés par une chaire à deux escaliers, au-dessus de laquelle la Bible est placée sur un coussin rouge. Ses glands retombent presque sur la tête des Anciens (*Deacons*) assis, en face de la Congrégation, au pied de la chaire. A sept heures du soir, un millier de personnes se pressaient pour entendre Evan Roberts. Les mineurs, les joues pâles, le front noirci par la poudre, les épaules carrées, formaient le groupe le plus nombreux. Après la lecture de la Bible et le chant de quelques hymnes gallois, Evan Roberts prend la parole. Malgré sa haute taille, il semble frêle et délicat. Le visage est maigre et pâle ; la voix faible, mais claire. Rien ne donne l'impression de la vigueur ni de la force. Seul un étrange regard, qui semble rivé sur l'auditoire, fascine et attire. Sans apprêt, Evan Roberts raconte sa vie, narre ses visions, expose sa tâche. Il a reçu l'ordre de l'Esprit de « prêcher l'amour du

Christ », de révéler les joies de la vision religieuse. Pour les connaître, quatre conditions sont nécessaires : avouer ses fautes, corriger les erreurs de sa vie, obéir aux impulsions de l'Esprit, proclamer publiquement sa foi dans le Christ. Avant même que les divers points de ce sermon, qui ne varie jamais, aient été développés, le prédicateur est brusquement interrompu par le chant d'un vieil hymne populaire : *Dyma gariad fel y moroedd* (Voici un amour vaste comme l'Océan). Deux fois, trois fois, les paroles ardentes, lourdes du poids de plusieurs siècles, font vibrer les parois de la chapelle. Evan Roberts reprend son sermon, au milieu des cris de *Diolch iddo* (grâces à lui). Il est interrompu par un mineur : « J'ignorais tout du Seigneur. J'ai été ivrogne et débauché. Quelque chose vient de pénétrer mon cœur et je sens que cette force nouvelle en moi m'oblige à parler. » *Dyma gariad fel y moroedd*, reprend la foule. Et jusqu'à six fois de suite résonnent les paroles pieuses. Un quartier-maître de la marine marchande se lève : « Je vous prends tous à témoin que je rends grâces au Christ. » *Dyma gariad*, chante le chœur. Un homme d'équipe, célèbre par la vigueur de ses poings, justement redoutés, avance jusqu'au pied de la chaire, tombe à genoux et crie ses fautes. *Dyma gariad*, reprennent les anciens (*Deacons*), accompagnés par la foule. Et de sept heures du soir à trois heures du matin, les fidèles, au gré de leur inspiration et sans lassitude apparente, font ainsi alterner chants religieux et confessions publiques. L'horloge sonne au puits voisin : les mineurs, qui doivent descendre avec l'équipe du matin, se lèvent et donnent le signal du départ : ils n'auront que le temps de « casser la croûte ».

*
* *

Depuis des mois, dans le comté de Galles, depuis l'embouchure de la Severn jusqu'à Cardigan Bay, les mêmes manifestations spontanées, sans clergé pour les diriger, ni dogme pour les expliquer, se renouvellent quotidiennement dans les chapelles protestantes encombrées.

Et partout, ce réveil de l'âme puritaine a provoqué une amélioration de la vie morale. A Treorchy, le terrain de football est transformé en lieu de prédication et les membres des clubs se sont faits inscrire aux Sociétés d'évangélisation. A Cardiff, un cercle de jeu s'est dissous. Dans les mines de Nantyfyllon et Cwmaman, les gros mots inscrits sur les portes ont été remplacés par des textes de la Bible. Matin et soir, les ouvriers quittent le travail en chantant des psaumes ; et parfois les versets de *Dyma Gariad* retentissent dans les galeries sombres. Les ingénieurs ont constaté que les chevaux et mulets étaient moins battus et mieux soignés qu'autrefois. A Swansea, des travailleurs sont venus au Work House reprendre les parents pauvres, qu'ils avaient confiés à l'Assistance publique. La criminalité a diminué. Pour la première fois à Aberdare, depuis l'établissement du tribunal (*court*), et à Newport, depuis dix-huit ans, les juges n'ont pas eu de sentences correctionnelles à prononcer et ont reçu, ainsi le veut la tradition, une paire de gants blancs. Les *petty sessions* des Galles du Sud ont constaté une diminution dans le nombre des affaires. L'alcoolisme a reculé. Les *police-courts* de Bridgend et Tredegan, qui ont dans leurs ressorts 80.000 et 50.000 habitants, n'ont eu à prononcer que six condamnations pour ivrognerie. D'après une enquête faite par le *Standard*, les commis-voyageurs en liqueurs auraient vu le montant de leurs affaires quoti-

diennes tomber de 70 à 10 livres sterling, tandis que les tailleurs enregistraient avec satisfaction des commandes nouvelles, imposées par les scrupules de la « respectability ». Les Trade-Unions décident de ne plus tenir de réunions dans les cafés. Les chefs de la Fédération des mineurs et des groupements libéraux, le député ouvrier Th. Richards et le député radical Lloyd George, fondent sur ce réveil des consciences des espérances politiques.

*
* *

Le courant franchit la frontière. En Angleterre l'accroissement numérique des sectes dissidentes et le succès de leurs congrès ont une indéniable signification. La tournée triomphale du général Booth, le fondateur de l'*Armée du Salut*, à travers toute l'Angleterre ; l'activité qui a caractérisé l'Assemblée de l'*Union Baptiste*, à Northampton, ont une importance qui ne saurait être exagérée. Le mouvement gagne l'Église Anglicane. Un pétitionnement est organisé contre l'emploi de chasubles spéciales pour la communion par divers pasteurs, soupçonnés de sympathies catholiques. Et voici qu'au congrès annuel, tenu à Weymouth, l'évêque de Londres, le docteur W. Ingram, rendu populaire par son ardent patriotisme et célèbre par son indéniable éloquence, proclame que, tout en respectant le libéralisme dogmatique qui caractérise l'Eglise Anglicane, il convient de lutter contre toute intrusion de pratiques romaines nouvelles, contre l'extension du culte de la Vierge, Et comme pour montrer quels liens étroits unissent la poussée ouvrière et la crise religieuse, c'est le député socialiste Will Crooks qui a été le héros du jour, au Congrès des Baptistes, à Northampton (1).

(1) En 1905.

Mais l'impulsion est partie de la principauté de Galles. Auprès des dolmens et des menhirs, au bord des puits de mines et des fonderies d'acier, l'âme puritaine, faite de sensibilité refoulée et d'énergie contenue, renaît à la vie, avec ses besoins de certitude morale et d'action civique.

CHAPITRE VII

LA REPRISE INDUSTRIELLE

I. La reprise de 1902 et 1903. Son caractère progressif. Les progrès de la circulation maritime, ferrée et financière, de la production en valeur et en quantité. La crise du marché intérieur; ses origines agricoles, sociales et financières. — II. Les diverses industries. Les tissages de coton; les chantiers de constructions navales; les mines de charbon; les tissages de laine et de jute; la métallurgie. — III. Caractères et origines de la reprise.

L'action de ces forces religieuses, sociales et politiques a été favorisée par un réveil inespéré dans l'activité industrielle.

Après avoir donné, en 1899, par des commandes précipitées, une impulsion artificielle à l'activité économique du Royaume-Uni, la guerre sud-africaine avait, en 1900 et 1901, par les émotions provoquées et les sacrifices exigés, pesé d'un poids croissant sur l'expansion industrielle. Les ventes anglaises, dont le volume avait grandi en 1899 de 2.08 p. 100, diminuent en 1900 de 3.75 p. 100 et ne progressent en 1901 que dans l'infime proportion de 1.46 p. 100. En 1902, les répercussions d'un conflit, dont les conséquences économiques ont été aussi graves et imprévues que les conséquences politiques, semblaient effacées. Le volume total du commerce anglais ne s'était-il pas développé de plus de 4 p. 100? Les achats n'avaient-ils

pas augmenté de 2,60 ; les ventes, de 6.84 ? Les contre-coups de la guerre sont oubliés. Les affaires reprennent. Ces conclusions étaient hâtives : cette satisfaction prématurée. Au cours de 1903, progressivement, l'activité se ralentit. Toutes les branches de l'industrie britannique, après avoir participé au réveil éphémère de 1903, à l'éclat de cette belle journée, sont atteintes par le retour du mauvais temps. Celles-là mêmes qui avaient connu le plus récemment une remarquable prospérité, les tissages de coton, les chantiers de constructions navales, apportent des statistiques médiocres, étalent de ternes bilans. La reprise, escomptée dès 1902, s'est annoncée en 1904 et réalisée en 1905 (1).

I

Cette poussée n'a pas éclaté subitement. L'intensité et le cercle des ondes concentriques ont grandi progressivement.

Au cours de 1904, les diverses formes de la circulation s'améliorent lentement. Le changement, s'il n'apparaît pas nettement dans les statistiques des chemins de fer (2), ressort avec précision des bilans de la Chambre de compensation des banquiers de Londres et des recettes des ventes de timbres. Les unes constatent une augmentation

(1) *The Economist*, Commercial History and Review of 1903, 20 février 1904.

(2) *The Times*, supplément financier et commercial, 16 janvier 1905, p. 225.

	Diminution totale.	p. 100.
	—	—
	Milliers de liv. st.	
3 janvier-26 mars	27	0.1
27 mars-25 juin	17	0.1
26 juin-24 septembre	209	0.8
25 septembre-31 décembre	55	0.2
	308	0.3

régulière dans leurs plus-values ; les autres, une diminution non moins régulière dans leurs moins-values (1) :

	Chambre de compensation.		Ventes de timbres.	
	Augment. totale.	p. 100	Dimin. totale.	p. 100
	Milliers de liv. st.		Milliers de l.v. st.	
1er trimestre.	+ 24.327	+ 0.9	— 450	— 21.4
2e —	+ 51.943	+ 2.0	— 261	— 13.0
3e —	+ 15.119	+ 0.6	— 129	— 7.2
4e —	+ 352.983	+ 14.1	»	»
1904.	+ 444.372	+ 4.4	— 840	— 10.6

Si les lettres et l'argent circulent avec plus d'intensité, c'est que les exportations de produits britanniques, qui, pendant le premier trimestre, avaient diminué de 0,8 p. 100, ont, au cours des deuxième, troisième et quatrième, grandi de 2.151 ; 2.216 ; 6.208 milliers de livres sterling, soit de 3,1, 3,8, 5 p. 100. Pendant le premier semestre de 1905, les ventes gagnent plus de 8 p. 100. Au cours du dernier trimestre, le taux des plus-values atteint 12,5. L'activité de la circulation se précipite. De juillet à décembre 1905, les ventes de timbres-poste dépassent de 389.000 livres sterling les chiffres de la période correspondante. Les recettes (marchandises) des Compagnies de chemins de fer, qui, pendant le second semestre 1904, avaient diminué de 222.300 livres sterling, augmentent respectivement de 56.400 et 810.400 livres sterling pendant les deux semestres de 1905. Les plus-values, réalisées au cours des deux années, par la Chambre de compensation de Londres et celles des provinces, passent de 444 à 1.723 ; de 33.644 à 55.305 milliers de livres sterling (2).

(1) *The Times*, p. 225.

(2) *The Economist*, Commercial History and Review of 1905, 17 février 1906, pp. 1 et 2.

Au fur et à mesure que le flux augmente d'intensité, les flots actionnent de nouveaux moteurs jusque-là immobiles sur le rivage déserté par la marée. Parmi les usines qui se considéraient comme gravement compromises par la concurrence étrangère, les tissages de laine et de toile, les industries du cuir sont les premières à retrouver leur activité au cours de 1904. En 1905, c'est le tour des fabricants de produits chimiques et des maîtres de forge à se déclarer satisfaits. Les tissages de jute sont seuls à se plaindre des commandes étrangères. Et en même temps les boutiques de ce grand marché, qui n'avaient point vu diminuer leur clientèle, celles qui tissent le coton, vendent le charbon, construisent les navires, constatent qu'elles sont plus achalandées que jamais. Le flux avait couvert tout l'espace vide, actionné tous les rouages mécaniques.

Ce réveil progressif de l'activité économique apparaît comme également important, analysé dans ses manifestations externes, ou étudié dans son essor réel.

*
* *

La circulation maritime grandit régulièrement. Et les files de *steamers*, qui assiègent les ports du Royaume-Uni, s'épaississent toujours. En 1905, le tonnage total des navires déchargés (non compris les caboteurs) atteint le chiffre de 53.399.966 tonnes anglaises. Après avoir grandi en 1904 de 1.066.398 tonnes, il a gagné en douze mois 4.933.602, près de 5 millions de tonnes. Il y a quelques années à peine, en 1900 et 1901, il n'était que de 43.742.000 et 43.317.000 tonnes. Si les progrès du cabotage sont moins considérables, ils n'en sont pas moins réels. Après avoir, en 1901 et 1903, reculé sur les chiffres de l'année

précédente, il a repris sa marche ascendante : 31.127.000 tonnes (1902); 31.085.000 (1903); 31.684.000 (1904); 32.180.000 (1905) (1).

La circulation ferrée, pour des raisons sur lesquelles nous aurons à revenir, ne s'est point développée avec autant de souplesse. Néanmoins, les recettes perçues pour le transport des marchandises (minerais compris) se sont élevées, en 1904 et 1905, à 41.645 et 42.511 milliers de livres sterling. Elles ont gagné 866.000 livres en 1905. Elles n'étaient que de 39.955.000 livres en 1901. Les recettes fournies par les voyageurs et les colis progressent de 261.000 livres en 1904 et de 272.000 en 1905. De 36.162.000 livres en 1901, elles se sont élevées à 37.601.000 et 37.874.000 livres.

La circulation financière, enfin, reflète avec plus de fidélité les hausses et les baisses de l'industrie britannique.

Les Chambres de compensation nous fournissent une première indication, sur la reprise des affaires :

	Chambres de compensation			
	de Londres.		des Provinces.	
	—		—	
	(Milliers de livres sterling.)			
1905. . . .	12.287	+ 1.723	1.549.813	+ 55.305
1904. . . .	10.564	+ 444	1.494.508	+ 33.644
1903. . . .	10.119	»	1.461.547	»

Un signe plus précis encore nous est fourni par l'émission de nouvelles valeurs industrielles. Depuis 1900, la valeur totale des appels faits en Angleterre au capital n'avait cessé de reculer. De 160 millions de livres, les nouveaux titres, crées et placés dans le Royaume-Uni, étaient tombés

(1) *The Economist*, Commercial History and Review of 1902, 21 février 1903, pp. 51 et 46.

à 155 en 1901, 140 en 1902, 101 en 1903. Leur valeur se relève à 106 et 167 en 1904 et 1905. Énumérons quelques-uns de ces placements offerts aux capitalistes de Grande-Bretagne :

Genre de titres	1905.	1904.	1903.	1902.
	(Milliers de livres sterling.)			
Chemins de fer coloniaux. .	16.702	5.910	5.715	3.415
Chemins de fer étrangers. .	22.600	4.786	1.020	8.992
Commerce d'importation et d'exportation	1.721	118	785	1.411
Manufactures	2.615	2.912	2.080	1.376
Dépôts et Commerce	1.592	1.394	5.001	9.128
Mines et métallurgie	3.249	2.196	2.943	2.690
Électricité	2.837	2.825	3.957	4.835
Docks, quais et navires . .	4.371	1.204	1.347	2.778

Les émissions ont augmenté surtout dans les catégories de titres purement industriels. Le développement des valeurs métallurgiques et maritimes est particulièrement frappant.

Si la circulation, sous sa triple forme, est devenue plus intense, c'est que la production a été plus active.

*
* *

Le stock des matières premières s'est accru dans de sensibles proportions. En 1903, les achats de matériaux bruts n'avaient progressé que de 4.512.000 livres sterling ; en 1904, ils gagnent 8.700.000 livres sterling et en 1905, 5.858.000. En 1904, les tisseurs de coton augmentent leurs commandes de près de 10 millions de livres sterling, soit 22 p. 100. Les tisseurs de toile, de jute, etc., demandent 1.202.000 livres de plus à leurs fournisseurs de matières premières. Les achats d'huiles, de gommes, etc., progres-

sent de 3 p. 100. En 1905, les maîtres de forge augmentent leurs importations de fer brut de 20 p. 100 (931.060 liv. st.) et d'autres minerais de 15 p. 100 (1.013.000 liv. st.). Les tisseurs de laine élèvent de 14 p. 100 la valeur de leurs achats. Les entrées du cuir augmentent de 22 p. 100. Et si l'on veut vérifier ces dernières statistiques par une évaluation de la consommation, il est possible de condenser les renseignements fournis par *The Economist*, dans le tableau ci-dessous (1) :

	1903.	1904.	1905.
	—	—	—
Coton consommé. *Lbs.*	1.814.768.000	1.965.556.000	2.261.562.000
Laine —	448.000.000	437.000.000	468.000.000
Imp. Lin, chanvre, jute . . . *Tons.*	451.000	513.775	549.950
Imp. Minerais fer. .	6.314.162	6.100.756	7.350.714

Les statistiques, basées sur la quantité des matières consommées, confirment l'accroissement du stock de matériaux bruts.

A l'augmentation de ces achats, répond une hausse des ventes. Les exportations de produits britanniques, qui n'avaient progressé que de 7 millions de livres sterling en 1903, gagnent 10 millions en 1904 et 29 en 1905. Ces progrès sont d'autant plus remarquables, qu'ils s'opposent à une stagnation relative des importations et portent principalement sur les expéditions d'objets ouvrés. Tandis que les ventes anglaises augmentent de 3.2 ; 3.4 et 9.7 p. 100, les achats en 1903, 1904 et 1905 ne grandissent que de 2.7; 1.6 et 2.6 p. 100. A l'essor rapide des exportations d'objets partiellement ou complètement manufacturés (elles s'accroissent de 3.2, 3.9 et 10.7 p. 100), s'opposent la stagna-

(1) *The Economist*, Commercial History and Review of 1905 and 1904, *passim*.

tion des expéditions de matières premières (+ 2.3 p. 100 en 1903, + 0,8 p. 100 en 1904, — 0.3 p. 100 en 1905) et les oscillations des ventes de produits alimentaires (— 4.4 p. 100, + 3.3 p. 100, + 15 p. 100). On peut résumer, dans le tableau suivant, les plus-values réalisées, en 1904 et 1905, par les principales catégories d'objets ouvrés achetés par l'étranger (1) :

	Augment. ou diminut. en milliers de liv. st.		p. 100.	
	1904.	1905.	1904.	1905.
	—	—	—	—
Fer et acier brut et ouvré	— 2.316	+ 3.760	— 7.6	+ 13.4
Autres métaux bruts et ouvrés	+ 14	+ 1.943	+ 0.6	+ 27.8
Quincaillerie. . . .	+ 244	+ 222	+ 5.3	+ 4.5
Machines.	+ 1.024	+ 2.202	+ 5.1	+ 10.4
Navires neufs . . .	+ 175	+ 974	+ 4.1	+ 21.8
Fils et tissus de coton.	+ 10.305	+ 8.113	+ 14.0	+ 9.7
— de laine.	+ 2.107	+ 2.463	+ 8.3	+ 8.9
— divers. .	— 226	+ 789	— 1.8	+ 6.4
Produits chimiques .	+ 107	+ 887	+ 0.8	+ 6.5

Non seulement la reprise est importante, mais encore elle porte sur des industries, produits chimiques, lainages et métallurgie, qu'on considérait comme gravement atteintes par la concurrence étrangère.

Sans empiéter sur des développements ultérieurs, il est nécessaire de remarquer que cette hausse n'est pas artificielle. Elle n'est point due à une fluctuation des prix, mais bien à un accroissement du volume des exportations. Les prix des marchandises exportées n'ont presque pas varié. Après avoir baissé de 5,23 p. 100 en 1901, ils ont augmenté de 1,20 p. 100 en 1903, de 0,62 p. 100 en 1904 et de 0,16

(1) *The Economist*, Hist. of 1905, p. 48.

p. 100 en 1905 (1). Partant, la réduction sur la valeur des ventes est infime. Elles se sont élevées, en 1903, à 330.024.000 livres sterling; calculées d'après les prix de 1904 (2), elles sont de 329.561.000 livres sterling. En 1904, les statistiques officielles évaluent les expéditions à 300.810.000 livres sterling; estimées d'après les prix de 1903, elles ne sont que de 298.949.000 livres sterling (3). La hausse des exportations est donc bien réelle. Tandis que leur volume augmente de 1.41, 2.80, 9.57 p. 100, en 1903, 1904 et 1905, celui des importations grandit de 1.84, 1.60 et 2.92 p. 100 (4).

Avant de pénétrer plus avant dans cette histoire de la production, en étudiant successivement le bilan de ses divers facteurs, il convient de compléter cette étude générale du commerce extérieur par une analyse du marché interne.

*
* *

Déjà les faibles plus-values des recettes des voies ferrées, venues après de persistantes moins-values, constituaient un premier signe inquiétant. Il est confirmé par d'autres phénomènes. Tout d'abord, un certain nombre d'industries se plaignent d'une diminution dans la puissance d'absorption des consommateurs locaux. C'est le cas des fabricants de bottines, de lainages et de tapis (5). En 1904, on avait enregistré une baisse importante dans les commandes de charbon de chauffage, qui alimentent une bonne partie des mines anglaises (6). Enfin, une diminu-

(1) *The Economist*, pp. 3 et 49.
(2) *Id.*, pp. 3 et 49.
(3) *Id.* of 1905, p. 50.
(4) *Id.* of 1904, p. 2.
(5) *Id.*, pp. 38, 39 et 40.
(6) *Id.*, p. 27.

tion constante dans les importations des bois de construction témoigne d'une crise fâcheuse dans l'industrie du bâtiment. Les achats tombent de 10.108.000 *loads*, en 1903, à 9.306.000 et 8.964.000.

Mais il y a plus. La consommation des denrées alimentaires, ces objets de première nécessité, a subi une réduction plus sensible que les industries du vêtement, du chauffage et de l'habitation. Les importations totales de bétail vivant et de viande abattue ont baissé de 39.439.000 livres sterling en 1903, à 37.120.000, pour se relever avec peine à 38.467.000 en 1905 (1). La quantité de café consommé tombe de 275.945 à 263.945 et 263.642 *cwts* ; celle du cacao recule également de 55.393.000 *lbs* à 55.061.000 (2). Une diminution identique est constatée dans la consommation du thé, évaluée par tête d'habitant (3). Plus nette est la baisse du sucre : de 1.496.000 *tons*, il passe, en 1905, à 1.353.000 (4). Plus régulière et plus rapide est la diminution dans la consommation des vins et liqueurs importés. De 8.149.000 *gallons* en 1903, nous tombons à 7.120.000 et 6.731.000 (5).

Ce ralentissement dans l'activité du marché intérieur ne saurait être suffisamment expliqué par le renchérissement des objets de première nécessité. Il a porté beaucoup plus sur les matières brutes que sur les denrées alimentaires. Cette réduction de la consommation présuppose une diminution concordante dans les revenus individuels. Tout d'abord, l'année 1904 avait été particulièrement mauvaise pour l'agriculture britannique. Par suite de circonstances

(1) *The Economist*, p. 10.
(2) *Id.*, p. 11.
(3) *Id.*, p. 14.
(4) *Id.*, p. 14.
(5) *Id.*, p. 17.

atmosphériques défavorables, la récolte d'orge avait été inférieure à la moyenne décennale et celle de blé était tombée à un niveau qui n'avait jamais été atteint. Seule, l'avoine avait donné des résultats satisfaisants. En 1905, les rôles sont renversés (1).

	Blé.	Orge.	Avoine.
	—	—	—
1905. *Bushels*.	58.902.499	58.110.064	165.000.000
1904.	37.919.781	62.453.483	176.755.048
1903.	48.818.788	65.309.685	172.940.555
1902.	58.278.443	74.439.203	184.184.361
1901.	53.927.729	67.643.186	161.174.532

Le cheptel ne vient pas combler le vide créé dans le budget de l'agriculture par la médiocrité des céréales. Le nombre des moutons était, en 1904, inférieur de 1.098.000 têtes à la moyenne décennale ; et l'accroissement de 50.000 unités, en 1905, est insuffisant pour rétablir l'équilibre. Si le troupeau de porcs était, en 1904, supérieur de 349.000 têtes à la moyenne décennale, une diminution de 436.000 unités, réduit à néant en 1905 l'avance acquise. L'augmentation des bêtes à cornes, qui était de 148.000 et 155.000 têtes en 1903 et 1904, n'est plus que de 128.000. Le troupeau de chevaux, qui avait grandi de 32.000 et 32.000 unités en 1903 et 1904, ne s'accroît plus que de 12.000 têtes (2). Avec ce recul des revenus agricoles, a coïncidé une diminution dans les ressources des classes ouvrières. Depuis 1901, les salaires ont baissé et le chômage s'est accru.

(1) *The Economist*, p. 3.
(2) *Id.* of 1905, 1904, pp. 9 et 10, pp. 8 et 9.

	Nombre d'ouvriers atteints par la baisse des salaires.	Montant de la réduction par rapport aux salaires hebdomadaires de l'année précédente.	Nombre de *Trade-Unionnistes* sans travail.
	—	—	—
1905. . . .	571.865	Liv. st. 8.029	5.4 p. 100
1904. . . .	799.959	39.278	6.5
1903. . . .	892.922	38.557	5.1
1902. . . .	885.191	72.865	4.4
1901. . . .	907.199	77.902	3.8

Le paupérisme a grandi avec la criminalité. Le nombre des malheureux secourus, en Grande-Bretagne, par l'Assistance publique, au 1er août de chaque année, a monté de 659.000 en 1900, à 674, 688, 700, 758 et enfin 800.000 en 1905. Quant aux statistiques criminelles, on peut les résumer dans le tableau ci-dessous (1) :

	Nombre d'individus poursuivis	Soit pour 100.000 habitants	Mendiants arrêtés	Vagabonds arrêtés (sans domicile)
	—	—	—	—
1899.	50.494	158.97	»	»
1900.	53.628	166.98	11.339	7.457
1901.	55.453	170 »	14.492	9.101
1902.	57.068	172.94	16.184	9.598
1903.	58.444	175.10	19.283	10.349
1904.	59.960	177.59	»	»

Les ouvriers n'ont pas été seuls à moins dépenser. Les classes moyennes ont également subi une réduction dans leurs revenus. La plus-value moyenne des dépôts aux diverses Caisses d'épargne était de 9 millions de livres, de 1900 à 1903 ; elle est tombée à 3 millions, soit une réduction des deux tiers.

*
* *

Sans doute ces mêmes statistiques signalent, depuis la fin de 1905, une amélioration, qui permet de prévoir un

(1) *Criminal statistics of* 1904.

prochain réveil du marché intérieur. L'épargne reprend. Le paupérisme recule légèrement. Le chômage tend à s'arrêter.

Il est certain que cette réduction dans la consommation locale s'explique, dans une très large mesure, par des faits passés, des causes passagères. D'une part, les répercussions des crises commerciales n'atteignent les dernières couches de la hiérarchie sociale qu'avec une extrême lenteur ; et si la recrudescence de misères et de souffrances, à laquelle nous avons assisté en 1904 et 1905, est due aux mauvaises années de 1898 et 1900, la reprise de 1904 et 1905 ne produira tous ses effets sociaux qu'en 1907 et 1908. D'autre part les sacrifices financiers, imposés par la guerre sud-africaine, ont certainement restreint la puissance de consommation des contribuables anglais. Ce n'est point impunément que, dans un pays où chacun dépense ses revenus sans thésauriser, un gouvernement, après avoir mis des droits sur le sucre et le thé, le tabac, la bière et le charbon, demande aux citoyens, qui payaient à l'*income-tax* 100 ou 30 livres, de verser 150 et 45 livres. Avec l'allégement des impôts, coïncidera un développement de la consommation.

Mais s'il est permis d'escompter un réveil du marché intérieur, d'en prévoir les répercussions sur l'industrie britannique, il serait dangereux d'attacher une importance décisive à ce facteur, dans une analyse de l'activité économique de l'Angleterre contemporaine. Les usines doivent compter de plus en plus complètement sur les commandes de l'étranger. Aujourd'hui la crise agraire et l'absentéisme, demain la baisse de la natalité accroîtront encore la prédominance du marché mondial sur le marché interne. Ce fait économique domine et explique l'histoire politique du Royaume-Uni.

II

Si l'on veut comprendre l'importance de la reprise, qui caractérise l'histoire économique des années 1904 et 1905, il suffit d'en rapprocher les statistiques des moyennes antérieures. La valeur annuelle totale des exportations de produits britanniques était de 1875 à 1879 de 202 millions de livres sterling. Elle monte à 234 pendant la période 1880-4, pour tomber à 226 (1885-9) et se relever enfin à 234 (1890-4) et 238 (1895-9). En 1904 et 1905, ces ventes ont été de 300 et 330 millions de Livres. Le maximum atteint pendant les années de prospérité, par les expéditions « d'objets complètement ou presque complètement ouvrés » avait été de 215 et 225 millions de Livres en 1889 et 1890, 207 et 212 en 1881 et 1882, 231 et 226 en 1872 et 1873 (1). Cette catégorie d'exportations s'est élevée à 243 et 269 millions de Livres en 1904 et 1905. Pour peser la valeur et escompter la durée de cette hausse, il est nécessaire d'en rechercher les origines, après avoir dressé le bilan de chacune des grandes branches de l'industrie anglaise.

*
* *

Étudions d'abord les tissages de coton, les chantiers de constructions navales, les usines de charbon, ces trois grands ateliers, dont la prospérité défie jusqu'ici toute concurrence.

Victime des mauvaises récoltes américaines (2), le Lan-

(1) *Blue Book*, C. D. 1761, p. 419, 430.
(2) *The Times*, supplément commercial et financier, I, pp. 18, 173.

cashire avait traversé de 1901 à 1903 une crise grave; les commandes n'avaient pas été exécutées; les dividendes avaient baissé; des usines s'étaient fermées. L'abondance et le bon marché de la matière première ont coïncidé avec une reprise générale des affaires. La hausse s'est dessinée en 1904, elle a pris tout son essor en 1905. Les progrès réalisés ont été sans précédents. Donnons d'abord quelques renseignements sur la production.

Millions de Lbs, Yards et Livres sterling.

	1905	1904	1903	1902	1901
Coton consommé *Lbs.*	1.863	1.562	1.556	1.636	1.648
Fil produit —	1.751	1.484	1.462	1.536	1.549

Les exportations de fils et de cotonnades ont fait un bond énorme (1).

		Lbs			Yards
Fils	1905	205	Cotonnades	1905	6.198
—	1904	163	—	1904	5.591
—	1903	150	—	1903	5.157
—	1902	167	—	1902	5.330
—	1901	169	—	1901	5.364
—	1900	158	—	1900	5.031

Et si on enregistre un léger recul dans les expéditions de fil à coudre et de bas, il est largement compensé par le progrès des ventes de bonneteries et de passementeries, qui triomphent de la concurrence allemande. Le volume total des exportations de tout genre faites par les tisseurs de coton a passé de 1.182 millions de *Lbs* en 1903, à 1.272 et 1.427 en 1904 et 1905. Leur valeur de 73.626 millions de livres sterling à 83.919 et 91.987 (2). Les renseignements financiers confirment les statistiques de la produc-

(1) *The Times*, supplément commercial et financier, 15 janvier 1906, II, p. 28.

(2) Circulaire annuelle de MM. Ellison et C[ie] (Liverpool).

tion et de l'exportation. Il résulte d'une enquête faite par *The Economist*, auprès de 90 sociétés qui filent le coton, qu'elles ont réalisé un bénéfice total de 693.000 Livres, individuel de 7.700 Livres. Ces chiffres n'avaient pas été atteints depuis 1884. Un dividende de 7 p. 100, distribué 4 fois seulement dans ces vingt dernières années, a encouragé les capitaux. Dans tout le Lancashire on ne parle que d'agrandissements et de constructions : 66 nouvelles usines sont ouvertes ou vont s'ouvrir. Elles disposeront de 5.850.000 broches et occuperont 13.000 ouvriers ; 45.000 nouveaux métiers vont être installés ; ils coûteront 1.250.000 Livres et exigeront une seconde armée de 13.000 travailleurs. Ajoutons que les tisseurs ont vu leurs salaires augmentés de 5 p. 100 et que les femmes occupées aux broches ont reçu une gratification trimestrielle supplémentaire (1).

L'analyse de ces bilans serait incomplète, si nous n'étions point renseignés sur les origines de ces plus-values dans les commandes. En douze mois les ventes de fils ont progressé de 41 millions de *Lbs* ; celles de cotonnades de 606 millions de *Yards*. Ces augmentations se répartissent entre les clientèles suivantes (2).

Fils

Indes	ont acheté	12,9	millions de *Lbs*	de plus
Hollande	—	7,9	—	—
Chine	—	5,9	—	—
Japon	—	3,4	—	—
Turquie	—	3,1	—	—
Roumanie	—	2,8	—	—
Belgique	—	1,3	—	—
Straits Settlements	—	1 »	—	—

(1) *The Economist*, Commercial History and Review of 1905, p. 35.
(2) *Id.*, p. 33.

Cotonnades

Chine	ont acheté	250,7	millions	de *Yards* de plus
Indes	—	136,8	—	—
Japon	—	86,3	—	—
Indes Holl.	—	31,4	—	—
Straits Settlements	—	21,5	—	—
Uruguay	—	21,1	—	—
Afrique du Sud	—	20,9	—	—
Philippines	—	16,9	—	—
Chili	—	16,2	—	—
États-Unis	—	13,2	—	—

L'Extrême-Orient, par la hausse de ses commandes, a été, en 1905, le principal agent de la prospérité des villes du coton.

*
* *

Les chantiers des constructions navales, cette autre industrie écossaise, ont également battu en 1905 leurs records antérieurs.

Depuis 1901 le tonnage total des navires neufs lancés dans les ports du Royaume-Uni, après avoir augmenté dans d'extraordinaires proportions, avait reculé ; et il avait fallu les armements excessifs votés par le Parlement conservateur de 1900-6 pour masquer la baisse.

Tonnage total de navires neufs construits (1).

	Sans navires de guerre		Avec navires de guerre	
	—		—	
1905	795	1.623.000	823	1.752.000
1904	712	1.205.000	749	1.332.000
1903	697	1.190.000	738	1.342.000
1902	694	1.427.000	717	1.521.000
1901	639	1.524.000	680	1.736.000
1900	692	1.442.000	721	1.510.000
1899	726	1.416.000		
1898	761	1.367.000		—
1897	591	952.000		—

(1) *The Economist*, Commercial History and Review of 1905, 1904, 1902, pp. 31, 33, 31.

Sans entrer dans les détails de ces constructions nouvelles, caractérisées par la prédominance, d'une part, des unités de fort tonnage, de l'autre des *cargo-boats*, il importe de préciser la part des achats étrangers et des commandes britanniques. Le pourcentage des ordres de l'étranger (21 1/2) tend à se relever; il est supérieur à celui de 1904 (18 2/4), de 1903 et 1902 (18 p. 100); il reste inférieur aux statistiques de 1901, 1900, 1888, 1897 (23, 23, 22 et 25). Cette légère reprise paraît due aux achats de l'Allemagne, qui, en 1905, est redevenue, comme elle l'avait été en 1902, 1901, 1900 et 1899, la meilleure cliente des chantiers anglais (1). La prépondérance des commandes britanniques n'en reste pas moins certaine. Le tonnage des vaisseaux construits pour le compte des armateurs anglais a été de 1.273.000 tonnes en 1905, contre 979.000 en 1904, 950.000 en 1903, 1.156.000 en 1904. Si l'on tient compte des pertes, des ventes et des saisies au cours de la guerre russo-japonaise, il apparaît que l'accroissement net de la flotte commerciale battant pavillon anglais a été de 469.000 tonnes en 1905, 429.000 en 1904, 405.000 en 1903, 643.000 en 1902. Le record reste détenu par l'année 1902. Les chiffres de 1905 n'en sont pas moins fort respectables, surtout si on les compare à ceux des autres nations. La part de l'Angleterre dans l'augmentation nette de la flotte mondiale est de 26 p. 100. Elle est de 30 p. 100, si l'on ne tient compte que des steamers. Les armateurs britanniques ont acquis 53 p. 100 des vapeurs neufs, mis à l'eau sur la surface du globe, au cours de 1905. D'ailleurs, — et c'est là une dernière cause de satisfaction, — les bénéfices réalisés par les armateurs anglais, au cours de

(1) *The Economist.*, 1902, p. 28.

la guerre russo-japonaise (1), les espérances qu'ils peuvent fonder sur la reprise des affaires, les amèneront à accroître, en 1906-7, le chiffre de leurs commandes.

*
* *

Dans les bilans des mines de charbon, de même que pour les statistiques des constructions navales, une légère réserve vient atténuer une satisfaction légitime.

Pour saisir cette nuance, il suffit de comparer le volume et la valeur des exportations britanniques.

	1905	1904	1903	1905	1904	1903
	Milliers de tonnes			Milliers de livres sterling		
Charbon . . .	47.776	46.255	44.950	24.859	25.491	26.036
Coke	774	756	717	555	574	581
Combust. Brév.	1.408	1.237	955	646	796	645
Total	49.359	48.250	46.622	26.061	26.862	27.262
Charbon embarqué à bord des vapeurs pour leur consommation . . .	17.396	17.190	16.799			

La baisse constante des prix depuis 1903 réduit à néant les espérances, que l'on pouvait fonder sur l'accroissement du volume des ventes. Atteints par la réduction de la consommation locale, gênés par la taxe sur le charbon exporté, qui augmente en France (2) et en Belgique (3) les dangers de la concurrence allemande, les propriétaires

(1) *The Economist*, Commercial History and Review of 1905, oct., p. 33.

(2) De 1900 à 1905, les achats de la France ont diminué de 1.583.000 tonnes, soit 19 p. 100 (*Id.*).

(3) Les achats de la Belgique ont, de 1900 à 1905, diminué de 493.000 tonnes ou 42 p. 100 (*Times*, supplément commercial et financier, t. II, p. 77.)

de mines allaient droit à une crise. Elle a été évitée, non seulement par les grèves de Pennsylvanie et d'Allemagne, qui sont venues ralentir les expéditions américaines et accroître les commandes germaines, mais surtout par les achats faits par la Russie, au cours de la guerre. Rien que pour la seule année 1904 on évalue à 2 millions de tonnes le stock de charbon consigné dans les ports de la Manche (1).

Le conflit d'Extrême-Orient est un des événements, dont on retrouve l'influence sur presque toutes les branches de l'industrie anglaise dans ces derniers mois. Les usines, moins prospères que celles dont nous venons d'analyser les bilans, en ont également subi les répercussions.

*
* *

Etudions-les successivement, dans l'ordre où elles ont été atteintes par la reprise générale des affaires.

La laine, cette doyenne des industries anglaises, remplissait les organes protectionnistes de ses récriminations (2). Par suite de la rareté et du renchérissement de la matière première, les années 1904 et 1905 s'annonçaient mal (3).

Et cependant, quelles que soient les réserves que croient devoir faire Bradford, Kidderminster (4) sur l'état du marché intérieur, les commandes de l'étranger se sont sensiblement développées. Les exportations de fils et d'étoffes en laine, après avoir baissé de 27 millions de livres sterling en

(1) *The Economist*, « Commercial History and Review of 1905 », « of 1904 », pp. 28 et 25.

(2) *Report of the Tariff Commission*, vol. II, part. II, § 1533-6.

(3) *The Economist*, « The Commercial History and Review of 1905 » pp. 26 28.

(4) *Id.*, pp. 39, 40.

1897, à 21.5; 21.8 et 1.95 en 1901; après s'être péniblement relevées à 20.5 et 21.8 en 1902 et 1903 ont sauté à 23.9 et 25.8 (1). Les statistiques officielles donnent pour ces trois dernières années des chiffres plus élevés : 25.3; 27.4; 29.9 (2).

Les lainages ont seuls contribué à cette hausse : les fils sont restés stationnaires. L'importance du progrès réalisé ressort nettement des statistiques (quantité), malheureusement incomplètes pour 1905 (3).

	MILLIONS DE YARDS				
	Tissus de laine	Vêtements de laine	Etoffes en laine	Flanelles	Tapis
	—	—	—	—	—
Moyenne 1890-4. .	50,2	25,5	114,7	10,5	9,4
— 1895-9. .	53,1	23,7	102,3	10,7	7,9
— 1900-4. .	52,1	17,6	88,45	9,7	8,2
Année 1904 . .	67,1	19,5	84,4	9,8	8,7

Si l'on veut rechercher les origines d'une reprise assez forte pour triompher de la cherté de la matière première, il faut classer les exportations d'après la nationalité des destinataires. En 1904, le Continent américain, le Canada, les États-Unis, la République Argentine accroissent, en même temps que l'Australie, le chiffre de leurs commandes. En 1905, la Chine et le Japon, qui avaient déjà augmenté leurs achats en 1904, absorbent toute la plus-value (4). Le rôle joué par l'Extrême-Orient et le Continent Américain, — rôle que nous avions déjà signalé à propos du charbon — ressort des tableaux suivants (5).

(1) *The Economist*, p. 42.

(2) *Times*, supplément commercial et financier, II, p. 28.

(3) *Report of the Tariff Commission*, ouv. cit., § 1533.

(4) *Times*, supplément commercial et financier, t. I, p. 241; t. II, p. 20.

(5) *The Economist*, « Commercial History and Review of 1905 », p. 42.

Exportations	1905	1904	1903	1902
	—	—	—	—
Allemagne et Hollande. .	5,4	5	4,9	4,5
France et Belgique . . .	2,8	2,8	2,9	2,9
États-Unis	1,7	1,3	1,5	1,4
Australie et Canada. . .	3,5	3,5	3	3,8
Indes, Chine et Japon . .	3,2	2	1,5	1,3
Divers	9,2	9,3	8	7,4
Totaux. . .	25,8	23,9	21,8	20,5

Ici encore, le ralentissement dans la concurrence allemande et américaine, les bonnes récoltes de l'Amérique et de l'Australie et surtout la guerre russo-japonaise (1) expliquent le réveil de l'industrie de la laine.

C'est encore le conflit de l'Extrême-Orient, qui est venu par des achats de sacs et de voiles, de coutils et de chemises, réveiller les tissages de jute et de toile (2), ou plutôt éviter une crise.

	QUANTITÉ (En milliers)			VALEUR (Million de livres sterling)		
	1905	1904	1903	1905	1904	1903
	—	—	—	—	—	—
Fils de jute *Lbs* .	46.212	45.948	47.012	601	486	526
Tissus — *Yards*	170.290	197.031	210.976	1.978	1.953	2.040
Autres Articles .	»	»	»	100	91	90
Sacs *Douzaines*. .	2.864	3.286	2.449	637	659	519
Fils de toile *Lbs* .	14.690	14.750	14.090	928	902	836
Tissus — *Yards*	183.394	161.763	154.946	4.840	4.318	4.086
Fils à coudre *Lbs.*	2.262	1.889	1.907	262	223	234
Divers				1.737	1.190	1.227

Les exportations totales de fils et de tissus, autres que ceux de coton et de laine, qui avaient baissé de 226.000 Livres en 1904, soit de 1.8 p. 100, progressent de 789 000 Livres en 1905, soit de 6.4 p. 100 (3).

(1) *Times*, supplément commercial et financier, I, p. 157.

(2) *The Economist*, « Commercial History and Review of 1904 », p. 37, « of 1905 », p. 36-3, 8. — *Times*, supplément commercial et financier, t. I, p. 47.

(3) *Id.*, 1904, p. 48 ; 1905, p. 48.

La reprise de la métallurgie se distingue de celle de l'industrie textile par son importance et ses origines.

*
* *

Pour bien comprendre la situation des maîtres de forge, il importe de rappeler, que, tandis que la part du Royaume-Uni dans la production mondiale de fer brut, baisse de 45 p. 100 (1871-80) à 27 (1891-5) et 19 1/2 (1901-3), celle de l'Allemagne et des États-Unis, pour les mêmes périodes, passe respectivement de 14 1/2 à 19 et 20, de 15 à 31 et 39 p. 100 (1). Voici les chiffres pour les dernières années (2).

	MILLIONS DE TONNES ANGLAISES		
	Angleterre	Allemagne	États-Unis
	—	—	—
1905	9.200	11.000	22.500
1904	8.562	10.103	16.497
1903	8.811	10.085	18.009
1902	8.517	8.302	17.821
1901	7.851	7.880	15.378
1900	8.908	8.351	13.759

Dépassée par ses rivales, la métallurgie britannique subit les contre-coups de leurs oscillations.

A la fin de l'année 1904, une légère reprise s'est dessinée. Une hausse apparaît dans le nombre des hauts fourneaux allumés au 31 décembre (3).

	1902	1903	1904	1905
	—	—	—	—
District de Cleveland.	84	76	77	86
District d'Ecosse	86	79	85	91
District du Cumberland. . . .	34	22	26	32

(1) *Report of the Tariff Commission*, t. I, popular edit., p. 6.

(2) *The Economist*, « Commercial History and Review of 1905 », « of 1903 », p. 30, p. 29.

(3) P.30-3, 4.

Dans ces trois districts la production de 1904 à 1905 passe de 8.562 à 9.200.000, de 3.200 à 3.400.000, de 1.339 à 1.378.000 tonnes. Le nombre de fabriques de tôle étamée en pleine activité monte de 380 en 1904 à 420 en 1905. Et bien que le marché national ait encore augmenté sa consommation de fer brut, — elle grandit en effet de 7.464 à 7.832 et 8.188 millions de tonnes, — cet accroissement de la production réagit sur les exportations. Le volume des ventes à l'étranger s'est sensiblement développé.

	MILLIONS DE TONNES			
	1905	1904	1903	1902
	—	—	—	—
Expéditions de fer brut	981	810	1.065	1.702
Fer et acier ouvré	2.739	2.461	2.499	2.371
Rails et coussinets.	706	654	723	717
Plaques galvanisées	407	385	352	334
Tôle étamée	354	359	292	311

Une légère hausse dans le prix du fer est venue accroître la valeur de ces gains en volume. Et la métallurgie a augmentés en douze mois, ses exportations de 8.128 milliers de livres sterling. Si on vérifie seulement l'exactitude de ces chiffres généraux, par la lecture des bilans particuliers, il apparaît que toutes les branches ont été satisfaites des résultats de l'année 1905. Signalons quelques faits particuliers. L'industrie du cycle reprend confiance. Non seulement, elle monopolise le marché national, mais encore elle exporte 48.000 machines sur 600.000 bicyclettes fabriquées. Les expéditions d'automobiles montent de 343 mille livres sterling en 1903, à 359 et 544.000 (1). Grâce à un accroissement sensible des commandes du Japon, énorme des ordres de l'Amérique méridionale, les

(1) *The Times*, supplément commercial et financier, t. II, p. 121.

fabriques de locomotives et de wagons enregistrent une hausse dans leurs chiffres d'affaires. Dans l'importante section des machines-outils, il convient de signaler l'impulsion donnée par la récolte exceptionnelle de coton aux métiers à filer et tisser (1).

De cette simple analyse il résulte que les causes de la reprise sont multiples. Si la métallurgie a été gagnée la dernière, au commencement de 1905 (2), par le flux de prospérité, c'est qu'elle a subi dans une large mesure la répercussion de l'activité ambiante. Favorisée par la baisse du charbon, elle a profité de l'activité des chantiers de constructions navales et des tissages de laine, de coton et de toile. Des débouchés du dehors se sont ouverts en même temps. Nous avons signalé les commandes faites par l'Amérique méridionale et le Japon aux fabricants de machines et de wagons, de fusils et de canons (3). Et si les maîtres de forge ont pu jouir de cette double aubaine, c'est que la concurrence étrangère s'est ralentie progressivement au cours de 1905 (4).

Absorbés par l'activité du marché intérieur, les hauts fourneaux allemands et américains ont exporté moins de fer brut. Les importations du Royaume-Uni ont reculé de 223.138 tonnes en 1902, à 130.280, 130.408 et 126.164 tonnes (5). La consommation des États-Unis s'était tellement développée, qu'à plusieurs reprises des commandes de gueuses de fer ont été faites au cours de 1905, pour le compte d'acheteurs américains (6). C'est là un fait

(1) *The Times*, pp. 37.

(2) *Id.*, supplément métallurgique, t. I, p. p5, 14, 30, 38, 46, 54.

(3) *Id.*, supplément commercial et financier, t. I, p. 402.

(4) *Id.*, t. I, pp. 23, 31, 87, 458.

(5) Seules, les importations de fer et aciers ouvrés ont grandi. *The Economist*, 1905, p. 30.

(6) *The Times*, supplément commercial et financier, I, pp. 330, 339, 499, 531, 623.

inconnu depuis le jour, où le spectre de l'invasion yankee s'était dressé devant les yeux de l'opinion britannique affolée.

III

Il apparaît donc que cette reprise, qui n'a pas seulement atteint progressivement les grandes branches de l'industrie anglaise, mais aussi des formes plus modestes (1) de son activité, est due à des causes différentes.

Les unes sont d'ordre politique, les autres sont proprement économiques. Tandis qu'en Angleterre, le poids de la guerre sud-africaine sur le marché intérieur s'atténue, au dehors, le conflit d'Extrême-Orient fournit d'importantes commandes aux maîtres de forge, aux marchands de charbon et surtout aux tisseurs de laine, de toile et de coton. La conclusion de la paix ouvre à l'industrie anglaise de nouvelles espérances : la Russie devra renouveler son outillage, le Japon panser ses blessures.

A cette première impulsion, la prospérité agricole du continent américain est venue en ajouter une seconde, plus décisive. Non contents de fournir le coton à meilleur compte, les États-Unis, absorbés par un brusque accroissement de la consommation interne, ont dû ralentir la concurrence heureuse, qu'ils faisaient à diverses branches,

(1) Parmi les exportations de produits chimiques, citons celles de l'alcali : 1905, 236.060 tonnes ; 1904, 225.700 ; 1903, 222.360 ; 1902, 217.290. — Poudre pour blanchir : 1905, 48.860 tonnes ; 1904, 38.889 ; 1903, 55.100 ; 1902, 45.100. Consulter sur les bénéfices de ces industries, *Times*, supplément commercial et financier, II, p. 111. — Exportations de bottines : 1905, 773.949 douzaines de paires ; 1904, 675.669 ; 1903, 773.858 , 1905, 1.882.274 livres sterling ; 1904, 1.581.842 ; 1903, 1.845.080.

La hausse est due à une diminution de la concurrence américaine : *Economist*, 1905, p. 22. *Times*, supplément commercial et financier, t. I, pp. 342, 470, 505 ; II, p. 62.

grandes ou petites, de l'industrie anglaise, aux hauts fourneaux, aux fabriques de bottines. Et d'autre part les Républiques sud-américaines, satisfaites de leurs récoltes, le gousset bien garni, ont accru leurs commandes de cotonnades et de charbons, de wagons et de locomotives.

Si le Royaume-Uni a pu profiter de ces circonstances, politiques et économiques, également favorables, ce n'est pas seulement parce qu'une campagne pour la réforme de l'instruction professionnelle a été menée avec une persévérante énergie (1), mais surtout parce que l'argent était abondant et bon marché. Dans ces dernières années, la production de l'or s'est accrue dans de larges proportions, et l'Empire britannique a enregistré les plus fortes plus-values (2). Les capitaux étaient disponibles, l'industrie les absorba.

Assistons-nous seulement à une de ces reprises, suivies de brusques accalmies, dont la périodicité caractérise l'histoire économique de la Grande-Bretagne depuis 1874? Sommes-nous au contraire en présence d'un réveil durable de l'industrie britannique? L'avenir le dira.

(1) Les projets de transformer South Kensington en un nouveau Charlottenbourg et de créer des écoles professionnelles à Londres, constituent les deux dernières manifestations.

(2) *Economist*, 1905, 1904, pp. 7, 8.

	1905	1904	1903
	—	—	—
		Milliers de livres sterling	
Australie.........	17.104	17.420	17.841
Indes.............	2.226	2.320	2.228
Canada...........	2.885	3.280	3.766
Rhodesia.........	1.485	964	813
Transvaal........	20.259	15.624	12.251
	—	—	—
Mexique..........	2.700	2.521	2.036
Russie...........	4.800	5.015	4.996
États-Unis.......	17.267	16.144	14.718
Autres pays......	6.263	6.163	6.661
Totaux.........	75.093	69.453	65.313

LIVRE III

LA CRISE

CHAPITRE VIII

LES ÉLECTIONS PARTIELLES

I. L'élection de Barnard-Castle. Cette circonscription constitue un champ d'expérience politique. Double signification du scrutin : 1° une défaite du protectionnisme impérialiste; 2° une victoire des idées démocratiques. — II. L'élection de Chorley. Caractères de la circonscription. Les résultats du scrutin montrent la force de résistance du parti conservateur, appuyé sur des groupements homogènes, servi par un utilitarisme séculaire. — III. Les trois élections de Lewisham, Dulwich et Ludlow. Leurs caractères communs. Par la personnalité des candidats et la nature des programmes, elles montrent l'étroite union des tendances belliqueuses et des revendications protectionnistes, l'évolution radicale des libéraux et leur alliance avec les ouvriers. — IV. Une élection dans le Devonshire. Ses caractères exceptionnels. Un coin de Normandie industrialisée et de la Bretagne Celtique. La popularité du radicalisme libre-échangiste et protestant.

L'analyse nous a révélé les caractères, les facteurs des deux courants d'opinion. Il importe de vérifier l'exactitude de

cette psychologie de la réaction protectionniste, de la poussée radicale. Quelques élections partielles, des manifestations politiques, la victoire démocratique de 1906 nous fourniront les exemples nécessaires. Ils jetteront une lumière utile sur la crise politique, dont nous nous sommes efforcés de rechercher les origines et de préciser les éléments.

I

Les deux circonscriptions de Preston et Barnard-Castle appartiennent à cette Angleterre septentrionale, où, grâce à la pratique séculaire de la liberté, les opinions politiques sont devenues des habitudes. Les cadres, façonnés par les luttes du siècle dernier, cèdent sous la pression de courants nouveaux. Dans l'une de ces divisions administratives, tory par tradition, libéraux et ouvriers socialistes s'unissent pour gagner les travailleurs manuels, fidèles au souvenir des conservateurs philanthropes, à la candidature d'un Trade-Unioniste, que combattent les héritiers politiques de Disraëli et de lord Randolph Churchill. Dans l'autre, libérale par tradition, un ouvrier a vaincu un de ces anciens whigs, chez qui l'attachement aux idées de progrès politique était pieusement transmis, avec les souvenirs de famille, de génération en génération. Dans les deux circonscriptions, malgré des résultats différents, les forces ministérielles ont baissé au profit de celles de l'opposition. Ces chiffres nouveaux, tels qu'ils nous sont donnés par le *Times*, portent à 6.064 le total des pertes unionistes et à 28.644 celui des gains de la coalition antiministérielle.

C'est à ce double point de vue, social et politique, qu'il convient de préciser l'importance de l'élection de Barnard-

Castle (1). Cette circonscription, par ses divers caractères, est un merveilleux champ d'expérience. Mi-urbaine, mi-rurale, elle occupe une moitié de ses habitants aux travaux des champs et l'autre moitié aux labeurs de l'industrie. Sur 35 sections de vote, 11 sont exclusivement agricoles, 14 exclusivement industrielles ; 10 sont à la fois des centres d'activité rurale et d'exploitation minière. Trois bourgs à peine peuvent prétendre aux honneurs de la petite ville, et Barnard-Castle est le seul marché important. Les habitants, groupés par petits villages tristes et pauvres, cultivent les domaines de quelques grands seigneurs, exploitent des carrières ou sont employés dans de rares usines métallurgiques. Ces ouvriers, « vigoureux, à la large carrure et aux mains rudes », appartiennent à la vieille race saxonne, lente mais forte, lourde mais tenace, à celle que n'a point encore anémiée la vie urbaine. Dans cette masse de 10.000 électeurs, diversifiée par l'éparpillement et la variété des exploitations, un seul groupe homogène : il est formé par les 3.500 mineurs, que le méthodisme puritain a pénétrés de son idéalisme conscient et grave. Tous les éléments étaient donc représentés dans cette circonscription : des fermiers et des débitants, conservateurs et protectionnistes ; des Anglicans et des Catholiques, gagnés aux unionistes par leur loi scolaire ; des journaliers agricoles, indifférents et mobiles ; des travailleurs de l'industrie et des petits bourgeois, habitués fidèles des chapelles dissidentes et, partant, soldats dévoués de l'armée libérale. Tel est le coin de l'Angleterre qui, pour la plus grande distraction de ses mornes habitants, a dû se prononcer sur les tendances antiministérielles et la poussée démocratique qui ébranlent l'opinion britannique.

(1) Elle eut lieu le 24 juillet 1903.

La politique unioniste était vaillamment défendue par un gentilhomme. Le colonel Hon. W. L. Vane, frère d'un grand propriétaire, lord Barnard of Raby, avait courageusement servi dans la guerre sud-africaine. Il était, à ce double titre, particulièrement désigné pour représenter un programme, dont la restauration agricole et l'expansion conquérante forment les plus importants articles. Le colonel Vane n'a d'ailleurs formulé ni une réserve, ni une objection. Dans ses dernières affiches, ornées de son portrait, avec les deux devises : « Imperium et Libertas » et « Un seul Parlement, un seul drapeau, un seul empire », il se donne comme le défenseur de toute la politique, — intérieure, économique et coloniale, — des ministères Salisbury et Balfour. Il se plaît à en énumérer les divers résultats : « La petite propriété a été étendue ; l'instruction a été rendue gratuite ; la loi sur les accidents de travail est appliquée ; les maladies du bétail sont enrayées ; l'enseignement professionnel a été développé ; les fraudes du commerce étranger ont été arrêtées ; la Dette a été convertie ; l'Égypte est régénérée ; le commerce des esclaves a été enrayé ; deux millions de milles carrés ont été ajoutés à l'empire en Afrique ; la loi agraire pour l'Irlande est votée ; l'armée et la marine ont été augmentées de 80.000 hommes ; l'escadre australienne est équipée ; les ports sont armés ; la réserve des croiseurs de la marine marchande a été formée ; l'empire indien est fortifié ; l'Australie est fédérée ; la paix est rétablie dans l'Afrique méridionale ; les relations coloniales sont améliorées. Concluez. Votez pour le colonel Vane. » Mais le colonel Vane a fait plus que solliciter l'approbation *in globo* de tous ces résultats, il a demandé aux électeurs de Barnard-Castle de se prononcer sur les tendances protectionnistes de la majorité ministérielle. Un des premiers actes de la nouvelle

Ligue pour la *Réforme des tarifs impériaux* a été d'inonder la circonscription de brochures et de conférenciers. Dirigée par sir Gilbert Parker, M. P., escorté de un ou deux Australiens, la campagne commence brillamment : deux arguments, — l'énumération de toutes les usines, qui ont dû transporter à l'étranger leurs centres d'exploitation, et surtout l'appel aux armes contre ceux qui, protégés par des droits de douanes, envahissent traîtreusement le libre marché de l'Angleterre, — ces deux développements paraissent exercer une profonde impression sur les auditoires populaires. Trompés par des correspondants enthousiastes, les journaux conservateurs déclarent s'en rapporter avec confiance au verdict des électeurs de Barnard-Castle.

Par une diminution de 222 voix dans la majorité ministérielle et un gain de 1.143 votes donné à l'opposition, ils ont prouvé leur irritation contre les mesures passées et leur méfiance pour les projets à venir. Le souvenir de la loi scolaire et la menace du pain cher, ces deux arguments du candidat libéral et du candidat ouvrier, ont suffi pour réunir, en un groupe irréductible, tous les travailleurs de l'industrie, et en particulier les mineurs. Tandis que, dans les centres agricoles, 80 p. 100 des électeurs inscrits prennent part au vote, dans les autres, 92, et quelquefois 97 p. 100 des citoyens vont manifester contre la politique unioniste.

La circonscription de Barnard-Castle qui, de 1885 à 1900, avait fidèlement suivi son député, sir J. W. Pease, dans son évolution vers le radicalisme, n'a pas été moins empressée à adopter des tendances démocratiques, qui ébranlent l'opinion britannique. C'est là une seconde signification qui se dégage à la fois des idées acclamées par les électeurs, et du choix qu'ils ont fait entre les deux candidats antiministériels.

Leur programme était identique. A côté des mesures politiques, comme l'abrogation de la loi scolaire et la réorganisation de la Chambre des Lords, figurent des réformes sociales : reviser la législation sur les Syndicats, de manière à protéger leurs fonds contre des condamnations à de rigoureux dommages-intérêts ; frapper de droits prohibitifs les redevances payées par les exploitants des mines aux propriétaires de la surface ; trouver, dans la taxation des plus-values foncières, les ressources nécessaires pour organiser des retraites pour la vieillesse ; limiter facultativement, disait le candidat ouvrier, obligatoirement, déclarait le candidat modéré, à huit heures la durée du travail dans les mines. Ces promesses radicales n'ont point empêché les électeurs de préférer, au représentant du libéralisme classique, le mandataire du *Comité pour la représentation du travail*. Des deux hommes en présence, l'un, M. H. G. Beaumont,.descend d'une famille qui, depuis cent vingt ans, a toujours eu un de ses membres au Parlement. Fils d'un riche industriel, il appartient par son passé, sa fortune, ses secrètes sympathies pour l'impérialisme, à cette aristocratie whig, dont le libéralisme est un des blasons. L'autre, M. Henderson, un ancien apprenti mouleur, un vétéran des premières campagnes trade-unionistes, orateur écouté des chapelles méthodistes et défenseur résolu des idées de tempérance, incarne les traits distinctifs de cette élite ouvrière, qui ne se contente plus de l'électorat, mais aspire à l'éligibilité. En confiant à M. Henderson la mission de défendre ses intérêts, la circonscription de Barnard-Castle a fait une manifestation, d'un caractère démocratique incontestable et incontesté.

C'est bien là le sens que lui reconnaît l'état-major libéral. Le *Speaker*, son organe officiel, dans un article appelé à avoir un grand retentissement, excuse les libéraux qui

n'ont pas pu pardonner à M. A. Henderson, leur ancien agent électoral, d'avoir combattu la candidature de M. H. G. Beaumont, qu'il avait jadis approuvée et défendue. Mais la jeune Revue invite ses adhérents à s'allier avec le « nouveau parti », à choisir dans le peuple des candidats et à accepter un programme nettement démocratique. « Pour ces vrais libéraux, qui sont aujourd'hui lassés et écœurés de la ridicule suprématie que donne la richesse dans notre vie politique, il y a quelque chose de particulièrement réconfortant dans cette victoire d'un ouvrier, qui avait à combattre la fortune, les légendes de famille, les traditions d'une autorité héréditaire, les automobiles et tout le luxe des campagnes électorales opulentes. Deux ou trois récentes élections encouragent ceux qui espèrent que l'Angleterre pourra, un jour, se rapprocher du tempérament démocratique du continent. »

Ce commentaire accroît encore la signification des scrutins de Preston et de Barnard-Castle. Ils retentissent avec la sonorité d'une cloche inconnue aux oreilles de l'Angleterre inquiète et de l'Europe attentive.

II

La circonscription de Chorley (1) appartient à cette partie du Lancashire, où des usines, de jour en jour plus nombreuses, viennent jeter la monotonie de leurs briques et la laideur de leurs cheminées, dans un paysage auquel des vallées étroites, des collines boisées donnaient un charme pénétrant. Sur les 12.000 électeurs, environ, qui viennent de réélire lord Balcarres, 5.000 sont des agriculteurs,

(1) L'élection eut lieu le 4 novembre 1903.

petits fermiers et ouvriers agricoles ; 4.000 sont employés par l'industrie cotonnière ; 2.000 travaillent dans les mines de charbon. Les tissages sont répartis dans toute la circonscription, et même dans les centres ruraux : ils fournissent du travail aux enfants des fermiers. Dans ce comté, coupé de vallons, les exploitations, inévitablement morcelées, ne sauraient occuper un grand nombre de bras. L'élevage, seul possible dans ces vallées humides et étroites, n'exige point un personnel nombreux. Tisseurs et laboureurs vivent côte à côte, dans des villages qui ont conservé leurs caractères d'autrefois, leur tristesse et leur pauvreté. Sur les rues, pavées de galets, les sabots résonnent encore ; et sur le seuil des boutiques, les femmes, qui s'y pressent, sont enveloppées des grands châles, aujourd'hui proscrits. Les idées nouvelles ont peu pénétré dans ces centres, où, depuis 1885, n'avait point eu lieu de bataille électorale. Sur cette population silencieuse, rebelle à l'attrait des réunions publiques, et isolée dans des méditations personnelles, les traditions passées ont conservé toute leur force. Les fermiers, qui en sont les gardiens, n'ont pas de peine à maintenir chez les tisseurs, isolés dans leurs villages, fermés à l'action syndicale, et éprouvés par la concurrence étrangère, la fidélité au programme de conservation politique, de réformes sociales et de protectionnisme agraire, qui a toujours été celui du parti conservateur. Seuls, les ouvriers mineurs, — ce groupe homogène et organisé, — parqués dans des maisons communes et inscrits aux mêmes Associations, ont été ébranlés, dans leurs opinions traditionnelles, par la campagne des leaders ouvriers et la menace du pain cher.

M. J. Lawrence, le candidat des radicaux, avait su réunir toutes les chances de succès. Maire habile et patron généreux, il jouit à Chorley d'une incontestable popularité. Il

était soutenu, et c'est là un point sur lequel on ne saurait trop insister, par toutes les organisations ouvrières. Non seulement les Bourses du Travail ou *Trades' Councils* et les syndicats locaux font campagne, ouvertement, pour le défenseur des idées libres-échangistes ; mais encore un député ouvrier bien connu, Chas. Fenwick, escorte M. Lawrence dans sa tournée à travers les centres miniers. La popularité de cet ancien terrassier, qui se plaît à rappeler « que, depuis l'âge de neuf ans jusqu'au jour où il a quitté le puits pour entrer au Parlement, il a gagné son pain quotidien comme ouvrier », sa parole chaude et colorée, ses exposés clairs et précis des avantages qu'a donnés aux mineurs anglais la liberté commerciale, ont gagné à la candidature de M. Lawrence toutes les voix dont disposait la corporation. Bien que les chefs des syndicats des tisseurs aient eu moins d'influence, il n'en reste pas moins certain que cette alliance étroite et sincère des associations libérales et des organisations ouvrières donne à l'élection de Chorley une originalité particulière et une importante signification.

Lord Balcarres, l'heureux concurrent de M. J. Lawrence, est un de ces fils d'industriels enrichis, qui ont progressivement envahi les rangs de l'aristocratie britannique. Il est resté l'un des directeurs de la *Wigan Coal and Iron Company*, dont son grand-père, le comte de Crawford, avait assuré le développement. Par ses propriétés foncières, lord Balcarres conserve son influence sur les éléments agricoles, et par ses intérêts dans l'industrie minière et métallurgique, il reste en contact avec les éléments ouvriers de sa circonscription. Cette supériorité de fait sur le candidat libéral fut merveilleusement exploitée par les Associations conservatrices : elles disposaient de sommes importantes, d'agents expérimentés et d'automo-

biles nombreux. Plusieurs centaines d'électeurs avaient quitté la circonscription : le comité de lord Balcarres est entré en rapport avec chacun d'eux, et s'est assuré leur concours. La supériorité d'organisation du parti conservateur ne s'explique pas seulement, par les ressources matérielles dont il dispose, mais par l'homogénéité qui le caractérise. Elle s'est révélée dans cette élection de Chorley. Les propriétaires fonciers et les pasteurs Anglicans ont prêté à lord Balcarres un appui unanime. Dans tel village, son adversaire libéral s'est vu refuser, — contrairement à un usage traditionnel, — les préaux des écoles libres, et a dû se retirer sans avoir pu trouver ni une salle, ni un auditoire. Ce n'est plus seulement l'Église Anglicane, qui confond sa cause avec celle du parti conservateur ; c'est encore l'Eglise Catholique. Elle a été gagnée par la loi scolaire du Cabinet Balfour ; et à Chorley, un prêtre romain, le Père Walmsley, et l'évêque catholique de Leeds ont fait ouvertement campagne pour lord Balcarres, collègue d'un ministre qui a défendu les écoles confessionnelles.

Appuyé sur cette minorité homogène, groupements religieux et propriétaires fonciers ; servi par de puissantes organisations, le candidat conservateur s'est encore assuré des alliés, dans tous les rangs de la société, par son attitude conciliante et son élégant opportunisme. En dehors de la loi scolaire, trois questions politiques étaient soumises aux électeurs de Chorley. Aux décisions intransigeantes du libéralisme, ils ont préféré les solutions pratiques d'un parti, qui n'a jamais eu de doctrine politique. Pour donner satisfaction au mouvement antialcoolique, M. J. Lawrence avait accepté deux mesures radicales : fermeture des cabarets le dimanche ; droit pour les collectivités de restreindre le nombre des débits de boissons. Moins austère, lord Balcarres s'est contenté d'exprimer

aux tempérants sa sympathie. Pour résoudre les difficultés commerciales, M. Lawrence ne veut faire appel qu'aux principes libres-échangistes. Moins rigoureux, lord Balcarres propose de répondre aux tarifs étrangers par des droits sur les importations ; et il n'a pas manqué de reprocher à son adversaire d'avoir créé des usines dans les pays protectionnistes, d'avoir profité ainsi des avantages réservés aux industries protégées. Enfin, lorsque le candidat libéral l'a accusé d'être hostile à toute extension de la législation interventionniste, d'avoir notamment voté contre la loi qui limitait à huit heures le travail dans les mines, lord Balcarres a répondu, ingénument, que du moment que la majorité des électeurs y était favorable, il l'inscrivait sur son programme. Et les journaux conservateurs ont admiré l'habileté de cette manœuvre politique.

D'une élection, comme celle de Chorley, se dégage une leçon pour ceux qui en analysent les caractères et en étudient les résultats. Ils comprennent mieux la force de résistance, que peut opposer aux libéraux, malgré l'alliance des Associations ouvrières, le parti conservateur, appuyé sur des groupements homogènes, servi par des organisations puissantes et fidèle à sa politique de transactions opportunes.

III

Lorsque, par l'une des routes qui relient Londres aux ports de la Manche, le voyageur approche de la capitale, il reconnaît son voisinage au décor qui se déroule sous ses yeux. De maigres pâturages, des falaises blanches, jusqu'à la vallée de la Tamise, étendent leurs champs monotones, semés de bouquets d'arbres et coupés de chemins creux : on voit peu à peu diminuer l'éclat de leurs

herbes et la vigueur de leurs touffes. La ville approche et son haleine brûle la verdure. Ici, sur un mamelon, une rue, pavée et sablée, dresse ses deux rangées de maisonnettes et de jardinets. Là, c'est tout un bourg qui dessine, sur la prairie jaunie, ses lignes à angles droits. Plus loin, les toits se rapprochent, se serrent, s'entassent. L'herbe disparaît. Le ciel se ternit. Et la masse des cubes jaunes, lisérés de rouge, s'étend jusqu'à l'horizon. La ville a définitivement chassé la verdure et le soleil.

C'est dans ces quartiers neufs, — avant-garde de la Cité en marche, — que se trouvent au sud de Londres les deux circonscriptions de Lewisham et de Dulwich (1). Bâtis sur les grandes propriétés, aujourd'hui morcelées, de Corbett et Saint-Germain, ces faubourgs restent déserts et silencieux du matin jusqu'au soir. A l'aube et à la nuit, seulement, les rues sont animées et les cottages entr'ouvrent leurs portes. Le *master* rentre au logis. Comptables et employés, typographes et ouvriers d'art sont seuls, avec des rentiers ou retraités, à habiter ces innombrables maisonnettes, dont la salubrité réjouit l'âme d'un Charles Booth et dont la monotonie désole l'œil d'un artiste. Les rudes travailleurs, aux bourgerons râpés et aux mains noires, qu'emploient une ou deux grandes usines à gaz, jettent une note plébéienne dans cette population, où dominent jaquettes et redingotes, les *black coated working men*. Dans ces quartiers, où l'aisance est aussi rare que le paupérisme, quelques Associations religieuses et professionnelles exercent une action politique. A l'activité ministérielle des groupements Anglicans et d'une minorité Catholique, conquise par la loi scolaire, s'opposent les inlassables protestations des protestants dissidents, adhé-

(1) Les élections eurent lieu le 15 décembre 1903.

rents de *l'Église libre* ou des *chapelles congrégationalistes*. Sur la petite bourgeoisie, par leur culte individuel, leur discipline égalitaire et leur orgueilleuse certitude, elles ont conservé une séculaire influence. A la propagande de l'*Association métropolitaine du commerce de détail en vins*, achetée au Cabinet Balfour par sa promesse de ne fermer un débit qu'en échange d'une indemnité, répondent les efforts des *Associations antialcooliques* et de la Bourse du Travail, le *Trades' Council* de Camberwell.

Et maintenant quittons Lewisham et Dulwich ; embarquons-nous pour Birmingham. A l'ouest de la citadelle de M. J. Chamberlain, au sud du district industriel de Wolwerhampton, s'étend la circonscription purement rurale, à laquelle la petite ville de Ludlow (1) donne son nom. C'est un bourg coquet. Il est plein des souvenirs du passé. Un château ruiné, une église connue, une large rue bordée de maisons anciennes, lui valent les visites des touristes, que ne rebutent ni les longs voyages, ni les communications imparfaites. Perdue au pied des premiers contreforts des monts Cambriens, isolée par des replis de terrains, cette population, déjà marquée de la gravité silencieuse des Gallois, ses voisins, est disséminée en une série de hameaux. La circonscription ne compte pas moins de 49 paroisses et de 29 sections de vote. Dans ce coin perdu et sur ce sol mouvementé, les grandes exploitations sont rares et les petits fermiers nombreux. Attirées par la main d'œuvre abondante, quelques industries ont tenté de s'établir dans cette circonscription exclusivement rurale. A Highley et à Bridgeworth, une exploitation minière et une fabrique de tapis viennent d'être créées. Mais il n'y a vraiment que deux centres de vie industrielle, la gare

(1) L'élection eut lieu le 22 décembre 1903.

active de Craven-Arms et les carrières de pierre, en pleine prospérité, de Clee-Hill. A l'exception de ces deux points, où ont pénétré les idées syndicales et les conférenciers ouvriers, les électeurs de cette circonscription, isolés dans leurs villages, avaient perdu, depuis onze ans, tout contact avec les idées et les passions de leur temps et de leur race. Ils étaient restés dociles à l'action conservatrice des grands propriétaires et à l'influence libérale de leurs pasteurs méthodistes. Ils se réveillent, aujourd'hui, de leur long sommeil ; et, conscients de la gravité du vote qu'ils auront à émettre pour la première fois sur la question fiscale, par leurs sentiers aux pentes rapides, assombris encore par les haies, les voyez-vous descendre, la lanterne à la main, vers le village, où les conférenciers de la *Ligue pour la réforme des tarifs* ou de l'*Union libre-échangiste* leur expliquent les avantages ou les inconvénients des idées nouvelles, qui bouleversent l'Angleterre. Ils écoutent sans dire mot, ni battre des mains. Ils reprennent ensuite le sentier familier. Au détour du chemin creux, leurs lanternes sont seules à étoiler la nuit profonde.

A Ludlow, à Lewisham, à Dulwich, — dans la même semaine, — les sous-officiers de l'Angleterre industrielle et les soldats de l'Angleterre rurale ont eu à se prononcer sur le « grand projet » de M. Chamberlain. Employés (*City clerks*) et paysans (*tenant farmers*) l'ont également acclamé.

Les trois hommes, investis par lettres patentes de la confiance de M. Chamberlain, qui avaient accepté d'incarner et de défendre ses idées, avaient tous été mêlés, plus ou moins directement, à la crise sud-africaine. Ils révélaient ainsi, inconsciemment, aux observateurs les moins perspicaces que la poussée de l'impérialisme protec-

tionniste n'est qu'une répercussion de la dernière guerre, une déviation de la combativité anglaise. A Ludlow, le parti conservateur avait fait choix de M. Rowland Hunt, bien qu'il fût catholique, et partant combattu par le leader local, lord Forester. Sa réputation de chasseur intrépide et surtout ses brillants services dans un corps d'irréguliers, les *Lovat's Scouts*, lui firent pardonner ses erreurs théologiques. A Lewisham, le major E. F. Coates portait l'étendard conservateur et protectionniste. Propriétaire foncier et juge de paix en Surrey, associé d'un agent de change, le major Coates conserve, de ses longs services au 3e bataillon du régiment de West-Riding, une allure martiale et une moustache militaire, qui lui avaient déjà valu le titre de « lieutenant de la Cité de Londres ». Mais c'est surtout le nouvel élu de Dulwich, qui a été étroitement mêlé au conflit sud-africain. Du médecin, Fréd. Rutherfoord Harris, pas plus que son collègue le docteur Jameson, n'a ni les habitudes pacifiques, ni les préoccupations intellectuelles. Ce descendant d'un soldat de Waterloo et du vainqueur de Tippoosahib, est un beau cavalier, aux allures engageantes, aux vêtements coquets et à la boutonnière fleurie. « Rond (*bluff*), joyeux et bavard », il fut le secrétaire et le confident de Cecil Rhodes. Complice du docteur Jameson, il est célèbre pour avoir câblé au *Times*, avec une date fausse, une lettre non datée, transformée ainsi en un appel adressé par les Anglais de Johannesburg au docteur Jameson, à la veille de sa marche en avant. Les trois candidatures furent soutenues par la *Tariff Reform League*, les trois circonscriptions inondées des mêmes brochures et envahies par les mêmes conférenciers. Les caricatures sur le « Club des perroquets » (Cobden Club), sur les bienfaits apportés par le Libre-Echange aux Anglais pauvres (soit 30 p. 100

des habitants), s'étalent sur les murs à Ludlow, aussi bien qu'à Lewisham ou Dulwich. Les représailles douanières immédiates, les tarifs différentiels prochains fournissent les sujets des discours et les articles des programmes conservateurs. A Londres, on insiste sur la concurrence des industries ; à Ludlow, sur celle des céréales étrangères. S'il était nécessaire de compléter allocutions ou professions de foi, la justification de la loi scolaire et des armements croissants fournit de nouveaux développements. Le major Coates et le docteur Harris se sont, en outre, intéressés aux inquiétudes des marchands de vin, aux colères contre les immigrants juifs ou polonais et à certaines revendications ouvrières.

Ce qui n'était chez eux qu'une concession gracieuse, forme la partie principale du programme démocratique de leurs adversaires radicaux. Par leurs personnes, autant que par leurs idées, ils appartiennent à la fraction la plus avancée de l'opposition antiministérielle. A Ludlow, M. Fréd. Horne, un modeste tenancier, dont l'élection fut payée par son parti, avait tout ce qu'il fallait pour enlever cette circonscription rurale de la frontière galloise. Vice-président de la Chambre d'agriculture, il réclame pour les tenanciers anglais l'extension des privilèges juridiques accordés à leurs collègues d'Irlande, le morcellement des grandes propriétés et la revision des droits de chasse. Méthodiste convaincu, il avait donné l'exemple de la « résistance passive à la loi scolaire » et laissé saisir une partie de son mobilier. A Lewisham, un ancien élève de Balliol College, un brillant avocat, J. W. Cleland, pouvait compter sur l'attrait de sa parole chaude et spirituelle et sur le souvenir des services qu'il avait rendus à la classe ouvrière, pendant trois années passées au *County-Council* de Londres. A Dulwich, enfin, un autre universitaire,

C. F. G. Masterman, *fellow* de Cambridge et critique littéraire du *Daily News*, avait conquis de précieuses sympathies comme membre du bureau de l'Assistance publique et trésorier de diverses œuvres philanthropiques. Les trois candidats étaient d'accord pour aborder d'autres problèmes que la question fiscale. Fréd. Horne insiste particulièrement sur la réforme agraire ; W. Cleland et G. Masterman, sur l'extension du suffrage et le paiement des députés, la taxation des plus-values foncières et la suppression des *mining royalties*, la revision, dans un sens favorable aux Trade-Unions, de la loi sur les syndicats et le développement de l'instruction publique. Conquis par ces idées et ces candidats, les carriers et les mineurs de Ludlow, les ouvriers du gaz à Londres votent pour les libéraux. Syndicats et Bourses du Travail, J. Burns et W. Crooks firent campagne pour leurs anciens adversaires.

Cette alliance nouvelle, l'appui des conservateurs libres-échangistes, l'intervention du duc de Devonshire et de M. W. Churchill ne parvinrent ni à ébranler le bloc conservateur, ni à triompher de sa forte organisation. Aux paysans et fermiers, rentiers et landlords, ces adhérents faciles, vinrent s'ajouter les « employés » de Londres, menacés par la concurrence allemande et dociles à la poussée impérialiste. Sans doute les majorités conservatrices ont été réduites et les forces libérales accrues. La marée monte. Mais elle monte lentement. Si elle laisse à M. Chamberlain le temps de cimenter à la romaine la digue qu'il construit peu à peu, elle viendra s'y briser en une houle impuissante.

IV

A l'entrée de la presqu'île de Cornouailles (1), qui rappelle, par le granit de ses collines, les origines celtiques de ses habitants et les écueils de ses côtes battues par les premières lames de l'Océan, la Bretagne française, dont un caprice de la mer la sépara jadis, s'étend le comté de Devonshire. C'est au centre de ce coin si pittoresque de l'Angleterre, que se trouve la circonscription d'Ashburton.

Les traditions de l'histoire et les hasards de la politique ont groupé dans la même division administrative les localités les plus disparates et la population la moins homogène.

Sur les confins de la vallée de l'Exe, que domine de sa cathédrale et de ses maisons la vieille ville d'Exeter, se trouvent les terres lourdes et les prairies plantureuses, qui avaient valu au Devonshire sa séculaire réputation de fécondité. Alimentées par les nuées chassées du Nord et du Sud vers la terre par la brise marine, les eaux ruissellent de toutes parts. Des vallons, des replis du sol, des fossés de la route, des sillons de la terre en friche s'élève, plus ou moins sonore, la même chanson murmurante. Dès qu'une cavité se creuse, une source ou une averse se charge de la remplir. Sous l'action de ces eaux niveleuses, les collines s'abaissent et les vallées s'élargissent. Nourries du sol le meilleur, arraché aux flancs des coteaux, elles deviennent de véritables vergers. Une teinte uniformément répandue donne à cette partie du Devonshire une originalité particulière. Rouge est le sol, que ravinent les pluies sur les pentes des collines ; rouges les mottes, que

(1) L'élection eut lieu le 7 janvier 1904.

retourne la charrue ; rouge la race des bêtes à cornes, à la masse imposante et aux pattes courtes, qui paissent dans les prés ; rouges les vieilles maisonnettes de pierre, qu'éclabousse la boue du chemin.

Ces vallées humides, ces terres éclatantes donnent enfin au voisinage des montagnes un dernier caractère. Dès qu'on s'élève un peu, on devine leur voisinage. Les hauteurs sont couronnées de bosquets. Sur leurs pentes, les genêts se courbent en gémissant.

Ces pâturages, ces prairies, ces vergers faisaient jadis la richesse du Devonshire. Il s'enorgueillissait de ses vaches et de ses moutons. Lorsque M. Rider Haggard, au cours de son enquête sur l'Angleterre rurale, parcourut cette Normandie, il ne recueillit, dans les visites qu'il fit de ferme en ferme, que des plaintes et des récriminations. Les œufs et les beurres du Danemark, les céréales d'Amérique, les fruits de France envahissent les moindres marchés et rendent toute concurrence impossible. Les usines et les villes attirent les hommes valides. Et, en effet, ces vallées jadis silencieuses se remplissent maintenant du bruit et de la fumée des ateliers industriels. Chaque jour il en surgit de nouveaux. A Newton-Abbot, la Compagnie du Great Western a installé un important dépôt de machines et de wagons. A Bovey-Tracey, des fabriques de porcelaines occupent un nombre de bras croissant. A Kingskerswell, le commerce du cidre ; à Kingsteighton, les carrières d'argile accaparent toute la main d'œuvre. Et les ouvriers agricoles, mal payés, mal logés, mal nourris, — les *Hinds*, comme on dit là-bas, — désertent en masse pour passer à l'ennemi.

M. Rider Haggard, découragé, quitta les vallées riches pour parcourir les plateaux pauvres du Devonshire.

Aux vallons coquets dominés par des hauteurs boisées,

succèdent de mornes étendues d'argile gluante. Çà et là, des monticules de sable jaune alternent avec des taillis de broussailles, des champs de genêts et des rangées de rochers. Les pics, ou *Tors*, qui barrent l'horizon et éclairent de leurs lignes le ciel sombre, se rapprochent. Aux plateaux succède la montagne. Les forêts de chênes et de mélèzes, les bancs de bruyère rose, les fourrés de genêts tachetés d'or couvrent le sol. Des ravins, dont les broussailles touffues servent d'abri aux bêtes et aux hommes, des carrières de granit s'ouvrent çà et là. Des troupeaux de poneys aux poils rudes, des moutons vêtus de leurs laines de montagne, des vaches petites et rousses errent paisiblement. Nous sommes aux confins de la Cornouailles, dans la *Dartmoor*.

Son climat rude, son sol pauvre, ses solitudes battues des vents ont trouvé des admirateurs plus fidèles que les beaux champs bruns et les plantureuses vallées, qu'arrosent la Tavy ou l'Exe. Les paysans, qui afferment leurs terres aux deux propriétaires de la *Dartmoor*, le duc de Cornouailles et sir Massey Lopes, sont les seuls qui ne se plaignent ni de la concurrence étrangère ni de l'évolution industrielle. Leur vie est dure et leur travail acharné. Pendant l'été, ils surveillent dans la Dartmoor leurs troupeaux de moutons et de vaches. L'hiver, ils vendent leurs produits et piochent leurs jardins. Ils ne mangent, — chose rare, en Angleterre du moins, — « de la viande fraîche que deux fois par semaine ». Et cependant, les baux, que signe avec son fils, pour vingt ans, le tenancier, ne manquent jamais de preneurs. Les *Moormen*, — et c'est ce qui les distingue des *Hinds*, — ont pour leurs plateaux granitiques et leurs solitudes tourmentées l'amour des Bretons pour la Bretagne, des marins pour l'océan.

Ils forment, dans ce coin du Devonshire, un petit groupe étrange, qui survit à une époque disparue.

Ces quelques lignes de psychologie étaient nécessaires : elles expliquent l'attachement fidèle d'Ashburton pour le radicalisme. La population rurale, de jour en jour moins nombreuse, est composée d'éléments trop disparates, — fermiers des vallées riches, journaliers pauvres et envieux, *Moormen* ignorants et isolés, — pour fournir au parti conservateur une troupe compacte et disciplinée. En fait, depuis 1885, les *Hinds* ou ouvriers agricoles et un certain nombre de *Moormen* ont toujours voté pour le député libéral, dont la majorité n'a cessé de croître. Le développement des industries locales, — dépôts de locomotives et fabriques de porcelaines, — aurait d'ailleurs suffi pour lui assurer la victoire. Le libéralisme trouve dans ces jeunes cités, qui ignorent jusqu'ici les dangers de la concurrence étrangère et prélèvent leur dîme sur les blés et les fruits débarqués à leurs portes, ses électeurs les plus fidèles, ses disciples les plus convaincus. Rien ne permettait de prévoir qu'en janvier 1903 la circonscription d'Ashburton romprait avec ses traditions.

Il suffisait, d'ailleurs, de connaître les candidats et de feuilleter leurs programmes pour prédire l'échec des espérances conservatrices.

H. T. Eve, le mandataire des libéraux, avait abandonné le barreau pour se consacrer, depuis tantôt sept années, à l'agriculture et, partant, à la politique. Il habite sur les confins de la *Dartmoor*, à Bovey-Tracey, où il élève de nombreux troupeaux. Par son accueil facile et ses conseils sûrs, il conquit la sympathie non seulement des journaliers qu'il occupait sur ses terres, mais celle des farouches *Moormen*. Les libéraux ne pouvaient faire choix d'un meilleur candidat. H. T. Eve connaissait à merveille la

circonscription ; et dans son programme il tint compte de toutes les revendications locales. Il savait que les boutiquiers de Newton-Abbot aspiraient à devenir propriétaires du sol qu'ils avaient loué pour quatre-vingt-dix-neuf ans, et il promit qu'une loi prochaine obligerait les landlords à accepter, des mains de leurs locataires, le rachat de leurs propriétés urbaines. Il savait que les *Moormen* souffraient des dégâts causés par les lapins, et il affirma que les tenanciers auraient prochainement les mêmes droits de chasse que leurs maîtres (*Masters*). Ces deux promesses électorales, jointes à l'émotion produite dans les milieux méthodistes par la loi scolaire et dans les faubourgs ouvriers par les menaces perfectionnistes, suffisaient pour assurer à H. T. Eve la victoire.

En vain, les conservateurs retracèrent-ils les brillants services rendus par le général sir Richard Harrisson lors de la révolte des Indes et de la première campagne au Transvaal, en Crimée et en Égypte. L'ancien inspecteur général des fortifications ne connut point les succès électoraux, qu'avaient remportés d'autres candidats militaires, comme le major Coats ou le docteur Harris. Plus d'une fois il dut assister à la débandade de ses troupes, dispersées, à coups de poing, par les mécaniciens de Newton-Abbot ou les pottiers de Bovey-Tracey. Des coloniaux de marque, venus pour lui prêter leur appui, furent jetés par les fenêtres. Attristé d'être si peu compris, le général enregistra mélancoliquement les nouveaux progrès de la majorité libérale et se retira dans ses terres, pour classer dans ses archives les lettres d'encouragement que lui avait adressées M. Chamberlain. Il jura, — mais un peu tard, — qu'on ne l'y reprendrait plus.

*
* *

Certes, on retrouve dans ces coins de l'Angleterre bien des souvenirs politiques d'un passé disparu. Les cadres, les traditions des partis paraissent subsister intacts. Mais on y découvre aussi tous les facteurs du conflit psychologique, que nous avons voulu étudier. Chacune de ces élections partielles met en relief les liens étroits qui unissent, d'une part, la réaction protectionniste à la poussée impérialiste et à la crise belliqueuse, et, de l'autre, le réveil radical à l'activité des organisations ouvrières et aux scrupules des consciences protestantes. Cette conclusion est confirmée par le récit d'une manifestation libre-échangiste et l'analyse des élections générales.

CHAPITRE IX

ESSAI D'UNE MOBILISATION DES FORCES RADICALES
LE CENTENAIRE DE R. COBDEN

I. La signification politique des fêtes du centenaire. Leur importance. Leurs caractères. — II. Le pèlerinage des amis. La maison et le tombeau de R. Cobden. Les conversations et les discours. — III. Une manifestation libérale en province. Composition de l'auditoire. La thèse de J. Bryce. — IV. La manifestation radicale de Londres. Caractère démocratique et religieux de l'auditoire et des discours. — V. Les espérances politiques des disciples. Les origines du réveil protestant et de la poussée ouvrière. Les associations libérales et les groupements ouvriers : une entente est possible. — VI. Les espérances politiques des adversaires. Surprise provoquée par la résistance des groupements et la popularité des idées libres-échangistes. Les élections générales constitueront une victoire libérale, mais une victoire précaire. La majorité sera faible, les troupes seront divisées. J. Chamberlain saura exploiter cette faiblesse numérique, ces divisions profondes.

I

Les partis sentent que la bataille est proche (1) : ils fourbissent leurs armes et inspectent leurs troupes. Les groupes protectionnistes exploitent la stagnation des affaires ; convoquent les industriels à des conciliabules secrets ; et entassent les écus dans leurs caisses. Le parti conser-

(1) Juin 1904.

vateur flatte l'amour-propre national par des succès diplomatiques et des expéditions coloniales, soigne les marchands de vin et protège leur commerce contre les rigueurs des magistrats antialcooliques, après avoir conquis les clergés Anglican et Catholique par sa loi scolaire. Les libéraux célèbrent les gloires passées et rappellent les services rendus.

Saisissant l'occasion que leur fournit l'anniversaire de la naissance de R. Cobden, ils ont voulu donner et ils donnent à ces fêtes un éclat particulier et une importance exceptionnelle. Aidée du Cobden Club, — ce vétéran des luttes libres-échangistes, — et de la Fédération nationale libérale, une commission a mobilisé l'état-major du parti et organisé, dans toute l'Angleterre, pour demain et après-demain, 70 manifestations populaires, sans compter les réunions peu nombreuses.

Tandis que M. John Morley ira porter la bonne parole dans la cité sainte du protectionnisme, à Birmingham, M. Winston Churchill, la nouvelle recrue des libéraux, l'homme d'État de demain, ira réveiller à Manchester, dans la salle même où Cobden prononça ses discours, les souvenirs laissés par sa voix éloquente. Sir Robert Giffen, l'économiste têtu et le statisticien émérite, ira à Hayward's Heath avec sir Spencer Walpole. Léonard Courtney, — un historien délicat, — se charge d'Edimbourg. L'Hon. Stanhope sera fêté à Rochdale, dans la cité où naquit l'idée coopérative. Ph. J. Edmond Robertson, une des espérances libérales, prendra la parole à Peterborough. Le leader du parti, qui en incarne toutes les traditions politiques, sir Henry Campbell-Bannerman, l'historien, qui en rappelle toutes les gloires littéraires, James Bryce, se sont réservé l'honneur de rappeler l'œuvre économique, l'action pacifique de R. Cobden, dans la capitale

qu'il a honorée, dans le village où il est né et où ses cendres reposent, à Londres et à Midhurst.

L'opposition fonde sur ces manifestations de nombreuses espérances politiques. Les pensées anglaises apprennent et oublient avec une égale lenteur : rappeler le souvenir des luttes contre le pain cher et des vingt années de prospérité, qui coïncidèrent avec l'hégémonie parlementaire du parti libéral (1854-74), est le meilleur moyen, le seul, de lutter avec efficacité contre la campagne protectionniste. L'épithète de révolutionnaire ou de réactionnaire, — ces deux termes, pour un Anglais, sont synonymes, — est la seule qui puisse nuire à M. J. Chamberlain. En précisant les idées morales qui guidaient R. Cobden dans ses campagnes, les libéraux espèrent resserrer les liens qui les unissent aux protestants dissidents. Le libre-échange restait jusqu'ici l'une des convictions religieuses de la petite bourgeoisie puritaine. La loi scolaire, la lutte pour l'école neutre, est venue ranimer sa foi. Si les fêtes du centenaire de R. Cobden, — l'une de ses gloires les plus pures, — pouvait achever de réveiller la *conscience non conformiste*, les libéraux seraient sûrs, ils le croient, de la victoire. Leurs chefs auraient voulu faire plus, et grouper les associations ouvrières dans une même manifestation contre la réaction protectionniste. Mais leurs efforts ont échoué. Le *Parti indépendant ouvrier* et le *Comité pour la représentation du travail* ont refusé de s'associer à ces fêtes libres-échangistes. Ils n'ont point voulu oublier, devant le danger qui les menace, l'opposition qu'avait faite autrefois Cobden à l'action syndicale et à la législation interventionniste. Cette réserve confirme, en les aggravant, des incidents antérieurs. Organisations libérales et associations ouvrières ne sont plus des adversaires. Elles ne sont pas encore des alliées.

Tous ces renseignements, qui éclairent la signification et précisent l'importance du centenaire de R. Cobden, m'étaient donnés par une femme de haute intelligence et de grand cœur, loin du tumulte de Londres, sous la paix des arbres qui protégeaient la Tamise contre les brumes et la bise d'un jour d'automne. Sur les tables de ce cottage hospitalier traînent des brochures socialistes. De l'autre côté du jardin se dresse la large maison, aux briques rouge sombre, où William Morris, tout en écrivant des poèmes et dessinant des tentures, commença sa campagne marxiste. Tout près, s'ouvrent les portes des ateliers de reliure et d'imprimerie, où mes hôtes, fidèles à leurs opinions, travaillent toute la journée durant. Et cependant, chacun proclame à l'envi qu'il est impossible de ne pas découvrir, entre les traits de mon interlocutrice et le visage de R. Cobden une intime ressemblance. Si l'une des filles de Cobden a pu devenir la trésorière du *Parti ouvrier indépendant* (section de Londres), pourquoi les jeunes chefs du groupe radical, Geo. et Ch. Trevelyan, L. Hammond, H. Samuel, ne parviendraient-ils pas à effacer les souvenirs et dissiper les malentendus (1)?

II

Tandis que l'invasion des villas rouges a transformé les caractères du Hampshire, proscrit toute culture, chassé les troupeaux et réduit ce vieux comté à n'être plus qu'une série de parcs monotones, semés des mêmes bouquets d'arbres, coupés par les mêmes haies touffues et tachetés des mêmes boutons-d'or, le Sussex a conservé encore son attachante originalité. Le regard s'arrête avec

(1) Voir notre portrait de R. Cobden dans *Crises belliqueuses*, éd. cit., pp. 249-262.

joie sur des lignes moins banales et des teintes moins connues. Avec les verts pâturages alternent des champs, dont la charrue vient de retourner la belle terre brune, des mamelons que les bruyères couronnent de rose. A côté d'un élégant cottage, l'œil découvre de blanches chaumières recouvertes de leur chaume doré. La campagne n'est plus déserte ; et çà et là, sous la garde des bergers, drapés dans leurs mantes d'autrefois, paissent des moutons, dorment des vaches courtes et râblées, au pied des haies, que les violettes et les « ne m'oubliez-pas » tachent de leurs bleues corolles. A l'horizon, les South-Downs dessinent, de leurs croupes boisées, une ligne bleue dont les sinuosités laissent, par les jours clairs, deviner l'éclat scintillant de la mer toute proche. Depuis un demi-siècle, le Sussex n'a rien perdu de sa beauté. Il est resté ce qu'il était aux jours déjà lointains où R. Cobden est venu, au terme de sa vie, se reposer d'abord, s'endormir enfin dans la maison même où il était né le 3 juin 1804.

Avec cette gravité silencieuse qui frappe toujours ceux qui ont les oreilles encore pleines du brouhaha parisien, un groupe d'amis nombreux et recueillis rendait visite à la ferme de Dunford, au tombeau de West-Lavington. Juchée assez loin du hameau de Heyshott, sur une des pentes qui descendent des South-Downs, la chaumière de Dunford est devenue un élégant cottage. R. Cobden présida à cette transformation, et depuis sa mort rien n'a bougé. La salle où il travaillait au milieu de ses enfants, tapageurs et rieurs, est intacte, et le fauteuil du vieillard est à la même place. Le jardin a conservé les lignes qu'il lui imposa. Dans la prairie, toute proche, les troupeaux paissent encore; et là, à quelques lieues, les South-Downs attendent toujours immobiles. Silencieusement, les amis

arrivent, regardent, échangent tout bas quelques souvenirs, et à travers un parc, dont les portes leur sont ouvertes, se dirigent vers le tombeau de R Cobden. Un poète n'eut pas rêvé d'une dernière demeure plus sereinement belle. Un sentier s'engage sur une pente rapide, qu'ombragent de leurs troncs centenaires des pins gigantesques. A cette courte forêt succèdent des taillis de rhododendrons, qui recouvrent le chemin d'une voûte mouvante et parfumée, d'où pendent de larges fleurs rouges. Le sentier tourne, retourne encore, et la muraille enchanteresse, cédant à ses courbes, les revêt du même taillis tacheté d'écarlate. Le soleil perce enfin. Le sommet de la colline de West-Lavington est atteint. Autour d'une vieille église, dans le vert gazon, brillent des dalles blanches. Ni monuments ni dorures. Sur l'une de ces dalles reposent des couronnes faites avec des fleurs et des tiges de blé. C'est là qu'a voulu reposer Cobden, sur cette éminence d'où l'on aperçoit, mieux que d'ailleurs, par-dessus les rhododendrons rouges, par-dessus les verts sapins, les contreforts bleus des South-Downs, parfois la ligne scintillante de la mer.

Leur pèlerinage terminé, les amis regagnent la coquette villa d'Oatscroft, où les quatre filles de Richard Cobden reçoivent leurs invités, avec cette large générosité et cette prévenance minutieuse qui caractérisent l'hospitalité anglaise. Mrs Cobden-Unwin, la femme du grand éditeur libéral de Londres, dont l'*Independent Review* lutte avec succès contre la *National Review*; Mrs Cobden-Sickert; Mrs Cobden-Fisher, dont le mari a organisé la lutte libre-échangiste dans la circonscription de Midhurst; Mrs Cobden-Sanderson, l'éloquente et infatigable apôtre du radicalisme anglais, la femme de ce grand artiste et de ce penseur profond qu'est l'imprimeur et relieur J. Sanderson.

accueillent avec un égal empressement les fermiers, leurs voisins, les boutiquiers de Midhurst et les amis personnels de leur famille.

Il y avait là Mrs Bright-Clark, la fille de John Bright, le rude compagnon de R. Cobden dans toutes ses luttes ; lady Agatha Russell, la fille de lord J. Russell, qui aida Cobden à négocier le traité de commerce avec la France ; Mrs Belloc et M. J.-M. Paulton, M. P., dont les pères s'associèrent étroitement aux campagnes de l'apôtre du libre-échange et du droit international. Chacune des conversations échangées entre leurs hôtes et leurs invités permettait de préciser la physionomie du grand disparu. Toutes ces anecdotes concordent : le culte de Cobden pour les poètes romantiques, Cowper, Scott et Burns, son admiration passionnée pour les spectacles de la nature, sa sympathie pour les idées religieuses révèlent bien l'existence d'une sensibilité délicate chez ce commerçant et ce darwiniste. Seuls, les vieux fermiers, petits et trapus, les lèvres et le menton correctement rasés, le visage encadré dans une barbe hirsute, apportent des souvenirs inédits. Ils disent la générosité du propriétaire, qui doubla le salaire de ses journaliers et s'entretenait quotidiennement avec eux de leurs besoins.

Cette journée fut consacrée à célébrer les vertus morales de R. Cobden. Dans les allocutions que prononcent Mrs Belloc, Mrs Cobden-Unwin, M. Paulton, M. P., ainsi que les candidats libéraux du Sussex, les orateurs s'attachent à mettre en relief la bonté désintéressée, la persévérante énergie de Cobden. L'attitude respectueuse et recueillie des fermiers et des boutiquiers montrait bien que c'était là qu'il fallait chercher la cause de l'attachement fidèle de leurs âmes puritaines à la mémoire du grand apôtre. Après Kropotkine, le célèbre réfugié russe, un autre étranger, un Français, parla au nom de ses compa-

triotes, qu'il était seul à représenter. Et dès que sa nationalité eut été connue, plusieurs de ses auditeurs vinrent lui serrer la main et lui exprimer leurs sympathies pour la France.

La journée avait été telle que l'eût désiré Cobden. La réunion fut simple ; paysans et boutiquiers y étaient venus en foule ; les étrangers y furent reçus en amis.

III

Quelques centaines de maisons, rouges et blanches, basses et petites, semées, au pied de collines boisées, sur un sol mouvementé, traversées par une rapide rivière et percées de rues étroites. — tel est le petit bourg de Midhurst. Devant un *hall*, flambant neuf, une douzaine de musiciens, coiffés de larges casquettes galonnées d'argent, soufflent avec conviction dans des cuivres bruyants. Une vingtaine de gamins, trois chiens et quelques canards écoutent religieusement. Deux *policemen*, à la fois corrects et empressés, sont en fonctions devant le *hall*. Un à un, vêtus de leurs jaquettes des dimanches, et accompagnés de leurs femmes dans leurs plus beaux atours, les boutiquiers pénètrent avec un silencieux respect dans la salle. Quelques belles têtes de *local preachers*, de prédicateurs puritains, au masque immobile, au regard fixe, à la barbe grisonnante, les lèvres serrées et le menton rasé de frais ; et aussi, çà et là, des visages plus jeunes et plus ardents : les yeux bleus, étincelant de force, les rudes moustaches, les tailles courtes et carrées permettent de reconnaître les nouvelles générations libérales, qui se recrutent toujours dans le même milieu de petits bourgeois, inquiets du poids des impôts, et irrités contre les privilèges de leur *land-*

lord, de leur propriétaire. Un autre groupe, moins nombreux, en raison du labeur plus rude et des distances plus grandes, était formé par les ouvriers agricoles. Plus silencieusement, pour ne pas faire crier le parquet sous leurs gros souliers ferrés, ils se glissent dans le *hall.* Sans avoir eu le temps de secouer toute la poussière de leur travail, en vestons et en casquettes, ils s'assoient et leur tête tournée vers l'estrade, les traits immobiles, mais tendus dans un admirable effort pour écouter et comprendre, ils restent là sans bouger, sans applaudir, sans sourire. Ils s'en remettent du soin de traduire leurs émotions à leurs femmes, rouges et grosses personnes, coiffées d'un canotier fatigué, qui, heureuses d'oublier, pour un instant, leur douzaine de marmots, battent des mains avec autant de vigoureux entrain que si elles tapaient du linge sur la pierre du lavoir. Plus fidèles que les boutiquiers au libéralisme, conquis, depuis 1884, par la promesse de réformes agraires, les rudes laboureurs du Sussex achevaient de remplir cette salle et de lui donner toute sa signification politique.

Tel est le public qui, dans ce *hall* d'un petit bourg rural, orné, suivant la coutume, de drapeaux et de devises, réparti, comme le veut l'usage, en sièges à honneur, fauteuils payants et places gratuites, se pressait pour écouter, dans la soirée du 3 juin, le grand historien J. Bryce.

Et tout de suite, avec l'expérience d'un vétéran des luttes politiques, et avec cette connaissance du tempérament national que seul peut avoir un historien, M. Bryce précise le sens et la portée que le parti libéral veut donner à cette fête de pieuse commémoration. Il ne s'agit nullement d'affirmer notre croyance en un dogme sacré ou une philosophie « cobdeniste ». R. Cobden n'était point une « pensée scientifique ». Mais avec ce rude bon sens

qui caractérise la race anglaise, avec le caractère concret de sa pensée, il était particulièrement apte à observer les faits, à analyser les besoins de son temps. Lorsqu'il avait trouvé une solution, il était assez tenace et assez insinuant pour la faire triompher. Cobden n'était qu'un homme d'action. Cela suffit à sa gloire. Il nous a laissé beaucoup moins un système qu'une méthode. Respectons-la, et apprenons à nous en servir. Appliquons-la, comme lui, à deux ordres de faits, aux problèmes des droits sur les importations et des relations internationales. Nous constaterons comme lui, que la libre entrée des produits, — je ne dis pas le libre-échange, — a permis d'améliorer le bien-être des travailleurs et d'accroître leurs salaires ; que des armements excessifs et des conflits répétés paralysent l'activité économique et retardent les réformes sociales. Il convient donc de rester fidèle au souvenir de R. Cobden et de protester comme lui, contre le pain cher et la guerre permanente.

IV

Alexandra-Palace, une gigantesque verrière, dont la laideur éclipse celle du Palais de l'industrie, d'heureuse mémoire, dresse sa grande carcasse de fer dans un de ces faubourgs du Nord de Londres, qui étendent chaque mois, de quelques centaines de mètres, le rayonnement de leurs maisonnettes, d'un gris rosé, que le charbon et les brouillards transforment vite en une uniforme teinte noire. On peut, du haut de la terrasse d'Alexandra-Palace, suivre, des yeux, cette marche lente de la ville, qui, abattant les forêts, comblant les rivières, recouvre, d'un même damier de cubes identiques, toutes les collines. Au Nord, on aperçoit encore

quelques espaces vides, des prés, des arbres; mais au Sud, à l'exception des parcs, où des ombres blanches, dans cette après-midi ensoleillée d'un samedi de juin, — jouent au cricket, — tout est bâti. Et nous sommes, cependant, à une demi-heure de Londres, en chemin de fer!

Tandis que sir Henry Campbell Bannerman, un vigoureux *gentleman* anglais, au teint coloré, à la forte carrure, aux courts favoris et à la rude moustache, reçoit, avec une aimable rondeur, dans une salle écartée, les hommages de ses partisans, la large nef se remplit peu à peu. Mille commissaires, recrutés parmi les employés et les boutiquiers inscrits dans les clubs radicaux de la métropole, assurent le service d'ordre d'une manière parfaite; tandis que leurs femmes, leurs sœurs ou leurs filles vendent, au profit de la caisse du parti, des brochures et des ouvrages de propagande. Toutes les associations libérales de Londres — le *Club national libéral*, le *Club des Quatre-Vingts*, la *Nouvelle Réforme*, la *Fédération libérale des femmes*, — les grands groupements coopératifs, — l'*Union coopérative* et la *Guilde coopérative des femmes*, les *Sociétés pour la Paix par le Droit*, avaient envoyé des délégués. Le *Cobden Club* était représenté par son trésorier, G. H. Perris. De Londres, étaient venus également quelques membres de l'aristocratie libérale, la fille de lord Rosebery, un portrait de Reynolds descendu de son cadre, la jeune et belle vice-présidente de la Ligue des femmes libérales, M. Saint-George-Lane-Fox-Pitt, lord Carrington. De Londres encore étaient venus, avec les descendants de la famille de R. Cobden et de J. Bright, des membres du County Council et du Parlement, des représentants de la haute bourgeoisie libérale. Mais les trois quarts de cet auditoire de 12.000 personnes, — je dis 12.000, — étaient formés par les ouvriers des faubourgs voisins. Trois

des leurs allaient prendre la parole. La présence des travailleurs manuels, leur écrasante majorité, leur ardent enthousiasme donnent à cette réunion son premier caractère, sa première signification. Elle fut une manifestation démocratique, et j'ajouterais puritaine.

Pendant l'heure qui précède les discours, l'auditoire, — ces milliers de voix — chantent quelques-uns des vieux hymnes, écrits lors des luttes libres-échangistes, et dont l'éditeur Fisher-Unwin vient de publier un court recueil. La société chorale, organisée par le docteur Clifford, le grand pasteur baptiste, dont l'admirable discours allait être l'événement capital de la soirée, entonne les premiers versets. L'orgue accompagne les voix. Et voici quelques-unes des strophes que, une heure durant, avec la joyeuse vigueur de leurs poitrines saines, chantent ces ouvriers :

Dieu bénisse notre terre natale !
Puisse la main protectrice du ciel
Encore garder notre rive !
L'ennemi être transformé en ami,
Et les droits de la Grande-Bretagne
Ne plus dépendre de la guerre !
Puissent des lois justes et charitables

Soutenir la cause publique,
Et bénir notre île !
Demeure des hommes braves et libres,
Terre de la liberté,
Nous prions pour que sur toi encore
Le Ciel bon puisse sourire.

Ou bien encore :

Quand sauveras-tu ton peuple
O Dieu de pitié, quand ?
Le peuple, Dieu, le peuple
Non pas des trônes et des couronnes, mais des hommes !

Ils sont, ô Dieu, les fleurs de ton cœur ;
Ne les laisse pas, comme des herbes,
Passer pour toujours.
Ne laisse pas leur héritage passer
Comme un jour sans soleil ;
Dieu, sauve le peuple !

Sous ce hall de verre, la vieille âme puritaine, qui a donné à la nation anglaise toute sa grandeur et toute sa force, chantait, dans ces milliers de voix, avec l'éternelle jeunesse des choses immortelles !

Les discours, que, de six à huit heures, cet immense auditoire écoute avec une attention soutenue, précisent le double caractère démocratique et religieux de cette manifestation, dont je voudrais pouvoir exprimer, aussi fortement que je les ai ressenties, la grandeur et la beauté.

Aucun des orateurs ne cherche à justifier, à un point de vue dogmatique, par un raisonnement abstrait les doctrines de R. Cobden. Tous, d'un commun accord, s'efforcent d'établir que les luttes de Cobden contre le pain cher et la guerre permanente ont servi les intérêts de la classe ouvrière.

La campagne de M. Chamberlain, la politique belliqueuse du parti conservateur ont pour but de satisfaire les aspirations d'une minorité privilégiée et de retarder la réalisation des réformes nécessaires. Ces deux ordres d'idées furent traités par sir Henry Campbell-Bannerman et MM. Winston Churchill, Lloyd George et Chas. Fenwick, avec les seules différences que comportaient leurs tempéraments dissemblables. Sir Henry précise les deux voies, entre lesquelles l'opinion britannique doit choisir, avec la mâle et simple bonhomie d'un vétéran, que son titre de généralissime et ses services antérieurs dispensent d'être éloquent. Winston Churchill parle avec le joyeux entrain

d'un jeune homme frais émoulu de l'Université, que ses traditions de famille, sa popularité croissante et ses dons éminents destinent aux plus hautes places de l'État. Sir Charles Dilke affirmait l'autre jour qu'il n'avait point connu, dans toute sa vie politique, de jeune député, (il n'a pas trente ans), aussi merveilleusement doué. Il est impossible de ne pas découvrir dans le laisser-aller aristocratique de sa petite personne, dans la mobilité spirituelle de son profil rasé, dans la finesse de son regard et de son sourire quelque ressemblance avec lord Rosebery. Il excelle, comme lui, dans l'art de décocher les traits d'esprit, qui cinglent comme un coup de cravache, de résumer, en un mot vivant, toute une série d'arguments, de les asséner vigoureusement comme avec le poing. Lloyd-George reprit, entre les luttes passées et présentes, le même parallèle, avec l'éloquence ampoulée et l'énergie brutale d'un radical, conscient de sa popularité et sûr de ses effets. M. Chas. Fenwick, un rude ouvrier mineur et un *leader* trade-unioniste, aujourd'hui député aux Communes, parvint à renouveler le sujet déjà traité par trois orateurs. Avec quelques chiffres précis, il établit que la situation matérielle de l'ouvrier anglais n'a cessé de progresser depuis 1846. Seul, le poids des armements empêche de trouver l'argent nécessaire pour améliorer son sort. Ces arguments, débités avec force par un orateur dont la carrure, les gestes lents et forts, le visage taillé à coups de serpe révélaient l'origine, produisent sur les ouvriers un extraordinaire effet. Leurs acclamations montraient toute la violence de leurs colères contre le gouvernement qui favorise les distillateurs en gros, les propriétaires des mines sud-africaines, toute la force de la poussée démocratique.

L'admirable sermon du docteur Clifford vint déplacer la question et réveiller les souvenirs, laissés par les chants

religieux. « Cobden a vécu au milieu du peuple et lutté pour le peuple, telle est la *leçon* que je veux développer. » Et avec l'éloquence prophétique d'un visionnaire, le docteur Clifford nous montre Cobden, — cet homme religieux et chrétien, — s'efforçant, par tous les moyens, par le pain bon marché, par l'école neutre, par la réforme agraire, par le respect de la paix, d'élever, à la fois, le niveau matériel et moral de la nation anglaise. Le parti conservateur cherche au contraire tous les moyens de l'abaisser. Il viole, avec sa loi scolaire, le droit des minorités. Il multiplie les guerres sanglantes et inutiles. Il rétablit l'esclavage dans l'Afrique du Sud. « Il veut nous obliger à être soldats ; il nous vend à des marchands de vin. » C'est un parlement « croupion », qui devrait être chassé par un Cromwell. Il foule aux pieds tout l'idéal moral de notre nation. Lutter contre la majorité au pouvoir, c'est lutter « pour la vérité, pour la vieille Angleterre, pour Dieu ! »

L'auditoire écoutait avec passion et applaudissait avec frénésie. Ses convictions politiques sont inséparables de sa foi religieuse. Si la liberté est une chose anglaise, c'est que « devoir » est un mot anglais.

V

Si, au commencement de la guerre sud-africaine, un étranger, désireux de se renseigner sur l'importance des scissions qui déchiraient le parti libéral, avait interrogé les survivants des grands seigneurs whigs et des doctrinaires libéraux, lord Reay et John Morley, les membres du jeune groupe radical, Ch. Trevelyan ou Herbert Samuel, députés aux Communes, L. Hammond et W. Hirst du

Speaker, il n'aurait recueilli que des déclarations pessimistes et des paroles de découragement. La tourmente belliqueuse, qui ébranlait l'Angleterre tout entière, ne laissait intacte aucune des organisations libérales. Les démissions étaient nombreuses ; les journaux, organes de l'opposition, perdaient de l'argent ; les *leaders*, eux-mêmes, désertaient et passaient à l'ennemi. Comment ne pas craindre que la coalition unioniste ne profitât de cette occasion inespérée pour détacher de ses adversaires la petite bourgeoisie et les journaliers agricoles, leurs deux bataillons les plus fidèles ? Sans doute, pour la première fois, depuis 1886, les ouvriers de l'industrie jetaient les bases d'une organisation politique ; et les vétérans des luttes syndicales, J. Burns, le fondateur du *Parti ouvrier indépendant*, Keir Hardie, le secrétaire général du nouveau *Comité pour la représentation du travail*, J. Ramsay Macdonald témoignaient d'une sincère confiance dans le réveil des activités et l'avenir de leurs idées. Mais les libéraux, encore fidèles au souvenir de l'appui prêté, par les électeurs ouvriers, en 1874, en 1886, en 1895, au parti conservateur, serviteur docile de leurs revendications corporatives et de leur programme interventionniste, se refusaient à découvrir, dans l'action politique des Trade-Unions, une force pour leur parti et une espérance pour leurs idées.

Depuis trois ans, tout est changé. Aux aveux découragés succèdent des confidences d'un optimisme presque excessif. Les divisions ont vécu ; le parti est reconstitué ; la victoire est prochaine.

Avec un art supérieur, le parti conservateur est parvenu à piquer au vif, successivement, tous les éléments dont la coalition formait jadis, lors des victoires de 1868 et 1880, la « grande armée » libérale. Il est facile de constater, d'après leurs statistiques annuelles, que les diverses

Églises dissidentes, après avoir reculé, depuis un demi-siècle, devant la poussée néo-catholique, dont le mouvement d'Oxford et la propagande Ritualiste, au sein de l'Église Anglicane, forment les deux principaux épisodes, voient de nouveau grandir le nombre de leurs chapelles et la masse de leurs adhérents. Dans le clergé Anglican lui-même se dessine, avec une netteté croissante, un mouvement de réaction contre les tendances « romanistes » ; et la démarche que vient de faire auprès du primat de Canterbury une importante délégation de pasteurs, pour obtenir que la récitation du *Credo* ne soit plus obligatoire, est un incident significatif. Ce réveil du protestantisme anglais exerce une répercussion sur le parti libéral, auquel il a fourni ses soldats les plus fidèles. Le parti conservateur a su précipiter cette évolution. En donnant aux écoles confessionnelles la sanction d'une reconnaissance officielle, en les assimilant aux *Board Schools*, la majorité a froissé, d'une manière irrémédiable, une minorité d'autant plus attachée à l'idée de la neutralité scolaire, qu'elle est trop pauvre pour pouvoir confier ses enfants à un maître de son choix. En enlevant aux magistrats locaux le droit de fermer les débits de boissons, et en posant le principe de dommages-intérêts, au cas d'abrogation d'une « licence » annuelle, le projet de loi sur le commerce des boissons a accru l'irritation des non conformistes : la campagne anti-alcoolique, dont ils avaient pris l'initiative, était une de leurs forces et une de leurs gloires. L'importation de la main-d'œuvre jaune dans l'Afrique méridionale est venue enfin réveiller, dans leurs mémoires tenaces, les souvenirs laissés par les batailles contre l'esclavage ; en même temps qu'elle provoquait, dans les milieux ouvriers, une indignation, dont nous méconnaissons l'importance. Les travailleurs de l'Angleterre, tout comme ceux de l'Australie

et de la Nouvelle-Zélande, considèrent cette immigration des *coolies* dans une colonie, conquise au prix de sacrifices énormes par des soldats anglais, à la fois comme une atteinte à leurs droits au monopole du travail et comme une preuve de l'empire exercé par les Compagnies minières sur le gouvernement conservateur. Cette nouvelle mesure, en même temps qu'elle accentue l'irritation causée dans les milieux trade-unionistes par des récents procès en dommages-intérêts et le refus de modifier la législation syndicale, les rapproche des protestants, c'est-à-dire du parti libéral. Il n'est pas jusqu'aux journaliers agricoles, qui ne soient disposés à demander compte des avantages que la majorité ministérielle, par sa loi agraire, a accordés aux paysans irlandais, et qu'elle se refuse à étendre aux fermiers anglais, victimes eux aussi du même monopole foncier. Et, comme quelques-uns d'entre eux me le disaient tout bas à Midhurst, ils sont aujourd'hui plus disposés que jamais à accepter les articles audacieux que, d'un commun accord, le parti libéral et le groupe ouvrier ont inscrits sur leurs programmes pour frapper l'oligarchie terrienne.

Toutes les fautes commises par le gouvernement, les quatre mesures législatives acceptées par le parti conservateur tendent à rapprocher en un seul bloc les fractions éparses de l'armée libérale. La lutte contre les droits sur les importations d'objets alimentaires est venue fournir un nouveau signe de ralliement.

Malgré d'inévitables tiraillements, la réconciliation entre Associations libérales et ouvrières est un fait accompli. Les leaders de l'opposition parlementaire se déclarent prêts à accepter les deux premiers articles du programme électoral du *Comité pour la représentation du travail* : établissement d'une indemnité parlementaire et revision de la

législation syndicale. Sur la nécessité d'abroger les lois sur l'instruction primaire, le commerce des vins, l'importation de la main-d'œuvre jaune, l'accord est fait depuis longtemps. Mais il y a plus. Dans toutes les circonscriptions urbaines ayant droit à deux députés, les Comités libéraux ont abandonné un siège au parti ouvrier. Et à Leicester, par exemple, où l'un des mandats était déjà entre les mains d'un trade-unioniste, ils se sont refusé à opposer un candidat à M. Ramsay Macdonald, l'éminent secrétaire général du *Comité pour la représentation du travail*. Celui-ci, dans une déclaration, qui a été reproduite dans toute la presse, a affirmé que si les libéraux tenaient les engagements pris par sir Henry Campbell-Bannerman, réalisaient les réformes énumérées par leur leader, ils pouvaient compter sur l'appui loyal du groupe ouvrier, qui disposera, dans le prochain Parlement, de 30 ou 40 voix (1).

A Londres, à Leicester, à Manchester, organisations libérales et ouvrières se sont unies pour fêter le centenaire de R. Cobden. Si les comités nationaux de l'*Independent Labour Party* et du *Labour Representation Committee* n'ont pas pris part officiellement à ces manifestations, c'est, m'a affirmé M. Ramsay Macdonald, à la suite d'un malentendu : leur concours n'avait point été sollicité. Sans l'adhésion des Sociétés ouvrières locales, le meeting d'Alexandra Palace n'aurait jamais groupé 12.000 auditeurs. Ce succès, me déclaraient des membres importants du *London County Council*, eût été impossible il y a trois ans.

(1) Ces lignes ont été écrites en 1904.

VI

Dans un de ses derniers numéros, le *Times* parle de la « lugubre ironie historique » (*grim historical irony*), qui, selon lui, caractérise, dans une certaine mesure, les fêtes du centenaire de R. Cobden. Les libéraux, continuait cet important et classique organe, s'efforcent de ressusciter un grand disparu, pour lui demander de les soutenir de tout le poids de son autorité, dans leur lutte contre les essais de consolidation impériale et le projet d'Union commerciale. Comme si le publiciste, qui voulait « se débarrasser du système colonial et de ses appels enflammés aux passions populaires », qui condamnait l'occupation des Indes et saluait la Fédération des possessions canadiennes, comme un premier pas dans la voie de la « séparation amicale », était capable de comprendre l'importance psychologique et l'action politique de l'impérialisme contemporain ! Comme si un économiste, aussi plein de dédain que R. Cobden pour les théories générales et abstraites, se refuserait à reconnaître que, la situation économique du Royaume-Uni et du monde civilisé n'étant plus ce qu'elle était en 1850, la politique économique de l'Angleterre et des autres nations doit rechercher des solutions nouvelles ! Laissons donc R. Cobden dormir en paix son dernier sommeil ; et ne lui demandons pas de trancher un débat, dont il ne connaissait point les éléments matériels et dont il ne comprenait pas les facteurs psychologiques. Et, dans un second article, le *Times* raille le parti, qui, incapable de proposer, pour résoudre les difficultés actuelles, des idées nouvelles, en est réduit à organiser des manifestations funèbres et des hommages posthumes.

Ce dédain, signe indiscutable d'une confiante sérénité, est-il partagé par les organisateurs de la campagne protectionniste ? Accueillent-ils avec la même ironie les affirmations optimistes des libéraux, dont nous avons résumé les ardentes espérances ? Il est difficile de répondre par une simple affirmation ou une brève négation.

Quelques-uns des jeunes écrivains, qui ont fait leurs premières armes dans la campagne protectionniste, ont bien voulu répondre à mes questions. J'aurai donc recours à leur seule expérience, — et non à des déclarations plus autorisées qui me furent faites confidentiellement (1), — pour préciser la situation exacte occupée par l'armée protectionniste, dans son attaque contre les principes et les traditions, dont l'Angleterre s'est jusqu'ici inspirée.

La résistance a été plus ferme et plus générale qu'on ne le supposait. La poussée impérialiste était telle, l'autorité personnelle de M. Chamberlain était si grande, le succès de ses premiers discours avait été si éclatant, que chacun s'attendait à enlever d'assaut, par surprise, les positions ennemies. On n'avait compté ni sur la répercussion économique de la guerre sud-africaine et son action pacifique sur l'opinion publique, ni sur la résurrection du parti libéral, auquel la politique conservatrice redonne des soldats et un programme. On n'avait point prévu le rapide développement du comité pour la Représentation du Travail, qui groupe aujourd'hui 900.000 travailleurs manuels, leur dicte un programme et leur impose des candidats. Non seulement les vieilles troupes libérales, bourgeois puritains et journaliers agricoles, les nouvelles organisations ouvrières restent fidèles, sinon au libre-échange, au moins au

(1) Par M. J. Chamberlain.

principe de la non-taxation des objets alimentaires ; mais encore tous les soldats de l'armée unioniste n'ont pas accepté les nouvelles conceptions de M. Chamberlain. Sans doute le parti tory, unanimement, a saisi avec joie l'occasion de rappeler qu'il ne s'était jamais incliné devant les dogmes libres-échangistes. Sans doute, à l'aristocratie foncière, aux gros fermiers et à l'Eglise Anglicane se sont joints presque tous les industriels (*manufacturers*), ceux dont les produits avaient à souffrir de la concurrence étrangère. Mais la majorité des financiers, la presque totalité des commerçants (*merchants*) reste fidèle aux traditions du libéralisme économique. Leur appui constitue pour l'opposition un important appoint : leur désertion a affaibli et désorganisé le groupe unioniste.

La campagne protectionniste met aux prises, dans l'âme anglaise, quelques-uns de ses caractères les plus indélébiles, de ses tendances les plus permanentes. Les partisans de M. Chamberlain font appel à sa combativité séculaire et à ses besoins d'imagination : ils lui montrent les dangers de l'invasion économique ; ils lui rappellent les devoirs de la mission impériale. Les adversaires des droits d'entrée sur les objets alimentaires s'adressent à son sens pratique, à ses instincts conservateurs. Jusqu'ici, l'utilitarisme et la routine l'ont emporté sur les forces d'énergie et les besoins d'imagination. Quelques-uns de mes interlocuteurs en venaient même à regretter que M. Chamberlain n'eût pas commencé par prôner la doctrine des droits de représailles : à l'heure qu'il est, il aurait eu gain de cause et réalisé cette première forme du protectionnisme. Il serait aujourd'hui, ajoutaient-ils, en meilleure posture, pour faire accepter à l'opinion britannique une solution plus harmonieuse et plus définitive, le Zollverein impérial.

Mais la partie n'est pas compromise. La vraie bataille n'a pas encore eu lieu.

Sans doute, les élections partielles démontrent que l'opposition a pu résister victorieusement au premier assaut : la propagande de la *Ligue pour la réforme des tarifs impériaux* n'a pas encore mordu sur la grande masse du public. On peut même admettre, — à moins qu'un événement extérieur ne vienne réveiller l'impérialisme latent et redonner au gouvernement son écrasant succès de 1900, — que les libéraux auront la majorité dans le prochain Parlement. Mais la bataille de 1906 sera rude et le succès restreint. Les protectionnistes disposeront de sommes énormes ; industriels et *landlords* useront de toute leur influence ; le mouvement impérialiste n'aura point perdu son intensité. Il est certain, pour l'observateur impartial, que les affirmations pacifiques et les projets de désarmement des *leaders* libéraux sont accueillis, par leurs auditoires les plus fidèles, avec réserve. Chaque fois que sir Henry Campbell-Bannerman entrait dans cette voie, les trois quarts des milliers de spectateurs, qui remplissaient Alexandra Palace, cessaient d'applaudir. Le silence des ouvriers était significatif. Quoi qu'il en soit, on peut admettre que les efforts des conservateurs ne parviendront pas, en quelques mois, à désagréger l'armée trade-unioniste ; et que, partant, le retour d'une majorité réformatrice et pacifique, dans le prochain Parlement, est probable. Seulement cette majorité sera, pour le moins, extrêmement faible, si des événements imprévus ne viennent pas la grossir ou la réduire.

Mais alors, de deux choses l'une, le gouvernement libéral pourra ou ne pourra pas se passer de l'appoint des Irlandais. S'il n'a point recours à leurs voix, sa majorité sera précaire ; il restera à la merci d'une absence ou d'une

désertion. Mais il y a plus. Son armée se composera d'éléments hétérogènes : unionistes libres-échangistes, whigs, radicaux, ouvriers. Comment éviter de mécontenter tel de ces groupes par une politique ou trop audacieuse ou trop modérée ? Ses adversaires sauront exploiter le moindre froissement. D'autre part, si les libéraux ont besoin du concours des députés Irlandais, s'ils se montrent disposés à l'acheter, au prix que l'on sait, quelle belle occasion de reprendre la lutte contre le *home rule*, de réveiller les passions nationales.

Quelle que soit celle de ces deux hypothèses, également dangereuses, qui se réalise, le futur cabinet peut être sûr que, dans l'opposition, M. Chamberlain sera un terrible adversaire. Débarrassé de M. Balfour, dont l'opportunisme économique et la maladroite nonchalance ont mécontenté le parti tory, M. Chamberlain, disent ses partisans, retrouvera, dans ce rôle de chef et de critique, toutes ses merveilleuses qualités de combativité acerbe et tenace. Il raillera l'impuissance législative ou la politique antinationale des libéraux. Il fera miroiter aux yeux des ouvriers les ressources fournies par des tarifs douaniers, aux regards de la bourgeoisie commerçante et industrielle les splendeurs matérielles et morales de l'Union impériale. Il enlèvera, l'un après l'autre, les sièges qui viendront à vaquer. Il culbutera le ministère, dissoudra le Parlement, rentrera victorieux et réalisera l'unité anglo-saxonne.

Telle est l'opinion des partisans de M. Chamberlain, de ceux qui considèrent que la tactique parlementaire de M. Balfour a retardé la victoire.

Il est impossible pour un observateur étranger de peser la valeur de ces diverses opinions libérales ou impérialistes. Pour se prononcer, il faudrait pouvoir affirmer que M. Chamberlain parviendra ou ne parviendra pas à gagner

les voix ouvrières. Nous n'avons aucun des éléments nécessaires pour affirmer dès aujourd'hui, que les masses populaires resteront ou non fidèles au programme anti-impérialiste de leurs *leaders* actuels. Une seule conclusion est possible et légitime. La crise politique et économique, que traverse l'Angleterre, est une partie qui se joue en trois manches. La première, — la période de propagande, — n'a pas été pour M. Chamberlain un succès éclatant. On semble à peu près d'accord ici pour reconnaître qu'il pourrait être vaincu dans la seconde, lors des prochaines élections générales. Nul ne saurait affirmer qu'il ne prendra une éclatante revanche, dans la troisième, au sein du futur Parlement.

L'opinion européenne doit donc s'armer de patience. Ses émotions ne sont pas à la veille d'être définitivement dissipées. La bataille continue, ou plutôt elle ne fait que commencer.

CHAPITRE X

LES ÉLECTIONS GÉNÉRALES DE 1906

I. *Les élections.* Les résultats. Ministres élus. Ministres battus. La désertion des villes. — II. *Les origines de la déroute conservatrice.* Les causes économiques, politiques, sociales.

I

La bataille a été livrée, par les libéraux et leur alliés, avec un véritable acharnement. En 1900, 163 députés unionistes n'avaient point eu de concurrents. En 1906, 13 seulement ont été élus sans opposition. La lutte a été chaudement disputée; mais les résultats sont trop nets pour pouvoir être discutés. L'Angleterre est divisée en 41 comtés. Il n'y en a que 4, où les élus conservateurs aient la majorité : Kent, Rutland, Shropshire, Warwick. Dans 4, les sièges sont également répartis entre les deux partis. Les libres-échangistes détiennent la majorité des mandats, dans 33 comtés sur 41. Dans 11 comtés pas un unioniste n'a été élu. A Londres, la citadelle de l'impérialisme, le nombre des députés unionistes est tombé de 54 en 1900, à 20 en 1906 ; celui de leurs adversaires a passé de 8 à 42. Dans tout le Royaume-Uni, les libéraux ont gagné 200 sièges; les ouvriers, 89; les unionistes, 14 ; les Irlandais, 2. Le nombre de votes radicaux a grandi de 1.349.000, à 2.539.000 ; celui de bulletins ouvriers de 88.000 à 453.000; l'effectif des électeurs unionistes de 1.714.000 à 2.323.000. Le Parlement de 1906 comprendra

153 unionistes, 375 libéraux, 52 ouvriers, 83 nationalistes. Sir Henry Campbell-Bannerman peut compter, si les radicaux seuls lui sont fidèles, sur une majorité de 87 voix, si les Irlandais et le *Labour Party* lui restent attachés, sur une majorité de 357 voix.

* * *

Pour comprendre la valeur de cette écrasante défaite, il faut dresser quelques statistiques. Dans les Parlements de :

1832	La majorité libérale était de	370	voix.
1835	— —	112	—
1837	— —	18	—
1841	La majorité *conservatrice* était de	76	—
1847	La majorité libérale était de	18	—
1852	La majorité *conservatrice* était de	20	—
1857	La majorité libérale était de	80	—
1859	— —	50	—
1865	— —	78	—
1868	— —	176	—
1874	La majorité *conservatrice* était de	98	—
1880	La majorité libérale était de	115	—
1885	— —	86	—
1886	La majorité *conservatrice* était de	118	—
1892	La majorité libérale était de	40	—
1895	La majorité *conservatrice* était de	152	—
1900	— —	132	—

Il résulte de ce tableau, dans lequel se trouve résumée toute l'histoire de l'Angleterre moderne, que la majorité de la coalition libérale-ouvrière, — avec ou sans l'appoint des Irlandais, — est sans précédent depuis 1832. Pour retrouver une déviation aussi subite, aussi complète du courant politique, il faut remonter jusqu'au point de départ du mouvement libéral qui a transformé l'Angleterre de l'ancien régime, jusqu'au 1789 britannique. La même démonstration peut être établie d'une manière différente.

A l'exception de M. Freeman Thomas, *Junior Lord,*

tous les membres du cabinet libéral ont été réélus avec d'écrasantes majorités. J. Morley a eu 2.494 voix, John Burns 1.600, Winston Churchill 1.241, Aug. Birell 2.942, Herbert Gladstone 4.705, sir Henry Fowler 2.865, W. Runciman 3.805, Lloyd-George 1.224, E. Robertson 5.411, W. S. Robson 6.286 voix de plus que son concurrent. Le cabinet Balfour a été moins bien traité. 15 de ses membres sont restés sur le carreau, et non des moindres : A. J. Balfour a été battu par 1.980 voix ; Gerald Balfour, président du *Local Government Board*, par 1.069 voix ; Walter Long, secrétaire d'État pour l'Irlande, par 2.692 voix ; Alfred Lyttelton, ministre des colonies, par 209 voix ; Brodrick, ministre des Indes, par 800 voix. La défaite de Lord Stanley, ministre des postes et télégraphes, doit être mentionnée à part, en raison des manifestations de joie délirante qu'elle a provoquées dans tous les bureaux de poste du Royaume-Uni. Non moins significatif est l'échec de H. Chaplin, du *Board* de l'agriculture, le fameux théoricien du droit sur les blés. Enfin, on peut assimiler, au point de vue de leur signification politique, à des défaites ministérielles, celles de 21 vétérans du parti conservateur, qui comptent de 14 à 39 ans de présence sur les bancs du Parlement. L. Gibson Bowles est le leader, sir W. Hart Dyke, le doyen de cette phalange. Le parti conservateur est décapité, et en même temps les fondements de ses organisations électorales sont ébranlés.

*
* *

Voici que les citadins, qui se distinguaient depuis vingt ans des journaliers agricoles par leur attachement au parti unioniste, désertent en masse. Sur les 11 mandats que détiennent les *Boroughs* gallois, 2 en 1885, 4 en 1886,

6 en 1895 étaient entre les mains des conservateurs. En 1906 les libéraux les ont tous enlevés. De 1900 à 1906 le nombre d'électeurs inscrits augmente de 19 p. 100 ; les votes unionistes s'accroissent de 6 p. 100 et les votes radicaux de 31 p. 100. Sur les 31 députés, que nomment les *Boroughs* écossais, 9 en 1886, 14 en 1895, 16 en 1900 figuraient dans la majorité de lord Salisbury et A. J. Balfour. Le nombre des représentants libéraux, qui était tombé de 20 à 17 et 15, se relève à 26, tandis que celui de leurs adversaires tombe à 5. L'effectif des électeurs s'est accru de 6.6 p. 100 de 1900 à 1906. Les votes conservateurs ont baissé de 8 p. 100 (8.026) ; les votes radicaux et ouvriers grandi de 45 p. 100 (47.678). J'entends bien que les provinces celtiques, en raison des traditions politiques, des caractères psychologiques et des convictions protestantes de leur population, ont toujours constitué les réserves naturelles du libéralisme anglais. Mais, en 1906, les cités anglo-saxonnes ont suivi leur impulsion.

Il est même possible de démontrer que l'évolution politique des citadins du centre et du sud a été plus profonde et plus significative. Sur les 164 sièges des *Provincial Boroughs*, 114 en 1886, 121 en 1895, 124 en 1900 étaient occupés par des unionistes. Le nombre des députés libéraux avait été réduit de 87 en 1885, à 69 en 1892, 43 en 1895, 40 en 1900. En 1906, la coalition libre-échangiste enlève aux néo-protectionnistes 50 p. 100 de leurs mandats parlementaires, détient 122 sièges et n'en laisse que 42 à ses adversaires. En 1900, 45 des partisans de lord Salisbury n'avaient point eu de concurrents. En 1906, un seul député unioniste n'a pas été obligé de livrer bataille : il était d'ailleurs resté fidèle au libre-échangisme. Dans ces circonscriptions urbaines, de 1900 à 1906, le nombre d'électeurs s'est accru de 10 p. 100 ; la moyenne des votes unio-

nistes, recueillis dans chaque *constituency*, diminue de 4 p. 100, recule de 3.980 à 3.803 ; la moyenne des voix, obtenues par le candidat de l'opposition radicale-ouvrière, augmente de 34 p. 100, monte de 3.602 à 4.836. Aujourd'hui tous les députés de Birkenhead, Bradford, Chatham, Devonport, Leeds, Gateshead, Manchester, Newcastle, Nottingham, Plymouth, Portsmouth, Southampton, Wollverhampton, etc., etc., figurent dans la majorité de sir Henry Campbell-Bannerman.

La défaite des conservateurs est une déroute. Leur parti est désorganisé. L'échec de 1906 n'est point un de ces accidents, dont un groupe parlementaire se remet en quelques mois. Les élections marquent une évolution décisive dans l'évolution politique du Royaume-Uni. Elles sont une des dates importantes de l'histoire anglaise.

II

De même que l'hégémonie conservatrice de 1874 à 1906 a des origines profondes et complexes, de même l'écrasante victoire d'un parti libéral, où dominent les radicaux, et la subite apparition d'un groupe ouvrier, fort de 50 voix, s'expliquent par des événements économiques, politiques et sociaux. Le vent, qui souffle de l'autre côté du détroit, n'est point une simple rafale : c'est une tempête dont on discerne les causes.

*
* *

S'il est vrai que la stagnation commerciale avait favorisé la propagande protectionniste et facilité jadis les victoires conservatrices, il est également certain qu'une reprise des affaires est venue, fort mal à propos pour M. Chamberlain,

vivifier les sympathies de l'opinion britannique pour le libre-échange. Déjà, dans les derniers mois de 1904, nous l'avons montré, l'industrie britannique secoue le lourd fardeau légué par la guerre sud-africaine, le poids-mort qui paralyse son essor. Si le conflit russo-japonais apporte de fâcheuses entraves aux transports maritimes, les commandes des belligérants surexcitent l'activité des deux marchés les plus prospères du Royaume-Uni, ceux du charbon et des cotonnades. Elles font plus. Elles fournissent des débouchés aux tisseurs de laines, qui, depuis des années, apportaient à la cause protectionniste le concours de leurs angoisses, l'autorité de leurs récriminations. Au cours de l'année 1905, le courant a grossi. La poussée des eaux a acquis une force imprévue.

Jamais les expéditions de produits anglais n'ont atteint le chiffre de 325 millions. Aux époques les plus prospères, leur moyenne était de 235 (1870-1874), 238 (1895-1899). L'importance de cette hausse (de 29 millions sur les statistiques de 1904) est accrue par le fait que les exportations d'objets partiellement ou complètement manufacturés y figurent pour 26 millions. Jamais les industries, dont les progrès récents constituaient les meilleurs arguments des libres-échangistes, les constructions navales et les tissages de coton, n'ont été plus prospères. Les cités de la laine, de la toile réclamaient à grands cris des tarifs protecteurs. Et voici que, en 1905, les exportations de lainages progressent, par rapport aux chiffres de 1904, de 2 millions 1/2 de livres sterling, les ventes de pièces de toiles de 522.000. Plus imprévue encore et infiniment plus importante est la reprise de la métallurgie. Depuis vingt ans, les maîtres de forges ont apporté aux groupements protectionnistes, les villes du Midland ont donné aux Associations conservatrices un enthousiaste concours. Et

voici que les hauts-fourneaux se rallument. En 1905, ils ont produit 9.250.000 tonnes de fer brut, dépassé de près d'un million les statistiques de l'année précédente, retrouvé un niveau qu'ils n'avaient atteint qu'en 1899, grâce à la guerre sud-africaine. Les exportations d'acier et de fer ouvrés, de machines de tout genre ont gagné, en douze mois, une avance de plus de 3 et 2 millions de livres sterling. Il n'est pas jusqu'à l'industrie des cycles, si atteinte par la concurrence, qui n'ait vu ses ventes de bicyclettes progresser de 205 et 184 milliers de livres. Et par une coïncidence singulièrement fâcheuse pour la doctrine des tarifs différentiels impériaux, les commandes des nations étrangères ont beaucoup plus contribué que les achats des possessions britanniques à cette reprise des affaires.

Les électeurs anglais se sont refusé à compromettre cette aubaine inespérée, — et probablement passagère, — par des réformes fiscales. Ils aiment mieux faciliter l'essor de l'industrie et du commerce en délestant le budget.

En 1874, les projets financiers du collègue de Gladstone et une loi sur les débits de boisson ; en 1895, la modification des droits de succession sur les propriétés immobilières et les menaces d'un impôt progressif sur le revenu avaient facilité la défaite des libéraux. De même, aujourd'hui, l'histoire des budgets conservateurs, depuis dix ans, esquissée avec verve par les J. Morley et Asquith, résumée avec habileté par les journaux dans des tableaux saisissants, a assuré la victoire des radicaux. On a pu dire avec raison que, de 1895 à 1905, tandis que la population augmente de 10 p. 100, les dépenses grandissent de 52, la dette nationale de 20, les armements de 86 p. 100. De 1896-1897 à 1905-1906, les charges auxquelles doit faire face le chancelier de l'Echiquier passent de 108 à 151 millions de livres, soit une hausse de 43 millions. La

dette, dont il faut solder les arrérages, grandit aux mêmes dates de 641 à 791 millions de livres, soit une hausse de 150 millions. Le budget de l'armée et de la marine passe respectivement de 19 à 33, 18 à 42 millions de livres, soit une hausse de 39 millions. Pour accroître les disponibilités, il a fallu d'abord modifier le taux de l'income-tax, le porter à 1 schelling et au delà. Le contribuable, qui payait, avant que les conservateurs fussent au pouvoir, 100 ou 30 livres sterling, sur son revenu, doit verser aujourd'hui 150 et 45 livres sterling. Les grosses et moyennes fortunes n'ont pas été seules atteintes. Sur les 40 millions demandés annuellement à de nouveaux impôts, la moitié, — 19 millions de livres, — frappent le sucre, le thé, le tabac, la bière, le charbon, pèsent sur l'ouvrier. La charge a été si lourde, que la puissance de consommation du marché intérieur a légèrement diminué. La répercussion a été d'autant plus sensible, que de l'autre côté du détroit chacun dépense l'intégralité de ses revenus. Les achats ont baissé; l'activité s'est ralentie; le chômage a grandi. De 1900 à 1904 inclus, l'effectif des pauvres secourus s'est accru régulièrement : 659, 674, 688, 700, 758 milliers. Leur nombre pour mille habitants passe de 20,5 à 21,9. Avec la misère, la criminalité a monté. Le nombre de mendiants arrêtés augmente de 11.000 (1900) à 14, 16 et 19.000 (1903); celui des voleurs jugés en Grande-Bretagne grandit de 44.000 (1900) à 46, 48, 49, 50.000 (1903). Le poids des impôts s'est fait sentir, avec une lente et croissante répercussion, dans tous les milieux, depuis le château et le cottage, jusqu'à la chaumière et au taudis. Les ondes concentriques, en s'élargissant progressivement, ont pénétré toutes les couches sociales.

Ce choc douloureux a déterminé des réflexions salutaires, accru la valeur de la reprise récente. Après les

mauvais jours qui ont suivi la guerre, le chômeur comme le négociant désirent profiter de la passagère éclaircie. Ils entendent n'être point troublés par des charges nouvelles et des réformes douanières, pendant ces quelques instants de détente joyeuse. Et la coalition des intérêts lésés balaya la majorité conservatrice.

*
* *

Quelle que soit aujourd'hui leur prédominance, les facteurs économiques ne suffisent pas pour expliquer les crises de la vie collective : les caractères de la méthode suivie, de l'œuvre réalisée ont découragé les conservateurs, surexcité leurs adversaires.

Il y a onze ans, en 1895, j'assistais à Oxford à la défaite de la majorité libérale. La personnalité de lord Rosebery avait facilité cet échec. Méconnaissant l'extraordinaire souplesse d'une intelligence, à qui rien n'est indifférent, oublieuse des services rendus à la cause ouvrière par le président du *London County Council* et à la concentration impériale par le fondateur de la première ligue pour la *Fédération coloniale*, la masse électorale était froissée par son scepticisme politique, par sa nonchalante adhésion au *Home rule*. Dix ans plus tard, un autre gentilhomme, artiste éminent et orateur subtil, pour n'avoir point adopté en matière fiscale une opinion nette, conduisait son parti à la défaite. L'opinion britannique est plus sensible aux défauts d'un A. J. Balfour ou d'un lord Rosebery qu'à leurs qualités. Seuls les lettrés d'Écosse apprécient tout ce qu'il y a de grâce affinée, de charme pénétrant dans la langue, les idées et la personne de cet aristocrate de la pensée, qu'est le parent des Salisbury. Seuls, les étudiants d'histoire connaissent ce que cet esprit, concentré sur un objet

limité, sur le problème irlandais, par exemple, aux débuts de sa vie publique, peut déployer d'ingéniosité. La masse anglaise, éprise d'énergique activité et rebelle aux élégances artistiques, a vu surtout dans A. J. Balfour son nonchaloir aristocratique. Elle en a été indignée. Il y a quelque vingt ans, les députés irlandais interpellaient le Cabinet conservateur. Ils lui reprochaient d'avoir, avec les fonds secrets, payé des avocats à un fonctionnaire de la police, coupable d'avoir défendu avec trop de vigueur un député prisonnier et d'avoir fait ouvrir le feu avec une indéniable précipitation. Successivement interrogés, le *solicitor-general*, l'*attorney-general*, de graves et dignes vieillards, affirment qu'à leur connaissance ce bruit ne repose sur aucun fondement. Le sous-secrétaire d'État pour l'Irlande, enfoncé sur sa banquette, dans son attitude favorite, les mains dans ses poches et les pieds à la hauteur du menton, semblait perdu dans de lointaines rêveries. Interpellé à son tour, M. A. J. Balfour se lève et, du ton le plus indifférent, déclare que « naturellement » l'administration avait désintéressé les défenseurs du policier et qu'il acceptait toutes les responsabilités. Cette anecdote met plus en relief que toutes les analyses psychologiques, l'extraordinaire mélange d'indifférence dédaigneuse et d'autorité hautaine qui a surpris et indigné l'opinion britannique..

Tel qu'il était comme secrétaire d'État, tel M. A. J. Balfour est resté comme premier ministre. Il se refuse à répondre aux interpellations sur la question fiscale et, par une savante revision du règlement de la Chambre des Communes, il coupe net les discussions parlementaires. Il ne termine jamais une session, sans jeter par-dessus bord la presque totalité des projets de lois inscrits sur son programme, annoncés par le discours du Trône ; et, d'autre

part, il se cramponne obstinément au pouvoir, se refuse à dissoudre lui-même le Parlement et ne cède les rènes du gouvernement, qu'à la suite d'une querelle avec un de ses subordonnés. La méthode tactique de M. A. J. Balfour a été une des causes du mécontentement politique, une des origines de la défaite conservatrice. Les lettres des candidats unionistes le proclament, avec une rude sincérité. La défaite de 1906, comme celle de 1895, est avant tout l'échec personnel d'un homme d'État, dont la pensée était trop affinée, l'énergie trop intermittente, pour pouvoir être comprises de l'opinion britannique.

L'œuvre accomplie par le Cabinet et le Parlement, qui ont présidé aux destinées du Royaume-Uni de 1900 à 1906, s'est fâcheusement ressentie de ces flottements et de ces brusques reprises dans la direction suprême.

On chercherait en vain, même dans l'histoire diplomatique à laquelle les conservateurs ont consacré, depuis dix ans, la majeure partie de l'activité des politiques, des discussions du Parlement, de l'argent des contribuables, quelque résultat définitif, qui ait conquis d'une manière durable la gratitude de la masse électorale. J'entends bien que les expéditions du Thibet et du Somaliland, et surtout les victoires sud-africaines ont donné à l'*Homme de la Rue,* cette nouvelle incarnation du peuple anglais, toutes les émotions militaires dont il raffole. Mais il avait déjà acquitté sa dette aux élections générales de 1900 ; et, depuis, des doutes sur la valeur des nouvelles conquêtes et l'énormité de la somme à payer ont fâcheusement diminué sa reconnaissance. S'il avait applaudi, du bout des doigts, l'alliance avec les Japonais, cette arme forgée contre la Russie, l'*Homme de la Rue* a depuis appris, à ses dépens, que les défaites slaves avaient surtout profité à l'empire allemand. Sans doute le rapprochement franco-

anglais est le grand titre des conservateurs à la reconnaissance publique. Mais est-il possible de porter cette consécration officielle des nouvelles sympathies du peuple anglais au compte du parti tout entier ? Comment oublier les efforts tentés par certains ministres pour amener, jadis, le Cabinet à accepter les offres tentatrices du Kaiser ? Le fâcheux essai de coopération anglo-allemande contre le Vénézuela (1902), les protestations du *Times*, les vers de Kipling sont encore présents à l'esprit de tous.

C'est par le même bilan, vague et terne, que se termine l'histoire parlementaire. A l'exception de la réorganisation des forces navales, qui a valu à lord Selborne l'approbation de ses adversaires eux-mêmes, l'œuvre militaire du dernier gouvernement ne suffirait pas pour lui gagner la reconnaissance publique. Il n'a pas fait voter moins de douze lois, il a doté l'armée de nouveaux canons, tenté un remaniement du *War Office*, dont on lui sait un gré infini. Mais le Cabinet a blessé par ses règlements Messieurs les volontaires, dont l'influence électorale est indéniable ; il a dépensé beaucoup d'argent, ce qui affaiblit les gratitudes. Et lord Roberts a demandé à reprendre sa liberté, pour démontrer que les sacrifices des contribuables n'avaient pas accru la valeur des troupes britanniques. La réalisation de l'unité impériale constituait, après la mise en état des forces militaires, le second article du programme conservateur. Les conférences intercoloniales de 1897 et 1902 n'ont servi qu'à mettre en lumière les difficultés insurmontables, auxquelles se heurtent les rêves des Fédéralistes. Les tentatives de concentration politique ont échoué. J. Chamberlain a dû renoncer à son projet de Cour suprême, A. Lyttelton à son essai de Conseil impérial. Le *Kriegverein* n'a pas été mieux favorisé. Et si on a créé le Conseil de Défense impériale, en revanche les incidents

Dundonald au Canada et Hutton en Australie ont montré qu'il était dangereux de froisser, par des tentatives de centralisation militaire, les nationalismes naissants. Quant au *Zollverein*, à la concentration commerciale, les discordes intestines et les échecs électoraux ont appris aux conservateurs ce qu'il en coûte de parler de tarifs différentiels.

Et si des questions coloniales, militaires et diplomatiques, de ce domaine où le parti unioniste se reconnaît une compétence particulière, on arrive à son œuvre plus complètement législative, il semble qu'aucune des grandes mesures votées ne saurait, par une indéniable popularité, compenser les échecs antérieurs. Toutes peuvent apparaître à la masse, comme des avantages matériels concédés à des groupes précis, aux propriétaires fonciers, à l'Eglise Anglicane, aux débitants de boissons, aux actionnaires des mines d'or. Elles donnent, pour la première fois, au parti conservateur l'apparence d'une coalition d'intérêts. Elles compromettent une autorité déjà menacée. Elles affaiblissent un prestige déjà atteint.

*
* *

Depuis plusieurs années, la conscience religieuse du peuple anglais a été ébranlée dans ses replis les plus intimes. L'harmonieuse hiérarchie, qui réserve, aujourd'hui encore, à une oligarchie la direction de la société politique, a été brisée sous la poussée de revendications, parties des rangs inférieurs. Le réveil du Protestantisme Puritain et la naissance du parti ouvrier ont également contribué à la victoire des Radicaux Anglais.

Il est trop tôt pour rechercher les origines psychologiques de la réaction contre le courant catholique. Elle fut d'autant plus ardente, que la poussée catholique avait

été plus tenace. De 1851 à 1901, le nombre de prêtres de l'Église Romaine a grandi de 835 à 3.025, celui des monastères de 17 à 259, celui des couvents de 53 à 554, celui des chapelles de 586 à 1.572. Au sein du clergé Anglican, les sympathies pour les rites romains s'étaient accrues et étaient partagées par 9.000 pasteurs. A la Chambre des Lords, des efforts ont été faits pour atténuer, sinon supprimer la profession de foi protestante, dont les traditions imposent la lecture au Souverain. A la Chambre des Communes, des projets de loi ont été déposés pour restreindre le contrôle de l'État sur l'Église Anglicane. Lord Hugh Cecil voudrait créer des tribunaux ecclésiastiques indépendants. M. Cripps a demandé que le droit d'en appeler à la Couronne fût retiré aux laïques. Un contre-courant se dessine. Il est possible d'en noter les principales manifestations. Dès 1897, l'activité des *Dissenters* se révèle par la création d'une fédération, le *Free Church Council*. En juin 1904, les 5 églises méthodistes décident de grouper leurs 5.000 pasteurs et leurs 48.000 prédicateurs laïques. L'année 1905 commence par le Réveil Gallois, et se termine par la tournée triomphale du général Booth et sa réception par la cité de Londres. Mentionnons encore l'enquête ouverte, auprès de ses lecteurs, sur « ce qu'ils croient », dans 2.500 colonnes du *Daily Telegraph*, et le premier congrès mondial des Baptistes. Le courant gagne l'Église Anglicane. Les partisans de la *Broad Church*, de l'Église élargie, reprennent confiance et retrouvent leur activité. En mars 1902, en avril et juin 1903, d'importantes protestations contre le Ritualisme néo-catholique ont lieu. Le 1er juin 1904 et le 2 février 1905, des délégations sollicitent auprès du Primat des atténuations dogmatiques. Et le Congrès annuel de l'Eglise Anglicane applaudit les déclarations protestantes de l'éloquent évêque de Londres.

Les émotions politiques n'avaient point été indifférentes à ce réveil des préoccupations morales et des activités civiques, dont est fait le Protestantisme Puritain, fermé aux angoisses métaphysiques et rebelle aux subtilités théologiques. Les discussions passionnées sur la justice de la cause anglaise, dans la guerre sud-africaine, sur la légitimité des camps de concentration ont provoqué dans la conscience anglaise un durable ébranlement. *L'Education Act*, par les droits financiers et administratifs qu'il donne aux Ecoles confessionnelles, presqu'exclusivement anglicanes et romaines, atteint directement les *Dissenters*. Sous la présidence du docteur Clifford, un *Comité pour la résistance passive* par le refus de payer les taxes scolaires, est fondé à Londres en 1903. En 1904, 36.000 personnes, en 1905, 64.000 refusent d'obtempérer aux sommations du fisc. 3.610 contribuables laissent vendre leur mobilier. 281, dont 122 laïques, subissent des peines d'emprisonnement. Dans la principauté de Galles, les *County-councils* organisent eux-mêmes la lutte. Le *Licensing Act*, par les restrictions qu'il apporte à l'activité anti-alcoolique des magistrats locaux et les droits aux dommages-intérêts, dont il gratifie les titulaires de patentes annuelles, fournit un nouvel aliment aux protestations des Puritains, adversaires traditionnels des débits de boissons. Il n'est pas jusqu'aux ordonnances sur la main-d'œuvre jaune ou noire, employée dans les mines d'or et de diamants, qui n'aient, par leur indulgence pour le « travail obligé », éveillé les légitimes susceptibilités de la *conscience non-conformiste*.

Sous la poussée de ces indignations, le parti libéral est devenu, plus complètement que jamais, le groupement des dissidents. Dans les réunions publiques, les discours des pasteurs méthodistes alternent avec le chant des canti-

ques. Et récemment M. Lloyd-George a pu s'écrier, au milieu de l'enthousiasme de ses électeurs gallois, qu'il n'y avait jamais eu dans un Parlement anglais, depuis le siècle de Cromwell, autant de députés protestants.

*
* *

Une fois de plus, dans l'histoire britannique, les crises religieuses coïncident avec les crises politiques. Et la poussée sociale, qui ébranle le Royaume-Uni, sans le menacer, est aggravée par le mouvement ouvrier. Son réveil a été singulièrement favorisé par l'attitude nouvelle du parti conservateur. Depuis un siècle, les tories avaient été les apôtres de l'interventionnisme législatif. Ils avaient vu dans ces textes audacieux non seulement une application des traditions protectionnistes et des conceptions paternelles qui caractérisent l'oligarchie terrienne, mais encore le moyen de capter les votes ouvriers, de désorganiser le parti libéral, d'ajourner les revendications politiques. Trente années de succès parlementaires ont démontré la supériorité de cette tactique. Leur zèle interventionniste s'était cependant ralenti, au fur et à mesure que les radicaux convertissaient à leur indulgence pour l'interventionnisme législatif et le socialisme municipal les libéraux et les derniers Whigs.

Ces réserves timides se sont transformées, depuis 1900, en une opposition systématique. La Chambre de 1900 à 1906 s'est obstinément refusée à toute extension des lois ouvrières et des activités municipales. Le seul texte important qu'elle ait voté, avec enthousiasme, l'*Aliens Act* de 1905, lui a été dicté par ses préoccupations protectionnistes. Quant à la loi sur le chômage, elle n'a été acceptée qu'à regrets et après avoir été amputée. En dehors de ces

deux chapitres, la majorité conservatrice n'a rien à son actif. Impressionnées par l'enquête du *Times* sur le socialisme municipal, les Communes ont favorisé les demandes de concessions faites par des sociétés anonymes pour l'exploitation de l'Electricité et des Eaux. Quant aux Lords, ils se sont refusés à permettre au *County-Council* de Londres de faire franchir à ses tramways les ponts de Westminster et Blackfriars. Les tendances interventionnistes de la législation ont été enrayées. Le gouvernement a oublié de tenir ses promesses, d'étendre la loi sur les accidents du travail et d'étudier le problème des retraites. La Chambre haute rejette le projet de loi sur la clôture des magasins. La Chambre basse se refuse à reviser les textes sur les habitations ouvrières et à limiter à 8 heures la durée du travail dans les Mines. Par trois fois, en 1903, 1904, 1905, la majorité conservatrice, saisie par les *Trade-Unions*, que menacent de récents procès en dommages-intérêts, d'amendements à la loi syndicale, repousse toutes les modifications proposées. Les Tories auraient dû se rappeler que la même fermeté avait jadis valu à Gladstone sa défaite de 1874. L'histoire se répète toujours.

*
* *

La poussée des colères ouvrières disloque les organisations conservatrices. La crise des consciences puritaines surexcite l'activité des classes moyennes. Et, pour la première fois depuis 1868, toutes les forces démocratiques se rangent sous la bannière libérale. L'ère de l'hégémonie conservatrice est close. Il faut ouvrir un nouveau chapitre dans le livre de l'histoire anglaise. L'avenir fixera le nombre de ses feuillets, la durée de ses récits.

TABLE DES MATIÈRES

7-2-07. — Tours, impr. E. Arrault et Cie.

